

# CANADIAN THESES ON MICROFICHE

## THÈSES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada  
Collections Development Branch

Canadian Theses on  
Microfiche Service

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada  
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes  
sur microfiche

### NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

### AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

THIS DISSERTATION  
HAS BEEN MICROFILMED  
EXACTLY AS RECEIVED

LA THÈSE A ÉTÉ  
MICROFILMÉE TELLE QUE  
NOUS L'AVONS REÇUE

LE TRAVAIL INFORMEL URBAIN AU BRESIL:  
Analyse historique et variations spatiales au niveau des Etats,  
de leurs régions métropolitaines et de la région de Salvador

par

Pedro de Almeida Vasconcelos

Thèse présentée à l'Ecole des études supérieures  
en vue de l'obtention du Doctorat (Ph.D)  
en Géographie

UNIVERSITE D'OTTAWA

Ottawa, Ontario, Canada, 1985.

© Pedro de Almeida Vasconcelos, 1985.



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
UNIVERSITY OF OTTAWA

## RESUME

Cette thèse a pour objectifs l'analyse du travail informel urbain au Brésil et l'examen de ses variations spatiales.

La thèse commence par un cadre général, composé par une évaluation de la littérature où nous mettons en évidence le manque d'attention aux aspects historiques et spatiaux de la question, suivi par l'examen du cadre conceptuel dans lequel le travail informel est inséré: le contexte du tiers monde, particulièrement celui du Brésil. Dans ce cadre nous discutons aussi la notion de centre et périphérie qui servira de référence au long des études.

Le chapitre suivant analyse les aspects historiques du travail au Brésil, en essayant de dégager la formation et la structuration de la société et les changements survenus pendant son évolution. Une grande attention est donnée à l'esclavage et ses conséquences. Les métiers antécédents de l'actuel travail informel et certains mécanismes informels dans le passé sont aussi examinés.

Les trois chapitres suivants se concentrent sur les aspects spatiaux: d'abord nous examinons la main-d'oeuvre non-agricole des neuf Etats qui disposent d'une région métropolitaine, en recherchant les activités qui peuvent avoir différents degrés d'"informalité" et leur variation dans l'espace.

Ensuite, nous traitons de la question du travail informel au niveau des régions métropolitaines. Une méthode d'approximation du

travail informel, à partir des données secondaires est proposée. Les variations spatiales entre les métropoles centrales et périphériques sont aussi examinées.

Le dernier chapitre analyse l'évolution du travail non-agricole à Bahia et la structuration urbaine de la région de Salvador, métropole choisie pour l'analyse à un niveau plus détaillé. La question du travail informel est ici mise en relation avec les questions migratoires et les aspects de localisation au niveau urbain.

Finalement, la conclusion, part d'une discussion à un niveau plus général, où les différenciations sociales au niveau de la société brésilienne sont examinées. Elle reprend les principaux résultats de chaque chapitre, et nous terminons par des suggestions pour de nouvelles études et pour des mesures à prendre pour le bénéfice des travailleurs étudiés.

L'étude conclut que les revenus moyens des travailleurs, même occupés dans des activités "formelles", dans les Etats périphériques, sont inférieurs à ceux des travailleurs dans plusieurs des activités informelles dans les Etats centraux. Une autre conclusion importante, cette fois-ci au niveau de Salvador, est la prédominance des non-migrants dans les conditions de travail informel ou de bas revenus, ce que vient confirmer le poids du passé et de la stratification sociale.

## REMERCIEMENTS

Em premier lieu, j'aimerais remercier le Dr. Roger A. Roberge qui m'a invité et encouragé à réaliser ces études de doctorat au Canada, malgré presque dix années passées en dehors de toute activité académique. Je le remercie aussi pour son accompagnement et sa supervision, toujours rigoureux, dans toutes les phases du programme, ainsi que pour son appui dans les activités internes et extra-académiques.

Merci aussi aux professeurs Caroline Andrew (Département de science politique, Université d'Ottawa), François Belisle (Centre de recherches pour le développement international), Paul-Yves Denis (Département de géographie, Université Laval), Peter Harrisson (Ministère des finances, Gouvernement du Canada), N. H. Lithwick (Department of Economics, Carleton University), Peter Johnson et Rolf Wesche (Département de géographie, Université d'Ottawa) -celui-ci particulièrement pour les suggestions de lectures-, pour les conseils et critiques constructives émis à chaque étape du programme.

D'un autre côté, mes études de doctorat n'auraient été possibles sans le Conselho Nacional de Ciência e Tecnologia - C.N.P.Q., du gouvernement brésilien, qui a couvert totalement et pour toute la durée du programme, les dépenses de scolarité, transport, assurance médicale, et bourse, malgré cette période de crise, où les devises étrangères étaient particulièrement limitées au Brésil.

Toujours au Brésil, j'aimerais remercier les amis et collègues qui ont répondu à mes sollicitations de documents brésiliens, comme Carlos Antonio de Campos Ribeiro, Lourenço Mueller Costa et Anilton Santos Silva, de la CONDER, ainsi que Berilo T. Sandes de la U.A.S. de Aracaju. J'aimerais aussi remercier la direction de la CONDER pour avoir réservé ma place de travail pendant toute la période.

Plus particulièrement encore, je remercie mon frère Adilson Vasconcelos qui répondait rapidement à n'importe quelle sollicitation et pour son contact permanent.

Ma reconnaissance va aussi à toute ma famille belge et brésilienne pour leur appui, les nouvelles et les encouragements; je remercie en particulier Lidia, Eliane et Eduardo qui ont veillé à mes intérêts à Bahia et qui, dans cette dernière phase du Doctorat, se sont occupés de notre fils, avec tant d'affection et gentillesse.

Ici au Canada, j'aimerais remercier le personnel de l'Ambassade du Brésil, particulièrement Pedro Meirelles, qui m'a permis l'accès à toute la documentation statistique ainsi qu'à la collection de livres brésiliens de la bibliothèque de l'Ambassade.

Merci à tous mes collègues et personnel du Département qui m'ont accepté avec tant de naturel que jamais je ne me suis senti "un étranger". Merci aux collègues de discussion sur les problèmes de développement, comme l'ami José Borello, morceau d'Amérique Latine ici au Canada, Lise Martin, qui elle aussi s'intéresse à notre sujet; merci à Anne Gilbert, ma collègue de salle pour sa longue révision, je lui dois beaucoup. Merci aussi à Nicole Casteran et Jean-Pierre Hardy, à Frédérique et John Lester pour leur hospitalité.

Merci encore aux amis brésiliens que j'ai connus au Canada, spécialement Paulo Springmann et le brillant ami Paulo Bretas, pour ses critiques constructives.

Finalement, comment remercier Elisabeth, ma femme, qui a d'abord renoncé à son travail au Brésil, pour me permettre de réaliser ces études prolongées, et puis, sans son appui journalier, je n'aurais pas supporté les conditions d'une vie d'étudiant en pays étranger. Je la remercie aussi, entre autres, pour son aide dans la révision répétitive de textes.

Finalement, merci à mes enfants, Joana et Pedrinho qui plus tard, pourront comprendre pourquoi ni le soir, ni les fins-de-semaine, je ne pouvais me dédier complètement à eux.



## TABLE DES MATIERES

RESUME . . . . .	ii
REMERCIEMENTS . . . . .	iv

<u>Chapitre</u>	<u>page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1
II. CADRE GENERAL . . . . .	9
EVALUATION DE LA LITTERATURE . . . . .	9
Antécédents . . . . .	9
Le concept de "Secteur informel" . . . . .	12
Développement du concept . . . . .	13
Les études empiriques . . . . .	14
Les critiques de la littérature . . . . .	17
Les visions alternatives . . . . .	19
Les études empiriques alternatives . . . . .	22
Sommaire des points importants et Conclusions . . . . .	25
CADRE CONCEPTUEL . . . . .	29
III. LES RACINES DE L'INFORMEL . . . . .	40
INTRODUCTION . . . . .	40
LA PERIODE ESCLAVAGISTE (1500-1888) . . . . .	43
Le contexte de la société esclavagiste . . . . .	44
L'artisanat . . . . .	49
Le travail esclave . . . . .	55
Les libérés . . . . .	71
Le travail non-organisé . . . . .	84
LA PERIODE POST-ESCLAVAGISTE (APRES 1888) . . . . .	89
Le contexte post-esclavagiste . . . . .	90
Le déclin de l'artisanat . . . . .	92
L'héritage de l'esclavage . . . . .	93
Les immigrants . . . . .	103
Les migrants internes . . . . .	107
CONCLUSIONS . . . . .	112
IV. L'ANALYSE DE LA MAIN-D'OEUVRE AU NIVEAU DES ETATS . . . . .	117
INTRODUCTION . . . . .	117
Les objectifs de l'analyse de la main-d'oeuvre . . . . .	117
Le concept centre-périphérie au niveau national . . . . .	118
Hypothèses au niveau des Etats . . . . .	122
La méthodologie utilisée . . . . .	124

L'ANALYSE DE LA MAIN-D'OEUVRE NON AGRICOLE . . . . .	128
L'analyse des données sur les occupations . . . . .	128
Les occupations archaïques: . . . . .	130
Les occupations "modernes": . . . . .	136
La concentration spatiale des occupations: . . . . .	140
L'examen des données de la main-d'oeuvre au sein des secteurs, branches et classes d'activités . . . . .	150
LE TRAVAIL INFORMEL - LE CRITERE DU REVENU . . . . .	158
Les revenus par secteurs d'activité de la P.E.A. . . . .	158
Les revenus par occupations . . . . .	166
LES INDICATEURS COMPLEMENTAIRES . . . . .	180
Les indicateurs par secteurs d'activité de la P.E.A. . . . .	181
Le travail partiel et le sur-travail . . . . .	191
CONCLUSIONS . . . . .	196
V.    LE TRAVAIL INFORMEL ET LES METROPOLES BRESILIENNES (ANALYSE COMPARATIVE) . . . . .	199
LES METROPOLES BRESILIENNES . . . . .	200
LE TRAVAIL INFORMEL ET LES NEUF METROPOLES . . . . .	203
Hypothèses au niveau interurbain . . . . .	203
Tentatives antérieures pour mesurer le travail informel . . . . .	207
Critères choisis pour mesurer le travail informel . . . . .	209
Analyses comparatives . . . . .	211
Le travail informel . . . . .	211
Les critères complémentaires examinés . . . . .	223
L'analyse factorielle au niveau métropolitain . . . . .	236
Les résultats de l'analyse . . . . .	238
CONCLUSIONS . . . . .	248
VI.   UNE METROPOLE EN TRANSFORMATION: SALVADOR . . . . .	251
INTRODUCTION . . . . .	251
OBJECTIFS ET METHODOLOGIE . . . . .	254
HYPOTHESES AU NIVEAU URBAIN . . . . .	255
L'EVOLUTION DE LA POPULATION ET DE L'EMPLOI DANS LA REGION DE SALVADOR . . . . .	258
La croissance de la population (1940-1980) . . . . .	258
L'évolution de l'emploi (1940-1980) . . . . .	260
L'évolution des occupations . . . . .	261
L'évolution des secteurs de la P.E.A. . . . .	269
LA STRUCTURATION URBAINE . . . . .	270
La distribution spatiale de la population . . . . .	271
La distribution spatiale de l'emploi . . . . .	279
La distribution spatiale du revenu . . . . .	283
LE TRAVAIL INFORMEL ET LA REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR . . . . .	291
Les études antérieures . . . . .	291
Critères choisis pour approcher le travail informel urbain . . . . .	292

Analyse de la distribution du travail informel dans l'espace urbain . . . . .	293
L'analyse factorielle au niveau urbain . . . . .	298
Les résultats de l'analyse . . . . .	299
CONCLUSIONS . . . . .	313
VII. CONCLUSIONS . . . . .	319
LE "MODELE" BRESILIEN . . . . .	319
PRINCIPAUX RESULTATS . . . . .	327
CONSIDERATIONS FINALES . . . . .	353
BIBLIOGRAPHIE . . . . .	358

## LISTE DE TABLEAUX

<u>Tableau</u>	<u>page</u>
1. METIERS ARTISANAUX DANS LA PERIODE ESCLAVAGISTE . . . . .	53
2. NOMBRE D'ESCLAVES PAR PROVINCE, BRESIL - 1819 ET 1872 . . . . .	58
3. POPULATION AU DEBUT DE L'EMPIRE: LIBERES, ESCLAVES ET BLANCS PAR PROVINCES . . . . .	76
4. POPULATION DU BRESIL EN 1872: LIBERES, ESCLAVES ET BLANCS PAR PROVINCES . . . . .	77
5. PERSONNES OCCUPEES, PAR "RACE" ET REGION (%) -1982 . . . . .	100
6. PERSONNES OCCUPEES JUSQU'UN SALAIRE MINIMUM, PAR "RACE" ET REGION (%) - 1982 . . . . .	101
7. PERSONNES SANS INSTRUCTION, PAR "RACE" ET REGION (%) - 1982 . . . . .	102
8. NORDESTE, SUDESTE ET 'SAO PAULO: PART DE LA POPULATION NATIONALE (%) - 1872-1980 . . . . .	109
9. MIGRANTS DANS LES REGIONS METROPOLITAINES - (%) 1980 . . . . .	110
10. OCCUPATIONS D'ORIGINE ARCHAIQUE POSSIBLE - BRESIL - 1980 . . . . .	132
11. OCCUPATIONS MODERNES AVEC CONTINGENTS POSSIBLES DE TRAVAILLEURS INFORMELS - BRESIL - 1980 . . . . .	137
12. COEFFICIENTS DE LOCALISATION PAR GROUPES, SOUS-GROUPES ET OCCUPATIONS - BRESIL, 1980 . . . . .	142
13. SECTEURS, BRANCHES ET CLASSES D'ACTIVITE DE LA P.E.A. NON AGRICOLE - BRESIL - 1980 . . . . .	152
14. COEFFICIENTS DE LOCALISATION PAR SECTEURS, BRANCHES ET CLASSES D'ACTIVITE DE LA P.E.A N/AGRICOLE - BRESIL, 1980 . . . . .	154
15. TRAVAILLEURS RECEVANT JUSQU'A UN SALAIRE MINIMUM: ECARTS DES MOYENNES NATIONALES (PAR SECTEUR)- 1980 . . . . .	162

16.	TRAVAILLEURS RECEVANT JUSQU'A UN SALAIRE MINIMUM: ECARTS DES MOYENNES NATIONALES (PAR OCCUPATIONS)- 1980 . . . . .	173
17.	PROPORTION DES OCCUPATIONS DANS LA CLASSE E, PAR ETAT (%) . . . . .	174
18.	SECTEURS D'ACTIVITE, P.E.A. NON AGRICOLE, BRESIL, 1980: CRITERES EXAMINES (%) . . . . .	182
19.	ENSEMBLE DE SECTEURS PAR ETAT, P.E.A. NON AGRICOLE, BRESIL, 1980: CRITERES EXAMINES (%) . . . . .	183
20.	OCCUPATIONS DE LA POPULATION, BRESIL, 1980: CRITERES EXAMINES (%) . . . . .	192
21.	ENSEMBLE D'OCCUPATIONS PAR ETAT, BRESIL, 1980: CRITERES EXAMINES (%) . . . . .	193
22.	PROFIL DES REGIONS METROPOLITAINES . . . . .	202
23.	DONNEES RELATIVES DE LA MESURE DU TRAVAIL INFORMEL (%) - 1977/1978 . . . . .	212
24.	TRAVAILLEURS NON CONTRIBUABLES A L'I.N.P.S. - 1982 (ECARTS A LA MOYENNE) . . . . .	227
25.	PERSONNES OCCUPEES AVEC REVENUS JUSQU'UN SALAIRE MINIMUM - 1982 (ECARTS A LA MOYENNE) . . . . .	231
26.	EMPLOYES SANS CARTE SIGNEE - 1982 (ECARTS A LA MOYENNE) . . . . .	235
27.	ANALYSE FACTORIELLE: VARIABLES PAR FACTEUR - REGIONS METROPOLITAINES - 1980 . . . . .	239
28.	VARIABLES CORRELATIONNEES AVEC LE TRAVAIL INFORMEL - REGIONS METROPOLITAINES - 1980 . . . . .	247
29.	R. M. SALVADOR: DISTRIBUTION DE REVENUS PAR SOUS- DISTRICTS ET MUNICIPALITES - 1980 . . . . .	287
30.	R. M. SALVADOR: DISTRIBUTION DU TRAVAIL INFORMEL PAR SOUS-DISTRICTS ET MUNICIPALITES - 1980 . . . . .	295
31.	ANALYSE FACTORIELLE: VARIABLES PAR FACTEUR - R. M. S. - 1980 . . . . .	300
32.	VARIABLES CORRELATIONNEES AVEC LE TRAVAIL INFORMEL (SANS DOMESTIQUES)- R. M. DE SALVADOR - 1980 . . . . .	311

## LISTE DE FIGURES

<u>Figure</u>	<u>page</u>
1. BRESIL: SITUATION DES ETATS ET REGIONS ANALYSES . . . . .	120
2. TRAVAILLEURS RECEVANT JUSQU'A UN SALAIRE MINIMUM PAR OCCUPATION (%) - BRESIL - 1980 . . . . .	168
3. TRAVAILLEURS RECEVANT JUSQU'A UN SALAIRE MINIMUM PAR OCCUPATION (%) - ETATS CENTRAUX - 1980 . . . . .	170
4. TRAVAILLEURS RECEVANT JUSQU'A UN SALAIRE MINIMUM PAR OCCUPATION (%) - ETATS PERIPHERIQUES - 1980 . . . . .	171
5. TRAVAILLEURS DANS L'INFORMEL (%) - 1978 . . . . .	215
6. ACCROISSEMENT DU TRAVAIL INFORMEL 1978/1983 (%) . . . . .	217
7. TRAVAILLEURS DANS L'INFORMEL ET EN CHOMAGE (%) - 1983 . . . . .	219
8. DISTRIBUTION SPATIALE DE L'INFORMEL - REGIONS METROPOLITAINES - 1978 . . . . .	222
9. TRAVAILLEURS NON CONTRIBUABLES A L'I.N.P.S. (%) - 1983 . . . . .	225
10. TRAVAILLEURS AVEC REVENUS JUSQU'UN SALAIRE MINIMUM (%) - 1983 . . . . .	229
11. EMPLOYES SANS CARTE SIGNEE (%) - 1983 . . . . .	233
12. MATRICE DES FACTEURS 1 ET 2 - VARIABLES EXAMINEES - REGIONS METROPOLITAINES 1980/1981 . . . . .	242
13. MATRICE DES FACTEURS 1 ET 3 - VARIABLES EXAMINEES - REGIONS METROPOLITAINES 1980/1981 . . . . .	243
14. MATRICE DES POIDS LOCAUX DES FACTEURS 1 ET 2 - UNITES SPATIALES - REGIONS METROPOLITAINES 1980/1981 . . . . .	244
15. MATRICE DES POIDS LOCAUX DES FACTEURS 1 ET 3 - UNITES SPATIALES - REGIONS METROPOLITAINES 1980/1981 . . . . .	246
16. DENSITE DE LA POPULATION DE LA REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR - 1980 . . . . .	272

17.	DISTRIBUTION DES MIGRANTS DANS LA REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR - 1980 . . . . .	274
18.	DISTRIBUTION DE LA POPULATION PAR "RACE" - R. M. SALVADOR - 1980 . . . . .	276
19.	DISTRIBUTION SPATIALE DES ANALPHABETES - R. M. SALVADOR - 1980 . . . . .	278
20.	DISTRIBUTION DE L'EMPLOI - R. M. SALVADOR - 1980 . . . . .	281
21.	PREDOMINANCE DE LA CLASSE DE REVENUS E - R. M. SALVADOR - 1980 . . . . .	284
22.	DISTRIBUTION SPATIALE DE L'INFORMEL DANS LA REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR - 1980 . . . . .	296
23.	DISTRIBUTION SPATIALE DU FACTEUR 1 ("PAUVRETE/RICHESSE") - R. M. DE SALVADOR - 1980 . . . . .	303
24.	DISTRIBUTION SPATIALE DU FACTEUR 2 ("MIGRATIONS") - R. M. DE SALVADOR - 1980 . . . . .	304
25.	MATRICE DES FACTEURS 1 ET 2 - VARIABLES EXAMINEES - R. M. DE SALVADOR - 1980 . . . . .	307
26.	MATRICE DES POIDS LOCAUX DES FACTEURS 1 ET 2 - UNITES SPATIALES - R. M. DE SALVADOR - 1980 . . . . .	309
27.	MATRICE DES POIDS LOCAUX DES FACTEURS 1 ET 3 - UNITES SPATIALES - R. M. DE SALVADOR - 1980 . . . . .	310

## Chapitre I

### INTRODUCTION

La première impression qu'on a d'une ville du tiers monde est celle de son apparente dualité: une ville moderne (ou "européenne") juxtaposée à une ville "indigène" ou traditionnelle.

Dans le cas de l'Amérique latine on a des villes "officielles", où tous les équipements existent, toujours entretenues, et où toute une série de formalités est nécessaire pour installer une nouvelle construction: achat du terrain, enregistrement chez le notaire, paiement des taxes, approbation du projet de la construction, permis de construction etc.. De l'autre côté, moins visible, on a la ville "illégal", constituée par des invasions de terrains, par l'auto-construction, par du remplissage discret de quartiers denses, par des subdivisions internes et externes, par toute une série d'occupations irrégulières, sans enregistrement, sans paiement des taxes et impôts, et ne disposant pas des services fournis par la municipalité.

La même situation s'observe au niveau du marché de travail: une bonne partie des travailleurs ont des emplois réguliers, ils sont salariés, ont des documents en règle, ont droit à des avantages sociaux, etc.. A côté il y a des contingents énormes de personnes qui travaillent dans des conditions irrégulières: ils n'ont pas toujours leur documentation complète, travaillent dans des métiers



plus ou moins réguliers, ont des qualifications acquises parfois dans un emploi régulier ou sont sans aucune qualification professionnelle, travaillent des heures excessives et des jours irréguliers, ou au contraire, travaillent très peu d'heures par jour ou par mois. Ils n'ont parfois pas une place sûre et stable pour réaliser leur travail, ils sont mobiles avec leurs instruments de travail ou leurs marchandises, ils adaptent leur maison en lieu de production ou en petit commerce; ils ne payent pas d'impôts et ne sont pas enregistrés, ou encore travaillent régulièrement, mais n'ont pas de documents de travail en ordre, ils tiennent des petites entreprises, mais qui ne sont pas non plus enregistrées; ou encore ils travaillent dans des résidences et vivent presque comme des membres de la famille, mais avec des revenus très bas et sujets à de longues heures de travail, sans documentation et pouvant être mis à pied sans aucune indemnisation; ils sont trop âgés ou trop jeunes, reçoivent des revenus inférieurs au minimum légal, enfin, des possibilités multiples, la majorité créée par la population même, par le chef de famille ou par d'autres membres, visant surtout à avoir des revenus au niveau familial qui permettront la survivance de l'ensemble de ses composantes.

Donc, le travail informel est très hétérogène, parce qu'il inclut des activités d'origine ancienne, qui vont depuis l'artisanat traditionnel (survivant, mais transformé en partie pour répondre à de nouvelles demandes), aux domestiques et autres services personnels (qui profitent aux classes aisées par l'abondance relative du facteur travail et la basse valeur sociale de ces types d'activités), au commerce ambulancier et aux 'biscates' -travail

occasionnel- (qui représentent surtout des solutions de survivance économique et une réponse au chômage dans une situation sans un vrai système d'assurance, ainsi qu'à la non-qualification des migrants pour le travail urbain). De l'autre côté, il existe aussi des activités informelles modernes, comme la réparation des appareils électro-ménagers et des automobiles, qui requièrent une plus haute qualification, ainsi que la possession de certains instruments de travail. Finalement, il y a aussi des mécanismes de travail informel, comme le non-paiement des droits sociaux à des employés, même dans des activités considérées "formelles".

Parmi les points en commun de cet ensemble d'activités hétérogènes prédomine surtout celui de ne pas suivre les réglementations officielles. Pour les entreprises: il n'y a pas d'enregistrement, pas de paiement de taxes et impôts, pas de paiement de salaires officiels et des droits sociaux aux "salariés"; pour les individus: comme "employés", ils ne reçoivent pas de salaires ni de bénéfices sociaux, même dans des entreprises apparemment "formelles"; comme <sup>3</sup>autonomes, ils ne se font pas enregistrer, ne payent pas de taxes et n'ont pas droit à la législation sociale de la catégorie.

Un autre élément commun est la prédominance des bas revenus,<sup>1</sup> qu'il s'agisse des gains des propriétaires des petites entreprises, qui ne permettent pas l'accumulation, ou des paiements effectués aux travailleurs de ces activités.

<sup>1</sup> Le critère du revenu écarte l'intérêt pour d'autres activités irrégulières, comme la fraude fiscale, réalisée par des entreprises modernes ou par des membres des professions libérales, trouvable aussi dans les pays dits développés.

Donc, de fait, il ne s'agit pas du tout d'un "secteur" informel, parce que ce sont des catégories de travail assez hétérogènes et qui ont chacune des comportements, des demandes, des liaisons avec d'autres activités, une évolution et des localisations différentes.

Dans les pays du tiers monde, les activités typiquement capitalistes n'occupent pas l'ensemble des activités économiques. Dans le cas du Brésil, l'évolution tardive du capitalisme<sup>2</sup> industriel et la structuration économique-sociale de la population (avec ses origines dans un processus historique spécifique), ont déterminé une pénétration des activités capitalistes modernes dans des secteurs bien définis (surtout industriel-financier et dans l'agriculture d'exportation), ainsi que dans des régions qui présentaient des pré-conditions favorables (comme le centre-sud), laissant des segments économiques et des aires géographiques avec des espaces vides où les activités non capitalistes pouvaient survivre (comme l'artisanat traditionnel), maintenir des contingents assez importants (comme les services personnels), ou même évoluer et avancer par leur liaison avec ces activités modernes (comme les activités de réparation).

Le travail informel est encore important dans le contexte des pays dits sous-développés, au niveau global, pour les motifs suivants:

---

<sup>2</sup> Le capitalisme mercantile est de fait ancien, et des activités comme la production de la canne à sucre, à l'époque coloniale, étaient déjà typiquement capitalistes, mais liées à un marché extérieur.

1. à cause de l'importance du contingent de travailleurs qui y trouve des revenus et des occupations;
2. pour le rôle qu'il joue dans l'économie par la production de biens et par la prestation de services;
3. parce qu'il permet la survivance d'un important nombre de travailleurs sans accès au marché de travail régulier;
4. parce qu'il permet l'existence de nombreuses petites entreprises, qui difficilement survivraient en suivant les règlements administratifs, avec paiement de taxes et impôts, ainsi que la législation sociale;
5. par la réponse à une demande de produits et services bon marché, par des populations aisées et par des populations pauvres.
6. par le remplissage des vides économiques au niveau sectoriel et au niveau spatial, laissés par les activités capitalistes, qui ne veulent ou ne peuvent pas s'implanter, comme dans les cas d'activités qui ne sont rentables qu'au niveau des très petites entreprises ou même au niveau des individus.

Alors, dans ce cadre, notre objectif principal sera d'examiner le travail informel urbain au Brésil, à partir des données disponibles sur les régions métropolitaines, lieux privilégiés d'analyse, dans la mesure où elles concentrent 43,9% du travail urbain brésilien<sup>2</sup> et qu'elles sont, en même temps, représentatives des différentiations socio-économiques au niveau régional, très

---

<sup>2</sup> Dans les cas des Etats qui disposent des régions métropolitaines, l'analyse couvre 81,6% du total de la P.E.A. non-agricole nationale.

marquées dans le cas brésilien.

Cet examen se basera sur l'analyse des données secondaires disponibles, fournies par les recensements et enquêtes sur la main-d'oeuvre réalisés par le gouvernement brésilien, au travers de son "Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística" -I.B.G.E.; ces données présentent un niveau de détail et de confiabilité assez élevé, quand on les compare avec celles fournies dans d'autres pays du tiers monde. L'examen sera encadré par la littérature historique et spécifique sur le sujet, ainsi que par celle plus générale sur le développement.

Mais ce travail a ses limites: nous analyserons l'emploi et les variables liées. Nous examinerons en outre, les données secondaires des personnes occupées, fournies au lieu de domicile. Mais nous n'étudierons pas la valeur de la production des entreprises; l'étude ne couvrira pas l'ensemble des Etats brésiliens, ni le travail agricole.

Les analyses effectuées ne permettront pas, à partir d'une base objective, d'extrapoler vers des considérations d'ordre politique (comme par exemple, la question de syndicalisation, des droits de grèves, etc.); elles ne touchent pas non plus les problèmes internationaux, comme par exemple, les effets des prix des matières premières payés au niveau international, sur les revenus des travailleurs nationaux.

Nous visons à contribuer à l'élargissement des connaissances sur le sujet, en même temps que nous essayerons de présenter des éléments pour contribuer à la discussion théorique. On prétend

répondre à une série de questions: le travail informel est-il une survivance du passé, et en quelle proportion? Quels sont les types de travail informel? Où sont-ils "cachés"? Quels sont les effectifs vivant de ces activités? Quelle est l'évolution de ces activités? Où sont-elles plus nombreuses et lesquelles? Les différenciations spatiales changent-elles les proportions et la composition du travail informel?

Pour essayer de répondre à ces questions, nous commencerons par l'examen de la littérature spécifique sur le travail informel, pour vérifier l'état actuel de la connaissance sur le sujet, tant au niveau des discussions théoriques, que par l'examen des cas concrets, avec une priorité établie pour les cas latino-américains, surtout les études antérieures réalisées au Brésil. Cette révision de la littérature sera suivie par la présentation du cadre conceptuel et les discussions sur le concept seront confrontées avec la notion de centre et périphérie et des discussions sur le développement.

Le chapitre suivant traitera de l'évolution historique du travail au Brésil. Nous dégagerons les spécificités du développement brésilien, en privilégiant l'analyse des activités et processus de travail qui pourraient être des prédécesseurs des activités informelles actuelles, ainsi que les groupes de populations qui pourraient être précurseurs de ces activités.

Les trois chapitres suivants se concentreront sur les analyses qui visent à dégager des différenciations spatiales de notre sujet. Ici la notion centre-périphérie sera très utile: nous examinerons les données non-agricoles disponibles au niveau des Etats qui

possèdent des régions métropolitaines, comme première approche pour dégager les activités informelles cachées à l'intérieur des sous-groupes, avec des dénominations correspondant à des activités régulières.\* Un ensemble d'indicateurs sera examiné de manière à dégager les secteurs et les aires géographiques qui concentrent le plus le travail informel.

Ensuite, nous verrons la distribution spatiale, dans les neuf régions métropolitaines brésiliennes, de la part du travail informel dans chaque ensemble de la Population économiquement active - P.E.A.. Pour cette mesure, une méthode approximative est proposée et est confrontée à d'autres indicateurs complémentaires.

Enfin, le dernier chapitre examinera le cas de la région métropolitaine de Salvador, métropole qui se situe tant du point de vue socio-économique, que spatial, parmi celles classées comme "périphériques" et "centrales" et où le processus d'industrialisation moderne vient transformer cette région. Celle-ci présente aussi la plus faible proportion de migrants, et d'un autre côté, le poids du passé y est très important. Ce niveau spatial plus restreint, mais plus complexe, servira de synthèse aux informations présentées dans les chapitres antérieurs, surtout en ce qui à trait à la distribution spatiale du travail informel au niveau urbain.

---

\* Comme le recensement couvre, du point de vue de l'emploi, un quart des informants au niveau des domiciles, la sous-déclaration est plus réduite qu'au lieu de travail, parfois clandestin.

## Chapitre II

### CADRE GENERAL

Nous commencerons notre étude par une révision des contributions antérieures réalisées sur le sujet, le travail informel, ainsi que par une présentation du cadre conceptuel où notre question est encadrée.

#### 2.1 EVALUATION DE LA LITTERATURE

##### 2.1.1 Antécédents

Pendant la période coloniale le problème de l'emploi, dans les pays tiers, était celui de la rareté relative de la main-d'oeuvre. Outre le travail esclave, des mesures, comme la taxation, étaient utilisées pour trouver de la main-d'oeuvre pour les travaux agricoles, les mines et les travaux urbains. Après la deuxième guerre mondiale, le problème change et devient l'opposé: on parle alors d'un surplus de main-d'oeuvre, surtout dans les centres urbains. On utilise alors des concepts occidentaux de "chômage" et "sous-emploi" pour expliquer ce phénomène. Myrdal parle cependant d'une mauvaise adaptation aux pays tiers du concept de "chômage déguisé" utilisé pendant la grande dépression (1968, Ch.21). Weeks (1971) rappelle que le concept de chômage ne s'applique que dans certains cas, au tiers monde, comme l'île Maurice par exemple. Lal



(1972) lui aussi est contre l'utilisation du concept de "sous-emploi", préférant le concept de "pauvreté". De fait, le concept de "sous-emploi" est lié à celui de plein-emploi et on l'utilise en référence à certains critères (exemple, nombre d'heures) qui ne correspondent pas à la réalité de la situation au tiers monde, où l'emploi régulier est parfois minoritaire. D'autres approches parlent encore d'un "gonflement" du secteur des services, comme le "tertiaire refuge" de Lambert (1965).

Le concept de "dualisme", apparu dans les années 50, a été aussi appliqué par les chercheurs occidentaux pour expliquer les sociétés du tiers monde. Boeke<sup>9</sup> utilise le concept de dualisme social pour expliquer l'échec de la colonisation hollandaise en Indonésie. Pour lui, la raison de cet échec était que "orientals are different". Higgins introduit le dualisme technologique en réaction au dualisme social. Pour lui, le problème était la basse productivité de l'agriculture paysanne, d'où le gros de la population du tiers monde tirait sa survivance (1979:36). Lewis (1954) adopte le dualisme économique, et s'intéresse à l'offre illimitée de travail. Il parle des pays où la population est grande par rapport aux capitaux et aux ressources naturelles, avec pour conséquence de larges secteurs de l'économie caractérisés par une productivité de travail très basse. Il utilise les concepts de "secteur capitaliste/secteur de subsistance". Pour lui, les salaires seraient bas à cause de l'offre abondante de travail.

---

<sup>9</sup> Voir Higgins 1979.

D'autres auteurs continuent la discussion: Doctor et Gallis (1964) proposent déjà des critères pour séparer les deux secteurs ("moderne/traditionnel"). Baer et Hervé (1966) étudient la qualification de la main-d'oeuvre et l'intensité de capital des nouvelles industries au tiers monde. Mais c'est Franck Jr. (1968) qui le premier, décrit le secteur traditionnel avec comme caractéristiques, celles du futur "secteur informel". D'autres encore essaient de raffiner le dualisme avec des subdivisions comme Reynolds (1969) ou avec une division tripartite comme Child (1973).

Les critiques au dualisme ont utilisé des arguments qui seront repris, plus tard, par les critiques à l'informel: les deux secteurs sont originaires du même processus historique (Stavenhagen, 1967), les structures sociales des pays sous-développés ont été pénétrées et transformées il y a longtemps et ces pays appartiennent et sont intégrés à un système mondial unique (Gunder Frank, 1969). Afrighi (1969) en analysant le cas de la Rhodésie (Zimbabwe) conclut que le modèle dualistique de Lewis est limité et que, en plus des forces du marché il faut considérer les mécanismes politico-économiques. Pour Oliveira (1972) le processus réel montre une symbiose et une unité des contraires entre le "moderne" et le "retardé". Le premier croît et se nourrit de l'existence du "retardé". Derrière l'apparence dualiste, existe une intégration dialectique. Dans le cas du Brésil, l'intensité de la croissance industrielle ne permettra pas une croissance intense et simultanée du secteur des services, en raison de la rareté des fonds pour l'accumulation. Cette contradiction est résolue par l'accroissement non capitaliste du tertiaire.

### 2.1.2 Le concept de Secteur informel

Le premier à utiliser le concept de "secteur informel" a été Keith Hart lors de la conférence sur le chômage urbain en Afrique, en 1971; son intervention a été publiée en 1973. Il dépasse la discussion antérieure sur le chômage, le sous-emploi et le chômage invisible, et il parle plutôt de "price inflation, inadequate wages, and an increasing surplus to the requirements of the urban labour market have led to high degree of informality in the income-generating activities of the sub-proletariat" (p.61). Il remarque qu'il y a un déséquilibre entre le revenu originaire des salaires et les besoins de dépenses. Ce déséquilibre pourrait être mitigé partiellement par les parents et voisins, mais une solution serait les "supplementary income sources" (p.65). Mais il est influencé par l'approche dualiste, d'où sa division entre "formal income opportunities" et "informal income opportunities". Il trouve que la variable clé pour distinguer les deux secteurs est le degré de rationalisation du travail. Il établit aussi une première typologie de "income opportunities" et il précise qu'il s'agit des activités ou rôles et non des personnes, parce que les individus peuvent appartenir à la fois à différentes catégories.

Mais la diffusion du concept "secteur informel" a commencé avec le rapport du Bureau International du Travail sur le Kenya (ILO, 1972). Ce rapport reprenait le concept de Hart, en mettant l'emphase sur la grande masse "d'emplois" offerts par ce secteur, avec "des rendements économiques certains" (p.6). Les métiers du secteur informel, selon ce rapport:

représentent une façon d'accomplir les choses, qui se caractérisent: a) par la facilité d'accéder aux métiers en question; b) par le recours aux ressources locales; c) par la propriété familiale des entreprises; d) par l'échelle restreinte des opérations; e) par des techniques à forte intensité de main-d'oeuvre et adaptées; f) par des qualifications qui s'acquièrent en dehors du système scolaire officiel et g) par des marchés échappant à tout règlement et ouverts à la concurrence. (p.7).

A partir de ce rapport était lancée une nouvelle ligne de recherche, d'interventions gouvernementales, de critiques et nouvelles contre-propositions. Le débat était commencé.

### 2.1.3 Développement du concept

La discussion sur le "secteur informel", en dépit de son histoire récente, a déjà alimenté une abondante littérature. Plusieurs termes ont été utilisés à la place de la dichotomie "formel/informel": domaine "mal défini" (Hunter, 1973), secteur "large/petite échelle" (Dore, 1974), secteur "organisé/désorganisé" (Mazundar, 1975), "circuit supérieur/inférieur" (Santos, 1975), secteur "protégé/non protégé" (Mezzera, 1981).

Aussi, comme dans le dualisme, des essais pour couper la dichotomie formel/informel sont apparus: Friedman et Sullivan (1974) avec leurs quatre secteurs (chômeurs, "individual-enterprise sector", "family-enterprise sector" et "corporate sector"), Steel (1977) avec son troisième secteur, l'"intermédiaire" et Nihan (1980) avec le secteur "non structuré moderne".

Pour cette tâche ardue de division des deux secteurs, une série de caractéristiques ont été proposées: échelle: grande / petite; organisation: bureaucratique / primitive; rapports avec la clientèle: indirects / directs; capitaux: importants / minces;

technologie: "capital intensive" / "labour intensive"; marchés: protégés / compétitifs; prix: fixes / sujets à discussion; accès: difficile / facile; etc.'

Mais l'informel n'est pas un ensemble homogène. Des divisions internes sont apparues pour diviser ce "secteur": Dore (1974) divisait son "small scale sector" en petit commerce, quelques travaux de service, petite construction et manufacture. Sethuraman (1976, 1981) inclut en plus le transport. L'artisanat est aussi mentionné, indépendant du sous-secteur manufacturier.

D'autres débats ont été amorcés, ce qui a aussi aidé à améliorer la compréhension du problème: Tokman (1978) discute les liaisons entre le formel et l'informel ainsi que les différents degrés de subordination qu'il appelle "subordination hétérogène". Le travail de l'O.N.U. (1980) met en évidence les segments que le secteur formel ne peut ou ne veut pas exploiter et les liaisons entre les deux secteurs. Enfin, Sethuraman (1981) considère que l'objectif même du secteur informel est différent du formel dans la mesure où il cherche la génération de l'emploi et de revenus.

#### 2.1.4 Les études empiriques

Avec la "mode" de l'informel une "ruée vers les villes" du tiers monde a été réalisée pour étudier le phénomène, et aujourd'hui, presque toutes ses importantes villes ont déjà été examinées, analysées et mesurées, avec des critères, méthodes et

---

' Voir ILO (1972), Santos (1975), Mazumdar (1975), Sethuraman (1976) et Linn (1979).

bases conceptuelles très différents, d'où la difficulté de comparer les résultats.

Les contributions les plus importantes des études empiriques examinées sont les suivantes: a Recife, Brésil, Cavalcanti (1978) met en évidence l'importante demande de produits informels, qui arrive à 5,3% des dépenses familiales de la population enquêtée.<sup>7</sup> L'étude de l'Uniao Nodestina de Assistência à Pequenas Organizações - U.N.O., également à Recife (1980), sépare les entreprises, les petits entrepreneurs et les employés. Avec cette distinction on note que les patrons ont des revenus supérieurs aux salariés du secteur formel. Dans cette étude, ils analysent aussi les localisations urbaines des entreprises: on mentionne la localisation des sous-secteurs des petites entreprises par quartier et on observe que leurs aires de marché sont des quartiers proches. La Companhia de Desenvolvimento da Região Metropolitana de Salvador - CONDER (1979), dans son étude sur l'utilisation du sol et des transports à Salvador, a publié, comme un des résultats de cette étude, un ensemble de données sur le travail informel, parmi lesquelles, l'importante information sur le lieu de résidence de ces travailleurs. L'étude de Merrick sur Belo Horizonte (1976) utilise des données secondaires et une enquête directe. Il emploie le critère de "ne pas contribuer aux Instituts de sécurité sociale", plus les domestiques et les établissements de moins de 5 personnes, moins les professionnels libéraux et les employés du secteur public. Il arrive à un pourcentage de 31% des travailleurs de cette ville

<sup>7</sup> Des études semblables ont été aussi réalisées à Fortaleza et Salvador (Cavalcanti et Duarte, 1980 a et b).

dans l'informel. Il trouve aussi une prédominance de jeunes, vieux, femmes, moins qualifiés et éduqués, ainsi que des migrants récents. L'étude de Sao Paulo (Schaefer et Spindel, 1976) est basée sur des données secondaires. Selon les critères utilisés, la proportion des travailleurs dans l'informel varie. L'aspect le plus intéressant de cette étude est la remarque sur l'utilisation des mécanismes informels dans le secteur formel. Guimaraes Neto essaie, en 1978, de faire la séparation entre les deux "secteurs" de l'économie urbaine du Nordeste du Brésil. Il met aussi en évidence le problème de la sous-rémunération. L'étude de Campinas, Brésil (Berlink, Bovo et Cintra, 1981), utilise le critère de la dimension des établissements (moins de 10 travailleurs) et des travailleurs indépendants. En plus des liaisons avec le formel, les auteurs mettent en évidence que 3/4 des propriétaires des petites entreprises étaient des anciens salariés du secteur formel et que 94% opèrent en structures légales. Rivière D'Arc et Schneier (1983) ont examiné le cas des activités informelles à Camaçari, Bahia (et Ciudad Guayana, Venezuela) et ont analysé l'organisation de ces activités dans des villes nouvelles où le gros des migrants ne trouve pas des opportunités d'emploi dans les activités industrielles. En 1984 la Unidade de Administração do Sub-Projeto do Aglomerado Urbano de Aracaju - U.A.S. a examiné en détails, la situation des travailleurs informels de la ville d'Aracaju, avec une enquête directe sur un total de 843 personnes (travailleurs et leurs familiers).

Le rapport de Sethuraman (1977) dans le programme du BIT/ILO, s'intéresse à la localisation des entreprises et à l'importante

demande pour les marchandises informelles à Kumasi (Ghana) et Freetown (Sierra Leone). Selon ces études, les rapports avec le formel seraient faibles. L'étude de Nihan (1980) dans sept villes africaines, examinant à peine l'informel "moderne", permet au contraire de trouver d'importantes relations avec le formel et, selon lui, les principaux problèmes dans le secteur seraient d'ordre gestionnaire et technique. Diemer et Van Der Laan (1981) ont analysé le cas de Tunis et ont été peut-être les seuls à utiliser la perspective historique, spécifiquement sur le travail informel. Sarin (1976) a une préoccupation plus spatiale: il étudie les implantations commerciales informelles à Chandigarh (Inde) et il observe une écrasante prédominance du commerce au détail. Sethuraman, enfin, examine les études de neuf villes au tiers monde (1981). Un aspect intéressant est sa préoccupation pour les aspects de localisation du secteur informel, mais il s'occupe à peine de la question de la localisation fixe ou non.

La contribution des "dualistes" a été plus importante au niveau empirique: depuis la confirmation de l'existence d'une importante demande, jusqu'à la présence des liaisons avec le "formel" (ce qui met en question la conception duale). Cependant, l'aspect de localisation et une vision plus large du problème ont été négligés.

#### 2.1.5 Les critiques de la littérature

Les critiques du concept sont considérables et dévastatrices: selon Bienefeld et Goodfrey (1975) la définition du concept est très inexacte et inclut un ensemble hétérogène d'activités et personnes; pour Elkan (1976) il s'agit d'un inutile obscurantisme; pour Breman



(1976) la définition est imprécise, vague, inconsistante; le concept analytique est inadéquat; pour Bromley (1978) c'est une classification grossière et simple; une confusion entre voisinage, familles, personnes, activités et entreprises; finalement, pour Lister (1980) c'est une description, et non une explication des conditions d'informalité.

D'autres rejettent l'approche dualiste formel/informel: il y a une unité entre la masse de très bas revenus et les hauts intérêts des firmes (Leys, 1973). Hugon (1980-a) discute l'existence d'activités liées à la modernisation et d'activités anciennes, d'autres liées à l'existence de couches à hauts revenus et d'autres à la misère sociale (p.251). Il considère l'informel comme un continuum qui va depuis les unités moins capitalistes jusqu'aux formes monopolistiques. Bienefeld et Godfrey (1975) parlent aussi d'une relation essentiellement d'exploitation entre les deux "secteurs": la production à très bas prix, sous l'extrême pression de la compétition, transfère le surplus vers les gros producteurs.

Mais quelques auteurs vont au-delà des discussions conceptuelles du secteur informel. Leys (1973 et 1975) met en question le rapport du BIT/ILO (1972) et ses suggestions sur l'informel. Il rappelle que le "secteur informel" est un euphémisme pour la main-d'oeuvre bon marché. Il parle d'une intense exploitation du travail, avec de bas salaires et de longues heures dépensées. Pour lui, le secteur informel fournit biens et services à de très bas prix, qui permettent des profits élevés dans le secteur formel. Cette appropriation du surplus serait réalisée par le capital étranger et par les "compradores" (p.426). Dans cette même

ligne, Lister (1980) rappelle que l'on ne considère pas le rôle du secteur informel dans la perspective des politiques économiques nationales et même internationales. Enfin, Portes (1978), Portes et Walton (1981) et Stuckey et Fay (1981) insistent sur le caractère de subsidence de l'informel pour le formel, ce qui permettrait la manutention des bas salaires dans ce dernier.

Ces critiques au niveau conceptuel sont importantes et ont amené à un effort d'amélioration des études ou à la proposition de lignes de recherche alternatives.

#### 2.1.6 Les visions alternatives

Plusieurs auteurs, surtout ceux des courants néo-marxistes, ont refusé d'utiliser le concept de "secteur informel" pour l'étude de ce phénomène en même temps qu'ils ont élargi la discussion au delà du concept.\* Gunder Frank (1964, éd.1970) appelait les activités informelles de l'"unstable urban economy". Il nommait aussi cet ensemble de "penny capitalism" et l'opposait au "stable sector" (p.216-218) ce qui se rapproche du dualisme, qu'il combattait pourtant.

Oliveira (1972) se réfère à une croissance non-capitaliste du tertiaire. Pour lui, dans ce secteur, les services sont réalisés à partir de la force de travail pure, avec des rémunérations très basses, transférant leur plus-value pour les activités économiques

---

\* Nous n'avons pas inclus la discussion sur la marginalité, qui va au-delà du problème de l'informalité. Voir: Quijano Obregon (1974, 1978-a et b), Nun (1978), Perlman (1976), Kowarick (1977), Casimiro (1981) et Pereira (1982).

capitalistes. Ces activités seraient utiles au processus d'accumulation globale et à l'expansion du capitalisme et renforceraient la concentration des revenus. En 1980 il parle des activités organisées en formes non-capitalistes dans le service et l'emploi domestique comme des formes latentes de l'armée industrielle de réserve. Il trouve que les formes de l'armée de réserve ne sont jamais les mêmes: les classes laborieuses des pays plus développés ont obtenu de l'Etat les ressources pour la manutention de cette armée par les mécanismes de sécurité sociale, tandis que dans les pays tiers, le coût de manutention retombe sur une fraction de la classe laborieuse active.

McGee parle en 1973 de l'existence d'un système paysan de production dans les villes du tiers monde. Il serait aussi synonyme de "protoprolétariat". En 1974 il développe plus ce concept: ces travailleurs n'étaient ni prolétaires, ni paysans, mais contradictoirement, ils seraient engagés largement avec un système qu'il appelait aussi "secteur informel". Il le divisait en activités de distribution, de provision de services, en industrie et manipulation financière. Mais il touche aussi le problème spatial en parlant d'un "écologique milieu" où l'on trouverait les protoprolétaires: les rues, les bords des canaux, les taudis et les bidonvilles. En 1982, enfin, il arrive à un modèle de pénétration et accumulation capitaliste où l'on trouve le "multinational capitalist sector", le "national large scale, state capitalist sector", le "petty capitalist sector" et le "precapitalist sector".

LeBrun et Gerry (1975) préfèrent le concept de "petty commodity", soit des formes de production en marge de la production capitaliste, mais intégrées et subordonnées (p.20). Moser (1978) trouve aussi que la "petty commodity production" est un concept meilleur que le secteur informel, et elle discute les relations de dépendance avec les entreprises capitalistes de large échelle.

Breman (1976) préfère utiliser une division en classes sociales: le "labour élite"; la "petit bourgeoisie" (propriétaires des entreprises de petite échelle, prêteurs d'argent etc.); le "subprolétariat" (travailleurs occasionnels non qualifiés et employés des petits ateliers) et le "lumpen-prolétariat".

Carvalho et Souza (1978) utilisent le concept de "production non-capitaliste": auto-consommation, travail domestique et production simple de marchandise. Elles parlent aussi d'une coexistence de formes avancées et arriérées du capitalisme avec des formes non capitalistes.

Bromley et Gerry en 1979 utilisent le concept de "casual work". En 1980 Gerry préfère parler des fractions de la force de travail. Hugon (1980-a) se réfère aux petites activités "co-capitalistes": elles coexistent avec les plus modernes. Certaines sont induites par le développement du capitalisme, d'autres sont des réponses à des impossibilités d'accéder aux marchandises capitalistes, d'autres encore sont le signe d'un élargissement et d'une parcellisation du marché. Dans son second travail de la même année (1980-b), il regroupe les structures "co-capitalistes" en petite production marchande dans les secteurs de services, de la production de marchandises, du commerce et des transports. Portes et Walton

(1981); enfin, incluent trois classes dans le secteur informel: "casual wage labor, disguised wage labor, and self-employment in petty production and trade" (p.103).

### 2.1.7 Les études empiriques alternatives

Les non-dualistes ont, eux aussi, réalisé des études empiriques où ils essaient de confirmer leurs apports théoriques. Ces études sont plus limitées en nombre, mais elles sont intéressantes par leur approche différente du sujet.

Au Brésil, L. A. da Silva, dans sa thèse de doctorat (1979), analyse le travail informel à Recife, à partir d'une recherche sur le terrain. Il s'est concentré sur le travail des maçons, des couturières et des travailleurs occasionnels ('biscateiros'). Singer (1980), Prandi (1980) et Jelin (1980) analysent avec des objectifs différents les résultats d'une recherche effectuée à Salvador, en 1971. Singer trouve 17,5% de travailleurs dans la production simple de marchandises et 36,7% dans la production domestique (p.54-56). Prandi analyse la situation des autonomes: 20,3% sont réguliers et 7,2% irréguliers. Jelin, elle, s'occupe de la force de travail féminine. Elle remarque que 63% des femmes n'ont pas de rémunération. Des 39,6% employées, 14,5% travaillent dans la production simple de marchandises. Elle rappelle aussi que l'activité domestique a l'effet de réduire le coût de la main-d'oeuvre industrielle. Schmitz (1982) a choisi le textile dans trois différentes villes qu'il étudie: Petropolis, Fortaleza et Americana. En examinant une branche il a pu faire un étude en

profondeur et a analysé les importants réseaux de liaisons existant entre les petites et grandes entreprises et les travailleurs à la maison. Le nombre de travailleurs est très élevé, surtout au travail à domicile, principalement à Fortaleza, où les liaisons de la production du hamac vont jusqu'à des artisans de l'intérieur. Une autre importante constatation est que la majorité des petits producteurs est formée d'anciens ouvriers qualifiés.

La Colombie elle aussi a été bien étudiée: Moser (1977) fait une analyse d'un marché à Bogota. Elle trouve son organisation très hétérogène. Elle remarque l'existence d'une intégration, avec subordination, à l'ensemble de l'économie, surtout au travers des grossistes, ainsi que l'existence d'une intense compétition. Peattie (1980) observe l'existence de licences pour le commerce informel au centre de Bogota, ainsi que le besoin d'avoir un certain capital pour pouvoir s'y localiser. Elle remarque encore les liaisons de ces activités avec la distribution et l'approvisionnement des marchandises. Bromléy (1982) étudie les occupations de rue à Cali. Il y note une forte diversité: importante activité du commerce de détail, du transport et du jeu. Il observe aussi que ce sont des stratégies de survivance devant un cercle vicieux: bas capital, basse formation, rare opportunité de travail rémunéré et bas revenus.

En Afrique, Bienefeld (1975) a étudié le secteur informel en Tanzanie. Il traite des possibilités d'accumulation qui sont minimes, dues aussi à la dépendance du "secteur moderne" qui est une extension du capitalisme international. Il trouve que ces activités

se localisent dans les aires où la production capitaliste n'a pas encore pénétré. Il observe aussi l'existence d'un nombre important d'artisans et petits manufacturiers avec des possibilités de croissance limitée, ainsi que la dépendance du commerce de l'expansion du secteur de production de marchandises. LeBrun et Gerry (1975) examinent le cas du Sénégal. Ils divisent les petits producteurs en ceux qui cherchent à accumuler comme dans la production capitaliste et ceux qui ne font que reproduire les moyens de subsistance et les relations sociales, comme les artisans. Ils observent une aspiration générale à l'emploi salarié et une importante exploitation des apprentis et travailleurs journaliers. Pour eux, ces activités sont subordonnées au capital et quelques-unes sont en transition vers la petite production capitaliste, d'autres vers la prolétarisation. Gerry (1980) en réétudiant le Sénégal, examine le cas des fabricants de chaussures à Dakar qui doivent utiliser du matériel synthétique à cause du monopole des matières premières par les entreprises multinationales. Davies (1979) étudie un village noir en Rhodésie (Zimbabwe) et trouve que le secteur informel n'est pas un secteur séparé, mais subordonné et dominé par le secteur formel et il trouve lui aussi qu'il permet de maintenir des bas salaires. Hugon (1982) a fait aussi une étude de cas, pour la ville de Antananarivo (Madagascar) où il a analysé l'évolution des activités informelles dans un processus de régression économique. Récemment, certains auteurs en Afrique australe ont fait remarquer comment l'aide au "secteur informel" permet à l'Etat de se libérer de ses responsabilités dans les

domaines de l'emploi et des avantages sociaux, surtout pour la majorité des noirs de ces pays (Voir Simon, 1984, pour la Namibie et Wellings et Sutcliff, 1984, pour l'Afrique du Sud).

Finalement en Asie, Breman (1976) a examiné le cas du Gujarat du Sud (Inde) où il a rencontré des éléments pour renforcer sa discussion théorique. Il trouve qu'il existe une extrême fragmentation des activités, que l'accès est difficile, que la mobilité horizontale est limitée et qu'il règne aussi une exploitation très forte des travailleurs par les patrons. Il conclut par l'existence d'une unité totale dans le système productif. McGee et Yeung (1977) ont coordonné une recherche dans les villes de Kuala Lumpur et Malacca, en Malaisie, Manille et Banguio aux Philippines et Djakarta et Bandoung en Indonésie, pour l'examen du commerce ambulancier. Bien que limité à un segment de l'informel, cette étude traite explicitement de la dimension spatiale.

On voit donc que la contribution des non-dualistes est plus importante au niveau conceptuel et que les études de cas visent à renforcer leurs approches théoriques.

#### 2.1.8 Sommaire des points importants et Conclusions

La littérature importante existant sur le sujet en dépit de sa jeunesse nous permet de faire un bilan partiel de ces discussions. Nous avons déjà quelques certitudes: une des principales est l'extrême hétérogénéité des activités rassemblées sous l'étiquette de "secteur informel". Nous y trouvons des activités



pré-capitalistes comme l'artisanat, en même temps que des activités modernes comme les ateliers de réparation de voitures. Ces activités, par conséquence, réagissent différemment avec la pénétration des activités capitalistes. Aussi on regroupe des activités primaires, comme la production clandestine maraîchère, secondaires, comme la petite production des marchandises et les travailleurs irréguliers dans le bâtiment, et surtout des activités tertiaires, comme les petites entreprises de service, de transports, jusqu'à la domesticité, sans parler des activités classées comme du lumpen-prolétariat: la mendicité, la prostitution etc. La position dans l'échelle des occupations peut elle aussi être très différente: la situation du petit patron est bien distincte de celle de l'employé, de l'aide familial et de l'apprenti.

En plus de l'hétérogénéité, il y a de fortes différences entre les milieux étudiés: soit la situation géographique, historique et culturelle (Amérique Latine, Afrique, Asie), soit la situation à l'intérieur de la ville, comme les activités centrales, les activités dans les bidonvilles et quartiers pauvres, les activités dans les quartiers riches et moyens et aussi dans les aires urbaines non-résidentielles.

Une autre certitude est le caractère intégré de ces activités, ce qui s'oppose à une vision dualiste. Ces activités ne sont pas réalisées par une population ou travailleurs "à part". Ces personnes sont parfois originaires des activités capitalistes auxquelles ils ne veulent plus retourner pour des bas salaires. Pour d'autres c'est une activité de survivance, comme le commerce de rue, mais ceux-ci

pourront aussi, dans le futur, travailler dans les entreprises capitalistes, de façon formalisée ou pas. La grande perméabilité entre les "secteurs" ne permet pas des frontières rigides. Au niveau des achats et de l'approvisionnement des marchandises et matières premières aussi, les liaisons sont très fortes; surtout dans le cas du sous-secteur manufacturier.

Une autre certitude est la prédominance des travailleurs de très bas revenus, mais ceci n'exclut pas l'existence de certaines activités très lucratives, comme le jeu clandestin, par exemple.

Enfin, nous sommes certains que l'informalité même est la condition essentielle de l'existence du "secteur". Le non paiement des salaires légaux, des avantages sociaux et des taxes sont les facteurs qui permettent l'existence de presque toutes ces petites entreprises, ainsi que la survivance des autonomes. D'autre part, cette informalité est utilisée par les entreprises formelles, d'une façon abusive, pour payer en-dessous des limites officielles ou même pour maintenir les salaires de leurs employés à un niveau très bas, à cause de l'existence de cette "pseudo" armée de réserve.

Mais, malgré des préoccupations différentes entre les dualistes et ceux qui ont des visions alternatives, en dépit des nombreuses études sur le terrain, plusieurs doutes, inconsistances, difficultés conceptuelles et aires "découvertes" subsistent encore.

L'approche dualiste, comme nous l'avons vu, est très simpliste. L'approche non-dualiste, elle, a une vision plus globale, ne cherche pas à isoler le problème pour l'examiner. Ses défenseurs essaient de comprendre les causes et les conditions de manutention des

activités informelles, ainsi que les relations de dépendance avec les formes de production capitaliste de l'économie. Mais certains domaines doivent encore être approfondis, comme par exemple, le rôle de subside du secteur informel et son rapport avec l'économie internationale.

Deux points encore ne nous semblent pas avoir été étudiés avec la profondeur requise: l'espace et le temps. Le rôle de l'espace a été à peine touché superficiellement par quelques auteurs. Mais que ce soit au niveau urbain, comme à celui de l'interurbain, il faut encore chercher à expliquer la logique existant dans ce domaine. Au niveau urbain, la localisation est fondamentale: la lutte pour le sol, pour la localisation des activités (surtout aux centres et sous-centres urbains), ainsi que l'importance des liaisons entre les activités et les différentes parties des villes (quartiers riches/pauvres, quartiers résidentiels/aires d'activité). Au niveau interurbain, il faut examiner si le travail informel a le même comportement dans les différents espaces urbains et régionaux d'un même pays, c'est à dire, si les variations spatiales peuvent modifier la composition ou les effectifs de l'informel.

La connaissance historique, pourtant essentielle, n'a presque pas été considérée. Certes, les différents contextes historiques, géographiques et économiques doivent être pris en considération: le retard de l'industrialisation du tiers monde, la disparition des activités de subsistance dans la campagne et le rôle des migrations doivent aussi être envisagés. Aussi à ce niveau on peut voir les différenciations des processus de formation entre les pays tiers.

Mais avant de passer à la recherche au niveau historique et spatial nous allons présenter, synthétiquement, notre vision du cadre conceptuel, dans lequel le travail informel est inséré.

## 2.2 CADRE CONCEPTUEL

Comme nous l'avons remarqué dans l'évaluation de la littérature, certains aspects n'ont pas encore été couverts ou l'ont été de manière insatisfaisante ou insuffisante.

Parmi ces aspects, deux points nous paraissent essentiels pour comprendre les mécanismes de l'informel: le rôle de l'espace et celui du temps. De plus, nous estimons que l'on ne peut pas oublier le contexte global dans lequel le problème est inséré.

Pour essayer d'éclairer ces points, nous pensons que l'approche historique-spatiale est fondamentale, parce que la plupart des problèmes actuels dans les pays périphériques trouvent leurs racines dans leur passé. De plus, elle nous permet de poser des questions sur l'existence d'activités "informelles" dans le passé, la disparition et l'apparition de nouvelles activités en fonction des transformations par lesquelles est passée la société. Pour examiner cette évolution, des tableaux historiques correspondant à des étapes importantes doivent être tracés, avec la profondeur permise par la disponibilité des données. Aussi, l'analyse historique permet de voir les spécificités de chaque processus de développement, qui à partir des structurations sociales en apparence semblables (comme l'esclavage dans le sud des Etats-Unis et au Brésil) peuvent donner des résultats assez différenciés.

Le concept "centre-périphérie" nous sera ici très utile car, en plus de permettre l'analyse des rapports sociaux, économiques et politiques aussi bien entre les parties concernées (comme par exemple, les grandes régions, Etats ou régions métropolitaines) qu'à l'intérieur de chaque partie, il s'applique particulièrement bien pour l'analyse spatiale.

Nous utiliserons ce concept dans la ligne proposée par Gunder Frank (1969) et Galtung (1971), liée à la perspective de la dépendance et à l'analyse historique, au lieu de celle développée par Friedmann (1966; 1969, éd.1972), liée à la discussion sur la polarisation et la diffusion.<sup>10</sup> Il ne s'agira pas de faire une discussion exhaustive du concept mais plutôt de nous en servir comme outil théorique. Il n'en sera pas moins indirectement testé quant à sa validité.<sup>10</sup>

Comme nous le savons, les activités informelles existent d'une façon résiduelle dans les pays centraux<sup>11</sup> et elles sont par contre

---

<sup>10</sup> Les deux lignes ont quelques points en commun, mais des divergences importantes subsistent: pendant que Friedmann parle du retard des régions à cause de leur isolement, de dualisme social et des "stages" de croissance, Frank trouve que c'est l'étroitesse des liens qui désavantage la périphérie, au travers d'une chaîne de liaisons qui part de la métropole jusqu'au petit paysan et de l'existence des structures monopolistes. Galtung, dans une approche non-marxiste, parle d'une dominance à partir de la liaison du centre du centre avec le centre de la périphérie, par des mécanismes d'interaction.

<sup>10</sup> Les travaux de Cardoso et Faletto (1969) et Amin (1970, 1973) s'inspirent dans la première perspective; ceux de Perroux (1950), Schultz (1950), Hirschman (1958) se rattachent à la seconde. Pour une revue de la littérature sur le sujet, voir Friedmann (1966).

<sup>11</sup> Nous considérons comme centraux, les pays qui couvrent l'Amérique du Nord, sauf le Mexique, l'Europe de l'Ouest, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

très importantes dans les pays périphériques.

Cette situation nous démontre déjà les conditions spécifiques d'évolution des pays périphériques<sup>12</sup> qui doivent être examinées comme les résultats d'un processus différent de ce qui se passe ou s'est passé au centre.<sup>13</sup> Mais il ne faut pas tomber dans une analyse presque dualiste - pays riches/pays pauvres - parce qu'il y a une dialectique qui explique les rapports entre le centre et la périphérie au niveau international et qu'il est fondamental de comprendre ces rapports dans un monde différencié, mais chaque fois plus interdépendant.

Au niveau national (Brésil) aussi, il faut examiner si l'on peut parler d'un centre ("core") ou centres brésiliens et s'il existe une périphérie des régions et villes moins "développées", c'est à dire si le développement et déclin des activités ont basculé l'"équilibre" régional en favorisant d'une part le processus d'accumulation et la formation d'une région centrale, basée sur l'industrialisation, et d'autre part la formation d'une périphérie dépendant de la production des matières premières et assurant l'approvisionnement en main-d'oeuvre au centre.

De même, au niveau urbain (intra-urbain) il peut y avoir une ville centrale dans la région métropolitaine analysée, avec sa périphérie formée par des municipalités voisines, en même temps qu'à

---

<sup>12</sup> Ces pays correspondent à ceux appelés pays du tiers monde, soit les pays de l'Amérique Latine, de l'Afrique et de l'Asie à l'exception des pays socialistes.

<sup>13</sup> Pour Salama et Tissier (1982) le sous-développement est un produit du pillage, et ensuite de la spécialisation internationale qui a été imposée.

l'intérieur de la ville centrale, il peut y avoir un centre (centre fonctionnel, d'activités, de commandement, par exemple), et une périphérie, qui dans le contexte latino-américain est à prédominance pauvre. A ce niveau ces rapports seront de liaison travail/résidence, avec la prédominance du premier facteur dans les zones centrales.

Mais nous ne pouvons pas nous attacher au seul niveau spatial. Pour essayer de comprendre les phénomènes socio-économiques qui ont des répercussions sur l'espace, il est nécessaire de placer la question du travail informel dans un cadre plus large.

Une des critiques aux théories comme celle de la dépendance, est que ce sont surtout les aspects externes des pays tiers, qui sont mis en emphase, comme si les rapports externes (surtout le commerce international) avec les pays centraux étaient les uniques causes de tous les problèmes que l'on trouve aujourd'hui dans les pays périphériques.

Mais, si on examine de l'intérieur les sociétés des pays tiers (sans cependant oublier les liaisons externes), nous observons, suite à des causes historiques, des formations sociales assez différenciées.

Une des meilleures approches conceptuelles dans ce domaine est fournie par Meillassoux (1975). Selon cet auteur il y a une différence fondamentale entre les pays centraux et les pays périphériques: dans les premiers, le mode de production capitaliste est exclusif, alors que dans les deuxièmes, le capitalisme est le

mode de production dominant (p.150), domination exercée sur d'autres formes de production non-capitalistes existantes.

Alors que, dans les pays exclusivement capitalistes, les luttes travaillistes et l'évolution sociale ont fait en sorte que l'Etat couvre l'ensemble de la reproduction de la force de travail (et comme conséquence indirecte, un marché interne s'est consolidé), dans les pays périphériques ni les salaires payés par les entreprises capitalistes, ni les bénéfices sociaux, ne sont suffisants pour subvenir aux coûts de cette reproduction. D'où l'importance, selon Meillassoux, des autres modes de production non-capitalistes qui seraient ainsi chargés de la reproduction et de l'entretien de la force de travail (p.157).

Comme le cadre d'analyse de Meillassoux est l'Afrique et que le mode de production étudié est le "mode de production domestique", nous devons transposer son ensemble conceptuel à la réalité latino-américaine, plus spécifiquement brésilienne, et à l'ensemble des activités appelées "informelles".

Comme en Afrique, en Amérique Latine les salaires payés par les entreprises capitalistes ne sont pas suffisants pour entretenir l'ensemble des familles.<sup>14</sup> Au contraire des pays centraux, ni la société, ni les institutions gouvernementales ne viennent compléter les ressources nécessaires pour cette reproduction. Alors, il incombe à la famille, comme une unité économique, de trouver les mécanismes possibles de survivance, dans le milieu urbain (ainsi que dans le

---

<sup>14</sup> Selon Salama il s'agit d'un modèle d'accumulation excluant: "leur dynamisme est fondé sur leur capacité d'exclure la majorité de la population des fruits de la croissance" (1983:10).



milieu rural), comme par exemple: le travail de l'ensemble des membres de la famille, y compris des enfants et des personnes âgées, soit dans les entreprises capitalistes, soit dans le travail informel; le travail dans plusieurs occupations en même temps, ou de façon alternante; le travail pendant des heures excessives et pendant les fins-de-semaine; l'ensemble des mécanismes irréguliers liés au travail (non-paiement des taxes, contributions sociales etc.), au logement (occupations des terrains, constructions précaires, liaisons électriques irrégulières etc.); le travail en commun ('mutirao'); dans la santé, la médecine populaire etc; enfin il y a des comportements "informels" qui correspondent à des adaptations des différentes classes sociales aux problèmes rencontrés dans la vie quotidienne.<sup>15</sup>

Certains auteurs brésiliens se sont aussi tournés vers ces problèmes: Kowarick (1980) parle même d'une dilapidation de la force de travail. En présence d'un vaste réservoir de main-d'oeuvre, et en l'absence d'une solide organisation sociale et politique de la classe ouvrière, il a été plus facile d'augmenter la taxe d'exploitation (p.42).

Cette vision peut être complétée avec l'apport d'Oliveira (1972) à l'analyse de l'accroissement économique brésilien, pour lequel la rareté du capital et l'importance de la croissance industrielle ont obligé une croissance non-capitaliste du secteur tertiaire. Selon lui, ces services ne sont pas compétitifs avec le segment capitaliste, mais au contraire, les très bas niveaux de

---

<sup>15</sup> Voir l'excellent article de Oliven (1976) sur le sujet.

rémunération permettent un transfert permanent d'une fraction de leur valeur vers les activités capitalistes (p.26).<sup>14</sup>

Selon nous, le travail informel est très hétérogène et complexe. C'est à partir de ses caractéristiques que l'on peut mieux le saisir. Sa principale caractéristique est sa non-formalisation, c'est à dire sa "non-existence" officielle: des autonomes qui ne payent pas d'impôts ni des taxes; des propriétaires d'entreprises qui ne sont pas enregistrés, qui ne payent pas d'impôts ou taxes et qui ne payent pas d'avantages sociaux à leurs employés.

Un autre critère commun aux différents travaux informels est constitué par leurs bas revenus, que ce soit au niveau des employeurs ou des "employés" des petites entreprises, ou des autonomes, ou encore de ceux qui à l'extrême, travaillent sans revenus.

Parmi les autres caractéristiques, on trouve le travail pour des durées-horaires excessives (mais trouvable aussi dans le travail "formel") ou au contraire des durées réduites, ou à caractère irrégulier. De plus, le travail informel est exécuté aussi par des personnes en dehors des âges normaux de travail (trop jeunes ou trop âgés). D'autres caractéristiques pourraient être ajoutées comme la faible échelle, le bas niveau de capitalisation, la faible utilisation des machines etc., ce qui correspond aux faibles ressources disponibles pour cette population.

<sup>14</sup> Stuckey et Fay (1979) défendent l'intéressante thèse que le secteur informel a pour le formel, dans les villes, un rôle de subsidence semblable à celui de l'agriculture de subsistance, à la campagne, vis-à-vis du travail agricole moderne.

Les activités les plus caractéristiques du travail informel sont: des activités archaïques, comme l'artisanat, qui peuvent être réalisées à la maison ou dans des petits ateliers et qui doivent s'adapter aux nouvelles demandes; le commerce ambulant, activité-refuge, nécessitant très peu de capital ou de qualification, réalisée surtout dans le centre-ville (comptant aussi avec quelques salariés-déguisés); le petit commerce fixe, présent surtout dans les quartiers pauvres et dans les "bidonvilles", fournit à la population des produits en petite quantité et à crédit, mais à des prix élevés; le service domestique, travail surtout féminin et peu valorisé socialement, très mal rémunéré, mais à réglementation croissante, se réalise surtout dans des quartiers résidentiels de hauts revenus, mais certaines activités peuvent se réaliser près des maisons (comme le travail des blanchisseuses). Parmi les activités modernes informelles, on trouve la réparation et la manutention (de voitures, d'électro-ménagers etc.) réalisées dans des petits ateliers ou dans la rue; le travail autonome de réparation et du bâtiment, avec la possession des outils de travail, nécessitant une certaine qualification et très mobile; la petite production de marchandises, utilisant parfois des matériaux de récupération, réalisée surtout dans des petits ateliers dans les quartiers pauvres; ou la simple surveillance des voitures, au centre-ville ou la garde des maisons dans les quartiers riches. D'autres activités n'exigent que la simple force brute comme les manoeuvres ou les porteurs, ou sont très dégradantes, comme la récolte des matériaux dans les immondices, ou encore, elles sont

complètement alléatoires et varient au jour le jour, comme les 'biscateiros' (travailleurs occasionnels).

Nous ajoutons aussi à la catégorie de travail informel, le travail réalisé par des employés dans des entreprises capitalistes, selon des mécanismes informels, comme le non paiement du salaire minimum ou des avantages sociaux.

Nous avons ainsi essayé de caractériser ces activités réalisées par des contingents importants de populations pauvres, qui ne correspondent pas aux normes du travail régulier, surtout à celles des entreprises capitalistes. Dans celles-ci, les luttes travaillistes ou la législation sociale ont entraîné une certaine amélioration des conditions des travailleurs (salaire minimum, vacances payés, 13ème salaire, pensions veillesse etc.). Mais, le fait que les activités capitalistes ne soient pas exclusives, et que l'ensemble de ces entreprises paye des très basses rémunérations à ses employés, et qu'une bonne partie ne couvre pas les avantages sociaux, ou alors utilise des mécanismes comme la haute rotativité des travailleurs, laissent des contingents importants de la population dans une situation très difficile. Alors, la "norme", dans cette situation, semble quelque peu artificielle, et ne correspond pas toujours aux conditions réelles du travail dans les pays tiers.

Donc, le travail informel a toute sa logique qui peut être trouvée dans l'examen des formations sociales des pays périphériques et qui existera tant que le contexte actuel se maintiendra:

conditions précaires de vie du travailleur rural; offre de main-d'oeuvre urbaine alimentée par les migrations rurales et des petites villes; offre de main-d'oeuvre des couches pauvres urbaines pré-existantes; rémunérations basses<sup>17</sup> pour les travaux qui n'exigent pas de qualification spéciale; rémunérations réduites pour des travaux dévalorisés socialement; niveau d'instruction et de qualification de grands contingents de la population maintenus à des bas niveaux; faiblesse d'organisation syndicale et politique des catégories plus pauvres de la population; concentration des revenus et des propriétés qui ont des racines historiques; spécificité du processus d'industrialisation tardif, avec forte participation de l'Etat<sup>18</sup> avec des activités intensives de capital, économisant le facteur travail ou requérant un haut niveau de qualification, ou des industries avec faibles liaisons inter-sectorielles ou régionales.

Certes, le travail informel a ainsi un rôle plus important qu'il n'y paraît à première vue: il assure la survivance, comme source de revenus (et du travail) d'importants contingents de travailleurs brésiliens, qui ne trouvent pas de place dans le segment capitaliste (tout comme à l'époque esclavagiste, des contingents entiers de population, ne trouvaient pas de place non plus dans le travail organisé), ou qui à l'intérieur de ce segment ne reçoivent pas de rémunérations suffisantes pour la survivance de

<sup>17</sup> La basse rémunération permet l'offre de biens et services "bon marché" à une clientèle de bas revenus, mais aussi à celle de revenus élevés.

<sup>18</sup> Selon Pereira, la participation de l'Etat brésilien dans l'économie est proche de 50% du produit interne brut (1982:21).

l'unité familiale.

Une contradiction de base subsiste: les bas salaires ne forment pas un marché interne solide (c'est pourquoi l'industrie développe la production de biens sophistiqués vers les marchés externes et les couches de hauts revenus), et une des possibilités de "compétitivité" et du "démarrage" industriels des pays tiers, surtout des pays que possèdent déjà un parc industriel, est leur "main-d'oeuvre bon marché" qui permet des prix compétitifs au niveau international, en même temps qu'ils maintiennent des prix élevés au niveau interne (Voir Salama et Tissier, 1982).

Donc, la résolution<sup>1</sup> de la question du travail informel commence dans son apparent contraire: le segment capitaliste de l'économie. Dès que ce segment commencera à élever les niveaux des rémunérations et à augmenter la proportion de la production vers le marché interne, les effets multiplicateurs au niveau des revenus résoudreont des problèmes en apparence insolubles aujourd'hui.

L'analyse historique nous aidera à mieux comprendre, au niveau national, les grandes lignes du développement et de la formation ou non-formation du marché de travail brésilien, dont les conséquences se font sentir dans la structuration actuelle de la force de travail, y compris dans le travail informel.

---

<sup>1</sup> Résolution au moins au niveau des pays aujourd'hui dits développés, c'est à dire, où le travail informel existe, mais en proportions réduites et qualitativement différent (Voir Ross, 1979, Usher, 1980, Mirus et Smith, 1981, Ross et Usher, 1983 et Nicholls et Dyson, 1984).

## Chapitre III

### LES RACINES DE L'INFORMEL

"Ordonnance municipale: Tout 'ganhador' (portefaix louant ses services) qui ne portera pas, de façon visible, la plaque délivrée par la municipalité sera condamné à passer huit jours à la prison de l'Aljube s'il est esclave, et à la maison de correction s'il est libre." Jornal da Bahia, 24.03.1857 (Conf. Verger 1968:536)

"Secrétaire des services publics de Salvador: Lorsque le bureau commencera à donner des licences, celui qui n'a pas été enregistré ne sera pas considéré...; L'ambulant .. aura (une) plaque d'identification...; Nous sommes en train de discipliner les services parce que la communauté ne peut pas être dérangée par la concentration excessive des ambulants dans certaines aires." A Tarde, 20.10.1983

#### 3.1 INTRODUCTION

L'examen de la littérature existante sur l'informel nous a montré le peu d'attention accordé aux aspects historiques de la question. Pourtant, peut-on, dans l'analyse des problèmes humains et sociaux, laisser de côté ces aspects, alors qu'on sait parfaitement que des problèmes apparemment récents sont beaucoup plus anciens qu'on l'imagine et que parfois ils se transforment au cours du temps en prenant de nouvelles formes, faisant ainsi oublier leurs causes?

En général, la littérature sur la question du travail informel prend comme point de départ du problème le "déséquilibre" récent entre les villes - qui seraient des flots de prospérité, des centres d'introduction et de diffusion des nouveautés - et la campagne - toujours considérée comme arriérée -, déséquilibre qui pourrait être mesuré par des indicateurs comme par exemple le différentiel de revenus. Ainsi les villes seraient envahies par des "vagues" de migrants ruraux, qui vu leur origine, n'auraient ni la formation, ni la qualification nécessaires pour vivre dans un milieu urbain, souvent très sophistiqué. L'ancien "équilibre" serait rompu par cet apport démographique qui amènerait tous les problèmes actuels, rassemblés sous l'étiquette d'"explosion urbaine" des métropoles du tiers monde (pauvreté, "favelisation", criminalité, sous-emploi et même "pollution visuelle"...). Les problèmes seraient donc surtout exogènes.

Mais, toutes les villes ne sont pas attirantes dans la même mesure. Sao Paulo pourrait être un exemple type d'une métropole qui a "explosé", passant de 48.000 habitants en 1886 aux actuels 8,5 millions d'habitants dans la métropole, et aux 12,5 millions dans la région métropolitaine, avec 56% de cette population née hors frontières. Nous n'allons pas discuter si cette croissance a été positive et peut-être indispensable pour son développement industriel impressionnant. Nous avons aussi, d'autre part, des métropoles assez attractives dans des sous-régions appauvries, comme Fortaleza, où 45% de ses habitants sont nés hors de la ville. Enfin, il y a un troisième type de métropole, où les migrations ne paraissent pas être suffisantes pour expliquer tous les problèmes:



c'est le cas des villes qui ont eu un passé important et des structurations sociales très polarisées, basées sur des disparités historiques. Aujourd'hui l'attraction migratoire exercée par ces villes est moindre. Un exemple serait celui de Salvador où à peine 35% de sa population est née hors ville. Dans ce cas ne pourrait-on pas parler aussi de problèmes endogènes?

Un autre point important est la différenciation entre les pays tiers entre eux et avec les pays dits "développés": les nouveaux pays indépendants africains et asiatiques n'ont pas eu la même histoire que les pays latino-américains. D'un autre côté, les pays latino-américains ne répètent pas les mêmes étapes de l'évolution des pays aujourd'hui industrialisés.

Dans cette perspective ils nous a paru indispensable d'analyser l'histoire de l'organisation du travail urbain au Brésil. Nous avons examiné les documents disponibles, en visant principalement à:

1. examiner le processus de développement brésilien, dans ses grandes lignes, pour dégager des aspects d'organisation sociale et économique qui sont spécifiques au Brésil.
2. Dégager les principaux traits de l'organisation du travail au Brésil, depuis la période esclavagiste, afin de détecter l'existence des formes de travail organisé et leur évolution, ainsi que des formes de travail secondaire et même de travail non-organisé.
3. Chercher des métiers d'origine ancienne qui puissent être des antécédents des métiers d'aujourd'hui, y compris ceux qui sont classés comme informels.

4. Chercher l'existence des mécanismes "informels" dans le passé, utilisés dans le travail organisé et par les travailleurs eux-mêmes.
5. Examiner les variations spatiales existant dans le passé et leur changements.
6. Enfin, en résumé, nous avons voulu savoir pourquoi, comment, quand et si possible, où, une partie des travailleurs a eu besoin de créer elle-même des formes d'auto-survivance ou des alternatives à la prolétarianisation.

Cet examen des aspects historiques du travail informel aura ses limites, compte tenu de la dimension du sujet: nous devons nous concentrer sur l'histoire urbaine, surtout sur les métropoles qui nous intéressent aujourd'hui, sur les aspects qui touchent la question du travail et des relations de travail et qui pourront nous aider à comprendre la réalité actuelle dans ce domaine.

Nous diviserons cette analyse en deux grandes périodes: une première où le système esclavagiste est dominant et, une autre, qui correspond à la période post-esclavagiste et qui va aboutir à la situation actuelle.

### 3.2 LA PERIODE ESCLAVAGISTE (1500-1888)

Après avoir tracé les grandes lignes du contexte historique esclavagiste, nous examinerons, dans cette partie, le travail artisanal, exercé majoritairement par les blancs et le travail esclave, dominant à l'époque, qui composaient le gros du travail organisé de cette période. Ensuite, nous examinerons le travail non-

organisé, exercé surtout par les libérés et d'autres catégories de travailleurs déjà marginalisées.

### 3.2.1 Le contexte de la société esclavagiste

Cette période, très longue, peut être divisée en trois parties: la Colonie, le Royaume-uni et l'Empire. La première période correspond à une administration coloniale où les intérêts dominants étaient ceux de la métropole. Le Royaume-uni a placé le Brésil au même niveau que la métropole. La fin du monopole portugais sur le commerce et l'arrivée de la cour portugaise ont alors commencé à bouleverser le système existant, surtout rural. Quant à l'Empire, il a une administration indépendante, mais maintient encore des traits caractéristiques des périodes antérieures, particulièrement le système esclavagiste, bien qu'en déclin.

Les Portugais n'ont pas trouvé de minéraux précieux dès leur arrivée, comme leurs voisins Espagnols, et ils ont dû chercher des productions rentables qui puissent subvenir tant à la manutention d'un système défensif d'une région très convoitée, qu'aux coûts de l'administration d'un territoire immense (Furtado, 1959:13-14). Au contraire de l'extraction simple de bois de teinture, la production de produits agricoles d'exportation (surtout le sucre) a pu fournir ces moyens. Malgré des tentatives, la main-d'oeuvre trouvée sur place ne s'avère pas sédentaire ni habituée aux travaux agricoles routiniers. La "solution naturelle", pour un pays qui n'avait pas d'excédents démographiques (p.41), a été d'amener de la main-

d'oeuvre africaine, pour réaliser tout le travail dans la nouvelle colonie.

C'est ici que débute le problème du travail au Brésil.

En effet, les Portugais ne venaient pas réaliser une colonisation à base familiale, comme cela s'est passé plus tard, au nord de l'Amérique, mais au contraire, ils venaient commander, administrer et superviser le travail réalisé, par des esclaves. Ce système socio-économique a ébauché la formation d'une société très stratifiée, polarisée entre seigneurs et esclaves,<sup>20</sup> surtout à la campagne, et une société plus complexe dans les villes.

Les bases de l'économie et de la société étaient ainsi lancées: production agricole d'exportation, en grandes propriétés, vers le marché européen,<sup>21</sup> division très hiérarchisée de la société, et développement des villes côtières comme centres administratifs, militaires et ports d'exportation des produits agricoles et d'importation d'esclaves et de presque tous les biens de consommation (Prado Jr.:1963).

Au début, la partie la plus riche de la Colonie se trouvait au nord-est du Brésil, région par excellence de la production de la canne-à-sucre, et Salvador a été choisie comme site pour l'édification de la première capitale. Le sud était alors la région "sous-développée", où la population était surtout métissée avec des

<sup>20</sup> Voir le livre classique de Gilberto Freyre (1933) sur le sujet.

<sup>21</sup> Le Portugal a découragé tout début de production industrielle: déjà en 1785 un décret royal interdisait les manufactures textiles et l'industrie du fer a été persécutée. Les Portugais craignaient la dispersion des activités exportatrices ou la réduction des importations qui favorisaient leur commerce (Prado Jr., 1967:108).

amérindiens, comme à Sao Paulo, centre de départ d'expéditions pour la recherche de minéraux et d'amérindiens pour l'esclavage, et où le tupi-guarani était la langue franche (Poppino, 1968:76). La découverte des mines d'or à Minas Gerais, à la fin du 17ème siècle, a changé ce tableau et le centre économique a commencé à basculer vers le sud. Le transfert de la capitale vers Rio de Janeiro en 1763, vient consolider ce processus.

Le Royaume-uni, au début du 18ème siècle, est une période courte qui précède l'indépendance, mais elle est néanmoins très importante à cause des grands changements qui allaient transformer la société brésilienne en moins de deux décades. En effet, l'invasion des troupes napoléoniennes, au Portugal ainsi que la pression anglaise ont forcé la fuite de la cour portugaise vers le Brésil. L'arrivée de la cour à Rio de Janeiro (avec 15.000 personnes, la plupart nobles et riches) n'a pas été sans conséquences: la Colonie devait être préparée pour devenir le siège de la cour. Les principaux évènements de cette période ont été le décret de l'ouverture des ports (1808), l'élévation du Brésil au niveau de Royaume-uni (1815) et le début de la "modernisation" de la société. L'ouverture des ports a mis fin au monopole portugais. Dès lors, les pays étrangers pouvaient faire directement leur commerce avec le Brésil. Cette ouverture du commerce allait augmenter la valeur des produits brésiliens, grâce à l'augmentation de la demande externe, qui allait aussi accroître la demande de la main-d'oeuvre esclave. Les bénéfices étaient majeurs grâce à l'élimination des Portugais comme intermédiaires. Cette ouverture a aussi été le

début de l'influence anglaise au pays, suivant la forte interférence déjà dans les affaires de l'ancienne métropole. Une autre conséquence a été l'arrivée des étrangers, surtout des agents commerciaux et des artisans, mais aussi des "missions" artistiques et scientifiques. Ces étrangers ont apporté avec eux de nouvelles idées, modes et habitudes. L'élévation au niveau de Royaume-Uni a changé le statut du pays: il ne s'agissait plus alors d'une simple colonie, où tous les ordres importants émanaient du Portugal. Au contraire, maintenant le siège même de la cour était au Brésil et pour la première fois, le pays allait être vu comme une entité unifiée. Finalement, l'administration à Rio de Janeiro a commencé à changer la situation économique du nouveau royaume: révocation de la loi qui interdisait les manufactures et stimulation des activités économiques (Prado Jr., 1945:131). Aussi elle a commencé à implanter de nouvelles institutions et des équipements correspondant au nouveau statut, équipements qui ont favorisé les villes, surtout Rio de Janeiro, et ont d'autre part amorcé la diminution de l'importance de la société rurale brésilienne.

L'indépendance, en 1822, allait continuer à maintenir beaucoup de traits de l'économie coloniale, surtout le système de l'esclavage (Furtado, 1959:40), qui n'a fini qu'en 1888, et qui a été une des raisons de la chute de l'Empire. L'indépendance étant presque pacifique, n'a pas bouleversé la structure sociale et politique interne existante: le Brésil continuait à être, dans l'Empire, un pays surtout rural et son économie se basait sur sa "vocation

agricole": celle d'exportateur de produits tropicaux pour le marché externe. Cependant des changements allaient quand même s'opérer: le café allait devenir le principal produit d'exportation, la demande de bras allait augmenter encore<sup>22</sup> et l'immigration étrangère allait être officiellement organisée. Comme conséquence, le sud allait se consolider comme la région centrale du pays. L'industrialisation était encore à ses débuts<sup>23</sup> et le pays allait continuer à s'équiper, surtout les grandes villes, malgré la production surtout rurale.

La distribution de la population par "race" donne une idée synthétique des changements au niveau national, avec le déclin de l'esclavage, le processus de métissage et le début de l'immigration étrangère dans la fin de la période: les blancs qui étaient 24,2% en 1835 (845.000), sont passés à 38,1% en 1872 (3.787.000). Les métis ont augmenté leur participation de 18,6% (648.000) à 42,1% (4.188.000) et les noirs ont diminué de 57% (1.987.000) à 19,6% (1.959.000) durant ces 37 ans (Poppino, 1968:198).

Nous allons, à partir de ce cadre général, examiner l'évolution de l'organisation des différents systèmes de travail urbain, très marqués, à cette époque, par les différences raciales.

---

<sup>22</sup> Surtout après l'arrêt du trafic d'esclaves, en 1850.

<sup>23</sup> Les essais d'industrialisation pendant l'Empire (1850), y compris la production des bateaux à Rio de Janeiro, ont échoué à cause du manque de barrières protectionnistes (Villela et Suzigan, 1973:130).

### 3.2.2 L'artisanat

L'artisanat, en Europe, a été une activité économique importante, surtout dans les villes, d'une part, à cause de son rôle dans la transmission des connaissances techniques et d'autre part, à cause de l'utilisation postérieure du savoir-faire dans le processus de prolétarianisation au cours de la Révolution industrielle.

Cependant, dans le cas du Brésil, les conditions pour le développement de l'artisanat étaient bien différentes: dans une société plutôt rurale, où les activités les plus importantes étaient tournées vers la production pour les marchés européens et basées sur le travail esclave, l'artisan ne pouvait trouver d'importantes concentrations urbaines, ni un marché croissant pour son travail ou ses produits. En plus d'un marché restreint, il avait contre lui la concurrence des produits d'importation: en effet, les hauts revenus des produits d'exportation, déjà concentrés, permettaient l'importation de la plupart des marchandises nécessaires à la consommation des groupes dominants.<sup>24</sup> Une autre limitation au développement de l'activité artisanale au Brésil était que seuls les citoyens Portugais avaient la permission d'entrer dans la Colonie. On interdisait ainsi l'arrivée des citoyens d'autres pays qui avaient une importante tradition artisanale, alors que le Portugal était plutôt une nation de marins, commerçants et bureaucrates.

---

<sup>24</sup> Il faut remarquer la différence avec les Etats-Unis. Initialement les artisans n'avaient pas non plus de marché, et devenaient des fermiers. Mais par la suite, avec le développement de l'économie et de l'urbanisation, surtout au nord, la demande de leurs produits a augmenté au point d'attirer même des artisans d'autres nations européennes, en plus de l'Angleterre (Bridenbaugh, 1950:4-7).



Mais en dépit de tous ces facteurs négatifs, le Brésil a eu cette catégorie de travailleurs et ceux-ci devaient répondre aux besoins immédiats de la population, ainsi qu'à ceux qui ne pouvaient pas être importés, ou attendre l'importation, comme la construction des maisons, des bâtiments administratifs, militaires et religieux, ou d'autres activités importantes à l'époque, comme la ferronnerie.

Le Portugal avait encore un système de corporations d'origine médiévale. La maison des 24 corporations qui élisait ses juges date de 1383. Ces corporations s'organisaient en confréries, chacune avec son saint protecteur (Lobo et al., 1973:135). Ce système allait être transplanté dans la Colonie. Les autorités portugaises stimulaient la migration des artisans au Brésil. Il y avait déjà en 1551 une exemption des impôts pendant cinq ans pour quelques professions (Azevedo, 1955:141) (Voir tableau 1).

Ces corporations, au Brésil, étaient bien organisées, comme en Europe médiévale: il fallait passer par une période d'apprentissage obligatoire de trois ans, puis se soumettre à des examens pratiques et théoriques devant un juge de la corporation ("Juiz de Oficios") pour obtenir sa licence de maître-artisan et avoir son établissement (Russel-Wood, 1982:55-56). Au niveau urbain, l'artisanat, avec ses corporations, correspondait à des activités "formelles" d'aujourd'hui, avec sa réglementation stricte.

De plus, au début, ces corporations étaient même représentées au conseil municipal. A Salvador, capitale coloniale, la 'Mesa de vereação' était composée de trois 'vereadores' (échevins), deux juges ordinaires et un procureur de la ville, élus chaque année. A

partir de 1641 la classe des travailleurs était représentée d'abord par quatre procureurs des corporations. En 1646, l'administration coloniale change, visant une augmentation de son contrôle: les élections sont supprimées, un représentant de la couronne devient le président de la 'Câmara' ('Juiz de Fora'), les juges ordinaires sont supprimés et les représentants des travailleurs sont réduits à trois personnes, un 'Juiz do Povo' et deux autres procureurs de maîtres.<sup>23</sup> En 1713, à la suite des émeutes organisées par les représentants des travailleurs à cause du monopole royal du sel, ces représentations ont été abolies par la couronne (Boxer, 1965:72-77).

Mais les artisans étaient insérés dans une société esclavagiste et ceci allait avoir beaucoup de conséquences: comme le gros du travail au Brésil reposait sur le dos des esclaves, le travail manuel a été déprécié. Les artisans Portugais quand ils arrivaient dans cette société devaient s'adapter à cette nouvelle situation. Les artisans ont commencé par avoir des esclaves pour les aider dans leurs travaux.<sup>24</sup> Ensuite, une partie des artisans s'est mise à seulement superviser les travaux qui étaient alors directement réalisés par les esclaves (Russel-Wood, 1982:34). Ces nouveaux usages allaient contre les réglementations corporatives. Alors, certains propriétaires d'esclaves ont voulu faire passer les examens

<sup>23</sup> Les représentants étaient élus parmi les corporations suivantes: les travailleurs en métal, les selliers, les tailleurs, les barbiers, les maçons, les cordonniers, les tourneurs, les orfèvres, les menuisiers, les tanneurs et les ferronniers (Boxer, 1965:76).

<sup>24</sup> Tollenare mentionne, en 1817, qu' "un entrepreneur de maçonnerie, de menuiserie, un charpentier, un forgeron, un boulanger, un chef, enfin ... au lieu de louer des ouvriers libres, achète des noirs et les instruit" (ed. 1971:482).

à leurs esclaves pour qu'ils puissent exercer les métiers.<sup>27</sup>

Mais cette situation allait vers le déclin de ces activités. Selon Lobo et al. les artisans comptaient, en 1790, 22 branches d'activités artisanales à Rio de Janeiro, avec 109 registres; on note 29 branches et 325 registres en 1822, mais le nombre de branches descend à 15 en 1842 et à 13 en 1850. La loi du 25 mars 1824 vient abolir les corporations, ses juges, écrivains et maîtres (1973:133-135). A partir de cette date les artisans allaient essayer de survivre comme autonomes ou s'engager comme prolétaires dans l'industrie naissante.

Un tableau permet de faire une synthèse à partir des quelques informations trouvables sur les métiers pendant la période. Les données ne sont pas suffisantes pour une analyse très représentative ni du point de vue numérique, ni du point de vue spatial, mais elles nous permettent de visualiser des tendances, comme celles qu'accusent des métiers en disparition (par exemple, les archiers), des métiers avec continuité et même progression (par exemple, les tailleurs) et d'autres déjà nés de la modernisation de la société, comme les machinistes (Voir tableau 1).

Les données récentes vont nous montrer que les métiers d'origine artisanale qui ont survécu et qui ont pu échapper au processus d'industrialisation, surtout à la périphérie, sont restés, pour la plupart, dans les catégories de plus bas revenus, et que

---

<sup>27</sup> Aux Etats-Unis les artisans protestaient contre les essais d'utilisation du travail esclave dans leur occupation (Moore, 1971:23).

TABLEAU 1  
METIERS ARTISANAUX DANS LA PERIODE ESCLAVAGISTE

Métier	1551 (SSA)	1648 (SSA)	1673 (RJ)	1822 (RJ)	1842 (RJ)	1860 (RJ)
archier	+	-	-	-	-	-
armateur	-	-	-	1	-	-
apothicaire.	-	-	-	-	17	-
barbier	-	+	+	91	9	29
blanchiss.	-	-	-	-	17	-
boulangier	-	-	+	-	-	-
bourelrier	-	-	+	-	-	-
boutonnier	-	-	+	-	-	-
brodeuse	-	-	-	-	9	-
calfat	+	+	-	-	-	-
carrier	+	-	-	-	-	-
chapelier	-	+	+	2	-	-
charpentier	+	+	+	1	-	30
chaudron.	-	-	-	-	-	34
coffretier	-	-	-	3	-	-
coiffeur	-	-	-	2	6	-
confissier	-	+	+	-	-	-
cordonnier	-	+	+	9	19	-
courroyer	-	-	-	2	-	-
coutelier	-	+	+	-	-	-
couturier	-	-	-	-	-	25
f.escopette	-	-	-	4	-	-
fab.sombrero	-	-	-	3	-	-
ferblantier	-	+	-	3	5	40
ferronnier	+	-	+	1	-	-
fondeur	-	-	-	-	4	-
fourbisseur	-	+	-	-	-	-
grav. métal	-	-	-	-	4	12
horloger	-	-	-	13	-	-
luthier	-	-	-	3	-	-
maçon	+	+	+	-	-	4
machiniste	-	-	-	-	-	26
maréchal	-	-	-	12	-	-
matelassier	-	-	-	15	-	-
menuisier	-	+	+	11	6	54
maît.carrier	-	-	-	-	-	5
musicien	-	+	-	-	-	-
orfèvre	-	+	-	7	-	75
patissier	-	+	-	-	-	-
peignier	-	-	-	3	-	-
peintre	-	+	-	-	9	18
pet.soudeur	-	-	+	4	-	-
plombier	-	-	-	1	-	-

potier	+	+	-	-	-	-
rémouleur	-	-	-	2	-	-
sabotier	-	+	-	-	-	-
scieur	+	-	-	3	6	-
sellier	-	-	+	-	-	-
serrurier	+	-	+	-	-	-
tailleur	-	+	+	6	23	95
tanneur	-	+	-	2	-	-
teinturier	-	-	+	2	-	-
tisser.soie	-	-	-	23	-	-
tonnelier	+	-	+	-	-	-
tourneur	-	+	+	4	5	-
vitrier	-	-	-	-	8	-

LEGENDE: (SSA)= SALVADOR; (RJ)= RIO DE JANEIRO;  
 += présence du métier dans l'année correspondant;  
 En 1648 il y avait encore les maîtres de danse; en 1673 les  
 métiers correspondent à des corporations, sauf "boutonnier".

SOURCES: 1551, 1648: Azevedo (1955); 1673: Boxer (1965); 1822,  
 1842 et 1860: Lobo et al. (1973).

plusieurs survivent grâce à des mécanismes informels. De plus, l'incompatibilité entre le travail artisanal et le travail esclave et l'insertion du travail artisanal dans une société à prédominance esclavagiste ont eu des conséquences importantes: la dévalorisation sociale du travail artisanal par l'introduction du travail esclave, menant à l'abandon du travail manuel par les gens de métier portugais; la concurrence entre le travail exercé par les esclaves des artisans et par ceux qui continuaient à travailler pour leur propre compte, a entraîné une réduction du prix des marchandises dans un système basé sur l'accès contrôlé; la diminution de l'apprentissage des jeunes, rôle traditionnel exercé par l'artisanat, à cause de l'utilisation des esclaves; la réalisation

des activités artisanales irrégulières par les esclaves des artisans ou par les libérés, sans registres dans les corporations et contre les règlements municipaux. Nous avons ici un des plus anciens antécédents de l'informel actuel.

Une conséquence positive: la qualification d'une partie des esclaves,<sup>22</sup> en petit nombre comparé à la masse qui travaillait dans les travaux ruraux, mais importante à cause de la possibilité, grâce à cette qualification, d'avoir accès à des revenus, et par suite, au rachat de leur liberté.

Ces contradictions entre le travail artisanal et le travail esclave n'ont pas permis un développement important de ces activités. Avant même que ne survienne le développement des activités industrielles, l'activité artisanale était déjà en déclin, malgré la survivance de certaines catégories.

### 3.2.3 Le travail esclave

Quand on prétend étudier les problèmes socio-économiques brésiliens, un des premiers aspects à analyser est le poids de l'esclavage dans la structuration de cette société. En effet, le système esclavagiste a duré presque trois siècles, alors que la période post-esclavagiste n'a pas encore un siècle d'existence. Le gros du travail organisé pendant toute la période coloniale jusqu'à la fin de l'Empire a été réalisé par des esclaves.

<sup>22</sup> Il faut rappeler que ce "transfert de technologie" a eu lieu en sens inverse aussi: les Portugais ont beaucoup appris, par exemple, dans les techniques d'extraction minérale grâce aux esclaves originaires de la Côte de Mina (Voir Russel-Wood, 1982:124).

Les Portugais, nous l'avons vu, comme les autres européens, ne venaient pas, après l'occupation des territoires américains, travailler directement, surtout dans les régions à prédominance tropicale.<sup>29</sup>

D'abord ils ont cherché à utiliser la force de travail amérindienne. Les amérindiens, en général, faisaient partie de l'organisation du travail liée aux activités de plantage-bouturage et ne se sont pas adaptés au travail agricole sédentaire, base économique de la nouvelle Colonie. De plus, ils comptaient sur la protection de l'Eglise catholique, surtout des Jésuites, et l'esclavage amérindien a été aboli en 1755. Il a été pratiqué dans les seules régions périphériques de l'époque, comme Sao Paulo, Maranhao et l'Amazonie, où les habitants ne pouvaient pas se permettre d'acheter des esclaves noirs (Bastide et Fernandes, 1959:3).

Les Portugais avaient déjà utilisé le travail esclave africain dans la métropole et dans des îles africaines, et ils ont implanté ce système dans la nouvelle colonie. Plusieurs justifications étaient données à l'époque pour l'esclavage du noir, et le fait de l'amener à la "civilisation chrétienne-occidentale" était considéré comme un progrès pour ces peuples, traités de barbares (Verger, 1964). Alors des millions d'Africains d'origine différente<sup>30</sup> ont été

<sup>29</sup> Il y a eu des exceptions, comme l'arrivée des colons des Açores, pour occuper des régions stratégiques, comme le Maranhao (Furtado, 1959:62), Santa Catarina et Rio Grande do Sul (Degler, 1971:230).

<sup>30</sup> Il y a une longue discussion sur l'origine des esclaves brésiliens et leur distribution. Actuellement, la majorité des auteurs s'entendent pour dire qu'ils sont venus par différentes

amenés au Brésil comme immigrants forcés.

Dès que les activités économiques se sont consolidées, le travail esclave est devenu la base de toute la société. Les esclaves étaient nombreux dans toute les activités agraires. En 1798 ils étaient déjà le plus important groupe de population au Brésil, avec 1.582.000 personnes (48,7%), dont 221.000 mulâtres. Les blancs n'étaient que 1.010.000 (31,1%) (Poppino, 1968:170).

La distribution de la population esclave suivait, en grandes lignes, l'évolution des activités économiques. Avec le déclin des activités agricoles (surtout le sucre) et la découverte de l'or, des contingents nouveaux arrivaient dans la nouvelle région économique et les régions aux activités déclinantes perdaient ainsi une partie de leurs esclaves. Les données disponibles<sup>21</sup> pour deux dates du siècle dernier, peuvent montrer ces déplacements, surtout à l'époque où le sud consolidait sa position centrale, processus commencé à

---

vagues, avec prédominance de quelques régions. Ainsi il y a eu le "cycle" de la Guinée (l'Afrique de l'ouest, au 16ème siècle), celui de l'Angola (17ème siècle), celui de la Côte de Mina (entre l'actuel Ghana et le Bénin, au 18ème siècle) et le dernier, celui du Golfe de Bénin (entre la fin du 18ème siècle et la première moitié du 19ème). Au niveau national, les esclaves de langue Bantu (surtout d'Angola et du Congo) étaient plus nombreux aux travaux agricoles et à Rio de Janeiro. A Minas Gerais en plus des Bantus, il y avait aussi des esclaves de la Côte de Mina. Au Nordeste, surtout à Bahia et Pernambuco, les principaux groupes d'esclaves étaient originaires de la région entre l'actuel Togo et le Nigéria (Yorubas, Ewé etc.), en raison de l'importation directe en échange du tabac bahianais. A Bahia on trouvait aussi un important contingent de Haussas islamisés. Finalement, au Maranhao, se sont les Fons (actuel Bénin) qui prédominaient. (Voir Bastide, 1967 et Verger, 1964 et 1968).

<sup>21</sup> La documentation est rare, en vertu de la destruction délibérée des documents sur le sujet, par la loi du 14 décembre 1890, proposée par le ministre de l'époque, Ruy Barbosa (Degler, 1971:267).



partir de la découverte de l'or au Minas Gerais (Voir tableau 2).

TABLEAU 2

## NOMBRE D'ESCLAVES PAR PROVINCE, BRESIL - 1819 ET 1872

PROVINCES	1819	1872
PARA	33.000 (3,0%)	27.458 (1,8%)
CEARA	55.439 (5,0%)	31.913 (2,1%)
PERNAMBUCO	97.633 (8,8%)	89.028 (5,9%)
BAHIA	147.263 (13,3%)	167.824 (11,1%)
MINAS GERAIS	168.543 (15,2%)	370.459 (24,5%)
RIO DE JANEIRO	146.060 (13,2%)	341.576 (22,6%)
SAO PAULO	77.667 (7,0%)	156.612 (10,4%)
PARANA	10.191 (0,9%)	10.560 (0,7%)
RIO GRANDE SUL	28.253 (2,6%)	67.791 (4,5%)
AUTRES PROVINC.	343.342 (31,0%)	247.585 (16,4%)
BRESIL	1.107.391 (100%)	1.510.806 (100%)

(Source: Klein, 1971:584)

Au contraire des Etats-Unis, au Brésil, ce sont les Provinces plus riches (du sud) qui deviennent les Provinces esclavagistes: les trois Provinces de Minas Gerais, Rio de Janeiro et Sao Paulo passent de 35% du total des esclaves au Brésil en 1819, à 57,5% en 1872.

Les esclaves participaient pratiquement à toutes les activités non-qualifiées du Brésil urbain. On peut essayer de les diviser en les rapprochant de l'actuelle organisation du travail, pour voir toutes les possibilités du travail esclave, ainsi que les concentrations et spécialisations, les possibilités de qualification ou de déformation auxquelles les esclaves étaient assujettis:

a) la production primaire: a1) le travail agricole: En 1872, 5.695 esclaves participaient aux travaux agricoles à Rio de Janeiro (Lobo et al., 1973:160). Pour cette même année, ils étaient 826 dans ces mêmes travaux à Sao Paulo (Bastide et Fernandes, 1959:45); a2) la pêche: en 1817, Tollenare a visité un établissement de pêche à Salvador où il y avait 200 noirs au travail (ed. 1971:742).

b) La production de marchandises: b1) les esclaves artisans: ils étaient apprentis et travaillaient dans la majorité des activités artisanales qualifiées (normalement supervisés par les artisans blancs). Il y avait des esclaves 'meio-oficial' (semi-qualifié), 'oficial' (qualifié) et même 'mestre' (maître). Ils étaient entraînés pour différentes occupations en même temps. On les trouvait comme menuisiers, orfèvres, imprimeurs de livres, charpentiers, maçons, ferronniers, chaudronniers, tailleurs, chapeliers en paille, fabricants de sabots, de souliers, des ceintures et des gants (Karash, 1975:385-7). Queiros Mattoso analysant les données des inventaires de 1810-1811 à Salvador, trouve des esclaves charpentiers, calfats et maçons (3), serruriers et boulangers (2) et un cordonnier (1974:121). A Salvador, Verger trouve aussi chez les révoltés de 1835 trois boulangers, deux tailleurs, et un forgeron esclaves (1968:23). A partir des

registres des esclaves importés à Rio de Janeiro, Klein (1971:576) trouve en 1852 les métiers suivants: des couturiers (21), charpentiers (20), cordonniers (16), tailleurs (16), maçons (15), charretiers (7), scieurs (6), calfats et ferronniers (4), chapeliers (2) et 17 autres occupations qualifiées.<sup>22</sup> Dans la même ville, en 1872, il y avait 498 artisans esclaves ou 'oficiais' sur un total de 9.428 (Lobo et al., 1973:160); Ces esclaves étaient fort valorisés<sup>23</sup> et fort recherchés (Russel-Wood, 1982:34); b2) les esclaves ouvriers: il y avait des esclaves dans les usines naissantes (de bougies, de cigarettes, de chapeaux, de tabac et produits de métal): la moyenne était de 12 à 20 esclaves par usine (Karash, 1975:380). Selon Spix et Martius les apprentis des ouvriers, surtout européens, étaient des noirs et mulâtres (ed.1967:47). Près de la fin de l'Empire ils étaient nombreux dans l'industrie textile: 12.354 esclaves en 1872 (Hahner, 1977:101).

c) Le commerce: c1) les esclaves des établissements commerciaux: ils avaient une situation semblable à celle des esclaves des artisans. Ils travaillaient normalement derrière les comptoirs, mais certains arrivaient même à tenir la caisse (Russel-Wood, 1982:36). Chez les bouchers, ils coupaient la viande, surveillés par les propriétaires (Azevedo: 1955); c2) les 'ganhadeiras': esclaves spécialisées comme intermédiaires pour la

<sup>22</sup> Du total, 110 étaient créoles et 23 africains. Sur 978 esclaves importés en 1852 à Rio de Janeiro, 378 venaient de Bahia, 102 du Rio Grande do Sul, 78 de Pernambuco, et plus 136 des "ports du nord" (Klein, 1971:575-579).

<sup>23</sup> A Minas Gerais, en 1703, un noir artisan coûtait 500 'drams', pendant qu'un robuste noir coûtait 300 'drams' (Boxer, 1962:331).

vente au détail, de la viande et du poisson, souvent en association avec des militaires.<sup>34</sup> Selon Azevedo elles étaient accusées de spéculer sur ces produits (1955:374); c3) le commerce ambulante: suivant une tradition très africaine, des femmes esclaves vendaient des aliments préparés dans les rues.<sup>35</sup> Vilhena, en 1798, relate que les noires sortaient des maisons opulentes pour vendre des aliments dans les rues avec des cris, ainsi que des magasins du commerce pour vendre des étoffes, la plupart de contrebande (ed.1927:130-131). A Recife, Tollenare a vu des noires vendant des fruits au marché, et d'autres, très richement habillées, vendant des rubans, pour le compte de leurs maîtres à la porte des églises (ed. 1971:316 et 469). Selon Karash, pendant l'Empire, la vente de porte-en-porte a continué comme une activité importante. Elle se faisait aussi les dimanches et les soirs, comme activité complémentaire. Tout ce qui pouvait être transporté pouvait être vendu: vêtements, livres, casseroles, paniers, bougies, herbes, fleurs, oiseaux, animaux et bijoux (1975:382).

d) Les transports: d1) les porteurs: les voyageurs étrangers s'étonnaient de voir les noirs portant toutes sortes de charges, avec des chants rythmés (Tollenare, ed.1971:316). Comme il ne fallait pas que le blanc porte aucun paquet, les esclaves devaient

<sup>34</sup> Vilhena, qui a vécu à la fin du 18ème siècle à Salvador, appelait les noires qui vendaient des aliments à Salvador, de 'quitandeiras' (ed.1927:93). Il est intéressant d'observer qu'à Luanda (Angola) aussi, jusqu'à récemment, les 'quitandeiras' dominaient le commerce dans les quartiers populaires ('muceques') (Amaral, 1968).

<sup>35</sup> A Salvador cette tradition s'est maintenue avec les noires 'baianas', habillées avec des turbans et tissus "de la côte" (côte de l'Afrique).

porter depuis son parapluie jusqu'au maître lui-même (1975:379). Un sous-groupe était formé par ceux qui déchargeaient les bateaux. Queiros Mattoso a trouvé 28 esclaves dans les services d'entrepôt et 17 portefaix dans les inventaires de succession qu'elle a examinés, datés de 1805 à 1811, à Salvador (1974:121); Tollenare relate que les esclaves qui travaillaient au port étaient rémunérés par leurs propriétaires (ed. 1971:483); d2) les porteurs de palanquins et hamacs: à Salvador il y avait très peu de charrettes et les femmes étaient normalement transportées par deux esclaves (Tollenare, ed.1971:688); d3) les canotiers: aussi selon Tollenare, ils recevaient des gains pour ce travail et à Recife ils transportaient des personnes et de l'eau (p.483); d4) les marins: Vilhena informe que pilotes, maîtres et capitaines d'embarcations étaient métiers de noirs à Salvador, refusés par les blancs (ed.1927:138). Lobo et al. comptent 527 marins esclaves à Rio de Janeiro en 1872 (1973:160). Il y avait aussi des esclaves pour bateaux négriers (comme cuisiniers, barbiers, etc., loués par leurs propriétaires) (Karash, 1975:379).

e) La prestation de services: e1) les esclaves domestiques: la catégorie la plus nombreuse dans les villes, exerçant tous les types de travail domestique depuis le valet au cuisinier. Ils étaient aussi considérés, chez les plus aisés, comme des objets d'ostentation. On les habillait, surtout les 'mucamas' (femmes de chambre),<sup>34</sup> avec des vêtements en soie, et on les chargeait de bijoux, pour les messes du dimanche (Freyre, 1936:143). Il y avait

<sup>34</sup> Les 'mucamas' devenaient des superviseurs des autres esclaves domestiques, surveillant tout le service de la maison et pouvaient aussi élever les enfants de la famille du propriétaire (Karash, 1975).

encore des domestiques spécialisées en couture, dentellerie, repassage, filature et des garçons qui faisaient le transport des immondices (Karash, 1975:384). Dans le total national, en 1872, il y avait 175.377 esclaves domestiques sur 1.045.615 domestiques, soit 16,8%, ce qui montre l'importance, déjà à cette époque, des domestiques non esclaves, certainement des libérés, en majorité (Hahner, 1977:101); à Rio de Janeiro, pour la même année, on comptait 1.384 couturières esclaves, sur un total de 11.592 couturières (Lobo et al., 1977:150/160). Ces esclaves logeaient chez les propriétaires, normalement au rez-de-chaussée (Pierson, 1942:77); e2) les autres esclaves de services: on peut dénommer ainsi ceux qui travaillaient pour le gouvernement, hôpitaux et autres organisations, dont les couvents.<sup>37</sup> Queiros Mattoso (1970:49) a trouvé un porteur de bière et un huissier esclave à la 'Casa da Misericordia' (hôpital de charité) de Salvador; e3) les esclaves barbiers: selon Russel-Wood (1982:56) c'était une profession presque monopolisée par des esclaves. Au cours de la période 1810-1822, des 68 licences municipales octroyées à Salvador, 33 étaient des barbiers, dont 20 esclaves et 13 libérés (p.57). A l'époque ils réalisaient aussi des activités para-médicales,<sup>38</sup> comme la saignée (barbiers-chirurgiens, conf. Karash, 1975:388); e4) les esclaves sage-femmes: également selon Russel-Wood (1982:56), un métier presque monopolisé par des esclaves; e5) les esclaves dentistes: en

---

<sup>37</sup> Tollenare s'est étonné, à Recife, de l'existence des esclaves dans les couvents brésiliens (ed. 1971:333).

<sup>38</sup> Vilhena mentionne aussi les chirurgiens et apothicaires comme métiers de noirs (ed.1927:138).

plus des activités para-médicales, Karash a trouvé même un dentiste licencié (1975:388); e6) les esclaves coiffeurs: Queiros Mattoso a trouvé aussi deux esclaves dans ce métier parmi les rebelles de 1798 (1970:44); e7) les artistes: il y avait des esclaves musiciens, peintres, sculpteurs et acteurs, surtout à temps partiel (Karash, 1975:389); e8) les esclaves prostituées: parfois visant l'argent pour l'achat de leur liberté, mais aussi organisées par leurs propriétaires qui touchaient une partie des revenus (Voir Boxer, 1962:138).

f) L'administration publique: f1) les travaux publics: en plus des prisonniers, et des libérés, les esclaves réalisaient des travaux de pavement, nettoyage des rues, éclairage urbain et de pompiers (Karash, 1975:38).

Mais il y a trois catégories que nous ne pouvons classer de la même façon, à cause de leur importance et parce qu'elles dépassaient les frontières des "secteurs" d'activité:

1) Les esclaves 'de aluguel' (à louer): le propriétaire louait les services de ses esclaves (Russel-Wood, 1982:34). Normalement on leur apprenait un métier pour qu'ils soient plus rentables, mais ils pouvaient faire des tâches très variées." Tollenare relate que "le loyer d'un nègre ordinaire ... est d'environ 25 sols par jour, son prix d'achat est de 650 à 700 francs, de sorte qu'il rapporte à son maître 36 à 40% de l'argent qu'il a coûté" (ed.1971:483).

---

" Verger a trouvé des annonces qui rappellent celles d'aujourd'hui: "A louer .. un nègre africain robuste pour tous les services pour 4000 réis par jour, revenant dormir à la maison ..." (1968:502);

2) Les esclaves 'de ganho' (de gain): il s'agit de la sous-catégorie qui nous intéresse le plus. Ils devaient sortir et chercher eux-même du travail et devaient retourner avec un pourcentage des gains pour leur propriétaire (Russel-Wood, 1982:35). Tollenare a remarqué les esclaves de gain: "Il y a des négresses blanchisseuses, revendeuses dans les rues, couturières, etc., qui s'engagent à rapporter à leurs maîtres six francs par semaine" (p.483). Il note que les noirs qui travaillent "à forfait" pour leurs maîtres mettent de côté leurs profits (ed.1971:484). Selon d'autres voyageurs, comme Spix et Martius (ed.1976:141), la situation des esclaves de gain à Salvador était triste, parce qu'ils devaient gagner chaque jour une certaine quantité pour leurs propriétaires, qui les considéraient comme des capitaux vivants en action. Comme on peut le voir, ce type d'esclave avait accès à une forme de revenu qui leur permettait souvent d'acheter leur liberté. Ils étaient aussi très mobiles et passaient toute la journée dans les rues, parfois même une semaine entière sans revenir à la maison de leur propriétaire. Verger (1965:345) relate que les noirs de gain à Salvador, des portefaix et porteurs de palanquins, habitaient du centre ville, ce qui montre déjà la liaison lieu de travail-lieu de résidence. Il remarque aussi que les esclaves de gain avaient leurs 'cantos', lieux où l'on pouvait les retrouver pour louer leurs services.<sup>40</sup> Verger citant Silva Campos<sup>41</sup> décrit les 'cantos', comme

<sup>40</sup> Il est intéressant de remarquer qu'aujourd'hui encore on peut se procurer des plombiers et électriciens informels qui se regroupent à certains 'pontos' (points) du centre ville de Salvador.

<sup>41</sup> Os Misteriosos Subterrâneos da Bahia, Salvador, 1938.



des lieux de groupement d'africains à Salvador, obéissant à un chef, le Capitaine du 'canto'. En 1875, les esclaves de gain du 'canto' étaient en majorité des portefaix. En attendant les clients, ils confectionnaient "des chapeaux de paille, des petits paniers, des chaînes de fil de fer pour les perroquets, des cages pour les oiseaux, des bracelets de perles ..." (Verger, 1968:525). Ils réparaient aussi des parapluies. Et à ces 'cantos' convergeaient les barbiers ambulants, ainsi que des noires vendeuses de nourriture, ce qui nous montre un peu l'ambiance des rues à l'époque, assez proche de la situation actuelle.

3) Les esclaves 'jornaleiros' (journaliers): lorsqu'ils avaient un métier qualifié, ils pouvaient participer à des travaux occasionnels, avec l'accord de leurs propriétaires. Dans ce cas, ils n'avaient pas besoin d'avoir des licences municipales (Russel-Wood, 1982:35). Queiros Mattoso remarque que les salaires des artisans libres étaient égaux à ceux des artisans esclaves journaliers, chez les révoltés de 1798, à Salvador (1970:45). Comme on le voit, c'est aussi un mode de travail qui remonte loin et qui s'approche fort des activités informelles d'aujourd'hui.

Cette énumération nous donne déjà une idée de la diversification des types de travail urbain possibles pour les esclaves à l'époque. Depuis l'utilisation de la force physique, remplaçant même les animaux de charge, comme les porteurs, jusqu'au travail artisanal, l'esclave avait différentes possibilités de vie dans le Brésil esclavagiste. Ces différents métiers, certains

qualifiés, plusieurs permettant une rémunération, pouvaient transformer le système de travail grâce à l'achat de la liberté.

Mais les documents et récits de voyageurs nous montrent que ce système comportait d'innombrables interdictions qui rendaient plus difficile encore la vie des esclaves. Ces interdictions répondaient surtout à des objectifs de contrôle, parce que les esclaves constituaient souvent la majorité de la population locale. Ces restrictions étaient très importantes: les libertés permises aux esclaves de gain -visant des revenus pour les propriétaires,- par exemple, n'étaient pas courantes pour l'ensemble des esclaves. Au contraire, il leur était défendu de voyager et de sortir la nuit. Des lois et règlements leur interdisaient certains types de vêtements ou bijoux. Le port des armes, y compris les armes blanches, était privilège des blancs et un signe de noblesse. Ils étaient exclus de certains ordres religieux et, par des décrets spécifiques, de l'administration coloniale.<sup>42</sup> Des mesures directes contre les activités des esclaves étaient aussi établies: en 1643 la 'Câmara' de Salvador a interdit la vente des tissus et celle des poissons par les esclaves dans les rues en 1646, à cause de la concurrence vis-à-vis des pêcheurs professionnels et pour répondre aux demandes des commerçants établis, qui ne voulaient pas payer des impôts avec cette concurrence (Azevedo, 1955:445-446).

---

<sup>42</sup> Russel-Wood cite la nécessité d'avoir des certificats de "pureté de sang" exigés pour chaque candidat à l'emploi public à l'époque coloniale (1982:69).

L'esclavage s'est prolongé pendant tout l'Empire. Il commençait à être attaqué, mais il était encore considéré comme indispensable pour l'économie, surtout agricole. Avec la pression anglaise, et ensuite celle de l'opinion publique,<sup>43</sup> des lois internes ont été passées pour éliminer le-système: 1830: fin légale du trafic (mais la contrebande<sup>44</sup> continue); en 1831 les africains arrivés au Brésil sont déclarés automatiquement libres; en 1850 une nouvelle loi, plus drastique, élimine le trafic et ordonne l'expulsion des trafiquants. Après l'arrêt du trafic, les prix des esclaves montent, et les Provinces du sud les achètent, surtout dans le nord du pays, aggravant encore la décadence de l'agriculture de cette région.<sup>45</sup> Mais l'esclavage n'avait pas d'avenir. Les industries naissantes n'employaient pas beaucoup d'esclaves, sauf pour des tâches secondaires. Pour l'industrie il était plus intéressant de payer des bas salaires que d'entretenir des esclaves (Prado Jr., 1945:175).

En 1871 les nouveaux nés sont déclarés libres, ainsi que les esclaves du gouvernement; en 1883 c'est l'abolition de l'esclavage au Ceara; en 1885 la libération de ceux qui avaient plus de 60 ans; finalement en 1888 l'abolition de l'esclavage dans l'ensemble du pays (Poppino, 1968).

---

<sup>43</sup> Il faut noter aussi le nombre important de soulèvements d'esclaves et libérés. Verger (1968) cite à Bahia les suivants, au début du siècle dernier: 1807, 1809-10, 1814, 1816, 1827, 1828, 1830 et 1835.

<sup>44</sup> C'est la période pendant laquelle arrive le plus gros flux d'esclaves: en 1848 sont arrivés 60.000 africains (Poppino, 1968:171).

<sup>45</sup> Gilberto Freyre (1936) parle même de vols d'esclaves au nord du pays, pour les envoyer au sud.

Les résultats de l'esclavage seront commentés avec plus de détails dans la deuxième section, mais nous pouvons déjà avancer les quelques points importants suivants.

Un des effets principaux de l'esclavage a été la dévalorisation du travail au Brésil, surtout le travail manuel, et ceci jusqu'aujourd'hui. Le système esclavagiste a laissé la majorité des esclaves (et par conséquence, leurs descendants) dans un état de dégradation difficilement qualifiable. Le gros contingent travaillait dans les activités rurales et a été réduit à la simple force brute de travail. Le système a été aussi négatif pour les propriétaires, qui ont eu de la difficulté à s'adapter à un système de travail libre.

Mais le système esclavagiste a favorisé une minorité d'esclaves: il y avait toute une hiérarchie dans le travail esclave, incluant des fonctions de commande (ex. les "mucamas"), ou des travaux plus valorisés (ex. les conducteurs de charrettes). D'un autre côté, il y a eu la qualification d'un nombre d'esclaves dans les plus différents métiers, quelques-uns assez qualifiés comme les orfèvres, ferronniers et tailleurs. Mais cette qualification visait la valorisation du "capital", soit pour que le capital-esclave donne plus de bénéfices au propriétaire. Plus valorisés, ils pouvaient être loués ou vivre de gains ou des activités journalières et rapporter de plus hauts revenus à leurs propriétaires. Ces conditions ont augmenté encore le rythme d'exploitation du travail. Cette qualification a amené la monopolisation de certains métiers

par les esclaves (comme les sages-femmes et les barbiers)<sup>44</sup>, ou le monopole du travail au niveau spatial: à Rio de Janeiro les esclaves dominaient le travail artisanal (Bastide et Fernandes, 1959).

Les ouvertures dans le système, comme l'accès aux revenus, ont créé des nouvelles possibilités pour les esclaves, surtout pour les esclaves de gain: plus grande mobilité, possibilité d'habiter hors de la maison des propriétaires, quelques-uns, comme des colporteurs esclaves, faisant même des voyages, ce qui a permis la formation d'un certain pécule, le rachat de leur liberté dans certains cas, et une plus grande initiative et pouvoir de décision.

Le système esclavagiste permettait aussi l'existence de plusieurs mécanismes irréguliers qui peuvent se rapprocher du travail informel d'aujourd'hui: des esclaves dans l'artisanat, sans licences des corporations ou de la municipalité; des 'ganhadeiras' en association avec des militaires, monopolisant le petit commerce et complétant les faibles revenus de ces derniers; l'apparition du travail journalier, sans besoin de licences, qui allait dévaloriser le travail réglementé; et l'existence de lieux ('cantos') pour la recherche et l'offre du travail occasionnel.

L'existence de travaux semblables ou antécédents à l'informel moderne: l'importance du commerce ambulante et même la "concurrence" avec le commerce formel de l'époque; l'importance du travail domestique, le plus gros contingent urbain.

---

<sup>44</sup> Aujourd'hui l'expression 'barbeiro' s'est étendue à ceux qui conduisent mal les voitures. L'expression signifie toujours un travail mal fait.

L'esclave, même qualifié, n'a pas pu résister à la concurrence de l'immigrant: avant l'arrivée des vagues d'immigrants, les esclaves avaient un grand choix d'occupation dans l'Empire. Ils ont commencé, cependant, à perdre ce choix d'occupations, avec la concurrence des immigrants, surtout après 1850, et ils ont été confinés à des métiers moins qualifiés, cette concurrence touchant même le commerce de rue (Karash, 1975:371).

Cette complexité de l'esclavage nous montre des situations même proches de l'absurde: celle des esclaves qui étaient propriétaires d'autres esclaves (Karash, 1975:390).

Ce système allait avoir un poids très lourd au Brésil, avec des conséquences importantes dans toute la structuration de la société brésilienne, dans la distribution des populations et revenus, dans la formation ou la non-formation de la force de travail, dans la valeur sociale du travail et par conséquent, dans la valeur attribuée à la personne, surtout celle de bas revenus.

#### 3.2.4 Les libérés

Les libérés étaient des esclaves affranchis. Ils sont devenus plus importants en nombre à mesure que l'esclavage avançait vers sa fin, surtout au 19ème siècle. Mais même durant la période coloniale ils ont toujours été une des composantes importantes de la société brésilienne. Russel-Wood note leur croissance à partir du 18ème siècle, grâce aux opportunités liées à la découverte de l'or et du diamant à Minas Gerais. Ce groupe était constitué par des africains et des Brésiliens, et chez ces derniers, par des noirs et des métis.

Russel-Wood a remarqué que les femmes, ainsi que les esclaves brésiliens, étaient plus facilement libérés que les africains (1982:48).

Il y avait plusieurs manières de se libérer pour les esclaves ou leurs descendants:<sup>47</sup> nous avons déjà mentionné la possibilité de rachat de la liberté ('Carta de alforia') pour certaines catégories d'esclaves qui avaient des revenus.<sup>48</sup> Un nombre important d'esclaves était libéré lorsqu'ils étaient inutilisables pour le travail, soit pour motif de santé, soit à cause de leur âge.<sup>49</sup> Plusieurs étaient libérés aussi après la mort de leurs propriétaires, suivant les déclarations testamentaires. Des enfants étaient libérés par des parrains -souvent choisis parmi les personnes importantes- au moment du baptême. D'autres pouvaient être libérés en dénonçant des infracteurs au gouvernement (Russel-Wood, 1982:80). Il y avait aussi des fugitifs qui formaient des 'quilombos', villages parfois importants et fortifiés, qui résistaient vaillamment à des expéditions pour leur destruction. Les noirs s'organisaient aussi

<sup>47</sup> La question des enfants de pères blancs et de mères esclaves, qui ont été élevés par les familles paternelles ne nous intéresse pas directement. C'est dans ces cas ou de leurs descendants qu'il y a eu la plus grande possibilité de mobilité sociale, par la scolarisation, l'héritage ou le mariage. Certains métis sont devenus importants dans plusieurs domaines, comme le Père Antonio Vieira, (Russel-Wood, 1982:73), l'artiste 'Aleijadinho', ou des nobles et ministres dans l'Empire (Voir Freyre, 1959).

<sup>48</sup> Tollenare (1971:482) mentionne des esclaves qui achetaient d'abord la liberté de leurs femmes, parce que leurs enfants seraient aussi libres.

<sup>49</sup> Degler soulève l'intéressante thèse qu'au Brésil, où la production d'exportation souffrait des hauts et des bas, la libération des esclaves était réalisée pendant les périodes de déclin, et ces travailleurs pouvaient être engagés, avec des bas salaires, dans les périodes de pic (1971:44).

dans des associations dans le but d'acheter leur liberté. A Salvador il y avait des 'juntas', qui étaient des caisses de prêt pour le rachat de la liberté de leurs associés.<sup>50</sup> La guerre du Paraguay (1864-1870) a été aussi un grand facteur de libération des esclaves: les volontaires étaient libérés ainsi que leurs épouses. Un total de 20.000 esclaves ont été ainsi émancipés (Poppino, 1968:172). Mais c'est vers la fin de l'Empire que le mouvement pour l'émancipation des esclaves prend sa véritable expansion: le mouvement 'Abolicionista' était surtout mené par des intellectuels urbains, y compris des métis et noirs. Des campagnes étaient organisées, des sociétés étaient fondées pour l'émancipation, des dénonciations de mauvais traitements aux esclaves devenaient publiques, l'aide aux fugitifs commençait. Le principal appui est venu des militaires, qui suite à la guerre du Paraguay n'ont pas voulu continuer à poursuivre des esclaves fugitifs (Calogéras, 1939:256).

Comme les esclaves, les libérés souffraient de nombreuses restrictions:<sup>51</sup> ils ne pouvaient pas non plus porter d'armes ni certains vêtements, ni travailler dans l'administration coloniale. Ces restrictions étaient largement responsables du chômage et du

---

<sup>50</sup> Les affranchis fondateurs d'une de ces associations, étaient occupés comme maçons (3), ébénistes (2), menuisier, charretier, calfat, fabricant de vinaigre, vendeur de lard, vendeur de charbon et porteur d'eau (1) (Verger, 1968:519-520).

<sup>51</sup> Les restrictions étaient encore plus fortes dans les colonies anglaises: aux Etats-Unis on obligeait les quelques libérés de changer d'Etat (Degler, 1971:40); en Jamaïque ils étaient envoyés en ville et devaient avoir une croix bleue sur leur épaule droite et porter leur certificat. Il y avait aussi des limites à la valeur des propriétés qu'ils pouvaient avoir, et certains métiers étaient interdits, comme par exemple, le conducteur de charrettes (Clarke, 1975:19-21).



sous-emploi d'une grande partie de la population brésilienne de l'époque (Boxer, 1962:171). En 1881 ils ont pu voter aux élections, mais devaient avoir un revenu minimal de 200.000 réis.<sup>52</sup> Donc, comme les esclaves, ne trouvant pas d'appui ni dans la société de l'époque, ni dans l'Eglise ou le Gouvernement, les libérés ont cherché dans les confréries religieuses ('irmandades') un refuge, un lieu de réunion et de confraternisation. Celles-ci pouvaient aussi avoir un rôle de société d'aide, y compris pour le rachat de la liberté d'autres esclaves (surtout des vieux et malades), avec la contribution des membres. A Salvador, au début du 18ème siècle, il y avait six confréries de noirs et cinq de mulâtres. En 1789, celles des noirs étaient au nombre de dix-neuf et certaines étaient même séparées par groupes ethniques (Russel-Wood, 1982).

Fait moins connu, relaté par Verger (1968:358): l'expulsion des africains libres (150 après la révolte de 1835 à Salvador), qui a causé le départ volontaire de plus de 700 africains libérés. Ceux-ci organisaient eux-mêmes le fret des bateaux anglais pour le retour en Afrique, ce qui montre les difficultés par lesquelles passaient les libérés qui n'étaient pas nés au Brésil.<sup>53</sup>

Les rares et précaires données de l'époque coloniale montraient déjà l'importance des libérés: selon Klein (1969:36), la population de Salvador en 1775 était de 19.656 habitants, dont 7.943 libérés (40,4%) et 6.692 esclaves (34,1%). En 1786, les 'fôrros' (libérés)

---

<sup>52</sup> Réis: ancienne unité monétaire au Brésil.

<sup>53</sup> Une partie de ces libérés allait constituer le quartier "brésilien" encore existant à Lagos. D'autres sont allés dans la région d'Ouidah, dans l'actuel Bénin (Voir Verger, 1968).

étaient pour 41% des personnes de couleur à Minas Gerais et ils constituaient 34% du total de la population (Russel-Wood, 1982:111). La ville de Rio de Janeiro avait en 1779 43.286 personnes, avec 8.812 libérés (20,4%), et un total de personnes de couleur de 23.708 (54,8%). En 1800, 43% de la population de couleur de la Capitanie de Sao Paulo était libre (Klein, 1969:36).

Pour le Royaume-uni: la ville de Curitiba avait en 1815 9.112 personnes, y compris 2.020 libérés (22,2%) et 1.578 esclaves (17,3%) (Spix et Martius, 1976:130-131). A Minas Gerais, en 1814, il y avait 377.240 personnes, soit 143.088 libérés (37,9%) et 150.489 esclaves (39,9%) (Klein, 1969:36).

Pour l'Empire, les données sur les libérés sont plus nombreuses (Voir tableau 3).

Ils formaient déjà le contingent le plus nombreux à Pernambuco et certainement à Bahia. Le recensement de 1872 permet la comparaison entre les neuf Provinces qui nous intéressent (Voir Tableau 4).

Les données de 1872 montrent les libérés<sup>54</sup> comme étant le groupe le plus important au pays à l'époque, ainsi que la diminution de l'esclavage. Il faut mettre en relief qu'ils étaient déjà plus nombreux dans les Provinces qui correspondent aux Etats périphériques d'aujourd'hui. Les esclaves étaient encore importants seulement à Rio de Janeiro et ce malgré le début de l'immigration. Les blancs comptaient pour moins de 40% de la population totale, mais ils prédominaient déjà dans les Provinces du sud.

<sup>54</sup> Du total des libérés, 78% étaient mulâtres, selon Klein (1969:39).

TABLEAU 3

POPULATION AU DEBUT DE L'EMPIRE: LIBERES, ESCLAVES ET BLANCS  
PAR PROVINCES

	LIBERES	(%)	ESCLAVES	(%)	BLANCS	(%)	TOTAL
PE (1829)	126.813	(44,7)	68.458	(24,1)	88.593	(31,2)	283.864
RJ (1840)	64.592	(16,1)	224.012	(55,8)	112.973	(28,1)	401.577
SP (1836)	66.265	(20,3)	86.933	(26,7)	172.879	(53,0)	326.077
PN (1836)	11.037	(26,2)	7.153	(17,0)	23.895	(56,8)	42.085
RS (1858)	5.413	(1,9)	70.880	(25,1)	206.254	(73,0)	282.547

LEGENDE: PE=PERNAMBUCO; RJ= RIO DE JANEIRO; SP= SAO PAULO;  
PN= PARANA; RS= RIO GRANDE DO SUL.

(Source: Klein, 1969:35-36)

Pour les villes, dans l'Empire, nous avons les données de Rio de Janeiro: les libérés étaient à peine 5,2% (soit 10.732 personnes) de la population de 205.906 habitants en 1849 (Karash, 1975:373). En 1872, ils passaient à 26,7% (73.311 personnes), d'une population totale de 274.049, selon Klein (1969:36). La capitale de l'époque voyait aussi un déclin des esclaves, qui passaient de 38,3% à 17,9% à l'intérieur de la même période. Ce mouvement a été plus rapide encore que celui de la Province de Rio de Janeiro.

Nous avons des informations sur leur localisation intra-urbaine à Recife et Salvador: Tollenare avait remarqué que les "creoles" et

TABLEAU 4  
POPULATION DU BRESIL EN 1872: LIBERES, ESCLAVES ET BLANCS PAR PROVINCES

	LIBERES (%)	ESCLAVES (%)	BLANCS (%)	TOTAL
PA	110.556 (47,9)	27.458 (11,9)	92.634 (40,2)	230.648
CE	368.100 (55,0)	31.913 (4,8)	268.836 (40,2)	668.849
PE	449.547 (54,2)	89.028 (10,7)	291.159 (35,1)	829.734
BA	830.431 (62,5)	167.824 (12,6)	331.479 (24,9)	1.329.734
MG	805.967 (40,1)	370.459 (18,3)	830.987 (41,4)	2.007.413
RJ	252.271 (24,0)	341.576 (32,6)	455.074 (43,4)	1.048.921
SP	207.845 (26,1)	156.612 (19,6)	433.432 (54,3)	797.889
PN	37.377 (31,8)	10.560 (9,0)	69.698 (59,2)	117.635
RS	82.938 (20,3)	67.791 (16,6)	258.367 (63,1)	409.096
BR	4.245.428 (44,5)	1.510.806 (15,8)	3.787.289 (39,7)	9.543.523

LEGENDE: PA= PARA; CE= CEARA; PE= PERNAMBUCO; BA= BAHIA;  
MG= MINAS GERAIS; RJ= RIO DE JANEIRO; SP= SAO PAULO;  
PN= PARANA; RS= RIO GRANDE DO SUL; BR= BRESIL.

(Source: Klein, 1969:35-36 et 1971:584)

noirs libres habitaient dans des petites maisons à la périphérie de Recife (ed.1971, 318 et 344), tandis que Verger (1968:345) signale que les noirs émancipés habitaient au centre ville de Salvador, de la même façon que les esclaves de gain.

Comment les libérés pouvaient-ils survivre dans une société esclavagiste, où rien ne permettait de les distinguer des esclaves? Russel-Wood cite les possibilités offertes aux ex-esclaves: devenir indépendants, devenir salariés (en faisant les mêmes travaux que les esclaves), vivre du travail occasionnel ou encore devenir vagabonds (1982:51).

Certains libérés sont devenus propriétaires. Dans le relevé réalisé en 1843, à Rio, 166 africains avaient des affaires ou étaient des propriétaires dans la ville. Karash (1975:391) remarque que la majorité de ces propriétés devait être des ateliers de barbier ou de 'quitandas'. Certains libérés avaient aussi des esclaves: des vendeuses et des blanchisseuses avaient des esclaves pour les aider dans leur travail (1975:390).

Mais le gros de la population libérée allait devoir travailler dur pour survivre: en plus du stigmate du mépris pour le travail causé par l'esclavage, les ex-esclaves, souvent sans qualification, devaient se nourrir et se loger, eux et leur famille, préoccupation que les esclaves, au moins, n'avaient pas.

Aussi on peut essayer d'organiser les travaux réalisés par les libérés de la même façon que nous l'avons fait pour les esclaves:

a) La production primaire: a1) les petits producteurs agricoles: autour des villes, plusieurs ex-esclaves ont commencé à produire des aliments pour la vente et pour leur subsistance; a2) les pêcheurs: Klein (1969:45) mentionne des documents qui nous apprennent que, à Bahia, en 1775, des 1.267 pêcheurs libres, moins de 100 étaient blancs.

b) La production de marchandises: bl) les artisans: les libérés étaient nombreux aussi dans l'artisanat. Plusieurs se sont qualifiés pendant l'apprentissage avec des artisans blancs. Klein cite aussi qu'à Pernambuco, en 1732, la majorité des orfèvres étaient des mulâtres et des noirs (1969:46-47). Selon Russel-Wood, ils avaient surtout des licences pour travailler comme charpentiers, tailleurs<sup>33</sup> et cordonniers (1982:56). La majorité était des assistants, apprentis et travailleurs journaliers. Töllenare a parlé des activités des libérés à Recife: "Le nombre de nègres libres est fort considérable ici. On compte parmi eux des tailleurs, des cordonniers-selliers intelligents qui ont eux-mêmes des esclaves" (ed.1971:44). Il relate qu'il y avait des noirs riches, mais pas dans le commerce, et des mulâtres armateurs de bâtiments (p.484). Il déconseille même la venue des ouvriers européens en raison de la "dangereuse concurrence de nombreux mulâtres qui ne manquent pas d'industrie, qui ont des nègres qu'ils instruisent et qui connaissent les ressources du pays" (p.654). Verger (1968:23) trouve parmi les révoltés de 1835<sup>34</sup> les métiers suivants exercés par des libérés (qui étaient 126, en plus des 160 esclaves): maçons et tanneurs (3), coiffeur, calfat et charpentier (1).

---

<sup>33</sup> Tout comme il y avait des esclaves tailleurs, 10 des 12 participants à la Révolution des tailleurs à Salvador étaient des mulâtres libres et affranchis (Queiros Mattoso, 1970:44).

<sup>34</sup> En plus de ces métiers, Verger observe l'importance des haussas, quelques-uns esclaves, dans l'enseignement religieux clandestin, par l'écriture en arabe (les maîtres 'alufa') (1968:521).

c) Le commerce: c1) les petits commerçants: c'était peut-être la meilleure façon de devenir indépendant. Selon Russel-Wood ils étaient très nombreux dans le petit commerce à Minas Gerais, où il leur a été provisoirement interdit de posséder un établissement, en 1719. C'est un secteur où ils pouvaient devenir prospères et plusieurs des établissements ('vendas') étaient doublés de tavernes (1982:54); c2) Le commerce ambulant: en nombre beaucoup plus important que ceux qui tenaient des 'vendas'. Surtout pour la vente des aliments sur des plateaux. Ils devaient avoir des licences, ce qui montre le contrôle déjà à cette époque (Russel-Wood, 1982:54-55); c3) les commerçants du marché: Russel-Wood mentionne aussi la vente de légumes et marchandises aux marchés, mais sous la surveillance des inspecteurs municipaux (p.55); c4) le commerce d'aliments: en plus des marchés, il y avait des ex-esclaves qui achetaient des produits agricoles pour revendre en ville (Russel-Wood, 1982:55). Verger (1968:353) trouve parmi les révoltés de 1835 des commerçants: vendeuses de nourriture dans la rue (5), vendeurs de marchandises dans la rue (2), commerçant sans désignation, marchand, boucher, vendeur de tabac, vendeur de charbon de bois (1).

d) Les transports: Spix et Martius relatent l'organisation des 'capatazias', des associations de débardeurs, en général noirs et mulâtres libres qui s'occupaient du transport des marchandises dans les ports (ed.1976:66). Klein (1969:46) trouve pour la Bahia, en 1856, 4.421 marins libérés, soit 51% du total des marins de cette Province. Verger (1968:353) trouve aussi parmi les révoltés de 1835 à Salvador des libérés porteurs de palanquins (22), portefaix (3), cuisiniers de bateaux (2) et rameur (1).

e) La prestation de services: e1) le travail domestique: certains ex-esclaves, surtout des femmes plus âgées, préféraient continuer à travailler pour les anciens propriétaires; d'autres venaient de la campagne pour travailler en ville (Freyre, 1959:228). e2) les barbiers: aussi comme pour les esclaves, c'était une possibilité de travail pour les libérés. En 1741-1749, des 101 licences municipales à Salvador, 38 étaient pour barbiers, dont 21 libérés (Russel-Wood, 1982:57); e3) les sages-femmes: on trouvait aussi des sages-femmes, ex-esclaves, dans ce métier monopolisé par les esclaves (Russel-Wood, 1982:57); e4) les 'amas-de-leite' (nourrices): elles devaient s'occuper des enfants abandonnés et étaient payées par les 'Câmaras' municipales (Russel-Wood, 1982:57); e5) les artistes: Plusieurs anciens esclaves ont laissé une grande contribution dans ce domaine. Des mulâtres se distinguaient comme sculpteurs et peintres (Klein, 1969:47).

f) Les militaires: f1) les troupes régulières: l'armée de l'Empire était désorganisée, mal instruite et mal payée, et était surtout composée par des noirs en vertu de l'inexistence d'autres choix d'emploi (Johnson, 1964:189); f2) les miliciens: il existait à l'époque coloniale des régiments formés par des noirs libres ainsi que d'autres composés par des mulâtres (Klein: 1969:31). En 1778, le régiment Henrique Dias, à Salvador, était composé de 634 personnes et celui des mulâtres de 702 (Russel-Wood, 1982:87). Tollenare relate l'existence de deux régiments de noirs libres à Recife, en 1817, avec 250 hommes (éd.1971:450).



Cette énumération rappelle fortement les métiers exercés par les esclaves. Mais Russel-Wood cite que la majorité des gens de couleur se déviaient de leur emploi régulier pour le travail occasionnel, et du travail occasionnel pour se joindre au grand nombre de mendiants (et prostituées dans les villes du Brésil colonial (1982:63), surtout à cause du manque d'appui officiel, et à cause du rejet d'un travail similaire à celui des esclaves. Degler aussi trouve qu'ils ne pouvaient trouver que des travaux secondaires, dans les "petty jobs, the interstitial work of the economy" (1971:44).

Pour terminer, mentionnons une catégorie de libérés dont la situation était différente: les "émancipés". Conrad (1973) décrit leur situation. A partir de la convention de 1817 entre le Portugal et l'Angleterre, une commission mixte a été créée pour libérer les africains trouvés dans des bateaux négriers. Mais ces africains pourraient être employés comme servants ou travailleurs "libres" par chaque gouvernement, pour un période maximale de 14 ans. Conrad calcule que plus de 10.000 africains se sont retrouvés dans cette condition au cours du siècle. La situation a évolué et, après l'indépendance, les 'emancipados' ont pu être loués à des privés. Les abus ont augmenté. Les privés les utilisaient comme travailleurs de gain, ou comme nourrices. Le gouvernement les utilisaient un peu partout: à Rio il y en avait dans les hopitaux et institutions médicales (95), dans les arsenaux (78), travaux publics (39), dans les écoles (28), dans l'illumination publique et les usines de poudre (18), dans la police (15), dans la 'Câmara' municipale (14),

au télégraphe (13), dans la manutention de parcs (7), dans les musées (2) et même dans l'observatoire astronomique (2). D'autres ont travaillé pour les couvents (30). Mais le système n'allait pas durer: 459 ont été rapatriés, par peur des "ces africains non-assimilés" dans la société et à cause de la pression anglaise.<sup>37</sup> Finalement, tous ont été libérés en 1864 (Conrad, 1973:51 et 64).

Quelques faits quant à la situation des libérés peuvent être mis en relief, avec des possibles liaisons avec la situation du travail actuel: les libérés sortaient d'un système organisé (l'esclavage), pour la majorité sans qualification et sans pécule, et devaient survivre à partir de la vente de leur propre force de travail ou de leur savoir-faire. Plusieurs libérés étaient affranchis parce qu'ils ne valaient plus beaucoup comme force de travail (des vieillards, des estropiés ou malades) et allaient survivre comme mendiants ou par la réalisation de petits travaux. Les travaux disponibles pour les libérés, en ville, étaient des travaux secondaires, moins importants, occasionnels, parce que le travail esclave représentait la grosse partie du travail systématisé de la période; de l'autre côté ces travaux n'étaient pas recherchés par les blancs.

Les libérés souffraient du même stigmate racial que les esclaves et étaient facilement confondus avec ces derniers. Ils trouvaient surtout des opportunités de travail rémunéré similaires à

---

<sup>37</sup> Verger (1968) mentionne l'utilisation par les anglais des "émancipés" dans les Antilles, pour le travail de la canne, comme "apprentis".

celles des esclaves. La législation et les coutumes de l'époque ne laissaient pas beaucoup de possibilités aux libérés pour occuper les places voulues, les plaçant au bas de l'échelle sociale et du travail libre ou dans le sous-emploi, le chômage, la prostitution, le vagabondage et la mendicité.

La dévalorisation du travail par l'esclavage faisait que quelques libérés refusaient tout travail organisé qui rappelait l'esclavage. Nombreux libérés ont préféré maintenir les liens avec les familles des anciens propriétaires, travaillant dans les mêmes activités, comme les domestiques, par exemple, parfois sans rémunération.

Des métiers intrinsèquement informels étaient déjà exercés par les libérés, comme le commerce ambulante (mais nécessitant des licences), le travail occasionnel etc.. Des métiers artisanaux qui subsistent aujourd'hui ont été exercés aussi par les libérés, comme les cordonniers, chapeliers et tailleurs, plusieurs aussi travaillant comme journaliers. Il faut rappeler que dans le cas des libérés on exigeait leur enregistrement pour exercer ces métiers.

Pour conclure, il faut rappeler que les ex-esclaves faisaient aussi les travaux les plus dangereux parce que les propriétaires ne voulaient pas risquer la vie de leurs esclaves (Graham, 1970:453).

### 3.2.5 Le travail non-organisé

Comme nous l'avons vu, le travail esclave représentait le gros du travail organisé pendant la période esclavagiste. Les artisans composaient une partie mineure dans le travail organisé, mais en déclin. Il y avait aussi une faible partie du travail organisé

composée des petits fonctionnaires administratifs, militaires et ecclésiastiques, les petits commerçants etc., qui complétaient le travail organisé de l'époque, dans les villes.

Mais il y avait encore tous les autres travailleurs qui n'étaient pas casés dans l'économie "formelle" de l'époque et qui n'étaient pas assez riches pour avoir des esclaves ou pour tenir une affaire.<sup>55</sup> Ce contingent était composé de pauvres blancs, de métis de toutes les catégories (Prado Jr., 1945:198), ainsi que des amérindiens en processus d'assimilation.

Tout ce contingent était en marge de la société organisée et était alimenté par une importante partie des métis et noirs libérés, dont l'effectif total grandissait à mesure que l'on s'approche de la fin de l'Empire. Prado Jr. (1967:328) calcule que les "individus non-classifiés" constituaient la moitié de la population de l'époque coloniale, y compris les libérés. Tollenare relate qu'à Bahia, en 1817: "lorsqu'on parcourt les faubourgs ou les quartiers retirés, on est frappé de voir fourmiller une immense population de brésiliens libres, entassés dans de petites maisons misérables. Tout cela vit de rien et est vêtu de même..." (ed.1971:754).

Ces individus étaient très nombreux aussi à la campagne, où ils vivaient des travaux occasionnels, du vagabondage, de l'extraction minière indépendante ('faiscadores'), ou dans l'agriculture de subsistance, comme les occupants des terrains ('posseiros') ou comme les planteurs dépendant des grands propriétaires ('moradores').<sup>56</sup>

<sup>55</sup> Pour le métier de négociant ou de boutiquier il fallait payer des droits annuels (Tollenare, ed.1971:453).

<sup>56</sup> Galloway (1971) informe que lorsque les esclaves sont devenus

Dans les villes, on peut détailler les principaux composants de ces "non-classés":

1) Les Portugais: plusieurs immigrants Portugais<sup>60</sup> venaient sans aucun pécule ou qualification et ne pouvaient pas vendre leur force de travail dans une société esclavagiste, où les places pour les salariés étaient très limitées. De plus, ils n'avaient pas d'argent pour avoir des esclaves ou commencer une activité agricole exigeant des capitaux importants ou des grandes surfaces (comme la production sucrière). Ils étaient, des paysans sans terres, des aventuriers, des déserteurs (Moog, 1954:120), des marins, des petits commerçants, comme les 'regateiras' -femmes adultes qui venaient du Portugal pour établir les premières 'vendas' (petites épiceries)-, des boulangères, des 'criadas' (bonnes) -qui abandonnaient le métier à cause de la dépréciation causée par l'esclavage (Vilhena, ed.1927:138)-, des déportés ('degredados'), ainsi que des mendiants, qui eux aussi refusaient le travail manuel déjà dégradé par le système de l'esclavage (Azevedo: 1955:214). Une manière de commencer pour ces immigrants Portugais était de vivre avec une femme de couleur (Boxer, 1962:163) et de compter sur le revenu du couple. Selon Freyre (1936:68) les Portugais commençaient par

plus rares, les propriétaires ont commencé à utiliser cette main-d'oeuvre (les 'moradores') comme salariés.

<sup>60</sup> Le Portugal avait déjà des antécédents dans le domaine: Azevedo parle de l'existence, au 16ème siècle, de 20.000 femmes blanches et noires, plusieurs mendiante, déambulant dans les rues de Lisbonne et vendant de l'eau, du poisson, des fruits ou chantant pour la population (1955:26). Au début du 19ème siècle Tollenare avait aussi trouvé au Portugal des activités qui nous intéressent, comme les porteurs de marchandises et vendeurs d'eau galiciens, ainsi que des femmes qui vendaient des aliments dans les rues.

"vendre de l'ail et des oignons" ou comme colporteurs à l'intérieur du pays ou dans les villes, pour finir marchands dans les maisons de maître ('sobrados').

2) Les "Brésiliens" ou les "créoles": étaient des descendants de Portugais nés au Brésil, pour plusieurs métis. Ceux qui n'étaient pas dans les groupes dominants (comme les grands propriétaires agricoles, les propriétaires des mines, ou les gros commerçants), avaient encore plus de difficultés que les Portugais, parce que, pendant la Colonie, les emplois administratifs ainsi que le commerce étaient dans la main des 'reinois' (Boxer, 1962:12). Le contrôle du commerce a continué jusqu'à la période qui a suivi l'indépendance (Freyre, 1936).

3) Les métis et amérindiens: les métis des blancs, noirs et amérindiens qui n'étaient pas élevés par les familles des blancs, ainsi que les amérindiens, vivaient pour la majorité des activités agricoles secondaires, surtout de l'élevage. En ville ils allaient aussi vivre du travail artisanal ou occasionnel.

4) Les libérés: comme nous l'avons déjà mentionné, la plus grosse partie des anciens esclaves venait grossir les rangs de cette masse sans place dans la société esclavagiste.

Dans son ensemble, les activités principales de ces "non-classés" étaient:

a) Le travail occasionnel: pour la grande partie de ces travailleurs qui n'avaient pas de place dans un système esclavagiste, il restait, comme pour les libérés, le travail occasionnel, les petites tâches, soit en ville, soit à la campagne.

b) Le vagabondage: surtout à la campagne, mais il existait aussi dans les villes. Boxer trouve que le Brésil était un dépôt pour les indésirés du Portugal, y compris des gitans (1962:140). Plusieurs étaient des anciens 'criados' portugais qui préféraient le vagabondage au même travail que les esclaves (Vilhena, ed.1927:138). Des mesures étaient prises pour les contrôler. A Rio de Janeiro on les appelait 'capoeiras' et ils ont été éliminés de la capitale pendant l'Empire (Prado Jr., 1967:33).

c) La mendicité: Vilhena parle de mendiants blancs, métis et noirs. Les premiers étaient surtout des marins et des anciennes prostituées; les noirs et métis étaient des aveugles, handicapés, vieux et estropiés libérés (ed.1927:133). Sette (1948:250) parle des mendiants à Recife, habillés avec des couleurs variées et portant des plateaux garnis de rubans, et avec un saint pour lequel ils demandaient des aumônes. Aussi, comme ils n'avaient pas de paies régulières, on trouvait des soldats mendiants dans les rues (Prado Jr., 1967:391).

d) La prostitution: était très florissante dans les villes moyennes et grandes. Freyre (1949:115) citant D. Lassance Cunha (1945) mentionne l'existence des prostituées à Rio de Janeiro utilisant des maisons de passe appartenant à des noirs vendeurs de rue ou les fonds des boutiques de barbiers, loués aussi à des noirs libres.

Le travail non-organisé dans la période esclavagiste est celui pour lequel on dispose des informations les moins complètes. Mais

nous pouvons quand même faire certaines remarques quant au travail de ces "non-classifiés": la situation des "non-classifiés" était conséquence même de la société esclavagiste et de la grande différenciation des classes durant la période. L'abolition de l'esclavage est venue aussi transformer la situation de cette catégorie de travailleurs. Ils allaient être absorbés dans l'industrialisation naissante, surtout dans le textile (Prado Jr., 1945), processus qui avait déjà commencé avant la fin (de l'esclavage, en vertu du manque d'intérêt de maintenir des esclaves travaillant dans l'industrie. Cette main-d'oeuvre allait être absorbée, mais recevrait toutefois des bas salaires.

Plusieurs mécanismes de survivance de ces catégories se rapprochent beaucoup de la situation du travail "informel" moderne, comme le travail occasionnel, et aussi des activités du "lumpen proletariat", comme la mendicité, la prostitution etc.

### 3.3 LA PERIODE POST-ESCLAVAGISTE (APRES 1888)

L'abolition de l'esclavage est venue modifier complètement la situation du travail au Brésil. Après une brève description du contexte historique de la période, nous aborderons le déclin de l'artisanat et les conséquences de l'esclavage, qui ont jeté la majorité des travailleurs de l'ancien système organisé, surtout les esclaves et leurs descendants, dans le travail non-organisé. Ensuite nous étudierons, brièvement, les grands mouvements de population de la période: les immigrants étrangers et les migrations internes, qui sont venus encore changer les cadres existants.



### 3.3.1 Le contexte post-esclavagiste

Cette période qui correspond au début du régime républicain va depuis l'abolition de l'esclavage à nos jours. Nous n'allons pas nous étendre jusqu'aux faits plus récents, mais plutôt nous nous limiterons aux événements que nous considérons comme les plus importants pour la situation du travail dans cette période: les changements survenus avec l'abolition de l'esclavage et l'impact grandissant de l'immigration européenne, commencée pendant l'Empire et renforcée pendant le début de la République.

L'immigration était vue comme la solution du problème de la main-d'oeuvre, causé par l'arrêt du trafic d'esclaves et plus tard par l'abolition de l'esclavage. L'économie, elle, se modernisait, mais continuait à se baser sur l'exportation du café et d'autres produits tropicaux. Le groupe dominant continuait à être celui des producteurs de café. Le gouvernement a commencé à intervenir dans la commercialisation du café, à partir de 1906, pour maintenir le prix de ce produit, au détriment des autres activités (Villela et Suzigan, 1973:41).

La crise internationale de 1929 a causé un grand impact sur l'exportation du café et d'autres produits tropicaux. Elle a causé, indirectement, la Révolution de 1930 qui a marqué la fin de la dominance absolue des classes rurales dans la politique brésilienne et l'émergence des classes urbaines (Villela et Suzigan, 1973:180). Le processus d'industrialisation ainsi que la formation du marché interne ont été d'autres faits marquants de cette période. Ce

processus en plus de consolider la situation de Sao Paulo,<sup>1</sup> -visant former un marché national pour ses produits-, a causé, par la demande de nouveaux bras, les grands afflux migratoires internes, qui sont venus ajouter des problèmes nouveaux aux problèmes existants. Aussi à une échelle moindre, et surtout au niveau régional, chaque métropole a eu aussi sa part de la migration rurale et des petites villes.

Un autre fait important dans cette période a été une des principales conséquences du gouvernement issu de la Révolution de 1930: la législation travailliste des années 1930,<sup>2</sup> qui, en dépit de son caractère assez corporatiste, était très avancée pour le pays, et a marqué les rapports de travail urbain qui se prolongent jusqu'à nos jours.

Nous allons examiner maintenant les différentes formes de travail qui se sont développées (ou ont continué) après l'abolition de l'esclavage et quelles ont été les conséquences de ces changements.

---

<sup>1</sup> En 1889 il y avait 600 établissements industriels au Brésil, dont 60% dans le textile. En 1907 il y avait déjà 3.258 établissements industriels avec 150.841 ouvriers, dont 33% de la production à Rio de Janeiro (Prado Jr., 1945:259-261). Déjà en 1919 la production industrielle de Sao Paulo équivalait à 35% de la production nationale et à 1,65 fois celle de Rio de Janeiro. La production industrielle nationale constituait alors 21% du produit total. En 1939 ce pourcentage passe à 43% (Villela et Suzigan, 1973:123 et 210).

<sup>2</sup> Création du Ministère du travail; loi des deux tiers (de Brésiliens dans les entreprises); vacances rémunérées; instituts pour les retraités; assistance médicale; fixation des heures de travail et stabilité. Mais ces mesures n'ont pas été étendues à la campagne et aux domestiques, et les Syndicats ont été créés sous le contrôle du Ministère (Poppino, 1968:262).

### 3.3.2 Le déclin de l'artisanat

Comme nous l'avons vu, les corporations artisanales ont été abolies en 1824, alors que l'industrialisation à large échelle n'avait pas encore débuté. Les activités artisanales ont alors continué, bien qu'en déclin, sans la concurrence du travail esclave.

L'immigration européenne a amené de nouveaux artisans, qui ont disputé le même marché de travail aux artisans locaux, plusieurs d'origine esclave. Le résultat, dans les régions à forte concentration d'immigrants, comme Sao Paulo, a été la mise à l'écart des artisans nationaux, surtout des anciens esclaves, ou la descente vers des métiers les moins qualifiés (Bastide et Fernandes, 1959:57).

Cette situation s'aggravait à cause de l'augmentation du nombre de machines européennes importées et de la valorisation du travailleur étranger, considéré plus qualifié et seul à connaître ces nouvelles techniques. Cependant, une partie de la main-d'oeuvre nationale allait apprendre ces nouvelles tâches, sans difficulté, surtout parce que ces nouveaux travaux n'avaient pas été dévalorisés par le travail esclave (Freyre, 1936:534).

Mais, nous assistons à un processus de déstructuration de l'artisanat comme organisation, donnant naissance à un artisanat indépendant. Celui-ci avait contre lui non seulement l'arrivée des concurrents européens, mais encore une réduction de la demande de ses produits à cause de la concurrence des produits industriels, surtout du sud.

Ainsi, en dépit du développement tardif de l'industrialisation, les artisans ont été prolétarisés et absorbés par les industries du sud brésilien. D'un autre côté, ce processus d'industrialisation, surtout au début, a favorisé la naissance de nouveaux métiers, liés à la réparation ou la récupération des produits industriels, et même à la fourniture des produits semi-finis, comme dans le cas du textile (Voir Schmitz, 1982).

Au niveau spatial, l'artisanat irrégulier a pu survivre plus longtemps dans les régions plus arriérées à cause de la concentration des industries au sud, et par la faible demande des produits industriels due au faible développement des transports, ou même à la faiblesse des revenus.

On peut trouver des métiers survivant de l'artisanat dans un large spectre d'activités, aujourd'hui classées comme "informelles", comme les cordonniers, brodeuses, couturiers, orfèvres etc., qui ont continué à survivre comme travailleurs indépendants. D'autres se sont organisés à l'intérieur des structures capitalistes modernes, comme le bâtiment (les maçons, menuisiers etc.), mais toujours avec des équivalents indépendants, et d'autres, finalement, ont complètement disparu, car ils n'avaient plus de fonctions à remplir dans une société en changement.

### 3.3.3 L'héritage de l'esclavage

Maintenant on ne peut plus parler des esclaves, libérés et blancs. Avec le décret de 1888 les esclaves légalement devenaient des citoyens brésiliens à part entière. Ils allaient se joindre à

l'important effectif des libérés antérieurement et leurs descendants, et commencer une nouvelle vie, dans laquelle il fallait prendre toutes les décisions, pour soi et sa famille, et subvenir à ses nécessités, dans une société compétitive, et qui recevait un apport énorme d'immigrants en concurrence pour le même marché de travail.<sup>33</sup> Les anciens esclaves avaient des handicaps considérables. Sauf pour une minorité qualifiée par l'artisanat, la majorité avait été brutalisée par le système esclavagiste. Ils étaient plutôt ruraux,<sup>34</sup> analphabètes,<sup>35</sup> sans pécule, et allaient commencer cette nouvelle vie sans aucun appui officiel, au contraire de ce qui se passait pour les immigrants européens. Il y a eu un mouvement des esclaves abandonnant les plantations pour devenir 'moradores' dans d'autres plantations ou pour aller vers les villes (Galloway, 1971:359).

Les données disponibles pour 1890, pour le Brésil, montrent que les blancs passaient à 43,9% de la population, les métis à 41,4% et les noirs tombaient à 14,6%, ce qui montre encore l'augmentation des blancs dans la période (Poppino, 1968).

---

<sup>33</sup> Furtado trouve que pour l'ex-esclave, le travail était une malédiction. Il pouvait satisfaire ses besoins limités en travaillant deux à trois jours par semaine, et rester oisif les autres jours (1959:121).

<sup>34</sup> A Sao Paulo 95% étaient dans les zones rurales en 1886 (Bastide et Fernandes, 1959:55).

<sup>35</sup> En 1872 il y avait à peine 1.403 esclaves qui savaient lire et écrire, à côté de 1.563.078 libres alphabétisés (Hahner, 1977:90).

5

A Rio de Janeiro, en 1890, les mulâtres (21,7% de la population) occupaient les activités suivantes, en proportion supérieure à leur effectif: extraction végétale (25,3%), agriculture (26,1%), artisanat (22,5%) et service domestique (28,6%). Les noirs ne constituaient alors que 12,4% de la population et ils étaient plus nombreux dans trois secteurs: élevage (24,3%), agriculture (21,7%) et service domestique (24%). Les blancs (62,5%) dominaient dans les autres secteurs: manufactures (75,9%), commerce (90,7%), transport (75%) et autres professions non-déclarées (70,5%) (Klein, 1969:50). Comme on le voit, même à Rio de Janeiro où la population de couleur était importante (34,1%), ils étaient restés à la base de la société.

A Sao Paulo, les gens de couleur étaient encore plus minoritaires, et souffraient davantage de la concurrence des immigrants étrangers. Selon Bastide et Fernandes ils ont perdu leur place dans le système économique de Sao Paulo. Pour eux, l'abolition de l'esclavage a conduit à l'abandon des campagnes et des anciennes activités, qu'ils essayaient de remplacer par des activités moins dégradées par l'esclavage. Les ex-esclaves voulaient, pour la première fois, disposer de leur temps à leur propre gré. Ils ont pu aussi, pour la première fois, choisir leur lieu de résidence<sup>44</sup> (1959:52). Après l'euphorie de l'abolition, quelques-uns sont retournés à la campagne, et ont été partiellement réadmis comme salariés, mais d'autres ont été refusés (p.53). On a vu aussi apparaître ceux qui préféraient la vie errante dans les campagnes,

<sup>44</sup> Un autre fait intéressant est celui du retour des noirs vers le nord du pays, lieu de leur origine (Bastide et Fernandes:1959).

devenant des 'camaradas', avec des travaux irréguliers (p.120).

En ville, ils allaient occuper les positions les plus humbles et les moins rémunérées. Ils ne pouvaient concurrencer que dans les activités qui exigeaient des aptitudes élémentaires, comme le service domestique<sup>67</sup> (Bastide et Fernandes, 1959:55). Ils ont été éliminés de l'artisanat, avec la concurrence des immigrants (p.57). D'un autre côté, le noir résistait à la prolétarisation. Toujours selon Bastide et Fernandes, ils avaient trois alternatives: s'ils disposaient de qualification manuelle, l'exercer, si non, ils pouvaient faire les services bruts ou mal-rémunérés, ou encore, la troisième possibilité et la plus importante, c'était de vivre d'expédients ('biscates'). On a ici la première référence claire à l'option du travail informel à cette époque, avec l'appui des compagnes, qui avaient des emplois certains comme domestiques (p.58).

Pour la période postérieure à 1930, nous disposons de trois sources intéressantes: Donald Pierson et Thales Azevedo, examinant une ville traditionnelle, à population majoritaire de couleur, Salvador, et Bastide et Fernandes, étudiant Sao Paulo, la métropole industrielle, où la main-d'oeuvre de couleur allait être appelée à se prolétariser pour servir à l'industrialisation naissante.

Pierson fait deux enquêtes intéressantes des métiers par race, en 1935 et 1936, à Salvador, arrivant aux résultats suivants: Dans la première, des 1.500 cartes d'identité qu'il a examinées en 1935, des 500 blancs, 4 à peine étaient ambulants, 3 colporteurs, 2

<sup>67</sup> Mais même ici, il y a eu la "mode" d'avoir des bonnes blanches, de préférence aux noires (Freyre, 1959:226).

serviteurs de maison, un charpentier et un mécanicien d'auto. Chez les 500 'pardos' (métis) examinés, 44 étaient ambulants, 7 porteurs, 4 cordonniers, 3 servants de maison et mendiants, 2 barbiers, jardiniers, maçons, receveurs d'autobus, cireurs de souliers et il n'y avait qu'un peintre, charpentier, ferronnier, petit soudeur, vulcaniseur, tailleur et boucher. Chez les 155 noirs examinés, 51 étaient ambulants, 17 portiers, 4 receveurs de bus et boulangers, 2 mécaniciens, maçons, cordonniers, servants de maison et un propriétaire de petit commerce, décorateur, coiffeur, pianiste, musicien, ferronnier, marroquinier, menuisier, charretier, marin et cireur de soulier (1942:181-183).

Dans la deuxième enquête, il arrive à ces résultats: professions dominées par les blancs: employés de banques (84%), prêtres (76%), hommes d'affaires (75%), professeurs de facultés (70,3%), avocats (67,1%), politiciens (66,7%), médecins (63%), professeurs du secondaire (57%), employés du commerce (54,8%), fonctionnaires du gouvernement (45,2%); professions dominées par les mulâtres: barbiers (74%), musiciens (68,4%), balayeurs (62,7%), chauffeurs de tramway (58,8%), pompiers (58%), officiers de l'armée (57,6%), fonctionnaires (55,1%), receveurs de bus (54,5%), chauffeurs de taxi (54,1%), policiers (54%), chauffeurs d'autobus (50%) et soldats (48,1%); professions dominées par les noirs: porteurs (93%), blanchisseuses (89,5%), charretiers (83%), maçons (82,4%), débardeurs (81,6%), domestiques (78,8%), travailleurs de rue (78,3%), vendeurs de sucreries (77%), cordonniers (74,4%), vendeurs (68,5%), vendeurs de journaux (68%), cireurs de souliers



(66%), chauffeurs de camions (44,7%) et soldats (40,5%) (1942:178-181). Les deux enquêtes montrent que les personnes de couleur étaient dans les métiers les plus humbles et mal payés, surtout les noirs. Elles confirment aussi l'apparition de métiers modernes à côté des traditionnels.

Thales de Azevedo (1953), avec ses enquêtes à Salvador, en 1951, confirme cette situation: comme étudiants universitaires on ne comptait que 2,9% de noirs et 33% de 'pardos' (p.71), dans une population majoritairement de couleur; chez les professionnels libéraux: il y avait à peine 1,1% de noirs et 30% de métis comme avocats, 0,3% et 26,8% comme ingénieurs, et 2% et 16,9% comme médecins (p.82); chez les commerçants: 29 "blancs", 12 "morenos" (basanés) et 6 "pardos"; chez les employés de commerce: 88 "blancs", 10 noirs, 70 'morenos', 44 'pardos' et 13 métis (p.50); il a trouvé aussi des informations sur l'analphabétisme: 50% des noirs et 40% des métis étaient encore analphabètes à l'époque (p.104).

Dans la ville de Sao Paulo, en 1940, le contingent de la population de couleur était bien moins important qu'à Bahia, arrivant à peine à 12% de la population. Lorsqu'on examine les données fournies par Bastide et Fernandes on voit que les femmes de couleur étaient surtout dans les services domestiques (24.655 sur 29.629 noires et 15.649 sur 19.753 métis). Mais, alors que parmi les 16.036 'pardos' on en trouvait déjà 5.087 dans les industries de transformation, ainsi que 7.697 des 21.397 noirs, à côté des 5.798 patrons blancs dans ces mêmes industries, ils ont trouvé à peine 19

“ A Recife, en 1950, les noirs étaient 15% de la population, mais constituaient 41% des classes pauvres (Degler, 1971:140).

'pardos' et 10 noirs (1959:70).

A la fin de la décade, les données pour le total du Brésil montraient la montée des blancs aux presque deux tiers de la population, situation qui changera plus tard: blancs, 63,4% (26.172.000), métis, 21,2% (8.744.000), et noirs 14,6% (6.036.000) en 1940 (Poppino, 1968:198).

Pour conclure cette partie, le mieux est de montrer des données statistiques récentes (et rares) qui confirment que les descendants d'esclaves, encore aujourd'hui, se trouvent à la base de la société, tant au point de vue de la qualification (mesurée par le niveau d'instruction), que par leur place dans le marché du travail (mesurée par le revenu): nous avons d'abord, pour les neuf régions métropolitaines la distribution actuelle des populations par "race."<sup>66</sup> Trois régions ont encore d'importants contingents de noirs, ce qui correspond à d'importants Etats esclavagistes au siècle dernier: Bahia, Rio de Janeiro et Minas Gerais. Quant aux métis<sup>70</sup> ils sont prédominants dans les régions du nord du Brésil

<sup>66</sup> Nous n'avons pas voulu entrer dans une longue discussion sur le problème du racisme. Plusieurs auteurs estiment que le facteur classe est prédominant sur le racial au Brésil (Voir Pierson, 1942). D'autres montrent l'existence des préjugés (nuancés) et de différentiations entre le nord et le sud du pays. En plus il n'y a pas une ligne raciale nette comme aux Etats-Unis, surtout à cause de la forte miscégénéation et du classement en plus de deux groupes. De plus les possibilités de mobilité sociale sont plus faciles au niveau individuel. Dans l'ensemble, la société brésilienne répudie les attitudes discriminatoires (Voir Bastide et Fernandes, 1959 et Degler, 1971).

<sup>70</sup> La classification de 'pardo' rassemble les métis de noirs ou d'indiens. La prédominance de ces derniers, par exemple, se rencontre plutôt au Amazonie jusqu'au Ceara, ainsi que dans les régions de l'intérieur où l'élevage a été prédominant.

(Voir Tableau 5).

TABLEAU 5  
PERSONNES OCCUPEES, PAR "RACE" ET REGION (%) -1982

REGIONS	BLANCS	METIS	NOIRS	JAUNES
BELEM	25,7	68,5	5,4	0,3
FORTALEZA	39,3	53,4	7,0	0,0
RECIFE	36,8	55,0	7,9	0,1
SALVADOR	25,1	55,1	19,4	0,1
BELO HORIZONTE	55,6	32,8	11,3	0,2
RIO DE JANEIRO	59,9	26,5	13,4	0,1
SAO PAULO	72,0	17,4	6,8	3,7
CURITIBA	77,9	18,3	2,7	1,1
PORTO ALEGRE	86,9	4,6	8,1	0,1

Source des Données: I.B.G.E. 1983-e; Calculs de l'auteur.

Les informations sur les personnes occupées, par "race", qui reçoivent jusqu'à un salaire minimum, et des données sur les personnes de plus de sept ans analphabètes ou avec un an d'instruction, pour les neuf régions, confirment la situation différenciée des travailleurs encore aujourd'hui, par principaux groupes "raciaux" selon deux indicateurs très importants.

Dans toutes les régions les données par revenu sont très claires: une augmentation du pourcentage de personnes dans la catégorie de plus bas salaires vers les couleurs plus foncées, en plus de la croissance de ces mêmes taux du sud vers les métropoles du nord (Voir Tableau 6).

TABLEAU 6

PERSONNES OCCUPEES JUSQU'UN SALAIRE MINIMUM, PAR "RACE" ET REGION (%) - 1982

REGIONS	BLANCS	METIS	NOIRS	TOTAL
BELEM	26,1	39,2	51,8	36,5
FORTALEZA	37,9	55,4	58,6	48,7
RECIFE	26,7	42,7	53,5	37,6
SALVADOR	17,1	34,4	46,2	32,3
BELO HORIZONTE	24,7	40,2	47,2	32,3
RIO DE JANEIRO	19,9	33,3	41,2	26,4
SAO PAULO	12,1	19,0	24,5	13,9
CURITIBA	16,7	33,6	36,7	20,2
PORTO ALEGRE	16,7	26,8	31,8	18,4

Source des Données: I.B.G.E. 1983-e; Calculs de l'auteur.

Pour l'analphabétisme et les bas niveaux d'instruction, les résultats sont presque les mêmes, et fait intéressant, la différenciation nord-sud n'est plus si forte (Voir tableau 7).

TABLEAU 7

PERSONNES SANS INSTRUCTION, PAR "RACE" ET REGION (%) - 1982

REGIONS	BLANCS	METIS	NOIRS	TOTAL
BELEM	9,8	15,9	17,0	14,4
FORTALEZA	19,2	31,5	43,1	27,4
RECIFE	16,6	26,4	40,2	24,0
SALVADOR	8,7	18,9	26,3	17,7
BELO HORIZONTE	11,7	18,3	23,8	15,2
RIO DE JANEIRO	11,1	18,0	19,9	14,0
SAO PAULO	13,0	24,1	22,5	15,2
CURITIBA	11,1	26,6	27,3	14,4
PORTO ALEGRE	10,5	21,0	17,8	11,6

-----  
Source des Données: I.B.G.E. 1983-e; Calculs de l'auteur.  
-----

En plus de ces données statistiques actuelles, il nous semble que d'autres liaisons peuvent être établies avec les informations sur le passé brésilien:

De tous les sous-groupes existants, les esclaves et leurs descendants à cause de leur condition (stigmate racial, analphabétisme, faible qualification pour les travaux urbains etc.), ont eu le plus de difficultés pour être compétitifs dans le marché du travail après l'abolition de l'esclavage.

Plusieurs anciens-esclaves ont préféré le travail occasionnel pour rester indépendants, d'où l'importance des 'biscates'. D'autres ex-esclaves ont survécu avec leurs connaissances des activités artisanales, mais dans une société qui demandait chaque fois moins leurs services ou les considérait de moindre importance.

La concurrence des immigrants a été nocive pour les anciens esclaves dans le sud du Brésil, mais la concentration de l'industrialisation dans cette région, et la croissante demande de la main-d'oeuvre, ont permis elles aussi le début de leur prolétarianisation. Au nord, dans une société plus traditionnelle, et moins touchée par le développement industriel, la survivance des activités exercées par les anciens-esclaves a été plus importante, soit comme domestiques, blanchisseuses, etc. (avec de très basses rémunérations et dévalorisation sociale), soit comme artisans ou travailleurs irréguliers.

#### 3.3.4 Les immigrants

Au contraire des anciens esclaves, les immigrants européens allaient trouver tout l'appui officiel. La politique d'immigration, initiée à l'époque du Royaume-uni et continuée pendant l'Empire, visait à amener des fermiers du nord de l'Europe, considérés plus

industriels et possédant des techniques agricoles plus avancées que les travailleurs nationaux. Les premiers colons ont été 1.700 Suisses et des Allemands, implantés dans la région montagneuse autour de Rio de Janeiro. En 1824 des mercenaires allemands ont reçu des terres au Rio Grande do Sul, et des Irlandais à Bahia. Le fiasco de ces derniers est venu consolider l'idée que les européens devraient s'établir plutôt dans les régions plus tempérées du Brésil, ce qui faisait l'affaire des grands planteurs, qui ne voulaient pas de travail libre proche de leurs propriétés (Freyre, 1959:40). Alors d'autres colonies, surtout allemandes, ont été implantées au Rio Grande do Sul (1830), Santa Catarina (1850) et Parana (1853). Ces premières colonies vivaient en système d'auto-subsistance et au total elles ne dépassaient pas 19.000 personnes (Calogeras, 1939:195).

Avec l'extinction du trafic négrier en 1850, l'immigration s'est intensifiée, à cause de la diminution et de l'enchérissement de la main-d'oeuvre esclave. La politique d'immigration allait alors changer: l'intérêt des propriétaires de terres, surtout du café, était d'avoir des nouveaux bras pour leurs plantations afin de remplacer les esclaves. Les premières grandes vagues d'immigrants européens ont commencé en 1870. En 1881 des subsides ont été concédés pour des billets de voyage. En 1888 seulement Sao Paulo a reçu 90.000 immigrants. Entre 1884 et 1893 un total de 883.668 immigrants sont arrivés, desquels 511.000 étaient des Italiens (Poppino, 1968:193).

A la fin de l'Empire et au début de la République, l'afflux des immigrants allait encore augmenter. Entre 1894 et 1933, 3.109.931 immigrants sont entrés au pays, avec cette fois les Portugais en première place (977.115), suivis des Italiens (890.802). Après viennent les Espagnols au nombre de 465.519, puis, pour la première fois après 1904, les Japonais (142.457) (Popino, 1968:193). Encore une fois Sao Paulo a reçu le gros des immigrants: deux millions entre 1901 et 1910 (Prado Jr., 1945:256). Le grand pic s'est produit entre 1904-1913 quand plus d'un million d'immigrants sont arrivés. L'imposition de quotas à partir de 1934 a fait ralentir le mouvement (Poppino, 1968:193).

L'apport des immigrants a été important. En plus des changements dans l'agriculture, les villes se sont développées: plusieurs immigrants ont abandonné l'agriculture à la recherche d'une meilleure situation dans les villes, surtout avec la crise du café (Villela et Suzigan, 1973:272). En général ils étaient plus qualifiés que les travailleurs nationaux, surtout les ex-esclaves et ils allaient disputer toutes les places disponibles dans le marché de travail urbain. Sao Paulo a été la Province qui a bénéficié le plus de cet afflux. Le sud du Brésil allait compter avec une bonne participation de personnes avec des connaissances artisanales.

Mais si les immigrants amenaient beaucoup d'innovations, eux-aussi allaient s'imprégner de la nouvelle culture. Ils allaient bientôt refuser le travail manuel et le petit commerce, et allaient majoritairement s'intégrer à la classe moyenne naissante. Ils abandonnaient une éthique du travail et absorbaient celle seigneuriale qui caractérisait le Brésil de l'époque (Moser,



1970:319). D'un autre côté, les Brésiliens allaient enfin voir des blancs réaliser des activités manuelles, parce que plusieurs immigrants étaient des petits paysans, des ouvriers, des artisans (Freyre, 1959:157). Les Italiens à Sao Paulo réalisaient tous les types de métiers, depuis les conducteurs de tramways, jusqu'à charretiers, valets, cirieurs de souliers, aiguiseurs de ciseaux et couteaux, colporteurs; ils étaient aussi des commerçants, journalistes, restaurateurs et tailleurs (Freyre, 1959:334 et 483).

Avec le développement industriel le gros des immigrants et leurs descendants allaient se prolétarianiser. Quelques-uns venaient déjà des pays européens à prédominance industrielle. Leur savoir-faire allait aider le développement industriel du sud, surtout celui de Sao Paulo, basé surtout sur les ressources accumulées par le café.<sup>71</sup>

Les effets de l'immigration ont été très importants, surtout au sud du Brésil: les immigrants ont augmenté la population du sud du Brésil, avec un contingent en âge de travail, en général assez qualifié, amenant une grande contribution au développement des activités agricoles, puis industrielles. Ceci a encore augmenté l'écart des Etats périphériques par rapport aux Etats centraux. Grâce à l'appui officiel et à leur qualification, ils ont eu des possibilités de plus grande mobilité sociale: quelques-uns sont arrivés au patronat et ont fait partie des classes dominantes. Mais

---

<sup>71</sup> Selon Pereira, 85% des fondateurs ou des principaux responsables pour le développement industriel de Sao Paulo ont été d'origine immigrante (1982:23).

la majorité des immigrants urbains allait renforcer la classe moyenne naissante et allait grossir les contingents ouvriers du sud. Ils ont refoulé une grande partie des "nationaux", surtout les anciens esclaves, vers les métiers les plus humbles, leur faisant la concurrence même dans le commerce ambulante. Ils ont utilisé, quand ils en ont eu besoin, des mécanismes informels de survivance et ont travaillé dans des activités informelles.

Dans l'ensemble, les immigrants ont renforcé la dominance du sud du Brésil, et ainsi, indirectement, ils ont contribué au processus de sous-développement des régions périphériques. Quant aux activités informelles, elles ne constituent pas un trait dominant, sauf pour les stages initiaux d'adaptation au nouveau pays.<sup>72</sup>

### 3.3.5 Les migrants internes

Nous n'avons pas l'intention d'approfondir ici l'analyse des migrations internes, parce qu'elles sortent des objectifs de notre étude, et surtout, il s'agit d'un phénomène d'impact plus récent. Cependant, on peut rappeler que les difficultés de transport, en plus du système esclavagiste, empêchaient la mobilité des travailleurs à l'époque de l'esclavage. Mais il y a eu une importante exception: la période de la découverte de l'or et des diamants à Minas Gerais a causé un considérable mouvement de population, même de la métropole (Furtado, 1950:67). Pendant cette

<sup>72</sup> Les Syrio-libanais connus comme "turcs", à cause de leur passeport, commençaient leur vie comme 'mascates' (colporteurs). Mais il y avait aussi des européens, Français, Allemands, y compris juifs d'Alsace, et gitans qui exerçaient le même métier (Freyre, 1936:59).

période, le gouvernement colonial a interdit le passage par le fleuve Sao Francisco, entre le nord et Minas Gerais (Boxer, 1962:43). A la fin du cycle de l'or, il y a eu le mouvement des villes vers la campagne, à Minas Gerais (Moog, 1963:189).

Au siècle dernier, des périodes de sécheresse entre 1872 et 1890, au Nordeste, ont causé un grand mouvement migratoire à partir de cette région: 350.000 personnes ont émigré dans cette période (Villela et Suzigan, 1973:279). Vers l'Amazonie ("boom" du caoutchouc),<sup>73</sup> qui a reçu plus de 110.000 migrants entre 1890 et 1900 (p.281); et vers la zone sud de Bahia ("boom" du cacao).<sup>74</sup> A partir de 1930 les travailleurs du Nordeste se dirigent vers le sud, surtout Sao Paulo, d'abord pour les plantations de café et plus tard pour le travail dans les industries.<sup>75</sup> Entre 1934 et 1940, seulement à Sao Paulo sont entrés 322.000 migrants internes, dont 67% du Nordeste (p.181).

En résumé, au niveau régional, le Nordeste perd sa population au bénéfice des autres régions, surtout le Sudeste. La part de chaque région dans la population nationale montre ces changements, surtout que le Nordeste n'a presque pas reçu d'immigrants étrangers (Voir tableau 8).

---

<sup>73</sup> Ce "boom" a été le plus fort en 1912 où le caoutchouc a correspondu à 40% des exportations brésiliennes. Après a commencé son déclin (Prado Jr., 1945:239).

<sup>74</sup> Le cacao a eu sa période d'or entre 1890 et 1930, avec son point maximal en 1920 (Poppino, 1968:146-147).

<sup>75</sup> La nouvelle législation du travail des années 1930 protégeait aussi le travailleur national (Villela et Suzigan, 1973:284).

TABLEAU 8

NORDESTE, SUDESTE ET SAO PAULO: PART DE LA POPULATION  
NATIONALE (%) - 1872-1980

	1872 - 1890	1890 - 1900	1900 - 1920	1920 - 1940	1940 - 1950	1950 - 1960	1960 - 1970	1970 - 1980
NE	46,7	41,9	38,7	36,7	35,0	34,6	31,7	29,3
SE	40,5	42,6	44,9	44,6	44,5	43,4	43,7	43,4
SP	8,4	9,7	13,1	15,0	17,4	17,6	18,3	21,0

LEGENDE: NE=NORDESTE; SE=SUDESTE; SP=SAO PAULO;  
SOURCE: I.B.G.E., 1982-d.

Alors que le Sudeste maintient sa part dans le total national et que le Nordeste souffre un déclin séculaire de population, l'Etat de Sao Paulo augmente sa proportion dans la population brésilienne, concentrant déjà plus de 1/5 du total national.

Un autre mouvement est venu s'ajouter aux migrations inter-régionales: celui des campagnes ou des petites villes vers les métropoles. Les données de 1980 montrent les différentes contributions des migrants dans les régions métropolitaines (Voir tableau 9).

Ces données sont importantes parce que l'apport migratoire peut transférer des populations nouvelles vers des régions qui ont eu un passé différent, pouvant aussi diminuer le poids de la formation

TABLEAU 9  
MIGRANTS DANS LES REGIONS METROPOLITAINES - (%) 1980

REGIONS	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)
BELEM	34,1	46,6	50,4	68,3	93,4	87,2
FORTALEZA	45,0	48,9	51,8	83,6	82,8	88,5
RECIFE	43,2	31,9	50,7	81,8	51,3	41,8
SALVADOR	35,4	31,3	49,2	75,0	85,0	82,3
B.HORIZON.	54,9	34,3	53,0	85,3	70,1	66,2
R.JANEIRO	42,2	26,4	35,8	51,0	56,5	47,2
SAO PAULO	56,3	34,9	47,8	43,2	67,5	60,9
CURITIBA	54,6	35,2	60,8	78,7	71,1	72,9
P.ALEGRE	56,1	32,9	51,6	89,7	50,4	43,8

LEGENDE: A= % MIGRANTS DANS LA POPULATION; B= % MIGRANTS RURAUX SUR LE TOTAL DES MIGRANTS; C= % MIGRANTS AVEC MOINS DE 10 ANS DANS LA REGION SUR LE TOTAL DES MIGRANTS; D= % MIGRANTS ORIGINAIRES DU MEME ETAT; E= % POPULATION DANS LA CAPITALE; F= % MIGRANTS DANS LA CAPITALE;  
SOURCE: I.B.G.E., 1982-c; Calculs de l'auteur;

historique. Nous voyons donc qu'alors que quatre des cinq régions métropolitaines centrales ont plus de la moitié de leur population composée de non-naturels, dans les régions périphériques, deux ont eu un impact migratoire réduit: Belém et Salvador ayant chacune presque deux tiers de leur population composés de naturels. Les

migrants récents, d'un autre côté, sont plus nombreux à Curitiba, Belo Horizonte, Fortaleza, Porto Alegre, Recife et Belém. Rio de Janeiro a reçu plus des deux tiers de ses migrants il y a plus de 10 ans, suivie de Sao Paulo, centre de réception de migrants nationaux, et de Salvador. Il faut remarquer aussi que la migration rurale n'est pas très importante, ne dépassant pas la moitié des migrants en aucune métropole. Le taux le plus fort des migrants ruraux est à Fortaleza, suivi de Belém, et le plus faible est à Rio de Janeiro, ce qui peut indiquer que la majorité des migrants ne sont pas nécessairement des migrants ruraux, sans qualification pour le travail urbain.

La part des migrants de l'Etat montre l'importance des migrations inter-régionales: Sao Paulo a 56,8% des migrants originaires d'autres Etats, tandis que Porto Alegre, Belo Horizonte, Fortaleza et Recife ont plus de 80% de leurs migrants originaires du même Etat. La localisation des migrants à l'intérieur des régions métropolitaines varie aussi: à Fortaleza et à Curitiba ils sont plus nombreux dans la capitale que dans la périphérie. La plus grosse proportion des migrants dans la périphérie des régions métropolitaines se rencontre à Recife, puis à Rio de Janeiro.

On peut conclure que les migrations, phénomène plus récent, avec leurs importants mouvements surtout inter-régionaux, sont dirigées en majorité vers les régions centrales, où il y a une plus grande opportunité de travail dans les activités modernes, ainsi qu'un revenu moyen plus élevé, et d'autres avantages secondaires. Ces mouvements régionaux viennent, d'un côté, aggraver les conditions de vie des régions d'accueil, d'un autre côté, ils

fournissent un important afflux de main-d'oeuvre qui peut être utilisé soit dans le secteur moderne, soit pour entretenir indirectement ce même secteur.

Dans les régions périphériques les migrations se font surtout à l'intérieur du même Etat. Les plus faibles possibilités d'emploi dans ces régions à activités capitalistes réduites, laissent des grands contingents de migrants à la recherche des activités de survivance, en plus de ceux qui sont dans la même situation depuis plus longtemps encore.

### 3.4 CONCLUSIONS

Cet examen de la situation historique du travail au Brésil nous montre qu'il y a eu d'énormes mouvements de travailleurs au Brésil, accompagnant les activités économiques dominantes, dans les deux grandes périodes examinées; chaque changement basculait la situation des travailleurs déjà établis, créant une nouvelle situation qui devait trouver un nouvel "équilibre".

On peut résumer ces mouvements de la manière suivante: pendant la période esclavagiste, le gros du travail organisé était sur le dos des esclaves. Ceux qui ne commandaient pas le travail esclave n'avaient pas de place dans cette société (sauf les quelques fonctionnaires). Même les artisans ont vu leurs métiers se détériorer. La grande masse pauvre était formée par des ex-esclaves (libérés), des blancs pauvres, des métis non-esclaves et des amérindiens en processus d'assimilation. Ils n'avaient pas suffisamment d'argent pour avoir des esclaves ou pour monter une affaire. En grande majorité ils n'avaient pas non plus la

qualification nécessaire pour vivre comme artisans. Et il y avait encore les restrictions -y compris légales- faites aux gens de couleur, ainsi que le stigmate du travail esclave qui éloignait les blancs et même des ex-esclaves d'un travail similaire à celui réalisé par les esclaves. Alors ceux-ci vivaient en grande partie des travaux agricoles, d'auto-subsistance, du travail occasionnel ou même du vagabondage. Dans les villes les possibilités de travail étaient encore plus restreintes, laissant une bonne partie de ces travailleurs dans la nécessité de créer leur propre condition de survivance: certainement une importante source du travail informel actuel.

Au niveau spatial, des propriétaires et leurs esclaves, ainsi que des hommes libres, allaient vers des régions qui commençaient des nouvelles activités économiques, comme l'extraction minière, et de nouveau se formait un système de travail organisé: des propriétaires de mines avec leurs esclaves à côté des travailleurs libres indépendants ('faiscadores').

Après l'abolition de l'esclavage (1888) et son remplacement par le travail libre, surtout par des immigrants étrangers (au sud), il y a eu un nouveau basculement: maintenant le travail esclave n'était plus le travail organisé et les anciens esclaves devaient survivre sans pécule, sans qualification pour la majorité, sans appui gouvernemental, et en plus avec toutes les déformations que le travail esclave a pu causer. Les immigrants après une période d'adaptation se sont emparés du gros du travail organisé, surtout au sud, suivis par les travailleurs nationaux qui n'avaient pas de place dans la période coloniale. Dans les régions qui n'ont pas reçu



de contingents immigratoires significatifs, la concurrence rencontrée par les ex-esclaves était moindre; mais de l'autre côté, les régions du nord avaient déjà leur économie déclinante -en plus des catastrophes naturelles- et les possibilités de travail étaient beaucoup plus réduites. Ainsi tant dans les régions centrales que dans les régions périphériques, les ex-esclaves n'ont pu compter qu'avec la vente de leur propre force de travail. Là où il y avait une forte demande (sud: café, puis industries), ils trouvaient la concurrence des étrangers. Dans les zones périphériques la faiblesse des activités capitalistes, et leur déclin, ne leur laissaient pas de places non-plus. Dans les deux cas ils ont dû créer toutes les possibilités d'auto-survivance, ou ont continué dans les mêmes activités de la période esclavagiste, comme le travail domestique, avec de très bas revenus. Ce sont eux qui ont été certainement les plus importants prédécesseurs de l'"informel" actuel.

Les migrations inter-régionales, la situation précaire à la campagne et dans les petites villes, sont venues ajouter d'autres personnes dans la même situation: essayer de survivre dans les villes.

D'autres liaisons doivent encore être faites, pour montrer que les mécanismes appelés informels ne sont pas récents, qu'il existait des activités "informelles" dans le passé et que certaines de ces activités ont survécu jusqu'aujourd'hui; de même, des anciennes occupations organisées sont tombées dans des conditions informelles et ont survécu, surtout dans les régions périphériques.

La longue existence de l'esclavage a marqué le travail manuel au Brésil. Même les blancs pauvres préféraient mendier à faire quelque travail manuel. Les artisans achetaient des esclaves pour faire leur métier. Les ex-esclaves ont eux-aussi, lorsqu'ils pouvaient choisir, refusaient le travail manuel.

Certains métiers informels sont clairement survivants du passé, mais se sont adaptés à la société moderne, comme le service domestique<sup>74</sup> et la vente ambulante (pratiquée par des blancs, -y compris immigrants-, esclaves et libérés). Les libérés devaient avoir des licences et il y avait des amendes pour le non respect aux règles, ce qui visait à défendre les intérêts du "formel" de l'époque. Certains métiers artisanaux existent toujours, mais adaptés à la demande actuelle et à la concurrence de l'industrialisation: les tailleurs, brodeuses, cordonniers etc., travaillant plus pour la réparation que pour la fabrication, mais toujours avec des bas revenus.

Des mécanismes informels sont aussi anciens: c'était des maisons riches des villes brésiliennes que sortaient les esclaves pour vendre des aliments dans les rues, ainsi que des établissements commerciaux, pour vendre des petits articles; des artisans-esclaves travaillaient sans-registre pour des artisans-propriétaires qui supervisaient le travail. D'un autre côté, une partie du segment organisé, par la voie des autorités administratives, harassait ces activités, surtout celles effectuées sans la protection des grandes

---

<sup>74</sup> Aujourd'hui encore les domestiques lorsqu'elles trouvent de l'emploi hors des occupations domestiques, disent qu'elles ne veulent plus être des esclaves.

familles, comme les libérés travaillant pour leur propre compte.

Le travail journalier et occasionnel a une longue tradition depuis les esclaves de gain, les esclaves à louer et l'esclave journalier, ainsi que les libérés (qui prenaient aussi les plus risqués) et ceux qui ne pouvaient pas choisir à cause de leur âge ou leur santé. Les restrictions existantes laissaient les populations de couleur en chômage ou dans le sous-emploi. Des pauvres blancs optaient pour le vagabondage ou le travail occasionnel, pendant la période esclavagiste, alors que des ex-esclaves ont opté pour le travail informel: les 'biscateiros' en ville et les 'camaradas' à la campagne.

Mais il est nécessaire d'examiner les données actuelles, pour savoir où et dans quelle mesure il y a eu des survivances importantes du passé; ou voir aussi jusqu'à quel point l'industrialisation, surtout au sud, a modifié les conditions d'organisation du travail en ajoutant des nouveaux éléments dans les régions en transformation, ou alors en permettant la conservation des activités traditionnelles dans les zones moins atteintes par le processus d'industrialisation. Les effets indirects de l'industrialisation, comme les migrations internes, peuvent aussi avoir déplacé des problèmes et en même temps, créé de nouvelles possibilités pour le travail "informel".

## Chapitre IV

### L'ANALYSE DE LA MAIN-D'OEUVRE AU NIVEAU DES ETATS

#### 4.1 INTRODUCTION

##### 4.1.1 Les objectifs de l'analyse de la main-d'oeuvre

Nous essayerons dans ce chapitre d'analyser la main-d'oeuvre non-agricole, à partir des résultats du recensement brésilien de 1980, dans les neuf Etats qui possèdent des régions métropolitaines et dans l'ensemble du Brésil. Les objectifs de notre recherche au niveau des Etats sont les suivants:

1) Rechercher les activités archaïques survivantes du passé, en faisant la liaison avec le chapitre historique. Voir leur importance à partir de leurs effectifs et leur localisation, aux niveaux rural/urbain et central ou périphérique.

2) Examiner aussi les types d'activités archaïques: a) les activités artisanales, ce qu'elles sont et où elles se localisent; b) les activités domestiques: leur importance, types et localisation; c) le commerce ambulant: sous-groupes, effectifs et localisation; d) le travail exigeant la force brute (les manoeuvres et autres): leur nombre et localisation; e) d'autres activités archaïques comme par exemple le transport par traction animale: effectifs et localisation;

3) Voir les activités informelles "modernes": celles créées ou liées à l'industrialisation, comme la réparation des articles électro-ménagers. Examiner leurs effectifs et localisation;

4) Dégager les professions ou groupes de professions qui présentent d'importants degrés de basse rémunération ou d'"informalité", à partir d'indicateurs autres que le revenu, en tenant compte, toujours, des variations au niveau de l'espace. Cette analyse vise aussi à déceler quelles sont les activités qui sont les plus "infiltrées" par le travail informel;

5) Finalement, examiner les mécanismes d'informalité (par exemple, les bas salaires, les heures de travail) utilisés aussi par les activités formelles.

#### 4.1.2 Le concept centre-périphérie au niveau national

Avant de commencer l'analyse de la main-d'oeuvre non-agricole au niveau des Etats qui ont des régions métropolitaines, nous situerons ces Etats dans un cadre plus général, celui des grandes régions où ils sont insérés.

Comme nous l'avons vu, le processus de formation de l'économie brésilienne a transformé au cours des siècles le rôle et l'importance de chacune de ces grandes régions.

Le Nordeste, "région la plus développée et la plus importante au cours des deux premiers siècles, centre économique et administratif de la Colonie, est tombé dans un déclin séculaire,

---

" Composé actuellement des Etats de Maranhao, Piaui, Ceara, Rio Grande do Norte, Paraiba, Pernambuco, Alagoas, Sergipe et Bahia.

après la baisse de la production sucrière.

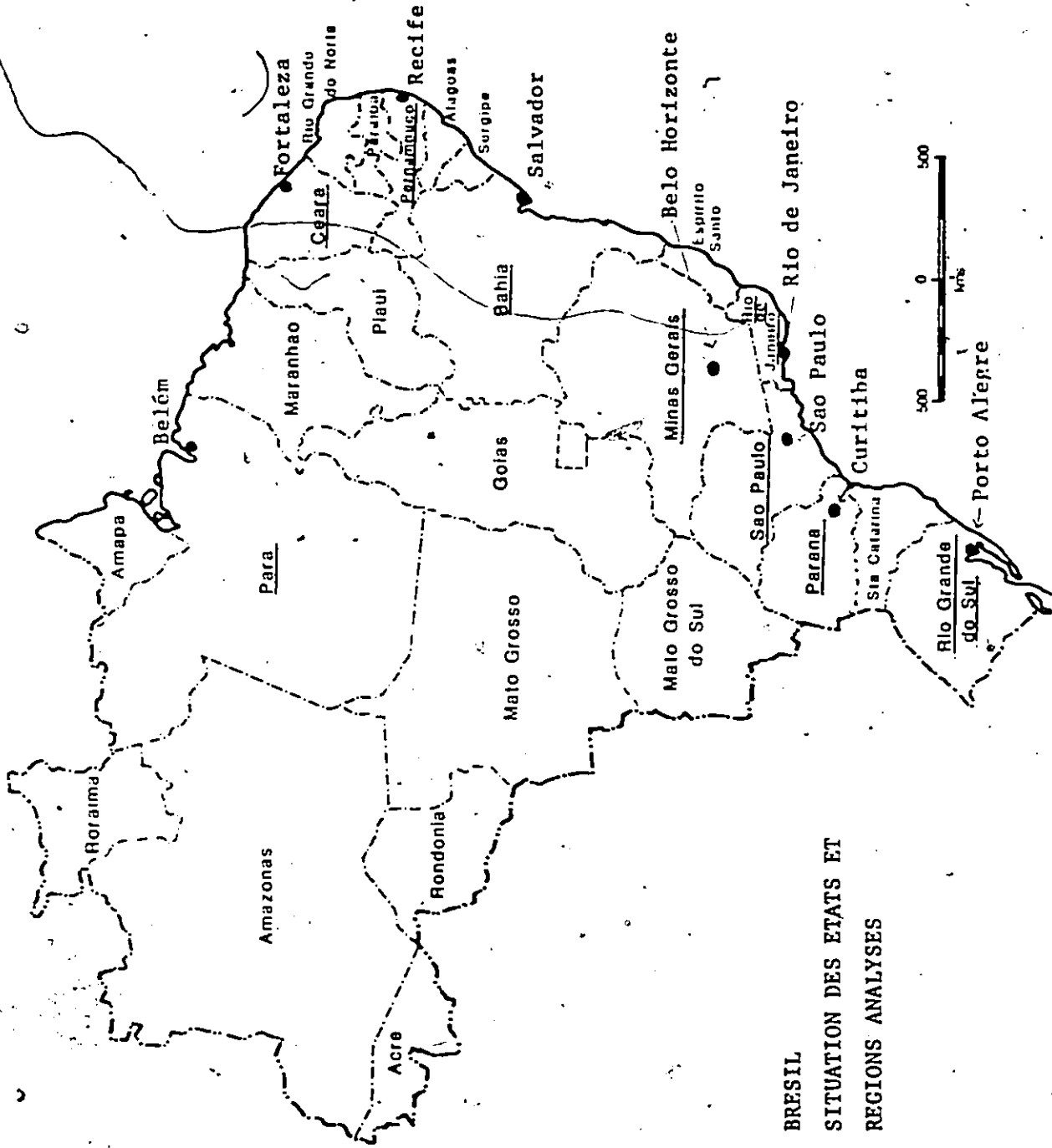
Le Sudeste,<sup>7\*</sup> surtout Sao Paulo, a échappé aux cycles économiques en implantant à partir des ressources du cycle du café et de l'apport de l'immigration européenne, les bases de son industrialisation, comme nous l'avons vu antérieurement (Voir Figure 1).

L'écart entre les deux régions s'est consolidé avec le processus de "substitution d'importations": comme des mesures restrictives avaient empêché l'entrée de produits étrangers, le Sudeste est devenu la source principale d'approvisionnement pour l'ensemble de l'espace national. Avec l'amélioration des transports internes, les relations centre-périphérie se sont aussi internalisées :<sup>77</sup> les industries naissantes dans le Nordeste<sup>80</sup> ont presque disparu ou ont été incorporées par celles du centre-sud. Elles sont peu liées à l'économie régionale: les deux tiers de leurs

<sup>7\*</sup> Composé des Etats de Espirito Santo, Minas Gerais, Rio de Janeiro et Sao Paulo.

<sup>77</sup> Mais ce processus n'a pas brisé le rapport majeur centre-périphérie dans lequel le Brésil est inséré: plusieurs industries étrangères participent à ce processus et l'afflux de capitaux et de la technologie de l'étranger n'a fait qu'augmenter. Aussi, l'importante dette internationale de l'ensemble des pays latino-américains et les énormes paiements annuels confirment-ils la difficile situation des pays périphériques.

<sup>80</sup> Almeida (1977) mentionne l'existence, au siècle dernier, de la "meilleure industrie textile de l'Empire", à Bahia, ainsi que de la fabrication de la bière, du vinaigre, des chapeaux, de l'existence de fonderies, de forges et de la construction navale. Mariani (1957, reed. 1977) précise la construction, dans cette période, de deux frégates, trois "brigs", 12 barques canonnières et trois postales, à Bahia. Furtado informe que les premières industries textiles, au Brésil, ont été installées au Nordeste, après la réforme de 1844 (1959:201).



**Figure 1: BRESIL**  
**SITUATION DES ETATS ET**  
**REGIONS ANALYSES**

achats (surtout des équipements) sont faits hors de la région (Guimaraes Neto, 1978), et elles produisent des intrants pour celles du centre sud (Furtado, 1981). Les Etats périphériques sont devenus surtout des fournisseurs de matières premières et de travailleurs pour le "core" brésilien.

Les chiffres illustrent bien ce processus: en 1907 l'Etat de Sao Paulo avait 16% de la production industrielle nationale. Ce pourcentage est passé à 31% en 1920, 43% en 1940 et 55% en 1955 (Poppino, 1973). En 1975, cette proportion est arrivée au point maximum (55,6% de la valeur de la production industrielle), déclinant un peu en 1980, à 52,8% (IBGE, 1982-a).

Au niveau des régions, la concentration de la production industrielle est encore plus forte: la participation du Sudeste dans l'industrie nationale en 1939, était de 71,7%, d'après le revenu interne, tandis que celle du Nordeste était de 12,1%. En 1968, cette participation du Sudeste passait à 80,9% (Oliveira, 1977), mais tombait à 72,8% en 1980 (IBGE, 1982-a) en vertu du développement des autres régions; la participation du Nordeste, elle, descendait à 6,3% en 1968 et montait à 7,6% en 1980 (Oliveira, 1977; IBGE, 1982-a), certainement grâce aux nouveaux investissements à Bahia.<sup>11</sup>

En ce qui concerne l'agriculture, la situation est différente: la participation du Sudeste au niveau national tombe de 47% à 37,9% et le Nordeste maintient sa position, de 23% en 1939 à 24,6% en

---

<sup>11</sup> Entre 1975 et 1980, l'Etat de Bahia a vu sa place dans la valeur de la production industrielle du Nordeste passer de 32,2% à 44,7%, surtout en raison de l'implantation du "Pôle pétrochimique" ce qui répète, partiellement, au niveau régional, le modèle de concentration nationale.



1968, ce qui démontre un processus de spécialisation régionale (Oliveira, 1977), le Nordeste conservant un rôle encore important dans l'agriculture d'exportation (par exemple, le cacao).

Au niveau social, l'écart est tout aussi énorme: l'espérance de vie, en 1965, était de 40,6 ans au Rio Grande do Norte, 50,3 à Bahia, 59 au Sao Paulo et 64,2 au Rio Grande do Sul (Costa, 1981).

En fait, ce processus de différenciation entre les deux régions du pays a été tellement impressionnant que certains auteurs comme Chaloult (1978) parlent d'un "colonialisme interne". Il mentionne qu'en 1970 le Sudeste avait 65,5% du revenu interne et le Nordeste à peine 11,6% (p.17).

Dans ce contexte on peut se demander si les Etats du sud retenus pour les fins de notre étude (Minas Gerais, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Parana et Rio Grande do Sul) se comportent comme des Etats "centraux" et si les Etats du 'Norte' et 'Nordeste' retenus (Para, Ceara, Pernambuco et Bahia) représentent de fait des Etats "périphériques". Les variations spatiales entre les régions sont-elles à ce point fortes que des problèmes sectoriels, comme le travail informel, prennent selon les régions des configurations différentes?

#### 4.1.3 Hypothèses au niveau des Etats

En fonction de l'analyse historique réalisée antérieurement, de la littérature sur le sujet, de la disponibilité des données au niveau des Etats et en considérant le cadre conceptuel centre-périphérie, nous avons proposé quelques hypothèses à ce premier niveau d'analyse:

1. Les occupations d'origine archaïque ont pu survivre dans les Etats périphériques.

Comme le développement industriel s'est produit d'abord au sud du Brésil, surtout dans l'Etat de Sao Paulo, et de façon très concentrée, il a permis la survivance des activités traditionnelles (comme l'artisanat domiciliaire) dans les Etats périphériques, plus éloignés des Etats centraux. Dans ces Etats périphériques aux populations surtout de bas revenus, le faible développement industriel pouvait utiliser ces activités archaïques.

2. Une partie des populations des Etats périphériques a dû créer elle-même ses conditions de survivance.

La faiblesse des activités capitalistes, ainsi que les rigides structures de propriété, ont obligé un important contingent des populations à créer elles-mêmes des activités de survivance (comme le commerce ambulant ou les "biscates"), ce qui viendrait augmenter l'effectif des personnes engagées dans les activités informelles. Il faut ajouter aussi l'absence d'un système d'assurance chômage (dans l'ensemble du pays) et les bas salaires payés par le secteur capitaliste.

3. La périphérie conserverait aussi une pléthore d'activités de services personnels.

La pauvreté dominante, et des revenus inférieurs à la périphérie, même pour les employés dans le secteur "formel", pourraient maintenir d'importants contingents de personnes dans les activités de la prestation de services, surtout les femmes (comme les domestiqués et blanchisseuses), à de très basses rémunérations,

en dessous du salaire minimum national. Par ailleurs, les classes moyennes et aisées réduites de la périphérie pourraient limiter les effectifs de ces activités, tandis que les Etats centraux, en fonction du caractère non-compétitif de ces activités, pourraient avoir d'importants contingents de ces travailleurs.

4. Les activités de bas revenus seraient prédominantes à la périphérie.

En plus des activités intrinsèquement informelles prédominantes dans la périphérie, même les activités "formelles" pourraient avoir d'importants contingents de travailleurs recevant des bas revenus, inférieurs au salaire minimum. Ceci serait dû au caractère périphérique des économies de ces Etats où les activités capitalistes ont un caractère moins dominant que dans les Etats centraux et où la pression démographique relative serait plus forte que l'offre de travail dans ces activités modernes (souvent intensives en capital). Il faut ajouter aussi, la faiblesse des organisations travaillistes due, en partie, au propre effectif réduit de ces activités.

#### 4.1.4 La méthodologie utilisée

Dans ce chapitre nous allons examiner les données du recensement démographique de 1980, sur la main-d'oeuvre non-agricole brésilienne des neuf Etats qui disposent des régions métropolitaines. Ces données au niveau de l'Etat sont importantes à cause de l'inexistence de certaines informations, à un niveau spatial plus précis, comme celui des régions métropolitaines. De

plus, c'est la première fois que le recensement brésilien publie des données sur la main-d'oeuvre dans des tomes spécifiques sur le sujet (27 tableaux par Etat et pour l'ensemble du pays).

Ce recensement, de base nationale, en plus de la couverture totale des données sur les personnes, a utilisé des questionnaires plus détaillés sur un échantillon de 25% des domiciles occupés dans le cas des informations sur la main-d'oeuvre. L'expansion des échantillons a utilisé la méthode des "Ranking Ratio Estimates Procedures". Pour estimer les erreurs d'échantillonnage, des calculs des coefficients de variation ont été réalisés, et des ajustements ont été faits par un modèle de regression (Voir I.B.G.E., 1983-c:XIV et XX).<sup>22</sup>

Nous allons en premier lieu, chercher les professions qui peuvent être d'origine archaïque, à partir de l'examen de leur existence dans le passé (chapitre historique), et de leurs caractéristiques. Nous rechercherons aussi leur concentration géographique. A cette fin, nous utiliserons le coefficient de localisation. Ce coefficient peut être résumé dans la formule suivante:

$$C.L. = (SE/EE)/(SN/EN)$$

---

<sup>22</sup> Les données nous ont paru fiables. Dans toutes les étapes des calculs réalisées nous n'avons pas trouvé de contradictions entre les variables et les observations spatiales. Cependant, plusieurs catégories semblent sous-comptées, certainement pour l'intérêt de l'informant.

Où SE= secteur (ou occupation) dans l'Etat; EE= emploi total dans l'Etat; SN= secteur (ou occupation) dans le pays; et EN= emploi total dans le pays.

Nous ne conserverons que les coefficients supérieurs ou égaux à 1.0, qui indiquent que cet Etat a une concentration plus importante dans telle activité (du point de vue de l'emploi). Ces coefficients d'autre part sont utiles aussi pour l'examen des activités informelles "modernes".

D'autres informations disponibles sur les professions choisies (83 au niveau occupations et 45 au niveau sectoriel) seront aussi examinées. Pour les occupations: les effectifs et leur localisation, le travail féminin et la proportion dans les services; et pour les secteurs: la prédominance urbaine ou rurale (en dépit de leur caractère non-agricole) et le travail féminin.

Ensuite nous examinerons la distribution des revenus, ainsi que le revenu moyen de chaque profession, à partir des données disponibles (32 occupations et 9 secteurs). Nous considérons qu'ils sont, à ce niveau, les meilleurs indicateurs du travail informel, parce que sauf dans le cas du travail partiel, les travailleurs ne peuvent pas, officiellement, recevoir moins d'un salaire minimum de l'époque (4.149,60 cruzeiros).<sup>11</sup>

Dans cette partie nous allons privilégier l'utilisation de la matrice horizontale de probabilité conditionnelle avec la formule suivante:

---

<sup>11</sup> Il faut rappeler que le recensement considère le plus haut salaire minimum national. Dans les régions périphériques, les salaires minima sont un peu inférieurs, ce qui peut "gonfler" un peu la catégorie de jusqu'à un salaire minimum dans ces régions.

$$P (a_i, b_j) = n_{ij}/n_{ab}$$

et la matrice horizontale de probabilité des écarts, avec la formule :

$$P (b_j/a_i) - p (b_j)$$

Où P= probabilité;  $a_i$ = secteur, occupation ou Etat;  $b_j$ = variables (indicateurs);  $n_{ij}$ = total des indicateurs (par secteur, occupation ou Etat) et  $n_{ab}$ = total des indicateurs au niveau national. Ces deux matrices (Voir Phillips, 1977), sont utiles pour montrer la concentration des indicateurs choisis (comme le revenu) au niveau spatial. Les proportions moyennes de chaque classe établies dans la première matrice pour le niveau national, serviront de référence pour le calcul des écarts dans la deuxième matrice.

Finalement, nous allons examiner tout un ensemble d'indicateurs disponibles en plus du revenu, soit au niveau sectoriel (instruction, âge, position dans l'occupation et contribution à la sécurité sociale), soit au niveau des occupations (horaire de travail), pour confirmer au niveau spatial et sectoriel les possibles "degrés" d'informalité, déjà indiqués par les informations sur le revenu, ainsi que des mécanismes d'informalité. On utilisera aussi des matrices de distribution des différents indicateurs par Etat et par secteurs d'activités ou groupes d'occupations.

#### 4.2 L'ANALYSE DE LA MAIN-D'OEUVRE NON AGRICOLE

Cette analyse sera réalisée en deux parties: en premier lieu, on examinera les professions divisées par occupations et ensuite par secteurs, de la Population économiquement active (P.E.A.). Les occupations principales des personnes de plus de 10 ans sont divisées en groupes, sous-groupes et occupations. Les secteurs sont divisés par secteurs, branches et classes d'activités de la P.E.A.\*\*

Nous analyserons, dans les deux cas, les effectifs et la population féminine. Dans le cas des occupations on examinera aussi la participation aux services. Pour les secteurs nous avons aussi le travail urbain et rural. Pour terminer nous ferons l'analyse de la concentration spatiale des occupations et secteurs.

##### 4.2.1 L'analyse des données sur les occupations

Nous passons maintenant à l'analyse des occupations principales, non-agricoles, des personnes de plus de 10 ans, déclarées au recensement de 1980, pour les mêmes neuf Etats et pour le total du Brésil. L'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística définit l'"occupation habituelle" comme "l'emploi, place, fonction, profession, etc. exercés pendant la majeure partie

\*\* La principale différence entre la première classification et la deuxième, outre l'organisation différente des données, est que la première partie (occupations) sépare les occupations administratives et les occupations techniques des autres occupations organisées sectoriellement. La moyenne, par exemple, du revenu pour les occupations en services sera plus basse que celle du secteur "prestation de services", parce que les occupations administratives et techniques, en prestation de services, sont groupées à part.

des 12 mois antérieurs à la date du recensement..." et l'"occupation principale" comme "celle dans laquelle la personne est occupée le plus grand nombre d'heures, ou en cas d'égalité, celle qui rapportait le plus de revenus" (I.B.G.E. 1983-c, No. 15, pg. XXX).

Les occupations présentent l'avantage de séparer les occupations administratives et techniques, comme on l'a vu, mais elles permettent en plus, une analyse détaillée, parce que les occupations sont plus désagrégées. Nous avons choisi d'examiner un total de 83 occupations ou groupes d'occupations qui présentent le plus de possibilités d'incorporer des activités de bas revenus, informelles ou traditionnelles.

Pour les occupations choisies nous avons les informations suivantes, divisées en deux parties: d'abord, leur nombre total, le sexe des personnes liées à chaque occupation et la participation aux services, puis, à la fin du chapitre, nous examinerons le travail partiel et le "sur-travail", dans les indicateurs complémentaires. L'analyse des 83 occupations et groupes d'occupations nous permettra d'observer la composition interne de chaque groupe, qui s'avère nécessaire pour comparer avec les indicateurs des revenus et du temps de travail.

Les groupes d'occupations sont au nombre de neuf. Les occupations administratives et techniques sont séparées comme nous l'avons déjà mentionné. Les occupations du bâtiment, par contre, sont regroupées avec les occupations de l'industrie de transformation, et les activités sociales, ainsi que l'administration publique, n'apparaissent pas isolées comme dans la



division par secteur. Cette organisation place les occupations de l'industrie de transformation et de la construction comme ayant le plus gros effectif, avec 28,9% du total. Les occupations reliées à la prestation de services et les occupations techniques ont quant à elles, la plus grande proportion de la main-d'oeuvre féminine.

Nous essayerons aussi de diviser les occupations en archaïques et modernes, en fonction de leur ressemblance avec les occupations existantes dans le passé ou alors, en fonction de leur liaison avec les activités modernes.

#### 4.2.1.1 Les occupations archaïques:

Pour essayer de retrouver des possibles activités archaïques survivantes du passé, nous avons examiné un ensemble d'occupations du recensement de 1980 qui portent des dénominations semblables à celles trouvables dans la littérature historique, ainsi que d'autres qui ne semblent pas être liées aux activités modernes. Nous les avons réunies en cinq sous-groupes: les occupations "industrielles" (plutôt artisanales), les occupations du commerce, du transport, des services et d'autres occupations. En plus de l'effectif, nous avons ajouté des indicateurs du travail féminin et la participation aux services,<sup>13</sup> qui peuvent nous aider à les caractériser (Voir Tableau

<sup>13</sup> Cette information est très importante, parce qu'au moment où le recensement fait la comparaison entre "occupation principale" et "secteur d'activité", nous pouvons voir que certaines catégories d'occupations sont "gonflées" par des activités domestiques ou artisanales. Par exemple, dans les "occupations industrielles", une grande différence existe entre ceux qui travaillent vraiment dans le secteur "industrie de transformation" et les autres qui sont classés dans le secteur "prestation de services". A Bahia, par exemple, 250.420 personnes sont classées dans les

10).

a) Les occupations artisanales: en général, ces activités n'ont pas des effectifs très importants, sauf deux: a1) les tailleurs et couturiers, qui arrivent à presque 700.000 travailleurs au niveau national. Leur importance dans les occupations de l'industrie du vêtement (65% du total), la prédominance des bas revenus dans ce sous-groupe, la forte proportion du travail féminin, ainsi que la participation aux services (53%) (cette participation monte à Bahia à 87,1% et descend au Sao Paulo à 48%) indiquent le caractère très artisanal en même temps qu'elles montrent l'existence d'une importante participation du travail informel; a2) les aides-maçons, un effectif encore plus important: 845.000 travailleurs au niveau national, correspondant à un tiers des occupations du bâtiment. Actuellement il s'agit plutôt d'une profession de très bas revenus de l'industrie de la construction. La faible exigence de qualification en fait un travail très recherché par les migrants du sexe masculin. Une partie de ces travailleurs ne sont pas enregistrés par les entreprises formelles dans le secteur.

Deux autres activités dépassent les 200.000 travailleurs au niveau national: a3) les peintres, qui sont très peu déclarés dans les activités de services et a4) les occupations dans l'industrie de la céramique et du verre, sous-groupe d'occupation avec un peu plus de participation féminine et de très bas revenus; a5) les occupations dans la production de l'extraction minérale, groupe qui

"occupations des industries de transformation", mais le total descend à 122.523 lorsqu'ils sont classés par "secteur industrie de transformation". De fait, 79.599 des premiers sont classés dans le "secteur de prestation de services".

TABLEAU 10

## OCCUPATIONS D'ORIGINE ARCHAÏQUE POSSIBLE - BRÉSIL - 1980

GROUPES, S/GR., OCCUPAT.	TOTAL	(%)	FEM.	SERV.
OC. TECHNIQUES				
-ARTISTES				
artisans d'objets	21.997	13,9	49,7	82,3
OC. PROD. EXTR. MINÉRALE				
	133.915	(100)	1,8	0,5
OC. IND. TRANSF. CONSTRUC.				
-OC. IND. MECAN. MÉTALLUR.				
petits soudeurs	36.120	2,3	0,9	53,3
-OC. IND. DU CUIR				
selliers-bourreliers	9.207	42,0	27,1	32,9
-OC. IND. DU VÊTEMENT				
tailleurs, couturiers	1.042.506	(100)	80,7	53,0
auxiliaires de couture	680.387	65,2	93,1	64,0
brodeuses, rentrayeuses	33.554	3,2	90,1	14,6
brodeuses, rentrayeuses	65.248	6,3	98,0	78,4
chapeliers de paille	24.923	2,4	98,3	0,0
cordonniers	24.923	2,4	98,3	0,0
marroquiniérs	59.236	5,7	3,4	90,0
marroquiniérs	9.522	0,9	62,9	25,0
-OC. IND. BOIS/MOBILIER				
tapissiers	25.504	3,1	7,0	47,3
-OC. IND. DU BATIMENT				
aides-maçons	845.001	31,5	0,5	0,2
peintres	237.249	8,8	0,3	1,3
-OC. IND. ALIMEN./BOISS.				
confiseurs	32.068	10,8	50,7	39,7
-OC. IND. CÉRAMIQUE/VERRE				
	216.867	(100)	13,5	0,0
-AUTRES OC. INDUSTRIEL.				
orfèvres et horlogers	23.368	2,5	7,1	66,7
OC. DU COMMERCE				
-COMMERCANTS				
com. à propre compte	931.037	39,0	17,5	22,0
-AMBULANTS				
marchands	528.534	(100)	24,7	0,0
vend. de sucreries	163.288	30,1	24,6	0,0
pet. épiciérs, fruitiers	37.454	7,0	17,0	0,0
tripier, vend. poissons	23.371	4,4	16,0	0,0
autres oc. com. ambul.	13.340	2,5	8,0	0,0
autres oc. com. ambul.	275.752	52,2	28,1	0,0
OC. TRANSP. COMMUNICAT.				
-OC. SERV. PORTUAIRES				
débardeurs	32.671	68,3	2,0	100,0
-OC. TR. URBAIN/ROUTIER.				

charret., cond. troup.	52.368	3,3	0,7	0,1
-----				
OC. PRESTAT. SERVICES				
-OC. DOMESTIQ. REMUNEREES	2.476.523	(100)	95,6	100,0
-OC. S. HYGIEN. PERSONNEL				
coiffeurs	69.958	14,7	84,4	99,2
blanchisseurs., repass.	273.506	57,4	96,0	88,6
cireurs de soulier	15.145	3,2	1,1	95,9
-PORT., G.N., LIF., SERV.				
servants	891.801	60,0	53,9	24,5
-----				
AUT. OCC., OCC. M/DEFINIES				
apprentis	26.339	1,0	15,6	18,9
jardiniers	75.704	3,0	2,9	55,5
balayeurs	63.977	2,6	20,4	0,0
manoeuvres	586.648	23,0	2,6	6,0
-----				
P.O. NON AGRICOLE	30.177.786	(100)	32,9	23,2
-----				
LEGENDE: FEM= % TRAVAIL FEMININ; SERV.= % TRAVAIL SERVICES;				
Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.				

inclut des personnes liées aux entreprises modernes, dépassent les 130.000 travailleurs au niveau national.

Toutes les autres activités artisanales choisies ont de faibles effectifs: les artisans d'objets, classés au recensement dans les occupations techniques, sont 82% aux services; les cordonniers, les brodeuses et rentrayeuses, les orfèvres et horlogers, ainsi que les petits soudeurs ('funileiros') ont plus de la moitié de leurs effectifs dans les services, ce qui confirme le caractère artisanal et faiblement industriel de ces occupations, en dépit de leur classement comme "occupations dans l'industrie de transformation". Les selliers-bourelliers ont un tiers de leurs effectifs dans les services. Pour la participation aux services de certaines

occupations, on observe de fortes variations spatiales: chez les marroquiniens, la participation aux services monte à 81% au Ceara et descend à 2,6% au Rio Grande do Sul. Les confiseurs aussi ont une participation aux services qui va de 24,1% au Sao Paulo à 71,8% à Bahia. Les tapissiers ('estofadores' et 'capoteiros') passent aussi à plus de 60% à Bahia, Pernambuco, Para, Minas et Rio de Janeiro, mais descendent à 21,8% au Sao Paulo.

La proportion du travail féminin des chapeliers de paille, des brodeuses et rentrayeuses et des auxiliaires de couture dépasse 90%.

b) Les occupations du commerce: une occupation et un important sous-groupe ont été choisis dans le travail au commerce: b1) les commerçants à leur propre compte, avec plus de 900.000 travailleurs, comptent parmi eux de nombreux propriétaires de petits établissements commerciaux informels; b2) les ambulants, divisés en plusieurs sous-groupes (marchands, vendeurs de sucreries, crèmes glacées et confiseries, petits épiciers et fruitiers, tripiers et vendeurs de poissons et autres occupations du commerce ambulant), constituent la première catégorie d'occupation intrinsèquement informelle." Ils dépassent le demi-million de travailleurs avec l'inclusion des marchands dans le groupe. Seulement dans cette dernière occupation, on trouve quelques salariés des entreprises gouvernementales d'approvisionnement alimentaire. Les petits épiciers ('quitandeiros') et fruitiers doivent avoir un plus grand


---

" Nous considérons comme intrinsèquement informelles les activités qui présentent le minimum ou aucune réglementation, des longues ou trop irrégulières heures de travail et des bas revenus. Les plus caractéristiques sont le travail domestique, le commerce ambulant et le 'biscate' (travail occasionnel).

effectif. Certainement, cette activité a été considérée secondaire par les déclarants, car elle se réalise, en bonne partie, à la maison.

c) Les occupations du transport et communications: elles n'ont pas d'importants effectifs: c1) les débardeurs, occupation ancienne, mais qui s'est fort modernisée et où la formalisation prédomine; c2) les charretiers et conducteurs de troupeaux, ce sont surtout des activités archaïques et peu urbaines.

d) Les occupations de la prestation de services: d1) les occupations domestiques rémunérées, sous-groupe avec l'effectif le plus important des activités intrinsèquement informelles: ils sont presque deux millions et demi de travailleurs, presque exclusivement féminins, avec une très basse rémunération, et correspondent à 48% des travailleurs des occupations de services, 8,2% du total de la P.E.A. et encore à 23,8% de l'emploi féminin au Brésil; d2) les blanchisseuses et repasseuses, constituent aussi des occupations très mal rémunérées, féminines, et d'origine ancienne. Leur effectif est important, 270.000 travailleurs, possiblement sous-déclarés, parce que la majorité de ces activités sont réalisées à domicile à côté d'autres tâches ménagères; d3) les servants, encore un effectif important, presque 900.000 travailleurs, travail des plus humbles et qui ne requiert aucune qualification, mais assez salarié, étant trouvable dans les bureaux publiques. Les autres occupations de la prestation de services ont des effectifs faibles: les coiffeurs (occupation d'accès facile, très souvent domiciliaire) et les cireurs de souliers (ceux-ci possiblement sous-comptés à cause du travail infantile).



e) Les autres occupations: dans ce dernier groupe, les occupations suivantes sont importantes: e1) les manoeuvres ('trabalhadores braçais'), autour de 600.000 travailleurs et presque totalement du sexe masculin, ils ne dépendent que de leur force brute de travail; e2) les balayeurs, pas très nombreux, mais aussi un travail humble, qui devient assez salarié dans le secteur public; e3) les jardiniers, dépendent d'une clientèle aisée, pas très nombreux; e4) les apprentis, pas très nombreux non plus (peut-être sous-comptés à cause du travail infantile). Ceux-ci devraient plutôt être classés parmi les occupations industrielles.

#### 4.2.1.2 Les occupations "modernes":

En plus de l'analyse des activités d'origine possiblement archaïque, nous avons examiné les activités "modernes", qui sont directement ou indirectement liées aux activités industrielles ou à leurs produits, ainsi qu'à des activités de la vie moderne. Nous avons aussi analysé les indicateurs disponibles à ce niveau: travail féminin et participation aux services (Voir Tableau 11).

a) Les occupations techniques: a1) les infirmiers non diplômés, correspondent à plus de 80% des occupations auxiliaires de la médecine. C'est une occupation surtout féminine et qui réalise les services les plus divers, elle n'est pas très loin des services domestiques. Mais elle est plutôt formalisée et de bas revenus.

b) Les occupations industrielles: un sous-groupe et une occupation dépassant les 300.000 travailleurs: b1) les occupations

TABLEAU 11

OCCUPATIONS MODERNES AVEC CONTINGENTS POSSIBLES DE  
TRAVAILLEURS INFORMELS - BRESIL - 1980

GROUP, S/GR., OCCUPATIONS	TOTAL	(%)	FEM.	SERV.
OC. ADMINISTRATIVES				
OC. TECHNIQUES				
-OC. AUXIL. MEDICINE infirmiers n/diplomés	294.267	83,9	84,8	0,7
OC. IND. TRANSF. CONSTRUC.				
-OC. IND. MECAN. METALLUR.				
mécaniciens tourneurs	150.457	9,4	0,7	12,9
mécaniciens voit.aut.	385.877	24,2	0,2	76,7
mécaniciens s/spécif.	295.922	18,5	0,6	25,8
soudeurs	178.930	11,2	2,1	12,6
carrossiers	50.848	3,2	0,1	81,8
-OC. IND. TEXTILE	312.868	(100)	60,1	0,0
-ELECTRICIENS				
répar.equip.elec.elet.	158.825	36,1	0,8	31,9
répar.radio,télévision	35.355	8,0	1,3	100,0
életr.installations	123.555	28,0	0,3	38,8
-OC. IND. DU BATIMENT				
plombiers	129.662	4,8	0,1	38,5
-OC. IND. GRAPHIQUE	120.563	(100)	16,2	0,8
-AUTRES OC. INDUSTRIEL.				
réparat. de pneus	45.103	4,9	0,5	72,0
peintres au pistolet	91.773	9,9	1,4	55,4
OC. DU COMMERCE				
-AMBULANTS				
vendeurs de billets	12.592	2,4	7,0	0,0
-VEND. JOURNAUX/REVUES	18.139	(100)	11,0	0,0
-VOYAG., REPR., COLPORT.	183.945	(100)	11,0	32,1
-AUTRES OC. COMMERCE	139.085	(100)	11,4	6,6
OC. TRANSP. COMMUNICAT.				
-OC. TR. URBAIN/ROUTIER				
receveurs	105.459	6,6	13,0	0,0
OC. PRESTAT. SERVICES				
-OC. S. HYGIEN. PERSONNEL				
manicures, pédicures	67.761	14,2	98,8	99,5
-PORT., G.N., LIF., SERV.				
portiers	106.688	7,0	12,6	39,8
gardes de nuit	271.344	18,0	0,9	15,5



OC. DEFENSE/SECURITE				
gardes organ. part.	134.128	21,4	0,7	98,8
-----				
AUT.OCC., OCC.M/DEFEN.				
gardiens d'automobile	2.730	0,1	5,0	100,0
aut.oc., oc.m/defin.	1.206.055	47,9	29,6	8,6
sans declarat. occup.	117.737	4,7	21,9	0,8
-----				
P.O.NON AGRICOLE	30.177.786	(100)	32,9	23,2
-----				

LEGENDE: FEM= % TRAVAIL FEMININ; SERV.= % TRAVAIL SERVICES;

Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.

dans l'industrie textile, une occupation en apparence formelle, industrielle, mais avec de grandes différences entre les Etats. Elle a un important contingent féminin; b2) les mécaniciens de voiture automobile, presque un quart des occupations mécaniques-métallurgiques. Ils sont plus de trois quarts dans les services. Ils dépassent les 80% dans les Etats de Bahia, Parana, Ceara et Pernambuco. C'est une des grandes possibilités de travail dans l'informel "moderne"; b3) les mécaniciens sans spécification, sont aussi presque 300.000 travailleurs, mais leur proportion est moindre aux services ce qui peut indiquer un contingent informel moins important; b4) les soudeurs et b5) les mécaniciens tourneurs, qui paraissent être surtout formels; b6) les réparateurs d'équipements électriques et électroniques: sont 32% aux services, ce qui peut indiquer une proportion équivalente du travail informel; b7) les électriciens d'installations, avec une participation plus haute dans les services (39%), mais pas très définie comme occupation; b8) les plombiers, dans le bâtiment, ont un pourcentage aux services

semblable. Les autres occupations ont de faibles effectifs: b9) les carrossiers, activité proche des mécaniciens de voitures, ont une proportion encore plus élevée dans les services (82%); b10) les réparateurs de radio et télévision, encore une occupation où l'on trouve beaucoup des travailleurs informels. Ils sont 100% aux services et ne devraient pas être classés dans les activités industrielles; b11) les réparateurs de pneus ('borracheiros'), autre occupation non-exclusivement urbaine avec deux tiers de travailleurs dans les services; b12) les peintres au pistolet, plus de la moitié des effectifs sont aux services, mais au Pernambuco et Bahia ils dépassent les 70% dans cette catégorie; les occupations dans l'industrie graphique sont plutôt formelles.

c) Les occupations du commerce: c1) les vendeurs de journaux et revues, forment un sous-groupe très hétérogène, parce qu'on y trouve depuis les propriétaires de petits établissements jusqu'aux simples vendeurs. Il doit être sous-compté à cause du travail infantile; c2) les vendeurs de billets, unique occupation ambulante "moderne". Ils paraissent aussi sous-comptés, à cause du travail illégal d'une partie de ces activités (vente des loteries populaires). Les deux autres sous-groupes, les voyageurs, représentants et colporteurs et les autres occupations du commerce semblent être plutôt formelles.

d) Les occupations du transport et communications: d1) les receveurs, occupation de bas revenus, mais plutôt formelle.

e) Les occupations dans la prestation de services: e1) les gardes de nuit, avec un important effectif. Cette occupation n'est

pas toujours règlementée, et utilise même des personnes pensionnées; e2) les portiers, occupation surtout liée aux immeubles résidentiels, assez formalisée, mais de bas revenus; e3) les manucures et pédicures, occupation surtout féminine, de bas revenus, et certainement sous-comptée et très peu règlementé, le travail se réalisant surtout à domicile.

f) Les occupations dans la défense et sécurité: f1) les gardes d'organisations particulières, occupation récente, de basse rémunération, mais assez formalisée.

g) Les autres occupations: g1) les autres occupations mal définies: le contingent est énorme, plus d'un million de travailleurs dans cette catégorie qui peut cacher des activités informelles, voire illégales, ainsi que, g2) les sans déclaration d'occupation, mais moins nombreux; finalement, g3) les gardiens d'automobile, très sous-comptés, activité aussi infantile et très informelle.

#### 4.2.1.3 La concentration spatiale des occupations:

Après l'examen des occupations selon leur effectif, travail féminin et participation aux services, nous passons à l'analyse de la concentration spatiale des occupations. Cette analyse présente un intérêt particulier car elle nous permet d'examiner le rôle de l'espace dans la conservation des occupations possiblement archaïques, des liaisons ("linkages"), de ces occupations avec des activités modernes, ainsi que leur liaison avec la demande par des catégories différentes de la population.

Nous avons calculé les coefficients de localisation pour chaque occupation ou groupe d'occupation (83 au total) dans les différents Etats et nous les avons comparés avec les moyennes nationales (Voir Tableau 12).

Nous diviserons aussi cette analyse en deux groupes: les occupations archaïques et les occupations "modernes", selon leur concentration spatiale:

a) Les occupations archaïques:

a1) les occupations archaïques concentrées à la périphérie: en accord avec l'hypothèse numéro 1 ("Les occupations d'origine archaïque ont pu survivre dans les Etats périphériques"), la majorité des occupations possiblement d'origine archaïque est concentrée dans les Etats périphériques, parfois avec des coefficients assez élevés, ce qui concorderait avec la protection exercée par l'éloignement des centres industriels du sud, couplée avec la faible demande de produits industriels des populations pauvres de la périphérie.

Les occupations artisanales suivantes sont prédominantes dans les Etats périphériques, et plus spécifiquement dans l'Etat du Ceara où elles arrivent à des coefficients fort élevés: les chapeliers de paille (coefficient 28,5 au Ceara). Dans cet Etat se concentrent 91% des travailleurs de cette occupation traditionnelle au Brésil et ils arrivent à 24% du sous-groupe de vêtements; les brodeuses et rentrayeuses ont aussi un fort coefficient au Ceara (9,3), avec 29,3% du contingent national, suivi de loin par l'Etat de Minas Gerais; Les artisans d'objets au Ceara sont 44,3% du sous-groupe

TABLEAU 12

COEFFICIENTS DE LOCALISATION PAR GROUPES, SOUS-GROUPES ET  
OCCUPATIONS - BRESIL, 1980

GROUP, S/GR., OCCUP.	ETATS ET COEFFICIENTS DE LOCALISATION
OC. ADMINISTRATIVES	RJ-SP-PN(1,1)
OC. TECHNIQUES	RJ-RS(1,1) PA-MG-PN(1,0)
-OC. AUXIL. MEDICINE infirm.n/diplom.	RJ-RS(1,2) CE-PE(1,0)
-ARTISTES	
artisans d'objets	CE(4,8) PE(1,7) BA(1,6)
OC. PROD. EXTR. MINER.	PA(4,2) MG(1,8) BA(1,7) CE(1,1)
OC. IND. TRANS. CONST.	CE(1,2) SP(1,1) MG-RS(1,0)
-OC. IND. MEC. METAL.	
méc. tourneurs	SP(1,9) RS(1,1)
méc. voit. autom.	BA(1,3) PN(1,2) PA-PE(1,1) MG-RS(1,0)
méc. s/spécific.	RJ(1,7) SP(1,2) PA-MG(1,1)
soudeurs	RJ-SP(1,2) BA-MG-RS(1,0)
petits soudeurs	SP(2,2) PN(1,3)
carrossiers	RJ(1,7) RS(1,4) BA(1,3) MG(1,2) PN(1,1)
-OC. IND. TEXTILE	CE(3,5) PE(1,6) SP(1,4)
-OC. IND. CUIR	
selliers-bourrel.	RS(2,1) BA-MG(1,5) CE-PE-PN(1,1)
-OC. IND. VETEMENT	CE(2,9) PE(1,0)
tailleurs, coutur.	CE(2,0) PE(1,2) RS(1,0)
auxil. de couture	SP(1,7) RJ(1,3)
brodeuses, rentray.	CE(9,3) MG(1,1)
chapeliers paille	CE(28,5)
cordonniers	CE(2,1) PA-PE(1,5) BA-MG(1,1)
marroquiniers	CE(4,4) RJ(2,1) RS(1,2)
-OC. IND. BOIS/MOBIL.	
tapissiers	RJ(1,5) RS(1,3) PN(1,1) BA(1,0)
-ELECTRICIENS	
répar. equip. elect.	RS(1,3) SP(1,2) RJ(1,1)
répar. radio, télév.	PE(1,5) PA(1,4) CE-BA(1,3) RJ(1,1)
électr. installat.	RJ(1,5) BA-PN(1,2) PA-MG(1,1) PE(1,0)
-OC. IND. BATIMENT	
aides-maçons	MG(1,6) BA(1,3) CE(1,2) PE(1,1)
peintres	RJ(1,2) MG-RS(1,0)
plombiers	RJ(1,5) BA(1,2) SP(1,1) MG(1,0)
-OC. IND. ALIM./BOIS.	
confiseurs	CE(1,2) MG-RJ-SP-RS(1,1)
-OC. IND. GRAPHIQUE	RJ(1,5) SP(1,4)
-OC. IND. CERAM. VERRE	CE(2,3) BA(1,2) PE(1,1) MG(1,0)
-AUTRES OC. INDS.	
orfèvres, horlogers	PA(1,4) BA-RJ(1,2) CE(1,1) SP(1,0)
réparat. de pneus	PN(1,7) BA-MG(1,2) RS(1,0)

peintres au pistol.	RJ-SP(1,3) PE(1,1) BA(1,0)
OC.DU COMMERCE	PA(1,4) PE-BA(1,3) CE(1,2) PN(1,1)
-COMMERÇANTS	
com.à propre compt.	CE(1,9) PA(1,7) BA(1,6) PE(1,4) MG(1,0)
-AMBULANTS	PE(2,5) PA(2,3) BA(1,9) CE(1,6)
marchands	PE(3,3) BA(2,9) PA(2,1)
vend.de sucreries	PA(2,7) BA(1,7) CE-PE(1,6) PN(1,2)
pet.épic.,fruitiers	CE(2,6) PA(2,0) PE(1,4) BA(1,2) PN(1,1)
trip.vend.poissons	PA(4,9) CE(2,6) PE(1,5) BA(1,1)
vend.de billets	PE(1,8) PN(1,7) SP(1,3) MG(1,2) CE(1,1)
autres oc.com.amb.	PA-PE(2,3) CE(1,9) BA(1,5) MG(1,4) RJ(1,1)
-VEND.JOURN.REVUES	RJ(1,6) SP(1,1)
-VOYAG.,REPR.,COLP.	SP(1,4) RJ-PN(1,2) RS(1,0)
-AUTRES OC.COMMERCE	SP(1,4) PN(1,2) RJ(1,1)
OC.TRANSP.COMMUNIC.	PA-PN(1,2) PE-BA-RS(1,0)
-OC.SERV.PORTUAIRES	
débardeurs	PA(3,9) RS(2,2) PE(1,3)
-OC.TR.URBAIN ROUT.	
receveurs	RJ(1,8) PE(1,2) MG(1,0)
char.cond.troup.	BA(3,4) PE(3,2) CE-MG(1,5)
OC.PREST.SERVICES	PE-RJ(1,1) BA-MG-PN(1,0)
-OC.DOMEST.REMUN.	MG(1,3) RJ-PN(1,1) PE-BA(1,0)
-OC.S.HYGIEN.PERS.	
coiffeurs	RS(1,4) SP(1,3) PN(1,2)
manicures,pédic.	RJ(1,7) CE(1,3) PA-PE(1,2) MG(1,1)
blanchiss.,repass.	BA(1,8) CE(1,7) PE-MG(1,6) PA(1,2)
cireurs de soulier	PN(1,8) RS(1,5) MG(1,4)
-POR.,G.N.,L.,SERV.	
portiers	RJ(2,3) BA(1,1)
gardes de nuit	PE(1,6) PA-CE(1,2) BA(1,1)
servants	PN(1,3) PE(1,2) RJ-RS(1,1) PA(1,0)
OC.DEFENSE SECURITE	RJ(1,7) PA(1,3) PE-RS(1,2)
gardes org.part.	PA(1,4) PE-RJ(1,2) PN(1,1) BA(1,0)
AUT.OCC.,OCC.M/DEF.	PA-SP(1,1)
apprentis	SP(1,8) RJ(1,2)
gardiens d'automob.	RJ(3,3) PE(1,0)
jardiniers	PN(1,3) RJ(1,2) CE(1,1) SP(1,0)
balayeurs	BA(2,2) PE(1,7) MG(1,2)
manoeuvres	PA(1,9) PE-MG-PN(1,2) CE(1,0)
aut.oc.,oc.m/def.	SP(1,2) RS(1,1)
sans decl.occup.	BA(1,7) PA-RS(1,3) CE(1,1)

LEGENDE: BA=BAHIA; CE=CEARA; MG= MINAS GERAIS; PA= PARA;  
 PE= PERNAMBUCO; PN=PARANA; RJ=RIO DE JANEIRO; RS=RIO GRANDE  
 DO SUL; SP= SAO PAULO;

Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.

d'artistes; les marroquiniens ont également un fort coefficient au Ceara et sont trouvables aussi dans deux Etats centraux. Les occupations de l'industrie céramique et du verre (avec Bahia, Pernambuco et Minas Gerais), les tailleurs et couturiers (avec Pernambuco et Rio de Janeiro) et les cordonniers (avec trois Etats périphériques et Minas Gerais) ont tous des coefficients de localisation supérieurs à 2 dans l'Etat du Ceara.

Les ambulants, occupation intrinsèquement informelle, ont des coefficients élevés seulement dans les quatre Etats périphériques (le plus fort au Pernambuco). Les occupations du sous-groupe ambulants sont aussi concentrées à la périphérie, avec deux fortes concentrations au Para: tripeurs et vendeurs de poisson et vendeurs de sucreries, crème-glacées et confiseries. Cette concentration vient confirmer l'hypothèse numéro 2 ("Une partie des populations des Etats périphériques a dû créer elle-même ses conditions de survivance"), dans la mesure où le commerce ambulante est une des occupations refuge les plus connues. Les commerçants à leur propre compte sont aussi plus concentrés dans les Etats périphériques.

Pour les occupations de transports et communications, nous avons une forte concentration de débardeurs au Para, mais ils sont aussi trouvables au Rio Grande do Sul; les charretiers et conducteurs de troupeaux sont aussi concentrés dans trois Etats périphériques et au Minas Gerais.

Pour les occupations de la prestation de services, au contraire de l'hypothèse numéro 3 ("La périphérie conserverait aussi une pléthore d'activités de services personnels"), seule l'occupation

blanchisseuses et repasseuses est concentrée dans les Etats périphériques et aussi au Minas Gerais.

Dans le groupe autres occupations on trouve encore les manoeuvres, avec concentration importante au Para, mais trouvables aussi au Minas Gerais et au Parana; les balayeurs sont concentrés à Bahia et Pernambuco, mais aussi au Minas Gerais.

Parmi les occupations archaïques, la périphérie concentre donc les occupations artisanales (le Ceara concentre même les occupations de l'industrie du vêtement), les ambulants et deux autres occupations de bas revenus (manoeuvres et balayeurs) et seulement une des occupations de la prestation de services.

a2) Les occupations archaïques concentrées aux Etats centraux: comme nous nous y attendions, les Etats centraux concentrent moins d'activités archaïques. Parmi les activités industrielles, les petits soudeurs et les auxiliaires de couture sont concentrés au Sao Paulo (65,5% pour les premiers), ce qui montre que ce sont plutôt des activités modernes (et même industrielles) avec des dénominations anciennes; les tapissiers ainsi que les peintres, dans le bâtiment, sont aussi concentrés dans ces Etats du sud; les apprentis sont concentrés au Sao Paulo (54% du contingent) ce qui peut suggérer l'apprentissage industriel. Comme nous l'avons vu, les proportions aux services sont différentes pour les Etats centraux ou périphériques, alors, les occupations dans les Etats du sud peuvent avoir un caractère plus industriel (ou de liaisons avec le secteur industriel moderne) que celle des Etats périphériques avec les mêmes dénominations.



Les occupations de la prestation de services, surtout les domestiques rémunérés, sont proportionnellement plus nombreuses dans les Etats centraux, surtout au Minas Gerais, ce qui vient encore en désaccord avec l'hypothèse numéro 3 suggérée. Dans ce cas, c'est plutôt la demande des classes aisées et moyennes qui est le facteur le plus important pour la concentration du plus gros contingent informel; la même situation s'applique aux coiffeurs et aux cireurs de soulier, concentrés dans trois Etats centraux.

Finalement, les jardiniers, représentent eux aussi une activité liée à la demande des classes riches; ils sont plus concentrés dans les Etats centraux, mais trouvables aussi au Ceara, l'Etat le plus pauvre des Etats analysés.

Dans les Etats du sud donc, la demande des classes plus aisées semble être le facteur le plus important pour la localisation de ces occupations; leur non-compétition avec les activités industrielles est aussi un facteur de poids.

a3) les occupations archaïques localisées en fonction des ressources naturelles: dans cette catégorie nous trouvons le groupe des occupations de l'extraction minérale, qui se concentre surtout au Para, et dans d'autres Etats producteurs de minéraux.

a4) Les occupations archaïques sans localisation spécifique: un groupe d'occupations est trouvable un peu partout, n'étant pas nécessairement lié aux facteurs de concentration spatiale; on les rencontre aussi bien dans les Etats centraux que dans les Etats périphériques: dans les occupations industrielles, les selliers-bourelliers (mais avec une plus forte concentration au Rio Grande do

Sul), les aides-maçons (trouvables au Minas Gerais et aux Etats périphériques), les confiseurs et les orfèvres et horlogers. Dans les occupations de la prestation de service nous ne trouvons que les servants sans concentration spatiale spécifique.

b) Les occupations "modernes": pour les occupations "modernes" les résultats de l'analyse des coefficients de localisation sont les suivants:

b1) les occupations "modernes" concentrées dans les Etats centraux: comme nous l'avions prévu, cette fois, ce sont les Etats centraux qui ont le plus de concentrations d'occupations. Certaines occupations dans l'industrie sont concentrées exclusivement dans les Etats centraux comme les mécaniciens tourneurs (Sao Paulo avec 57,9% du total), les occupations de l'industrie graphique (certainement très formelles), ainsi que les réparateurs d'équipements électriques et électroniques. D'autres occupations industrielles sont concentrées dans les Etats centraux, mais trouvables aussi en moindre proportions à la périphérie: les mécaniciens sans spécification (aussi au Para), les soudeurs, les carrossiers, les plombiers et les réparateurs de pneus (ceux-ci trouvables aussi à Bahia).

Dans les occupations techniques, les infirmiers non diplômés sont plus concentrés au Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul, mais sont trouvables aussi dans deux Etats périphériques. Dans le commerce, les trois sous-groupes de vendeurs de journaux et revues (importants au Rio de Janeiro), les voyageurs, représentants et colporteurs et les autres occupations du commerce sont concentrés

exclusivement dans les Etats centraux. Aux services, les portiers sont plus concentrés au Rio de Janeiro, mais aussi trouvables à Bahia. Finalement, dans les autres occupations, les gardiens d'automobile sont surtout au Rio de Janeiro où se concentrent 44% de leurs effectifs (certainement sous-comptés) et les autres occupations et occupations mal définies sont concentrées au Sao Paulo et au Rio Grande do Sul.

Ces résultats de concentration d'activités modernes industrielles et même de certaines commerciales dans les Etats centraux, montrent d'un côté, qu'elles doivent être moins informelles que leur dénomination l'indique et qu'elles doivent être plus liées aux activités industrielles existantes dans ces régions.

b2) Les occupations modernes concentrées à la périphérie: dans les occupations industrielles, à la périphérie on trouve un fort coefficient au Ceara (3,5) pour les occupations de l'industrie textile, mais d'autres indicateurs (comme le revenu) montrent que ce sont surtout des activités artisanales ou informelles qui dominent cette occupation dans cet Etat, au contraire des occupations textiles au Sao Paulo, où il y a aussi une concentration. La réparation de radio et télévision est une occupation typique de l'informel moderne, concentrée d'abord dans les Etats périphériques. Ici il n'y a pas des problèmes de dénomination. Aux occupations de la prestation de services nous n'avons que les gardes de nuit, avec concentration dans tous les Etats périphériques. Finalement, les personnes qui n'ont pas déclaré leur occupation sont plus nombreuses dans les Etats périphériques, mais aussi au Rio de Grande do Sul.

b3) Les occupations modernes sans concentration spatiale définie sont les suivantes: dans les occupations de l'industrie, les mécaniciens de voiture automobile, les électriciens d'installations et les peintres au pistolet sont trouvables partout. Dans le commerce, les vendeurs de billets (mais avec 40% du contingent total au Sao Paulo). Dans les occupations du transport et communications, les receveurs, avec un peu plus de concentration au Rio de Janeiro. Aux services, les manucures et pedicures, trouvables partout, mais aussi plus forts au Rio de Janeiro. Finalement, les gardes d'organisations particulières, dans les occupations de la défense et sécurité sont aussi trouvables partout.

Si en plus des activités possiblement informelles, on examine les grands groupes d'occupations, les Etats centraux concentrent les occupations administratives, les occupations techniques et les occupations de l'industrie de transformation et construction,<sup>17</sup> tandis que les Etats périphériques ont des coefficients plus élevés seulement dans les occupations du commerce (avec le Parana). Les occupations de transport et communications, les occupations de la prestation de services, les occupations de la défense et sécurité (cependant Rio de Janeiro a une forte concentration) et les autres occupations n'ont pas, dans l'ensemble, de concentration spatiale spécifique.

---

<sup>17</sup> Le Ceara a cependant le plus fort coefficient dans les occupations industrielles, mais l'analyse des occupations montre qu'elles y sont plutôt artisanales.

Cette analyse des occupations, malgré des informations limitées sur chaque occupation ou groupe d'occupation, nous a permis toutefois de mieux connaître la composition de chaque groupe d'occupations. De plus, elle nous a permis de nous rendre compte de la différenciation spatiale pour ces mêmes occupations: la concentration spatiale des activités archaïques et modernes ainsi que la participation aux services faible dans les Etats centraux et forte à la périphérie, pour certaines activités. Après l'analyse par secteurs, l'analyse des occupations sera enrichie, à un niveau plus agrégé, par l'analyse des revenus et ensuite par l'examen des heures de travail dans le cadre des indicateurs complémentaires, pour chacune des activités.

#### 4.2.2 L'examen des données de la main-d'oeuvre au sein des secteurs, branches et classes d'activités

L'analyse des secteurs, au contraire de l'analyse des occupations ne requiert pas une discussion aussi détaillée: la désagrégation est moindre et la discussion pourrait devenir quelque peu répétitive. Mais il est important quand même, de montrer la composition de chaque secteur (en branches et classes) parce que c'est à ce niveau que l'on trouve le plus grand nombre d'indicateurs (niveau d'instruction, Etat civil, l'âge, les autonomes et les travailleurs qui contribuent à la sécurité sociale), qui feront l'objet d'une analyse distincte à la fin du chapitre.

La composition des classes à l'intérieur des branches et de celles-ci à l'intérieur des secteurs, présente aussi l'intérêt de

dégager, mesurer et qualifier le contenu de chaque secteur et branche. Par exemple, à l'intérieur des "services" on trouve des professions de revenus moyens très élevés comme les "services techniques-professionnels", à côté des "services domiciliaires". A ce niveau, les détails sont moins nombreux et il est moins aisé de faire une séparation entre les activités archaïques et modernes.

Le recensement de 1980 nous a fourni un seul tableau où, en plus des secteurs, les branches et classes d'activités sont détaillées. Dans l'ensemble des branches et classes, nous avons choisi 45 professions et groupes de professions ainsi que les chômeurs, pour y examiner le nombre de travailleurs qui s'y rattachent (dans les différents Etats et au niveau national), la proportion du travail féminin et l'information sur le lieu de domicile (urbain et rural) de la P.E.A., cette dernière n'est disponible qu'à ce niveau sectoriel.

Nous avons analysé les branches et classes d'activité en les regroupant par secteurs d'activité de la P.E.A. dans le Tableau 13.

Le premier examen des données du Tableau 13 nous montre que deux des neuf secteurs (prestation de services et industrie de transformation) occupent, à eux seuls, presque la moitié de la P.E.A. brésilienne. Tous les secteurs sont à prédominance urbaine. La main-d'œuvre féminine est seulement majoritaire dans les secteurs activités sociales et dans la prestation de services. A ce niveau nous avons décelé une concentration spatiale dans les Etats centraux pour trois secteurs: l'industrie de transformation, séparée du bâtiment (Sao Paulo avec 33,2% de la P.E.A. dans le secteur), les

TABLEAU 13

 SECTEURS, BRANCHES ET CLASSES D'ACTIVITE DE LA P.E.A. NON  
 AGRICOLE - BRESIL - 1980

SECT., BRANC., CLASSES	TOTAL	(%)	URB.	FEM.
IND. TRANSFORMATION	6.939.421	(100)	90,5	24,0
-IND.DOMIC. PAILLE	36.513	(100)	32,5	78,8
-INDUSTRIE TEXTILE	543.137	(100)	94,3	46,3
-IND.DOMIC. TEXTILE	70.194	(100)	41,9	76,3
-IND. DU VETEMENT	341.203	(100)	97,0	77,6
IND. CONSTRUCTION	3.171.046	(100)	90,0	2,0
AUTRES INDUSTRIES	661.996	(100)	82,0	10,7
-EXTRACTION MINERALE	251.267	(100)	66,0	5,2
-SERV.IND.UTIL.PUBLIQUE	410.729	(100)	92,8	13,1
nettoyage urbain	87.410	21,3	93,8	19,7
COMMERCE	4.037.917	(100)	93,9	27,0
-COMMERCE AMBULANT	369.096	(100)	94,0	25,2
-MARCHES	167.588	(100)	92,5	24,4
TRANSPORT. COMMUNICAT.	1.800.243	(100)	92,8	-8,1
-TRANSPORTS	1.582.368	(100)	92,1	4,9
transp. traet. animale	44.219	2,8	88,0	0,6
-COMMUNICATIONS	217.875	(100)	97,5	30,8
PRESTATION SERVICES	7.032.126	(100)	92,0	56,0
-S.HERBEGEM. ALIMENTAT.	893.465	(100)	93,5	33,7
-S.REPARATION CONSERV.	923.141	(100)	94,9	1,9
s.rép.conserv.machines	115.784	12,5	96,1	4,3
s.rép.manut.vehicules	544.535	59,0	94,8	1,3
-S.PERSONNELS	841.116	(100)	90,8	71,4
s.hygiène personnelle	207.580	24,7	97,3	69,2
s.confec.s/mesur.,rep.	574.209	68,3	87,9	78,3
-S.DOMICILIAIRES	3.198.100	(100)	91,3	85,0
s.cons.artic.habillem.	253.681	7,9	93,8	93,0
s.vigilance et garde	154.737	4,8	94,0	2,0
s.domestique remunéré	2.513.489	78,6	94,0	91,4
-S.DIVERSION,RADIO,TV.	130.606	(100)	95,7	25,4
-S.TECHNIQ.PROFESSION.	640.000	(100)	97,1	33,3
-S.AUXIL.ACT.ECONOMIQUE	405.698	(100)	92,1	20,7
ACTIVITES SOCIALES	2.971.100	(100)	97,6	70,5
-S.COMMUNAUT.SOCIAUX	459.213	(100)	95,8	47,8
-S.MEDICAL,ODONT.,VET.	861.981	(100)	96,7	65,7

-ENSEIGNEMENT	1.649.906	(100)	87,9	80,1
-----				
ADMINISTRAT. PUBLIQUE	1.722.284	(100)	95,2	21,8
-ADMINISTRAT. PUBLIQUE	1.133.115	(100)	94,8	30,8
-DEFENSE NAT., SECURITE	589.169	(100)	96,2	30,8
-----				
AUTRES ACTIVITES	1.274.376	(100)	94,2	31,4
-INST.CRED., ASSUR., CAP.	788.816	(100)	98,4	33,4
-COM., ADMINIST.IMMEUBL.	190.642	(100)	97,6	25,9
-ORG.INTERN.REPR.ETRAN.	3.732	(100)	99,2	37,4
-ACT.N/COMP., MAL DEFIN.	291.186	(100)	81,0	28,9
act.mal def., n/déclar.	249.162	85,6	80,0	19,6
-----				
CHOMEURS	964.186	(100)	94,5	33,6
-----				
TOTAL N/AGRICOLE	30.574.695	(100)	94,5	33,6
-----				

LEGENDE: URB= % TRAVAIL URBAIN; FEM= % TRAVAIL FEMININ;

Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.

autres activités (avec le poids de l'importante branche liée aux institutions de crédit) et les activités sociales. Dans les Etats périphériques une certaine concentration spatiale apparaît seulement pour le commerce (Voir Tableau 14).

Les chômeurs finalement, avec presque 1 million de personnes, ne représentent que 3,1% de la P.E.A.; l'inexistence d'un système d'assurance chômage ne permet pas aux travailleurs de rester longtemps dans cette condition. Ils sont proportionnellement plus nombreux à la périphérie (surtout à Bahia, avec 6,8% de la P.E.A.), suivie de Minas Gerais.

Les branches choisies ont l'intérêt de nous montrer les types d'activités qui font partie des différents secteurs, ainsi que leur importance comme contingent. Elles s'avèrent un moyen de voir



TABLEAU 14

COEFFICIENTS DE LOCALISATION PAR SECTEURS, BRANCHES ET CLASSES  
D'ACTIVITE DE LA P.E.A N/AGRICOLE - BRESIL, 1980.

SECT., BRANC., CLAS.	ETATS ET COEFFICIENTS DE LOCALISATION
IND. TRANSFORMAT.	SP(1,5) RS(1,1)
-IND. DOM. PAILLE	CE(22,6) BA(1,4)
-IND. TEXTILE	SP(1,6) PE(1,2)
-IND. DOM. TEXTILE	CE(12,1) PE(3,1)
-IND. VETEMENT	SP(1,6) RJ(1,4) CE(1,3)
IND. CONSTRUCTION	MG(1,5) BA(1,3) PA(1,1) CE(1,0)
AUTRES INDUSTRIES	PA(1,7) BA-MG(1,4)
-EXTRACTION MINERAL	PA(2,9), MG(2,1) BA(1,7)
-SERV. IND. UTIL. PUB. nettoyage urbain	BA(1,3) PE(1,2) RJ(1,1) BA(1,9) PE(1,5) MG-RJ(1,1)
COMMERCE	PA(1,3) CE-PE-PN(1,2) BA(1,1) RS(1,0)
-COMMERCE AMBULANT	PA(2,3) PE(2,1) CE(2,0) BA(1,4)
-MARCHES	PE(3,3) BA(2,8) PA(2,1) SP(1,0)
TRANSPORT. COMMUN.	PA-RJ(1,2) PN(1,1) PE-BA-MG(1,0)
-TRANSPORTS transp. traç. anim.	PA(1,2) MG-RJ-PN(1,1) PE-BA(1,0) CE(2,0), BA-MG(1,5) PA-PE(1,3)
-COMMUNICATIONS	RJ(1,5)
PRESTAT. SERVICES	CE-MG-RJ-RS(1,1) BA(1,0)
-S. HERBEG. ALIMENT.	MG(1,2) BA-RJ-PN(1,1)
-S. REPAR. CONSERVAT. s. rép. cons. machin. s. rép. manut. véhic.	PN(1,3) BA(1,2) PE(1,1) PA-MG-RS(1,0) RJ(1,3) PE(1,2) PA-PN(1,1) CE(1,0) BA(1,3) PN(1,2) PE(1,1) MG-RS(1,0)
-S. PERSONNELS s. hygiène person. s. conf. s/mes. rep.	CE(2,4) PE(1,2) MG(1,0) PN(1,7) RJ(1,3) MG-SP(1,0) CE(3,1) PE(1,3) MG(1,1)
-S. DOMICILIAIRES s. cons. art. habil. s. vigil. et garde s. domest. remun.	MG-RJ(1,2) PE(1,1) BA-PN(1,0) BA(1,9), CE-PE(1,7) MG(1,6) PA(1,3) PE-RJ(1,2) PN(1,1) CE(1,0) MG(1,3) RJ-PN(1,1) PE-BA(1,0)
-S. DIVERS. RADIO, TV.	RJ-RS(1,3) PN(1,2) PA(1,1)
-S. TECHNIQ. PROFES.	RJ(1,4) SP(1,2) PN(1,0)
-S. AUXIL. ACT. ECON.	PA(1,4) PN-RS(1,2)
ACTIVIT. SOCIALES	PA-CE-MG-RJ-RS(1,1) PE-PN(1,0)
-S. COMMUN. SOCIAUX	RJ(1,4) PN-RS(1,1) CE(1,0)
-S. MEDICAL, OD., VET.	RJ(1,2) RS(1,1) SP(1,0)

-ENSEIGNMENT	PA-CE-MG(1,2) BA-PN-RS(1,1) PE(1,0)
ADMINIST.PUBLIQUE	PA-PE-RJ(1,2) RS(1,0)
-ADMINIST.PUBLIQUE	PE(1,2) PA-BA-PN(1,1)
-DEFENSE NAT.SECUR.	RJ(2,0) PA(1,4) RS(1,3) PE(1,1)
AUTRES ACTIVITES	RJ-SP-PN-RS(1,1)
-INST.CRED.ASS.CAP.	SP(1,3) RJ(1,2) PN(1,1) RS(1,0)
-COM.ADMIN.IMMEUB.	SP(1,4) RJ(1,3) PN(1,1)
-ORG.INTER.REP.ETR.	RJ(1,7)
-ACT.N/COMP.MAL DEF.	BA(1,7) PA(1,4) PE-RS(1,2) CE(1,0)
act.mal def.n/déc.	BA(1,7) PA(1,4) RS(1,3)
CHOMEURS	BA(2,2), PE(1,6) CE(1,5) PA(1,2) MG(1,1)

LEGENDE:BA=BAHIA; CE=CEARA; MG=MINAS GERAIS; PA=PARA;  
 PN=PARANA; RJ=RIO DE JANEIRO; RS=RIO GRANDE DO SUL;  
 SP=SAO PAULO;

Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.

l'hétérogénéité des activités regroupées dans chaque secteur. C'est le secteur de prestation de services qui présente la subdivision la plus détaillée. Nous pouvons y voir le poids des services domiciliaires (presque la moitié des travailleurs du secteur) à côté des services techniques professionnels, d'un effectif moindre, mais qui augmente le revenu moyen du secteur. La connaissance des branches des activités sociales est aussi importante, l'enseignement occupant presque 60% des effectifs. C'est aussi à ce niveau que nous pouvons avoir une idée de la part du commerce ambulant (séparé des marchés), important pour l'analyse du travail informel, au niveau national (9,1% du secteur commerce). Nous ne trouvons que deux uniques branches à prédominance rurale, de faibles effectifs, qui font partie du secteur industriel: l'industrie domiciliaire de

paille et l'industrie domiciliaire textile. La branche extraction minérale a elle aussi une importante participation rurale.

A ce niveau, nous disposons aussi de détails sur la participation féminine: aux activités sociales les femmes sont dominantes dans deux branches (enseignement et services medical, odontologique et vétérinaire). Dans la prestation de services elles sont très nombreuses dans la branche services domiciliaires et dans les services personnels. Dans trois des quatre branches choisies de l'industrie de transformation, elles ont aussi une participation importante, elles dépassent 70% des effectifs dans l'industrie domiciliaire de paille, dans l'industrie du vêtement et dans l'industrie domiciliaire textile.

Du point de vue de leur concentration spatiale, les deux industries domiciliaires sont plus importantes dans les Etats périphériques. Au Ceara, en particulier, on trouve 13,6% de la main d'oeuvre industrielle dans l'industrie domiciliaire textile et 13,1% dans l'industrie domiciliaire de paille, soit 72% de toute la P.E.A. nationale déclarée dans cette branche. Ceci montre encore aujourd'hui l'importance des activités artisanales dans cet Etat. Avec l'ensemble des travailleurs, y compris les administrateurs et techniciens, l'industrie textile et l'industrie du vêtement deviennent plus concentrées au Sao Paulo, au niveau des secteurs. L'extraction minérale nous l'avons vu, est liée à la disponibilité des ressources naturelles. Le commerce ambulant ainsi que les marchés, conservent leur prédominance dans les Etats périphériques.

Au niveau de classes d'activités nous avons: a) dans les autres industries, le nettoyage urbain, travail de bas revenus, est plus important dans les Etats périphériques; b) dans les transports et communications nous observons que le Ceara compte encore 7,1% des travailleurs dans le transport à traction animale, activité archaïque, de faible importance au niveau national; c) à la prestation de services, la classe services de confection sur mesure et de réparation qui correspond à 68% de la branche services personnels est assez féminine, aussi importante à la périphérie, surtout au Ceara où elle occupe 88,3% des personnes actives de la branche (57.216 personnes). Les services de conservation d'articles d'habillement, classés dans la branche services domiciliaires sont moins importants en nombre, assez féminins, et sont aussi plus caractéristiques des Etats périphériques et du Minas Gerais, ce qui vient confirmer la forte localisation des activités liées aux vêtements dans les Etats du nord; Aux Etats centraux se concentrent les services d'hygiène personnelle et les domestiques, activités liées à la demande comme nous l'avons vu dans l'analyse des occupations. Les trois autres classes n'ont pas de concentration spatiale spécifique: les services de réparation et conservation de machines, les services de manutention de véhicules, groupant plus de la moitié de sa branche et les services de vigilance et garde. Finalement, dans les activités non comprises et mal définies, la classe activités mal définies et mal déclarées est importante en nombre, n'ayant pas de concentration spatiale spécifique.

Cette analyse par secteur vient confirmer celle plus fine, réalisée antérieurement pour les occupations. Elle sera utile pour la comparaison avec les informations sur les revenus et les indicateurs complémentaires, plus nombreux à ce niveau.

#### 4.3 LE TRAVAIL INFORMEL - LE CRITERE DU REVENU

Les données sur les revenus représentent le critère indirect le plus important pour l'identification des activités informelles, à côté de la non-cotisation à la sécurité sociale, et ce avec l'avantage de couvrir un plus grand nombre de professions et d'être plus synthétique. En plus des distributions par classes de revenus on peut aussi arriver à des revenus moyens.

Nous allons diviser cette analyse en deux parties: l'analyse des revenus par secteurs d'activité (9 secteurs) et l'analyse par 32 occupations et groupes d'occupations.

##### 4.3.1 Les revenus par secteurs d'activité de la P.E.A.

L'analyse par secteur est très intéressante à cause de la disponibilité d'un nombre plus grand de variables, comme nous le verrons à la fin du chapitre. Elle nous permet aussi d'examiner la distribution des revenus, les sans revenus et les revenus moyens, bien que nous soyons limités ici par le faible niveau de désagrégation des données. Rappelons que celles-ci ne sont disponibles que pour neuf secteurs d'activité, l'agriculture étant mise de côté.

Les classes de revenus au sein de la P.E.A.: Les données originales étant trop détaillées (11 classes de revenus) nous avons préféré les regrouper en cinq classes: classe E (jusqu'à un salaire minimum),\*\* classe D (de 1 à 2 salaires minima), classe C (de 2 à 5 salaires minima), classe B (de 5 à 20 salaires minima) et classe A (plus de 20 salaires minima).

La classe qui nous intéresse le plus est, bien sûr, la classe E, car elle correspond, à peu près, à du travail informel, du point de vue du revenu. Une profession ne peut pas recevoir officiellement un salaire au-dessous du salaire minimum, sauf à temps partiel. Aussi les proportions qu'atteint la classe E, dans les différents secteurs nous donneront une estimation assez juste du "degré" d'informalité dans ces secteurs.

Au niveau national, la P.E.A. non-agricole a 26,2% de ses travailleurs dont les revenus sont dans la classe E. Les secteurs d'activité qui présentent les plus importants contingents des personnes dont les revenus se situent dans la classe E, sont par ordre décroissant: la prestation de services (l'unique avec un taux plus haut que la moyenne nationale, 49,7%), le commerce, les activités sociales, l'industrie de construction, l'industrie de transformation, les autres industries, l'administration publique, les transports et communications et la plus faible proportion se situe dans les autres activités (10,5%).

---

\*\* Le salaire minimum mensuel considéré par le recensement de 1980, pour tout le Brésil, était alors de 4.149,60 cruzeiros, soit l'équivalent de 72 dollars américains à l'époque.

Mais la situation varie beaucoup au niveau des Etats. D'abord les Etats périphériques et Minas dépassent la moyenne nationale dans l'ordre suivant: Ceara (53,3%), Pernambuco, Bahia, Para et Minas. Cette information est très importante, parce qu'elle synthétise une situation de pauvreté très grave dans les Etats périphériques, surtout au Ceara, où plus de la moitié de la P.E.A. non-agricole reçoit des revenus inférieurs au salaire minimum.

Les Etats centraux ont une situation de loin meilleure. Sao Paulo a la plus faible proportion de la P.E.A. dans la classe E: 14,6% suivi du Rio de Janeiro, Rio Grande do Sul et Parana, ce qui nous montre que l'ordre établi par les revenus est bien en accord avec la notion centre-périphérie et dans ce cas, Minas présente une situation proche des Etats périphériques. Suivant cet ordre, nous trouvons au Sao Paulo une concentration de revenus jusqu'à un salaire minimum seulement dans la prestation de services (35,6%) et le commerce (15,8%); au Rio de Janeiro l'ordre est le même: prestation de services (37,6%) et commerce (17,8%); au Rio Grande do Sul la proportion des travailleurs avec des revenus dans la classe E au niveau de la prestation de services s'élève à 48,3%, cette fois-ci suivie par le bâtiment (19,9%) et le commerce (19,8%); au Parana vient la prestation des services (51,4%), suivie des activités sociales (26,3%) et du commerce (22%); au Minas le plus haut pourcentage des travailleurs dans la classe E est observé dans les services (62,5%), suivis du commerce (29,9%) et de l'industrie de transformation (25,8%).

Dans les Etats périphériques, la situation est bien pire, comme il fallait s'y attendre: le Para a 57,5% de la P.E.A. des services dans cette catégorie, 50,4% dans les activités sociales, et 37,4% dans l'industrie de transformation; à Bahia la prestation de services voit s'élever à 62,9% le pourcentage de ses travailleurs dans la classe E, et celui-ci atteint un niveau élevé dans les activités sociales (39%), commerce (36,6%) et industrie de transformation (36%); au Pernambuco, la proportion de travailleurs dans la classe E, dans la prestation de services monte à 69,1% et les industries de transformation, le commerce et le bâtiment dépassent les 40% dans cet Etat; finalement au Ceara les résultats nous indiquent une situation d'une extrême pauvreté: 73,7% de la P.E.A. dans la prestation de services et 72% de la P.E.A. dans les industries de transformation reçoivent jusqu'à un salaire minimum. Dans les activités sociales ce pourcentage dépasse 50% et il dépasse 40% dans les autres industries, le bâtiment et le commerce.

Des résultats comme ceux du Ceara confirment que la P.E.A. dans le secteur industrie de transformation, par exemple, est, de fait, en majorité non-manufacturière et regroupe des activités artisanales, domestiques et traditionnelles, surtout informelles.

Dans tous les Etats, la prestation de services est celle qui a les plus fortes proportions de travailleurs dans la classe E, et ce secteur pourrait ainsi avoir le plus de travail informel selon ce critère. La situation régionale fait augmenter cette proportion du centre à la périphérie: Sao Paulo avec 35,6% et Ceara avec 73,7% des travailleurs en services avec un revenu jusqu'à un salaire minimum.



2 Nous avons calculé les écarts des moyennes nationales des proportions de travailleurs jusqu'à un salaire minimum dans les neuf secteurs. Les résultats sont regroupés dans le Tableau 15 qui nous donne une bonne idée de la situation des Etats centraux et périphériques.

TABLEAU 15

TRAVAILLEURS RECEVANT JUSQU'A UN SALAIRE MINIMUM: ECARTS DES MOYENNES NATIONALES (PAR SECTEUR) - 1980

SECTEURS	PA	CE	PE	BA	MG	RJ	SP	PN	RS
I. TRANSFOR.	+18,0	+52,6	+26,0	+16,6	+6,4	-5,9	-10,9	+1,0	-1,1
I. BATIMENT	+3,1	+25,9	+19,5	+8,8	+2,6	-7,8	-11,7	-5,7	-1,6
AUTS. INDS.	-4,9	+29,4	+12,8	+10,5	+5,2	-10,7	-12,1	-6,0	-2,3
COMMERCE	+5,9	+18,8	+16,6	+11,0	+4,3	-7,8	-9,8	-3,6	-5,8
TRANSP. COM.	+7,5	+19,3	+12,5	+7,6	+2,7	-5,3	-6,5	-2,7	-3,0
P. SERVICES	+7,8	+24,0	+19,4	+13,2	+12,8	-12,1	-14,1	+1,7	-1,4
AC. SOCIAL.	+26,3	+32,1	+12,3	+14,9	-0,4	-11,8	-14,5	+2,2	-7,1
ADMIN. PUBL.	+8,0	+14,3	+8,6	+9,1	+3,6	-5,8	-9,7	-0,2	+1,4
AUT. ACTIV.	+9,3	+12,7	+11,0	+10,5	+2,0	-4,1	-6,0	-1,1	+0,8
N/AGRIC.	+9,8	+27,1	+16,9	+10,7	+6,5	-7,7	-11,6	-0,1	-2,5

LEGENDE: BA=BAHIA; CE=CEARA; MG= MINAS GERAIS; PA= PARA;  
PE= PERNAMBUCO; PN=PARANA; RJ=RIO DE JANEIRO; RS=RIO GRANDE  
DO SUL; SP= SAO PAULO;

Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.

Le Ceara, le Pernambuco et Bahia, en plus d'avoir les trois écarts de la moyenne nationale les plus élevés ont tous les secteurs avec des écarts positifs (donc contingents plus élevés de personnes dans la catégorie). Le Para vient en quatrième place et est l'unique Etat périphérique à avoir un secteur avec écarts négatifs (autres industries, à cause de l'extraction minérale).

Dans les Etats centraux, Minas Gerais, se retrouve dans une situation proche de celle des Etats du nord, avec à peine un secteur avec écart de la moyenne nationale négatif; il est suivi du Rio Grande do Sul et du Paraná, ces deux Etats ont la majorité des écarts négatifs. Sao Paulo et Rio de Janeiro sont les seuls à présenter tous les écarts négatifs des moyennes nationales.

Ceci montre que dans ces Etats centraux, en dépit des migrations, la situation des travailleurs est la meilleure, et que l'hypothèse numéro 4 est correcte ("Les activités de bas revenus seraient prédominantes à la périphérie").

La P.E.A. sans revenus: Au niveau des secteurs d'activités nous avons aussi des données sur le nombre de travailleurs de la P.E.A. sans revenus. Au total ils dépassent 2,4 millions, mais dans les activités non-agricoles ils ne sont que 260.000 soit 0,9% de la P.E.A.. Encore une fois - à l'exception du Parana (1,4%) - les Etats périphériques ont les plus fortes proportions de gens travaillant sans revenus: Para (1,2%), Ceara, Pernambuco et Bahia. Le plus faible pourcentage se trouve au Rio de Janeiro (0,5%).

Au niveau sectoriel ils sont plus nombreux dans les autres activités et dans le commerce (1,6%), mais on les retrouve aussi dans les activités sociales et dans la prestation de services.

Au Parana ce sont les autres industries (2,8%), suivies des autres activités (1,8%), qui ont les plus forts taux de personnes travaillant sans revenus; Au Para, on trouve un taux élevé de sans revenus (5,5%) parmi les autres activités; au Ceara, 2,1% des travailleurs sont dans les autres activités; à Bahia 4% des travailleurs dans les autres activités sont sans revenus; au Pernambuco on trouve un taux de 2% de sans revenus dans les autres activités et dans le commerce; au Rio Grande do Sul le taux le plus élevé des sans revenus est dans autres activités (2%); au Minas Gerais il est au commerce (1,4%); au Sao Paulo aussi au commerce (1,6%) et au Rio de Janeiro, dans les activités sociales (1,4%).

Les revenus moyens de la P.E.A.: pour chacune des 11 classes de revenus nous avons calculé le revenu moyen et nous avons multiplié chaque revenu moyen de la classe par les effectifs de chaque classe. Nous avons, ensuite, additionné ces totaux et les avons divisés par les effectifs de chaque secteur d'activité. Ce calcul nous a donné le revenu moyen pour chacun des neuf secteurs d'activité dans les neuf Etats et au niveau national.

Au niveau national, le secteur qui a le plus haut revenu moyen, soit Cr\$20.164,40, ou 4,9 salaires minima de 1980, est celui des autres activités. En ordre décroissant, viennent ensuite l'administration publique, les autres industries, les transports et communications, les activités sociales, les industries de transformation, le commerce, le bâtiment et le plus bas revenu moyen est celui de la prestation de services (Cr\$8.624,20, soit deux salaires minima).

Mais la situation est très différente selon les Etats, confirmant encore l'organisation centre-périphérie. Le plus haut revenu moyen est celui de Sao Paulo (Cr\$15.150, soit 3,7 salaires minima), suivi de celui de Rio de Janeiro, les seuls supérieurs à la moyenne nationale (Cr\$12.201). Ensuite viennent les autres Etats centraux: Rio Grande do Sul, Parana et Minas. Tous les Etats périphériques ont des revenus moyens plus bas que ceux des Etats centraux. Le Ceara avec Cr\$6.809, soit 1,6 salaires minima, correspond à 56% du revenu national et équivaut à peine à 45% de celui de Sao Paulo.

La différenciation centre-périphérie joue au niveau même des secteurs d'activités: dans les Etats de São Paulo et Rio de Janeiro tous les secteurs ont des revenus moyens plus élevés que les secteurs au niveau national; Rio Grande do Sul a dans le commerce, les transports, la prestation de services et activités sociales des revenus moyens plus hauts que les moyennes nationales; au Parana ce sont le bâtiment, le commerce et les transports et au Minas les autres activités; dans les Etats périphériques, seul le Para a un revenu moyen qui dépasse la moyenne nationale, dans le bâtiment et dans les autres industries. Le Ceara a les plus bas revenus moyens de l'industrie de transformation (Cr\$4.807), du bâtiment, des autres industries, des transports, de la prestation de services (Cr\$4.438) et des activités sociales, laissant les plus bas revenus du commerce au Pernambuco, aux autres activités à Bahia et à l'administration publique au Parana, unique cas dans le centre.

#### 4.3.2 Les revenus par occupations

Dans cette partie nous allons examiner aussi chacune des 32 occupations ou groupes d'occupations disposant de données sur les revenus, afin de préciser l'analyse de la distribution des revenus amorcée à la section précédente, distribution qui, on le sait, s'articule étroitement à celle du travail informel. Nous allons examiner la classe E des revenus, les sans revenus et les revenus moyens. Les résultats sont différents de l'analyse par secteurs, d'abord à cause de la séparation des occupations techniques et administratives, mais aussi parce qu'il existe un plus grand nombre de détails des occupations.

Les classes de revenus au sein des occupations: comme dans l'analyse par secteur d'activités, nous avons regroupé les classes de revenus en cinq classes (A, B, C, D, et E). Mais c'est sur la classe E, soit celle des occupations qui reçoivent jusqu'à un salaire minimum, que nous ferons porter essentiellement notre analyse.

Au niveau national, les personnes occupées dont les revenus sont dans la classe E constituent 26,9% de la P.E.A. non-agricole. Les occupations et groupes d'occupations suivantes dépassent cette moyenne: occupations domestiques (82%), occupations en services d'hygiène personnelle (65,5%), les occupations de la prestation de services\*\* (62,3%), occupation de l'industrie de la céramique et du verre (49,9%), occupations dans l'industrie du vêtement (47,2%).

---

\*\* Rappelons que ce pourcentage ne s'élevait qu'à 49,7% pour le secteur d'activité, qui regroupe, entre autres, les services techniques-professionnels.

vendeurs de journaux et revues (43,6%), portiers, liftiers, gardes de nuit et servants (40,5%), occupations dans l'industrie d'aliments et boissons (39,7%), occupations dans l'industrie textile (38,4%), ambulants (37,9%), occupations dans l'industrie du cuir (33,1%), occupations de la production extractive minérale (30,7%), commerçants (27,3%) et autres occupations, occupations mal définies ou non-déclarées (27,1%) (Voir Figure 2).

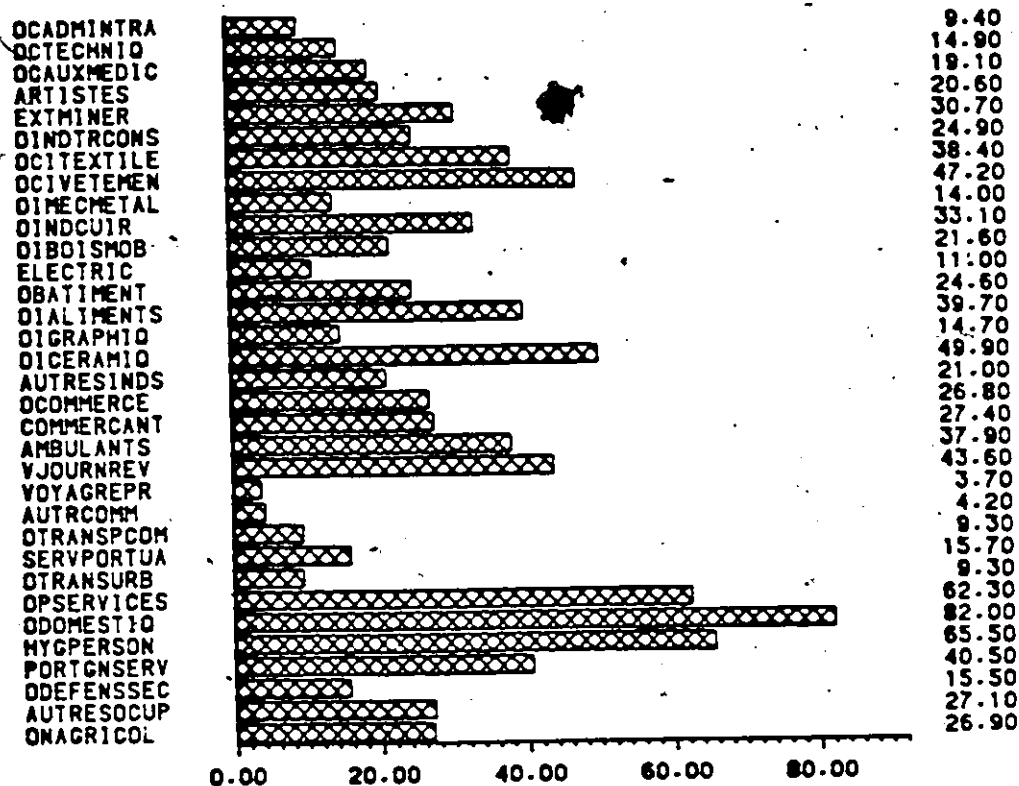
Pour les occupations qui dépassent la moitié des effectifs dans la classe des revenus de moins d'un salaire minimum, les occupations domestiques, par exemple, on peut souligner que les personnes dans cette occupation sont nourries au travail et souvent logées, en plus de leur salaire. Pour les occupations en services d'hygiène personnelle le travail partiel est important. Mais pour les occupations dites "industrielles", on n'a pas d'explication pour la présence de nombreux contingents de bas revenus, si ce n'est l'existence d'effectifs importants de travailleurs informels, ou de la permanence du travail artisanal.

Le plus faible effectif de travailleurs dans la classe E est celui des occupations des transports et communications et des occupations administratives. De fait, les occupations administratives, avec 16,9% des effectifs, ont 50% de leur travailleurs dans la classe de revenu A (plus de 20 salaires minima). Si on ajoute à celles-ci les occupations techniques (9,2% des effectifs), elles totalisent 25% des personnes occupées avec 80% des travailleurs dans la classe de revenu A.

Figure 2:

### TRAVAILLEURS AVEC REVENUS JUSQU'A UN S.M. PAR OCCUPATION (X) - 1980

- BRESIL  
OCUP.



LEGENDE: OCADMINIS: Occupations administratives; OCTECHNIQ: Occup. techniques;  
OCAUXMEDI: Occup. auxiliaires de la médecine; ARTISTES; EXTMINER:  
Occup. dans la production de l'extraction minière; OINDTRCONS: Occup.  
dans l'industrie de la transformation et de la construction; OCITEXILE:  
Occup. dans l'industrie textile; OCIVETEMEN: Occupation dans l'ind. du  
vêtement; OIMECETAL: Occup. dans l'ind. mécanique et métallurgique;  
OINDCUIR: Occup. dans l'ind. du cuir; OIBOISMOB: Occup. dans l'ind. du  
bois et du mobilier; ELECTRIC: Electriciens; OBATIMENT: Occup. du bâ-  
timent; OIALIMENTS: Occup. dans l'ind. d'aliments et de boissons;  
OIGRAPHIQ: Occup. de l'ind. graphique; OICERAMIQ: Occup. de l'ind.  
céramique et du verre; AUTRESINDS: Autres occupations industrielles;  
OCOMMERCE: Occup. du commerce; COMMERCANTS; AMBULANTS; VJOURNREV:  
Vendeurs de journaux et revues; VOYAGREPR: Voyageurs Représentants,  
Colporteurs; AUTRCOMM: Autres occup. du commerce; OTRANSPCOM: Occup.  
du transport et communications; SERVPORTUA: Occup. des services por-  
tuaires; OTRANSURB: Occup. des transports urbains et routiers; OPSRVI-  
CES: Occup. de la prestation de services; ODOMESTIQ: Occup. domestiques  
rémunérées; HYGPERSON: Occup. des services d'hygiène personnelle;  
PORTGNSERV: Portiers, Gardes de nuit, Liftiers et Servants; ODEFENSSEC:  
Occup. de la défense et de la sécurité; AUTRESOCUP: Autres occupations;  
ONAGRICOL: P.E.A. non-agricole;

SOURCE DES DONNEES: I.B.G.E., 1983-C

Lorsque l'on examine la situation par Etat on peut voir une nette division centre-périphérie, maintenant encore plus claire que dans l'analyse sectorielle. (Voir les Figure 3 et Figure 4 avec les moyennes pour les occupations dans les Etats centraux et pour les Etats périphériques dans la catégorie de revenu allant jusqu'à un salaire minimum).

Sao Paulo (14,8%), Rio de Janeiro, Rio Grande do Sul et Parana ont des participations dans la classe de revenu E inférieures à la moyenne nationale, suivies par Minas Gerais; les Etats périphériques (Para, Bahia, Pernambuco et Ceara) dépassent cette moyenne. L'ordre est donc le même que celui qui est apparu dans le cadre de l'analyse par-secteur.

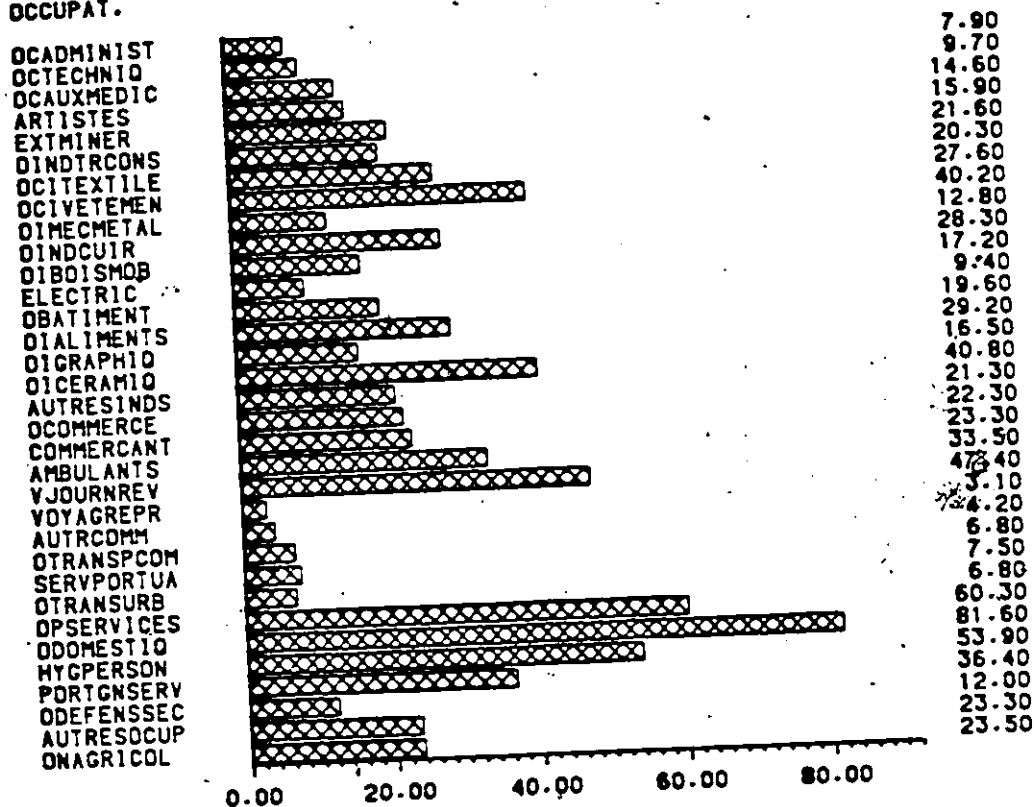
Si l'on combine l'information sectorielle avec les données par Etat, nous avons des indications très intéressantes, qui viennent compléter celles que l'on a observées au niveau des secteurs. D'abord nous avons fait l'analyse des écarts des moyennes nationales, comme nous l'avons fait pour les secteurs (Voir Tableau 16). Au niveau des occupations les informations sur les revenus couvrent 32 occupations ou groupes d'occupations, qui ont présenté la même division centre-périphérie: le Ceara et le Pernambuco avec les deux plus forts écarts moyens, ont toutes leurs occupations avec des proportions supérieures aux moyennes nationales; l'Etat de Bahia présente une occupation avec écart négatif et le Para quatre, cette fois-ci. Les Etats centraux de Sao Paulo et Rio de Janeiro ont les écarts moyens négatifs les plus forts et toutes leurs occupations sont négatives. Le Rio Grande do Sul et le Parana ont encore leur moyennes négatives et plus de la moitié de leurs occupations ont des



Figure 3:

### TRAVAILLEURS AVEC REVENUS JUSQU'À UN S.M. PAR OCCUPATION (%) - 1980

- ETATS CENTRAUX  
OCCUPAT.

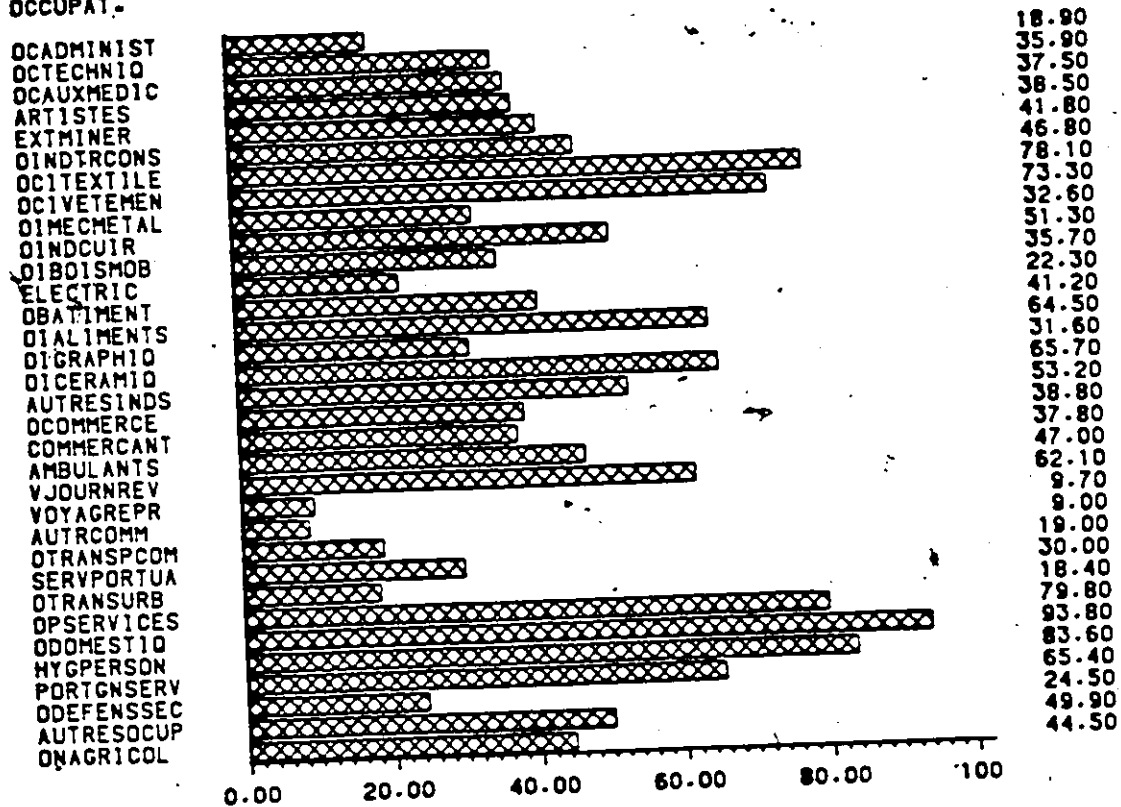


LEGENDE: OADMINIS: Occupations administratives; OCTECHNIQ: Occup. techniques;  
 OCAUXMEDIC: Occup. auxiliaires de la médecine; ARTISTES; EXTMINER:  
 Occup. dans la production de l'extraction minière; OINDTRCONS: Occup.  
 dans l'industrie de la transformation et de la construction; OCITEXTILE:  
 Occup. dans l'industrie textile; OCIVETEMEN: Occupation dans l'ind. du  
 vêtement; OIMECMETAL: Occup. dans l'ind. mécanique et métallurgique;  
 OINDCUIR: Occup. dans l'ind. du cuir; OIBOISMOB: Occup. dans l'ind. du  
 bois et du mobilier; ELECTRIC: Electriciens; OBATIMENT: Occup. du bî-  
 riment; OIALIMENTS: Occup. dans l'ind. d'aliments et de boissons;  
 OIGRAPHIQ: Occup. de l'ind. graphique; OICERAMIQ: Occup. de l'ind.  
 céramique et du verre; AUTRESINDS: Autres occupations industrielles;  
 OCOMMERCE: Occup. du commerce; COMMERCIANTS; AMBULANTS; VJOURNREV:  
 Vendeurs de journaux et revues; VOYAGREPR: Voyageurs, Représentants,  
 Colporteurs; AUTRCOMM: Autres occup. du commerce; OTRANSPCOM: Occup.  
 du transport et communications; SERVPORTUA: Occup. des services por-  
 tuaires; OTRANSURB: Occup. des transports urbains et routiers; OPSERVI-  
 CES: Occup. de la prestation de services; ODOMESTIQ: Occup. domestiques  
 rémunérées; HYCPERSON: Occup. des services d'hygiène personnelle;  
 PORTGNSERV: Portiers, Gardes de nuit, Liftiers et Servants; ODEFENSSEC:  
 Occup. de la défense et de la sécurité; AUTRESOCCUP: Autres occupations;  
 ONAGRICOL: P.E.A. non-agricole;

SOURCE DES DONNEES: I.B.G.E., 1983-C

Figure 4

**TRAVAILLEURS AVEC REVENUS JUSQU'A UN S.M. PAR OCCUPATION (%) - 1980**  
**- ETATS PERIPHERIQUES**  
**OCCUPAT.**



LEGENDE: OADMINIS: Occupations administratives; OCTECHNIO: Occup. techniques;  
 OCAUXMEDI: Occup. auxiliaires de la médecine; ARTISTES; EXTMINER:  
 Occup. dans la production de l'extraction minière; OINDTRCONS: Occup.  
 dans l'industrie de la transformation et de la construction; OCITEXTILE:  
 Occup. dans l'industrie textile; OCIVETEMEN: Occupation dans l'ind. du  
 vêtement; OIMECMETAL: Occup. dans l'ind. mécanique et métallurgique;  
 OINDCUIR: Occup. dans l'ind. du cuir; OIBOISMOB: Occup. dans l'ind. du  
 bois et du mobilier; ELECTRIC: Electriciens; OBATIMENT: Occup. du bâ-  
 timent; OIALIMENTS: Occup. dans l'ind. d'aliments et de boissons;  
 OIGRAPHIQ: Occup. de l'ind. graphique; OICERAMIQ: Occup. de l'ind.  
 céramique et du verre; AUTRESINDS: Autres occupations industrielles;  
 OCCOMMERCE: Occup. du commerce; COMMERCANTS; AMBULANTS; VJOURNREV:  
 Vendeurs de journaux et revues; VOYAGREPR: Voyageurs, Représentants,  
 Colporteurs; AUTRCOMM: Autres occup. du commerce; OTRANSPCOM: Occup.  
 du transport et communications; SERVPORTUA: Occup. des services por-  
 tuaires; OTRANSURB: Occup. des transports urbains et routiers; OPSERVI-  
 CES: Occup. de la prestation de services; ODOMESTIQ: Occup. domestiques  
 rémunérées; HYGPERSON: Occup. des services d'hygiène personnelle;  
 PORTGNSERV: Portiers, Gardes de nuit, Liffiers et Servants; ODEFENSEC:  
 Occup. de la défense et de la sécurité; AUTRESOCCUP: Autres occupations;  
 ONAGRICOL: P.E.A. non-agricole.

SOURCE DES DONNEES: I.B.G.E., 1983-C

écarts avec valeurs négatives. Minas Gerais, encore une fois s'approche des Etats périphériques: moyenne supérieure à la nationale et à peine trois occupations avec des écarts négatifs. L'Etat de Minas Gerais vient nuancer la coupure centre-périphérie, mais n'invalide pas le caractère général de l'hypothèse numéro 4 ("Les activités de bas revenus seraient prédominantes à la périphérie").

Ensuite nous avons examiné 10 des 32 groupes ou sous-groupes d'occupations de chaque Etat analysé, soit ceux qui avaient le plus de personnes dans la classe E de revenus (Voir Tableau 17).

Dans tous les Etats, les domestiques représentent l'occupation qui a les plus fortes proportions de personnes dans cette classe de bas revenus, allant de 68% au Rio de Janeiro et 69% au Sao Paulo, jusqu'à 97% au Pernambuco. Les occupations domestiques correspondent à presque 50% des occupations de la prestation de services, ce qui place les services en deuxième place au Sao Paulo et Parana, troisième en six autres Etats et cinquième à peine au Ceara. Les occupations dans les services d'hygiène personnelle sont en deuxième position dans cinq Etats, troisième au Sao Paulo et quatrième dans quatre autres Etats... Il faut rappeler que dans ce sous-groupe les blanchisseuses et repasseuses comptent pour plus de la moitié de la catégorie. Les portiers, liftiers, gardes de nuit et servants, ont aussi dans tous les Etats, de fortes proportions de travailleurs dans la classe E, mais leur position est meilleure que celle des autres sous-groupes.

TABLEAU 16

TRAVAILLEURS RECEVANT JUSQU'A UN SALAIRE MINIMUM: ECARTS DES  
MOYENNES NATIONALES (PAR OCCUPATIONS)- 1980

GROUP, S/GR.	PA	CE	PE	BA	MG	RJ	SP	PN	RS
ADMINISTR.	+6,0	+18,5	+7,2	+6,2	+2,3	-4,4	-4,6	+0,6	-1,3
TECHNIQUES	+23,5	+34,1	+12,0	+14,5	-2,0	-9,2	-11,3	+2,1	-5,6
aux.medic.	+12,3	+34,1	+10,7	+16,3	+4,7	-8,2	-12,5	-1,1	-5,4
artistes	+6,8	+37,3	+14,5	+13,0	+4,8	-11,6	-10,9	-2,2	-3,5
PR.EX.MIN.	-26,7	+40,6	+22,7	+7,8	+7,8	-13,9	-21,3	-10,1	-8,2
I.TR.CONST.	+7,6	+42,9	+24,5	+12,7	+4,8	-8,5	-13,4	-3,2	-2,7
i.mec.met.	+10,6	+30,0	+19,9	+14,0	+4,9	-3,5	-8,0	+2,3	-1,9
i.textile	+35,0	+54,6	+29,7	+39,3	+3,5	-13,2	-27,8	-6,1	-10,3
i.vêtement	+10,8	+40,5	+32,2	+21,0	+12,5	-13,6	-18,9	-0,8	-15,8
ind.cuir	-11,2	+38,6	+26,9	+18,3	+12,5	-12,2	-14,1	-4,6	-5,6
i.bois/mob.	+2,7	+26,7	+18,4	+8,5	+3,3	-10,2	-10,9	-0,6	-3,4
électric.	+7,6	+17,0	+12,7	+8,0	+1,3	-4,4	-5,3	+0,7	-0,5
i.bâtiment	+6,3	+27,3	+22,1	+10,5	+3,7	-8,3	-13,7	-5,6	-1,3
i.aliments	+19,7	+44,3	+16,6	+18,6	+3,9	-16,7	-24,6	-11,9	-3,2
i.graphiq.	+9,2	+19,5	+16,4	+22,3	+10,8	-4,6	-6,8	+7,8	+1,6
i.céramiq.	-1,8	+29,4	+23,6	+11,8	+3,6	-16,2	-15,3	-8,1	-9,3
aut.o.inds.	+23,7	+48,7	+32,6	+23,7	+7,7	-0,8	-10,7	+2,3	+3,1
COMMERCE	+4,4	+17,1	+16,2	+10,3	+4,3	-7,2	-11,0	-3,0	-5,8
commerçants	+2,7	+14,9	+14,3	+9,6	+5,5	-6,6	-10,5	-3,0	-5,9
ambulants	-1,0	+18,4	+14,1	+5,0	+2,8	-11,2	-13,5	+1,4	-1,6
v.jou.rev.	+18,5	+22,4	+18,0	+15,0	+14,8	-13,4	-18,1	+9,7	+26,0
voyg.,repr.	+4,7	+11,2	+5,5	+2,6	+0,5	-0,9	-1,4	-0,6	-0,7
aut.o.com.	+6,4	+6,2	+2,9	+3,7	+0,6	-1,7	-1,6	+2,4	0,0
TRANSP.COM.	+5,5	+16,8	+12,3	+4,2	+1,2	-5,0	-6,2	-2,1	-0,6
serv.port.	+10,9	+36,7	+11,0	-1,5	-13,1	-10,4	-14,0	-10,3	+6,9
tr.urb.rou.	+2,1	+16,9	+13,0	+4,2	+1,7	-4,6	-6,1	-2,3	-1,0
P.SERVICES	+13,9	+22,0	+17,8	+16,2	+14,2	-13,9	-16,7	+4,7	+1,8
domest.rem.	+10,4	+12,0	+14,5	+10,1	+11,0	-13,6	-13,5	+10,0	+4,3
s.hyg.pers.	+12,1	+21,0	+20,6	+18,6	+11,2	-9,7	-28,1	-13,7	-17,6
p.,g.n.,se.	+24,9	+35,1	+20,2	+19,3	+8,2	-13,8	-16,9	-0,2	+2,4
DEFEN. SEC.	+9,8	+17,1	+6,7	+2,5	-4,5	-2,1	-9,5	-6,0	+6,4
AUT.OCCUP.	+17,2	+33,7	+24,6	+15,6	+7,5	-9,2	-14,1	-1,0	+15,2
N/AGRICOL.	+9,4	+30,4	+18,4	+12,3	+6,3	-7,8	-12,1	-0,5	-2,7

LEGENDE: BA=BAHIA; CE=CEARA; MG= MINAS GERAIS; PA= PARA;  
PE= PERNAMBUCO; PN=PARANA; RJ=RIO DE JANEIRO; RS=RIO GRANDE  
DO SUL; SP= SAO PAULO;

Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.

TABLEAU 17.

PROPORTION DES OCCUPATIONS DANS LA CLASSE E, PAR ETAT (%)

PARA	CEARA	PERNAM	BAHIA	MINAS	RIO	SPAULO	PARANA	RGSUL
dom.	dom.	dom.	dom.	dom.	dom.	dom.	dom.	dom.
92	94	97	92	93	68	69	92	86
h.p.	i.t.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	ser.	ser.	v.j.
78	93	86	84	77	56	46	67	70
ser.	i.v.	ser.	ser.	ser.	ser.	h.p.	v.j.	ser.
76	88	80	79	77	48	37	53	64
i.t.	h.p.	i.v.	i.t.	i.v.	icv.	icv.	h.p.	h.p.
73	86	79	83	60	34	35	52	48
plgs	ser.	icv.	i.v.	v.j.	i.v.	i.v.	i.v.	plgs
65	84	74	68	58	34	28	48	43
v.j.	iab.	i.t.	icv.	icv.	v.j.	v.j.	icv.	icv.
62	84	68	62	54	30	26	42	41
iab.	icv.	v.j.	plgs	i.t.	amb.	amb.	plgs	iab.
59	79	62	60	50	27	24	40	37
i.v.	plgs	plgs	v.j.	plgs	plgs	plgs	amb.	amb.
58	76	61	59	49	27	24	39	36
icv.	i.c.	i.c.	iab.	i.c.	i.t.	i.c.	i.t.	i.v.
48	72	60	58	46	25	19	32	31
a.i.	e.m.	iab.	i.c.	iab.	iab.	com.	i.c.	i.t.
45	71	56	51	44	23	17	29	28

Légende des occupations: dom.: domestiques; h.p.: hygiène personnelle; i.t.: industrie textile; ser.: prestation de services; v.j.: vendeurs de journaux et revues; i.v.: industrie du vêtement; icv.: industrie céramique et du verre; plgs: portiers, liftiers, gardes de nuit et servants; iab.: industrie d'aliments et boissons; amb.: ambulants; i.c.: industrie du cuir; a.i.: autres industries; e.m.: production dans la extraction minérale; com.: commerçants;

Sources: IBGE 1983-c. Calculs de l'auteur.

Les occupations dans l'industrie du vêtement et les occupations de l'industrie céramique et du verre sont aussi parmi les occupations qui, dans tous les Etats ont des effectifs élevés dans la classe E. De même, dans presque tous les Etats, on trouve les occupations dans l'industrie textile (avec des fortes proportions dans les Etats périphériques), du cuir et des aliments, ce qui montre les proportions importantes de personnes travaillant hors-manufactures dans ces occupations, et ce qui peut indiquer aussi un important contingent d'activités artisanales et traditionnelles.

Dans le commerce, des six groupes d'occupations pour lesquels on dispose de ces informations, ce sont les vendeurs de journaux et revues qui apparaissent avec les revenus les plus bas et ce pour huit Etats, sauf au Ceara. Les ambulants, (dans ce cas, on inclut les marchands) occupation très informelle, apparaissent seulement dans quatre Etats centraux, montrant que, dans les Etats périphériques, d'autres occupations avec des définitions en apparence plus "formelles" sont des foyers beaucoup plus importants pour les contingents de plus bas revenus.

Comme on peut l'observer il ne s'agit pas seulement d'un problème de degré d'informalité croissante (comme pour les occupations domestiques), mais il existe aussi un changement d'occupations au niveau spatial: alors qu'au Sao Paulo ce sont trois occupations liées aux services (travaux de basse rémunération) qui tiennent les premiers rangs, au Ceara, à l'opposé, nous trouvons deux occupations "industrielles" en deuxième et troisième place pour la proportion des travailleurs dans la classe de revenus E. Ceci

peut nous rappeler que certaines occupations comme l'"industrie textile", au Ceara, avec 93% des travailleurs recevant moins d'un salaire minimum, a très peu à voir avec la même occupation au Sao Paulo, où il n'y a que 10,6% de personnes dans cette classe de revenus.

Aussi, tandis que les pourcentages sont les plus bas au Sao Paulo, suivi par les autres Etats centraux, dans les Etats périphériques et dans une certaine mesure au Minas Gerais, les pourcentages restent forts: plus de 40% au Minas Gerais et Para, et plus de 50% à Bahia et Pernambuco. Au Ceara, la situation est très grave car 10 des 32 occupations ont plus de 70% des travailleurs avec des revenus jusqu'à un salaire minimum.

Les occupations sans revenu: Nous pouvons faire un parallèle avec l'analyse des sans revenus par secteurs d'activité, à la section précédente, au niveau de 32 occupations et groupes d'occupations pour lesquels l'information est disponible. Le total national (non-agricole) est très proche du sectoriel: 0,9% des personnes occupées dans cette catégorie. Les Etats périphériques et ceux de l'extrême sud dépassent la moyenne nationale: Parana (1,5%), Para, Ceara, Bahia, Pernambuco et Rio Grande do Sul. Rio de Janeiro a aussi le plus faible taux (0,5%).

Par occupation ou groupe d'occupation, les sans revenus sont plus nombreux, au niveau national, dans les occupations suivantes: industrie céramique et du verre (4,2%), autres occupations (2,3%), production extractive minérale (1,8%), artistes (1,2%), industrie du cuir et industrie d'aliments et boissons et domestiques (1,1%).

Au niveau des Etats, la situation est la suivante: 1) au Parana, les occupations où plus de 3% sont sans revenus: industrie céramique et du verre (6,7%), commerçants (4,7%), industrie du cuir (3,4%) et les autres occupations (3,2%); 2) Au Para ce sont l'industrie céramique et du verre (4,6%) et les autres occupations (4,2%); 3) Au Ceara, l'industrie céramique et du verre (4,4%) et l'industrie du cuir (3%) dépassent les 3%; 4) A Bahia, on trouve des taux élevés dans l'industrie céramique et du verre (6,2%), l'industrie du cuir (5,8%), chez les vendeurs de journaux et revues (4,9%) et dans les autres occupations (3,8%); 5) A Pernambuco seulement dans l'industrie céramique et du verre (3,6%); 6) Au Rio Grande do Sul les occupations suivantes ont des taux supérieurs à 3%: industrie céramique et du verre (3,3%), autres occupations (3,2%) et production extractive minérale (3%).

Les autres Etats avec des taux plus bas que le taux national sont: 7) Minas: seulement deux occupations: industrie céramique et du verre (3,5%) et vendeurs de journaux et revues (3%); 8) Sao Paulo, a toutes les occupations avec des taux inférieurs à 1,3%; 9) Finalement, Rio de Janeiro avec le plus faible taux national, a néanmoins, encore trois occupations avec plus de 3% des travailleurs sans revenus: ambulants (4,1%), industrie de céramique et du verre (3,9%) et vendeurs de journaux et revues (3,1%).

Encore une fois, Sao Paulo se montre le plus formalisé des Etats du Brésil, avec de très bas pourcentages de gens sans revenus.

Les revenus moyens des occupations: Comme dans l'analyse au niveau des secteurs, nous avons calculé les revenus moyens pour



chaque occupation ou groupe d'occupation. Ces résultats sont intéressants parce qu'ils couvrent des occupations "libres" des professionnels libéraux, comme la prestation de services. Ils sont en même temps disponibles pour un total de 32 occupations ou groupe d'occupations.

Nous avons trouvé les plus hauts revenus suivants pour chaque Etat: les voyageurs, représentants et colporteurs constituent le groupe d'occupations avec les plus hauts revenus dans sept Etats analysés (au Sao Paulo, avec Cr\$32.431, soit 7,8 salaires minima). Les occupations techniques (Cr\$31.656) au Rio de Janeiro et les occupations de la production extractive minérale (Cr\$25.682) au Para fournissent les revenus les plus élevés dans ces deux Etats. Les plus bas revenus se retrouvent, pour tous les Etats, dans la catégorie des domestiques, avec les moins bas au Sao Paulo (Cr\$3.537); ils tombent à la somme dérisoire de Cr\$1.262 au Ceara.

Le revenu moyen, lui aussi, peut être un excellent indicateur d'une organisation centre-périphérie, comme nous l'avons vu dans l'analyse par secteur d'activité. La distribution est presque la même: Sao Paulo et Rio de Janeiro dépassent la moyenne nationale, suivis des Etats centraux du Rio Grande do Sul, Parana et Minas Gerais et des Etats périphériques de Para, Bahia, Pernambuco et Ceara.

Une autre indication importante nous est donnée par les revenus moyens lorsque l'on compare avec le salaire minimum alors en vigueur: on observe pour l'ensemble du Brésil, ainsi que les Etats centraux de Sao Paulo, Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul que seul

le revenu des domestiques est inférieur au salaire minimum. Dans les deux autres Etats centraux, Parana et Minas Gerais seulement deux (domestiques et prestation de services) et trois (domestiques, prestation de services et hygiène personnelle) groupes d'occupations, respectivement, restent sous le seuil du salaire minimum.

La situation dans les Etats périphériques est pire: le Para n'a pas moins de quatre occupations avec des revenus moyens inférieurs au salaire minimum (domestiques, hygiène personnelle, prestation de services et industrie textile); Bahia en a cinq (domestiques, hygiène personnelle, industrie textile, prestation de services et industrie du vêtement); Pernambuco six (domestiques, prestation services, industrie du vêtement, hygiène personnelle, industrie textile et industrie céramique et du verre); et Ceara onze (domestiques, industrie textile, industrie du vêtement, hygiène personnelle, prestation de services, industrie céramique et du verre, industrie des aliments et boissons, portiers, liftiers, gardes de nuit et servants, industrie de la transformation et construction, industrie du cuir et production dans l'extraction minérale). Ce qui confirme que pour 32 occupations pour lesquelles nous disposons de données sur le revenu, la situation est difficile dans les Etats du Norte-Nordeste, et très critique au Ceara.

Lorsque l'on compare les revenus moyens des occupations des Etats, avec ceux du niveau national, on observe que toutes les occupations de Sao Paulo ont des revenus supérieurs aux nationaux; au Rio de Janeiro, seulement sept ont des revenus inférieurs à ceux-

ci; au Rio Grande do Sul huit sont supérieurs; au Parana neuf; au Minas et Para quatre; à Bahia deux; au Pernambuco et au Ceara toutes les occupations ont des revenus moyens inférieurs aux moyennes nationales.

Les problématiques sectorielle (travail) et spatiale peuvent donc être confrontées: le revenu moyen des ambulants de Sao Paulo (occupation intrinsèquement informelle) est supérieur à 28 occupations ou groupes d'occupations au Ceara, laissant seulement quatre occupations où les revenus sont supérieurs à celui-ci (occupations techniques, occupations administratives, autres du commerce et voyageurs, représentants et colporteurs). Alors on peut se demander si le problème des disparités régionales n'est pas plus grave que celui de l'emploi, parce que même des activités informelles comme les ambulants de Sao Paulo ont un revenu moyen de 2,8 salaires minima, supérieur même à des occupations en apparence très formelles, comme la défense nationale et la sécurité publique, au Ceara.

#### 4.4 LES INDICATEURS COMPLEMENTAIRES

Pour l'analyse finale au niveau des Etats, nous allons examiner les indicateurs complémentaires disponibles au niveau des secteurs (six indicateurs) et les deux autres disponibles au niveau des occupations. En même temps nous ferons référence aux indicateurs de revenu, qui pourront servir de "contrôle" des possibles indicateurs d'informalité.

#### 4.4.1 Les indicateurs par secteurs d'activité de la P.E.A.

En complément des informations disponibles au niveau des branches et classes d'activités, et discutées dans la subsection initiale et des indicateurs de revenu, nous disposons, au niveau des neuf secteurs d'activités, d'une plus grande quantité d'informations. Nous avons choisi les indicateurs complémentaires suivants: "personnes sans instruction", "célibataires", "jeunes", "agés", "autonomes", et, "sans sécurité sociale"; ceux-ci pourront nous aider à mieux "dépister" les activités ou le travail informel (Voir Tableau 18 et Tableau 19).

Les personnes sans instruction: il n'est pas nécessaire de commenter l'importance de l'instruction formelle pour le placement dans le marché du travail dans une société compétitive. Nous avons calculé la proportion des personnes sans instruction ou avec moins d'un an d'instruction par secteur d'activité. La moyenne nationale est de 12,9%, mais tous les Etats périphériques la dépassent: Ceara et Bahia (plus du double), Pernambuco et Para. Les pourcentages les plus faibles sont au Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul, suivis de Sao Paulo.

Au niveau national, les secteurs qui dépassent la moyenne des personnes sans instruction sont: industries de la construction, autres industries et prestation de services. Les chômeurs ont encore un pourcentage plus élevé: plus du double sont sans instruction (26,2%).

Dans l'Etat de Rio de Janeiro, sectoriellement, c'est l'industrie de la construction (21,2%), suivie de la prestation de services (21,1%), qui ont les plus forts taux, mais au total, 53,8%

TABLEAU 18

SECTEURS D'ACTIVITE, P.E.A. NON AGRICOLE, BRÉSIL, 1980:  
CRITERES EXAMINES (%)

SECTEURS	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)
I.TRANSF.	10,9	43,0	2,5	0,7	6,1	13,1	19,4	0,5	13143
I.CONSTR.	23,5	34,9	1,6	0,9	25,8	31,7	21,5	0,4	9388
AUT.IND.	18,7	28,5	1,0	1,0	8,3	15,2	18,3	0,5	16565
COMMERCE	9,9	41,9	2,9	1,7	29,5	25,0	25,6	1,6	13041
TRANSPORT.	8,7	27,8	0,7	0,7	26,9	16,2	11,1	0,4	15717
P.SERVICES	17,3	47,2	5,0	1,5	26,4	46,4	49,7	1,1	8624
A.SOCIAL.	3,5	37,8	0,5	1,3	4,3	10,3	24,1	1,3	14608
ADM.PUBL.	6,7	28,5	0,4	1,6	0,2	14,1	16,5	0,1	17670
AUTRES AC.	7,0	47,2	1,3	1,1	11,5	12,4	10,5	1,6	20164
CHOMEURS	26,2	81,6	22,2	1,0	-	-	-	-	-
N/AGRICOL.	12,9	41,9	3,1	1,2	16,7	23,8	26,2	0,9	12202

Légende: (A): sans instruction; (B): célibataires; (C): jeunes;  
(D): âgés; (E): autonomes; (F): sans sécurité sociale; (G):  
classe E; (H): sans revenus; (I): revenus moyens;

Sources: IBGE 1983-c. Calculs de l'auteur.

des personnes sans instruction sont concentrées dans ce dernier secteur. Au Rio Grande do Sul, la plus grande proportion des personnes dans cette catégorie, est aussi sectoriellement, dans le bâtiment, mais avec à peine 14,1%. Du total des demandeurs d'emploi

TABLEAU 19

ENSEMBLE DE SECTEURS PAR ETAT, P.E.A. NON AGRICOLE, BRESIL,  
1980: CRITERES EXAMINES (%)

ETATS	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)
PARA	13,4	39,2	3,0	1,3	23,7	36,8	35,2	1,2	10313
CEARA	29,0	40,7	4,7	1,2	29,1	39,4	53,3	1,1	6810
PERNAMB.	24,0	40,6	3,6	1,6	21,7	35,6	43,0	1,0	8646
BAHIA	27,1	42,7	4,7	1,6	23,7	32,2	36,9	1,0	9594
MINAS	11,0	48,5	3,7	1,2	16,8	28,3	32,7	0,8	10519
R.JANEIRO	7,0	38,6	1,3	1,4	13,8	18,2	18,5	0,5	14213
SAO PAULO	9,0	42,6	2,7	1,1	12,7	17,5	14,6	0,7	15151
PARANA	10,0	40,2	3,7	0,9	15,2	24,0	26,1	1,4	11192
R.G.SUL	7,0	22,3	2,5	0,9	15,0	14,2	23,7	0,9	11639
BRESIL	12,9	41,9	3,1	1,2	16,7	23,8	26,2	0,9	12202

Légende: (A): sans instruction; (B): célibataires; (C): jeunes;  
(D): âgés; (E): autonomes; (F): sans sécurité sociale; (G):  
classe E; (H): sans revenus; (I): revenus moyens;

Sources: IBGE 1983-c. Calculs de l'auteur.

11,3% sont sans instruction. Au total, 31,8% des personnes sans instruction sont à la prestation de services. A Sao Paulo aussi, c'est le bâtiment, le secteur qui a la plus forte proportion de non instruits (20,6%) suivi de la prestation de services (13,3%). Du total absolu, 31,1% sont à la prestation de services.

A la périphérie, la situation est beaucoup plus grave: au Ceara, 31% des chômeurs et 25% des travailleurs des autres industries sont sans instruction. Mais c'est l'industrie de transformation qui a le plus gros effectif de la P.E.A. sans instruction, soit 23,2%, ce qui correspond au niveau des activités domiciliaires industrielles existantes. Bahia a 51,7% de ceux qui cherchent du travail et 38,5% des travailleurs du bâtiment sans instruction, mais l'effectif principal des sans instruction est dans la prestation de services (27,2%). Pernambuco aussi a 50,6% des chômeurs sans instruction, ainsi que 44,8% des travailleurs du bâtiment, mais l'effectif total est lui aussi concentré dans la prestation de services (29,1%). Au Para, finalement, ce sont encore les chômeurs (31,3%), suivis des autres industries (25,5%) qui ont les plus fortes proportions de travailleurs sans instruction. Mais du point de vue du total des effectifs, l'industrie de transformation a le plus fort pourcentage des sans-instruction (23,2%), suivi de près par la prestation de services (22,5%).

On a donc une situation différente entre les Etats centraux et périphériques en ce qui concerne la faible instruction: les Etats périphériques ont des taux plus élevés chez les chômeurs ou ceux qui cherchent du travail pour la première fois, (ceux-ci sont pour plus de la moitié, dans cette catégorie), tandis que la prestation de services est le secteur qui regroupe dans ses rangs la plus forte proportion des non-instruits. Pour les Etats centraux, le bâtiment est le secteur qui a la plus forte proportion des sans instruction. Mais au total c'est encore la prestation de services qui absorbe le plus les non-instruits.

Les célibataires: Nous avons aussi examiné la proportion des célibataires au sein des différents secteurs d'activité, leur nombre pouvant être important dans les activités très faiblement rémunérées (comme le bâtiment) ou dans celles intrinsèquement informelles (comme le service domestique). Il pourrait y avoir aussi une liaison importante de cette catégorie avec la migration.

Au niveau national, la moyenne est de 41,9%. Au niveau sectoriel ce sont surtout les chômeurs qui sont en majorité célibataires (81,6%). Tous les secteurs ont moins de 50% de leurs effectifs qui sont dans cette condition, et les secteurs qui dépassent la moyenne nationale sont la prestation de services, autres activités et industries de transformation.

Au niveau des Etats, les célibataires sont plus nombreux au Minas, Bahia et Sao Paulo, ce qui ne correspond pas seulement aux plus forts afflux migratoires, parce que les deux premiers Etats sont plutôt des Etats qui perdent de la population. La plus faible proportion des célibataires est trouvée au Rio Grande do Sul.

Dans tous les Etats, ceux qui cherchent du travail comptent le plus grand nombre de célibataires (toujours au-dessus de 75%), suivi des personnes à la prestation de services (peut-être à cause des domestiques), sauf au Sao Paulo et Rio de Janeiro, où ce sont les autres activités qui occupent la deuxième place quant au nombre de célibataires.

Donc, la classification par Etat civil ne nous aide pas beaucoup, ni au niveau sectoriel, ni au niveau spatial, pour notre recherche des "informalités". La seule relation qu'on ait pu



observer ici concerne les chômeurs qui seraient en majorité célibataires.

Les jeunes: Dans cette catégorie, nous regroupons tous ceux âgés de 10 à 14 ans, qui travaillent dans les activités non-agricoles, alors qu'ils sont théoriquement à un âge où ils devraient être toujours retenus à l'école.

Au total national, ils ne sont pas très nombreux (en dehors de l'agriculture), avec un total pour l'ensemble du Brésil inférieur à 1 million de jeunes, soit 3,1% de la P.E.A. non-agricole nationale.

De nouveau, ce sont les Etats périphériques qui ont les plus fortes proportions de jeunes travailleurs: Ceara et Bahia (4,7%). Le plus faible taux de jeunes est au Rio de Janeiro (1,3%).

Au niveau national la plus forte proportion de jeunes dans la P.E.A. est encore parmi ceux qui cherchent un emploi, soit 22,2%. Cette proportion est déjà beaucoup plus faible au niveau de la prestation de services. Tous les Etats suivent cette tendance, mais le Ceara présente une importante proportion de jeunes travailleurs dans les industries de transformation: ils totalisent 29,2% de la P.E.A. dans ce secteur.

Bien que résiduel, le travail infantile est considéré comme un des indicateurs d'informalité (Voir CONDER, 1979). Le pourcentage de jeunes dans la prestation de services est aussi important au Ceara (28,5%), ce qui vient ajouter une information sur la situation très grave des conditions de travail dans cet Etat du Nordeste du Brésil.

Les âgés: A l'autre extrême de la pyramide d'âge, nous avons considéré ceux qui ont dépassé l'âge de 65 ans et qui sont encore dans la P.E.A.. Ces âgés, théoriquement, devraient aussi déjà "libérer" des places pour les plus jeunes dans le marché de travail.

Au niveau national leur nombre reste, comme pour les jeunes, résiduel: comptant pour à peine 1,2% de la P.E.A. non-agricole, leur effectif total ne dépasse pas 370.000 personnes (ils sont plus nombreux dans les activités agricoles).

Au niveau des Etats les pourcentages diffèrent peu: taux plus élevés au Pernambuco et Bahia (1,6%) et Para, taux les plus faibles dans les Etats du sud (Parana et Rio Grande do Sul).

Au niveau sectoriel, pour l'ensemble du Brésil, notons qu'ils sont un peu plus nombreux au commerce (1,7%).<sup>\*\*</sup> Les variations entre les Etats ne sont pas fortes, les travailleurs âgés se concentrent partout dans le commerce. L'administration publique compte le plus grand nombre d'âgés au Rio de Janeiro et au Minas Gerais et la prestation de services au Rio Grande do Sul.

Les autonomes: dans certaines études (par exemple Prandi, 1980) les travailleurs à leur propre compte sont considérés presque comme synonymes des travailleurs informels. Le principal problème est l'inclusion dans ce segment, des professionnels libéraux.

Au Brésil les autonomes constituent un effectif important: 16,7% de la P.E.A. non-agricole, totalisant plus de 5 millions de travailleurs. Ils sont plus nombreux dans les Etats périphériques:

---

<sup>\*\*</sup> Il doit y avoir un fort sous-comptage. Silva (1979) informe qu'il est commun que les pensionnés établissent un petit commerce après la retraite, pour compléter leur revenu.

les Etats du Ceara (29,1%), Para, Bahia, Pernambuco, ainsi qu'au Minas où leur proportion dépasse la moyenne nationale. La plus faible proportion des autonomes est observée au Sao Paulo (12,7%); l'Etat ne concentre pas moins le plus gros effectif: 1.170.000 travailleurs, soit 22,9% des autonomes du Brésil, pourcentage qui reste toutefois inférieur à celui de sa participation dans la P.E.A. nationale (30,2%).

Au niveau sectoriel, au Brésil, les autonomes sont plus nombreux au commerce (29,5%), suivi des transports et de la prestation de services. La situation est différente selon les Etats: les Etats centraux, Sao Paulo et Rio de Janeiro, ont leur plus forte proportion d'autonomes dans le bâtiment. Les transports et communications (qui ressortent certainement à cause des propriétaires de taxis et camions) représentent le secteur avec le plus d'autonomes dans les Etats de Minas Gerais, Parana et Rio Grande do Sul. Dans les Etats périphériques, les autonomes sont particulièrement nombreux dans le commerce (où le commerce ambulant est important). Mais du point de vue de l'effectif total, les autonomes sont plus nombreux dans la prestation de services, sauf au Minas Gerais et Para, où c'est encore dans le commerce qu'on compte leur plus grand nombre.

Il s'agit ici d'une information particulièrement intéressante dans le cadre de notre recherche: en plus d'être en soi-même un bon indicateur d'informalité, le nombre des autonomes nous permet de nous rendre compte d'importantes variations au niveau spatial, avec une nette différenciation entre les deux Etats qui ont les plus

grosses métropoles nationales, les autres Etats centraux, et les Etats périphériques du nord.

Les travailleurs sans sécurité sociale: C'est l'information indirecte, en plus de celle sur les revenus, qui nous permet d'approcher le plus de la situation d'informalité des différents secteurs de la P.E.A. analysés. Elle nous permettra aussi de faire une comparaison entre les Etats et régions métropolitaines.

Au niveau national, les personnes sans sécurité sociale arrivent à un effectif très important de 7,2 millions de travailleurs, ce qui correspond à 23,8% de la P.E.A. non-agricole, proportion encore plus élevée que celle des autonomes, et plus grave, surtout lorsqu'on sait qu'une partie des domestiques sont maintenant contribuables au système.

Encore une fois, ils sont proportionnellement plus importants dans les Etats périphériques (Ceará -avec 39,4%-, Para, Pernambuco et Bahia), ainsi qu'au Minas et Parana, tandis que leur pourcentage est plus faible au Rio Grande do Sul.

La distribution par secteurs au niveau national montre que c'est dans la prestation de services que se trouve la plus forte proportion de travailleurs sans sécurité sociale. Ces services concentrent 46,4% des personnes qui ne contribuent pas à la sécurité sociale. Pour tous les Etats, c'est au niveau de la prestation de services que l'on trouve la plus forte proportion des personnes dans cette catégorie.

Ces données sur les travailleurs sans sécurité sociale, utilisées dans cette analyse au niveau des Etats, en plus de celles

sur les revenus, sont intéressantes car elles ne confondent pas, comme pour les autonomes avec les professionnels libéraux. Elles montrent que la prestation de services a la plus forte proportion des personnes sans sécurité sociale, et qu'en plus, les degrés y sont différents: la prestation de services a des pourcentages supérieurs à 60% au Ceara et au Pernambuco et supérieurs à 50% au Minas Gerais, Para et Bahia. Sauf Minas Gerais, tous ces Etats sont périphériques. Les autres Etats présentent des pourcentages de travailleurs sans sécurité sociale compris entre 30 et 40%. Il est important de rappeler que les services domestiques ne peuvent pas expliquer, à eux seuls, ces pourcentages élevés, car les sans sécurité sociale ne constituent que 34% du total des travailleurs rattachés aux services domestiques. D'autres secteurs, comme le bâtiment, ont un tiers de leurs effectifs qui ne contribuent pas à la sécurité sociale.

Comme on peut le voir, la prestation de services présente dans tous les indicateurs choisis, des pourcentages plus forts que la moyenne nationale et des taux plus forts dans les sans sécurité sociale et classe E de revenus, les meilleurs indicateurs examinés. Le bâtiment vient ensuite avec trois indicateurs plus forts qu'au niveau national et tous les trois sont très importants du point de vue du travail informel (sans instruction, autonomes, et sans sécurité sociale). Le revenu moyen, excellent indicateur synthétique, suit aussi cet ordre: la prestation de services et le bâtiment sont les uniques secteurs présentant des revenus moyens, inférieurs au revenu moyen national.

Les résultats par Etat montrent que les Etats périphériques ont des proportions plus importantes dans tous les indicateurs, confirmant la gravité de la situation de l'emploi dans les Etats du nord. Les pourcentages de personnes dans la classe de revenus E, soit avec moins d'un salaire minimum, et les revenus moyens ont le même ordre, classant les Etats centraux à partir de Sao Paulo et finalisant au Ceará, celui-ci avec le plus bas revenu moyen et avec plus de la moitié de la P.E.A. dans cette classe de revenus.

L'analyse par secteur nous a permis, aussi, de confirmer certaines variations spatiales des indicateurs: les degrés présentés pour la plupart des indicateurs choisis nous montrent une intensité plus forte à la périphérie, ainsi qu'une variation entre les activités plus "informelles" du centre (comme le bâtiment) et celles de la périphérie (comme la prestation de services et le commerce).

#### 4.4.2 Le travail partiel et le sur-travail

En plus des effectifs, du sexe des travailleurs reliés aux occupations et de leur proportion dans les services, analysés au début du chapitre, nous avons, pour l'ensemble de 83 occupations et groupes d'occupations, des informations sur le travail partiel et sur le "sur-travail", que nous ajoutons à celles disponibles sur les revenus (Voir Tableau 20 et Tableau 21).

Le travail partiel: cette information concerne les occupations auxquelles on consacre moins de 15 heures de travail par semaine. C'est un critère important tant du point de vue de la recherche des activités informelles, que pour servir de facteur

TABLEAU 20

OCCUPATIONS DE LA POPULATION, BRESIL, 1980: CRITERES EXAMINES  
(%)

OCCUPATIONS	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)
OC.ADMINISTR.	34,0	13,5	0,7	21,5	9,4	0,4	22464
OC.TECHNIQUES	57,2	13,8	3,4	13,1	14,9	0,9	24424
OC.EXT.MINER.	1,8	0,5	0,5	32,1	30,7	1,8	10068
OC.IND.TR.CON.	17,3	16,3	0,7	28,5	24,9	0,6	8870
OC.COMMERCE	28,3	11,0	1,7	34,4	26,8	2,1	13007
OC.TRANS.P.COM.	5,0	4,6	0,5	45,7	9,3	0,4	13338
OC.P.SERVICES	70,3	72,6	2,1	32,2	62,3	0,9	4258
OC.DEF.SECUR.	1,0	21,1	0,4	31,1	15,5	0,0	16374
AUTRES OCCUP.	18,5	8,2	1,0	24,0	27,1	2,3	9481
OC.N/AGRICOL.	32,9	23,2	1,3	27,9	26,9	0,9	12756

Légende: (A): P.E.A. féminine; (B): participation aux services; (C): travail partiel; (D): sur-travail; (E): classe E; (F): sans revenus; (G): revenus moyens;

Sources: IBGE 1983-c. Calculs de l'auteur.

pondérateur des informations sur les revenus, parce qu'une faible participation horaire abaissera la moyenne des revenus dans la catégorie.

Mais les personnes déclarant travailler moins de 15 heures ne constituent pas une proportion importante dans la P.E.A.

TABLEAU 21  
ENSEMBLE D'OCCUPATIONS PAR ETAT, BRESIL, 1980: CRITERES  
EXAMINES (%)

ETATS	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)
PARA	28,3	20,8	1,2	27,1	36,3	1,4	10726
CEARA	40,8	24,7	2,1	23,2	57,3	1,3	7384
PERNAMBUCO	33,7	23,5	1,9	27,4	45,3	1,2	9135
BAHIA	31,9	24,1	1,8	21,7	39,2	1,2	10533
MINAS GERAIS	33,0	25,2	1,3	29,3	33,2	0,8	11342
RIO DE JANEIRO	32,8	26,4	1,6	28,6	19,1	0,5	14685
SAO PAULO	31,9	21,2	1,0	27,6	14,8	0,7	15548
PARANA	31,1	23,9	1,0	35,9	26,4	1,5	11896
RIO GRANDE SUL	36,1	22,0	1,3	27,3	24,2	1,1	12140
BRESIL	32,9	23,2	1,3	27,9	26,9	0,9	12756

Légende: (A): P.E.A. féminine; (B): participation aux services; (C): travail partiel; (D): sur-travail; (E): classe E; (F): sans revenus; (G): revenus moyens;

Sources: IBGE 1983-c. Calculs de l'auteur.

brésilienne. On y compte à peine 1,3% des personnes occupées au pays, soit 400.000 personnes. Parmi les groupes d'occupations, ce sont les occupations techniques qui ont à ce titre le pourcentage le plus élevé: 3,4%. On observe le taux le plus faible de travail partiel dans les occupations de la défense et sécurité (0,4%). Par



occupation, les plus forts pourcentages sont les suivants: manucures et pédicures (12,9%), cireurs de souliers (12,1%), blanchisseuses et repasseuses (9,4%), artistes (6,9%) et vendeurs de sucreries, de crème-glacée et confiseries (6,1%).

Au niveau des Etats, c'est dans la périphérie que prédomine le travail partiel (Ceara -2,1%- , Pernambuco et Bahia) ainsi qu'au Rio de Janeiro. Le Ceara a ici des pourcentages plus élevés chez les manucures et pédicures (19,8%); de même que Pernambuco (17,1%), suivi du sous-groupe occupations de l'hygiène personnelle (10,8%) et blanchisseuses et repasseuses (10,6%); à Bahia ce sont les cireurs de souliers (12,2%) et les manucures et pédicures (10,9%); au Rio de Janeiro, les manucures et pédicures (12,8%), les blanchisseuses et repasseuses (11,6%) et les occupations dans l'hygiène personnelle (10,1%). Cette situation peut indiquer le caractère partiel de certaines activités, surtout des activités féminines qui peuvent être réalisées au lieu de résidence.

Par groupe d'occupations, les occupations techniques ont des taux plus hauts au Ceara (7,4%), Pernambuco et Rio de Janeiro; les occupations de la prestation de services dépassent la moyenne nationale au Minas Gerais (2,6%), au Pernambuco, Bahia, Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul; le commerce présente des taux de travail partiel élevés au Pernambuco (3,3%), Bahia et Rio de Janeiro. Sao Paulo et Parana eux ont tous leurs groupes d'occupations en deça de la moyenne nationale.

Le "sur-travail": l'autre côté du problème. Nous avons relevé ici les occupations des personnes qui ont déclaré avoir travaillé

plus de 49 heures par semaine. Cette fois l'effectif est beaucoup plus important (8,4 millions de personnes) et correspond à 27,9% des travailleurs non-agricoles au Brésil.

Au niveau national ce sont les occupations des transports et communications qui arrivent à avoir presque la moitié du groupe dans cette catégorie (45,7%), suivies des occupations du commerce et activités auxiliaires. Au niveau des occupations, les plus forts pourcentages sont pour les commerçants à leur propre compte (49,8%), les occupations aux transports urbains et routiers (49,5%) et les gardes de nuit (48,5%). Le plus faible taux des groupes d'occupations est aux occupations techniques (13,1%).

En termes spatiaux, trois Etats seulement dépassent la moyenne nationale: Parana (35,9%), Minas Gerais et Rio de Janeiro. Comme on peut le voir, Rio de Janeiro est présent dans les deux cas extrêmes: travail partiel et "sur-travail". Le Parana a le plus fort taux de "sur-travail" chez les chapeliers de paille (66,7%), gardiens d'automobile (61,6%) et au niveau des transports urbains (59,5%); au Minas, ce sont les transports urbains (50,9%) et les commerçants à leur propre compte (56,1%); au Rio de Janeiro, ce sont aussi les commerçants à leur propre compte (58,8%) et vendeurs de journaux et revues (48,4%) qui ont leur plus forte proportion de travailleurs occupés plus de 49 heures par semaine.

Au niveau des groupes d'occupation, les occupations du transport et communications ont des pourcentages plus hauts dans les Etats du centre, surtout le Parana (56%); les occupations commerciales ont aussi cet indicateur plus fort au centre.

Au contraire du travail partiel, c'est surtout au centre que le sur-travail est le plus présent, ce qui peut indiquer un manque relatif de travailleurs ou une plus forte exploitation de la force-de-travail.

#### 4.5 CONCLUSIONS

L'analyse des professions au niveau des Etats a permis de confirmer l'existence de certaines activités archaïques survivantes, comme l'artisanat, surtout dans les Etats périphériques, bien qu'elles soient classées dans les statistiques officielles comme des occupations industrielles.

De plus, l'analyse des professions nous a confirmé l'importance des activités de survivance comme les ambulants, concentrées aussi à la périphérie. Mais d'un autre côté, le plus nombreux contingent intrinsèquement informel, les domestiques, est plus important proportionnellement, dans les Etats centraux, ce qui montre l'importance de la demande d'une part, et la compatibilité de ces activités avec les activités modernes, d'autre part.

L'analyse des revenus et des indicateurs complémentaires nous a montré une situation bien plus grave dans les Etats périphériques, ce qui indique que la situation des travailleurs est bien plus précaire au niveau régional que la simple situation dans le marché de travail: certaines activités intrinsèquement informelles dans les Etats centraux, peuvent avoir des revenus supérieurs à des professions "formelles" dans les Etats périphériques.

Au niveau sectoriel, la prestation de services constitue le groupe qui possède le plus grand "degré d'informalité", révélé aussi bien par les indicateurs de revenus que par le meilleur indicateur complémentaire ("sans sécurité sociale"). Le bâtiment apparaît comme une catégorie moins informelle, mais elle est la deuxième en ce qui concerne les revenus moyens les plus bas et la première pour la proportion des travailleurs sans instruction formelle.

Enfin, le croisement des informations nous a paru bien utile, car, en plus d'approcher notre recherche des catégories de travail informel, il vient aussi démontrer l'inadéquation des classifications utilisées pour l'ensemble du pays: comment peut-on considérer comme "industrielles", l'ensemble des travailleurs classés dans la catégorie des occupations industrielles, au Ceara, alors que 72% du contingent reçoivent jusqu'à un salaire minimum, 47,2% n'appartiennent pas au système I.N.P.S., 38,9% sont sans instruction, 33% sont des autonomes, 29% ont de 10 à 14 ans, et 26,7% du total sont composés par des travailleurs des industries domiciliaires.

Mais nous ne devons pas oublier que cette analyse a été réalisée pour l'ensemble des professions non-agricoles dans les neuf Etats qui ont des régions métropolitaines. Ceci est important parce que cet ensemble couvre plus de 80% de la force de travail brésilienne non-agricole, mais est composé aussi par les occupations des travailleurs des villes moyennes et petites villes de ces neuf Etats.

L'analyse du chapitre suivant apportera plus de précisions au niveau spatial, mais nous ne trouverons plus la richesse d'informations disponibles au niveau des Etats. Les différenciations centre-périphérie sont apparues très nettes entre les Etats du point de vue de la main-d'oeuvre. Celles-ci seront-elles aussi évidentes entre les métropoles de ces Etats respectifs? Ou bien, ces capitales, avec les avantages d'agglomération, connaîtront-elles une situation du travail différente, affaiblissant l'écart centre-périphérie observé au niveau des Etats?

## Chapitre V

### LE TRAVAIL INFORMEL ET LES METROPOLES BRESILIENNES (ANALYSE COMPARATIVE)

L'analyse de la main-d'oeuvre non-agricole dans les Etats possédant des régions métropolitaines nous a déjà donné une bonne idée des différenciations spatiales de l'emploi ainsi que de ses différenciations sectorielles importantes. Nous passons maintenant à un niveau spatial plus délimité, les régions urbaines. Le problème du travail informel peut y être plus fortement ressenti, à cause des migrations d'origine rurale, ou encore il peut prendre un visage différent vu les proximités et interrelations de l'économie et des sociétés urbaines. D'un autre côté, on peut se demander si les régions métropolitaines "périphériques" sont des "têtes de pont" du développement capitaliste, des "oasis" de modernisation dans des régions "sous-développées", ou au contraire, sont-elles des lieux de concentration et d'aggravation des problèmes régionaux, bien différentes des "progressives" métropoles centrales? C'est ce que nous nous emploierons à vérifier dans les pages qui vont suivre.

### 5.1 LES METROPOLES BRÉSILIENNES

Nous nous proposons d'examiner ici le problème du travail informel dans l'ensemble des neuf régions métropolitaines brésiliennes,<sup>1</sup> en les classifiant selon leur appartenance au "centre" ou à la "périphérie".

Bien que les données spécifiques du travail informel soient rares, celles disponibles pour ces agglomérations constituent cependant un univers d'analyse très intéressant pour un approfondissement de la connaissance du problème.

Le Brésil est un pays aux très fortes inégalités régionales et sociales qui passe par un processus d'intégration économique de l'espace national, par l'expansion des activités capitalistes, en même temps que par une importante poussée de l'urbanisation, surtout concentrée dans les grandes villes.

Les neuf métropoles comptaient 34,5 millions d'habitants, soit 43 % de la population urbaine brésilienne en 1980. Dans ces neuf agglomérations se sont concentrées la grande majorité des activités industrielles et tertiaires modernes du Brésil.

On peut considérer Sao Paulo comme la métropole nationale. Les métropoles "centrales" sont Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Curitiba et Porto Alegre, qui tout en ayant un rôle secondaire à celui de Sao Paulo, appartiennent cependant à la région centrale brésilienne, le centre-sud. Salvador, Recife, Fortaleza et Belém sont les métropoles "périphériques" des régions satellites du centre-sud

---

<sup>1</sup> Les régions métropolitaines au Brésil sont: Belém, Fortaleza, Recife, Salvador, Belo Horizonte, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Curitiba et Porto Alegre.

brésilien.

Ces métropoles connaissent un processus de croissance très important: entre 1970 et 1980, 10,7 millions d'habitants se sont ajoutés dans ces régions, accroissement qui résulte pour la moitié de l'apport migratoire.<sup>22</sup> Cette croissance accélérée augmente d'autant les problèmes urbains: pollution, congestion, bidonvilles, chômage et activités informelles.

Le tableau 22 nous montre, synthétiquement, les différenciations entre les régions métropolitaines: les neuf agglomérations ne présentent pas le même profil. Elles diffèrent en dimension: on trouve des métropoles gigantesques comme Sao Paulo, la métropole nationale, (12,6 millions d'habitants, 1980) et Rio de Janeiro (9 millions, 1980) et d'autres de moindres dimensions, comme Belém (1 million d'habitants, 1980); les taux de croissance, eux aussi sont différents (Curitiba, 5,8% à l'an et Rio de Janeiro, 2,5 % à l'an). Curitiba a la plus grande superficie, dépassant même Sao Paulo -ce qui se reflète dans sa basse densité- pendant que Belém ne compte que deux municipalités alors qu'à l'autre extrême, Sao Paulo en rassemble 37.

Mais surtout, elles correspondent aux différents niveaux socio-économiques régionaux brésiliens. Sao Paulo; à elle seule, concentre le gros du parc industriel brésilien, alors que les métropoles du nord et Nordeste reflètent la situation de pauvreté de ces régions périphériques. Les métropoles périphériques ont des

<sup>22</sup> Le solde migratoire positif dans les régions métropolitaines est de 5,3 millions d'habitants pour la période 1970/1980.



TABLEAU 22  
 PROFIL DES REGIONS METROPOLITAINES

	BEL.	FORT.	REC.	SALV.	B.H.	RIO	S.P.	CUR.	P.A.
Pop.R.M. (en mil.)	999	1580	2347	1767	2540	9014	12589	1441	2231
Surface (km <sup>2</sup> )	1221	3483	2201	2183	3670	6464	7951	8763	5806
Densité (h./km <sup>2</sup> )	818	454	1066	809	692	1395	1581	164	384
Municipal. (No.)	2	5	9	8	14	14	37	14	14
Pop.Metr. (en mil.)	932	1308	1204	1502	1781	5091	8493	1025	1125
% Cr.Pop. (1970/80)	4,3	4,3	2,7	4,4	4,7	2,5	4,5	5,8	3,8
Pop.Migr. (%)	34,1	45,0	43,2	33,4	54,9	42,2	56,3	54,6	56,0
Pop.Jeune (%)	50,8	50,5	49,9	50,3	47,1	40,6	41,8	46,2	40,6
PEA Femin. (%)	35,2	39,3	35,5	38,6	36,2	35,1	33,7	34,5	38,1
Analphab. (%)	16,9	29,8	31,2	21,3	17,2	14,7	14,7	14,4	12,4
P.O.Agr. (%)	1,5	4,8	4,7	1,4	1,0	1,3	0,7	6,5	1,5
P.O.Ind. (%)	13,5	17,8	18,1	17,2	19,1	19,7	35,8	20,6	25,7
P.O.Serv. (%)	23,3	25,3	22,9	24,5	24,0	23,0	17,4	17,9	17,5
Rev.Moy. (Mil cruz.)	11942	11337	11376	16645	16789	19703	21819	17542	21246
P.J'S.M. (%)	27,3	40,9	32,9	27,2	23,6	19,2	10,6	15,1	13,5
P.+5 S.M. (%)	11,9	9,4	10,3	17,9	15,8	17,7	23,2	15,4	18,6
Dom.S/Eau (%)	17,7	73,2	28,5	20,9	20,4	21,3	7,6	21,2	13,0
Dom.S/Eg. (%)	82,7	93,1	81,9	91,2	47,7	40,3	42,5	62,0	71,1
Dom.S/El. (%)	2,7	16,3	7,0	5,3	5,2	2,7	1,1	7,5	3,2
V.P.Ind. (Milliards cruz.)	58	76	185	324	822	983	5035	477	678

Sources: IBGE 1982-a, 1982-c, et 1983-b. Calculs de l'auteur.

populations plus jeunes, une proportion plus grande d'analphabètes, une plus grande population de bas revenus, de plus faibles proportions de la P.E.A. dans les activités industrielles. Les infra-structures urbaines sont aussi plus développées dans les agglomérations du sud. Mais c'est la valeur de la production industrielle<sup>''</sup> et le revenu moyen qui les classent le mieux du point de vue du rapport centre-périphérie et même nord/sud: en plus de sa prédominance industrielle, Sao Paulo (ainsi que Porto Alegre) a presque le double du revenu moyen des trois métropoles du Norte-Nordeste.

## 5.2 LE TRAVAIL INFORMEL ET LES NEUF METROPOLES

### 5.2.1 Hypothèses au niveau interurbain

A l'aide des caractéristiques des neuf régions métropolitaines brésiliennes, on peut suggérer à cette étape quelques hypothèses qui seront examinées dans le cadre de notre analyse.

1. Les métropoles périphériques auraient, proportionnellement, un contingent de personnes dans le travail informel plus important que les métropoles centrales.

Les postulats à la base de cette proposition seraient que les métropoles centrales, surtout Sao Paulo, sont celles qui ont bénéficié les premières, des conditions pour l'implantation et l'expansion des activités capitalistes

---

<sup>''</sup> Données pour l'ensemble des Etats.

"modernes". Cet avantage initial et le caractère concentrateur au niveau spatial, n'ont pas permis le développement des activités indépendantes (comme l'industrialisation) dans les régions périphériques et ont entraîné la destruction ou la domination des industries déjà existantes ou naissantes. Ce phénomène a été facilité par l'inexistence de frontières internes et par l'amélioration des réseaux de communications. Dans les métropoles périphériques, la domination partielle des activités capitalistes et l'absence d'accumulation locale pourraient permettre non seulement le maintien des activités peu capitalisées, comme le tertiaire, mais aussi l'occupation par des activités informelles des espaces vides laissés par les activités capitalistes. Le facteur distance des métropoles centrales, d'autre part, pourrait protéger certaines activités de la périphérie. De plus, le faible marché local présente peu d'attraits pour les activités capitalistes.

Cette situation pourrait s'"équibrer" avec l'afflux de migrants des régions périphériques vers les métropoles centrales, (donc, avec un possible accroissement du travail informel dans ces dernières) mais cet apport de main-d'oeuvre serait, au contraire, en grande partie absorbé par le développement des activités capitalistes.

2. La proportion des travailleurs dans l'informel serait plus réduite dans les métropoles plus industrialisées.

Cette hypothèse se base sur les différents effets du développement des activités capitalistes: les activités informelles "concurrentielles" proches des activités industrielles, seraient détruites, comme par exemple la production céramique, avec l'apparition des produits en plastique. D'autres pourraient se maintenir, comme la domesticité, et servir même de subsides aux activités formelles,\*\* car elle n'est pas directement nuisible aux activités modernes, surtout à cause du surplus de main d'oeuvre. D'autres, enfin, pourraient se développer, avec la progression des activités modernes, comme par exemple les ateliers de réparation ou la sous-traitance industrielle.\*\* Mais au total, les activités capitalistes seraient dominantes dans les métropoles centrales et ne permettraient pas un développement des activités informelles équivalent à celui des métropoles périphériques.

3. Le développement de l'informel serait lié à la situation socio-économique régionale.

Les problèmes économiques de la région se reflèteraient dans l'apparition du travail informel urbain.

L'appauvrissement régional dû au flux du capital et de la main-d'oeuvre vers les centres nationaux, la spécialisation

\*\* Subsides tant par l'utilisation des intrants de bas prix fournis par les petites entreprises informelles aux entreprises capitalistes, ainsi que par l'utilisation de la force de travail informelle sous forme de services personnels bon marché, diminuant ainsi les coûts de reproduction des travailleurs.

\*\* Cette hypothèse a été suggérée par Carvalho et Souza (1978). Nous l'avons complétée en ajoutant l'aspect spatial.

dans la production de matières premières pour un marché externe et central, la concentration des revenus et le marché local restreint, l'industrialisation par des capitaux externes, avec peu de liaisons régionales, l'agriculture pour l'exportation ou arriérée, le maintien des formes archaïques au niveau économique et social ("latifundios", "patronages" etc.) seraient autant de problèmes liés au sous-développement régional qui auraient des répercussions sur les conditions des métropoles périphériques. En plus des problèmes des régions où elles sont insérées, elles ont les problèmes spécifiques, dus à la concentration de l'industrialisation type "enclave" et intensive en capital: l'attraction des migrations au niveau régional et la conséquente concentration de pauvreté au niveau urbain. Dans ce cas, la main-d'oeuvre au niveau local doit donc créer des conditions propres d'auto-survivance.

4. L'évolution des contingents dans le travail informel suivrait, comme le chômage, l'évolution de la situation économique nationale.

La justification serait que pendant les périodes de crise économique, dans les pays qui n'ont pas de systèmes d'allocation de chômage, le travail informel pourrait jouer un rôle d'éponge, en absorbant une importante partie des

---

De fait, au Brésil il existe un fond pour le dépôt des ressources (F.G.T.S.), qui est utilisé surtout dans le cas de la démission du travailleur. Mais, en vertu de la haute rotativité de la main-d'oeuvre et des bas revenus, la valeur que le travailleur reçoit n'est pas suffisante pour rester longtemps sans emploi.

chômeurs qui ne peuvent pas se permettre de rester sans revenus et dépendant seulement de l'aide familiale. Dans ce cas, dans les périodes de crise, le "taux" de l'informel augmenterait parallèlement à l'augmentation du taux de chômage. Ceci se vérifierait encore plus fortement dans les métropoles périphériques où le niveau de pauvreté plus élevé ne pourrait, encore plus fortement, subvenir aux problèmes des chômeurs.

### 5.2.2 Tentatives antérieures pour mesurer le travail informel

Nous avons déjà vu, dans le chapitre consacré à la revue de la littérature, les nombreuses tentatives faites pour mesurer la part de l'informel dans le marché du travail. Différents critères ont été utilisés, visant soit à interviewer les personnes, soit à examiner les données secondaires.

Ce qui nous intéresse dans ce chapitre, c'est l'examen des critères applicables aux données disponibles au Brésil.

Merrick (1976) a utilisé les critères de la non contribution aux instituts de sécurité sociale, plus les domestiques et les personnes travaillant dans les entreprises de moins de cinq personnes, moins les professionnels employés du secteur public, arrivant ainsi à un pourcentage de 31% de personnes travaillant en activités informelles à Belo Horizonte. Schaefer et Spindel (1976), à Sao Paulo, ont utilisé les critères de participation aux activités traditionnelles (43% de la P.E.A.), de revenu inférieur au salaire minimum (34,6%), ainsi que le nombre des travailleurs indépendants

ajouté à celui des travailleurs dans des entreprises avec moins de neuf employés (24,6%). Guimaraes Neto (1978), pour l'ensemble du Nordeste a utilisé la différence entre les données du recensement démographique et des recensements industriel, commercial et des services. Les domestiques ont été incorporées à l'informel et les professionnels libéraux exclus. Il a aussi utilisé la Loi des deux tiers<sup>77</sup> pour les travailleurs enregistrés dans le bâtiment. Il est arrivé à 44% de la P.E.A. urbaine au Nordeste, en 1970, dans les activités non-structurées. La CONDER (1979), à partir de la recherche effectuée en 1975 à Salvador, a utilisé les critères suivants comme indicateurs d'informalité: travail infantile (moins de 15 ans), travail occasionnel ou partiel, rémunération de moins d'un salaire minimum et professions intrinsèquement informelles (les ambulants et les domestiques), arrivant à un pourcentage de 26,6% de la P.E.A., qui, ajouté aux chômeurs arrive à 42,9%. Singer (1980) examine les autonomes et les domestiques et arrive à 54,2% de la P.E.A. de Salvador. Finalement, Berlinck, Bovo et Cintra (1981) ont utilisé à Campinas, le critère de travailleurs indépendants plus les travailleurs dans les établissements de moins de 10 personnes.

Ces études montrent les différentes tentatives antérieures pour s'approcher de la question, au Brésil. L'ensemble des études révèle que, selon les critères utilisés (et l'accès aux données) les résultats sont différents. L'explicitation des critères est donc nécessaire pour que l'on puisse savoir ce que l'on essaie de mesurer et comparer.

---

<sup>77</sup> Loi qui oblige la proportion de deux tiers de travailleurs nationaux dans les entreprises brésiliennes.

### 5.2.3 Critères choisis pour mesurer le travail informel

En prenant compte des études antérieures et après l'examen des données des recensements Economiques (1975) -qui ne touchent pas les entreprises ni l'ensemble des secteurs économiques-, de la P.N.A.D.\*\* (1977, 1978, 1981, 1982 et 1983) et du recensement de 1980, déjà disponibles, nous sommes arrivés à la conclusion que pour une mesure indirecte du travail informel, les données du P.N.A.D. sont les meilleures, parmi celles disponibles, pour arriver à une approximation de cette question, à partir des données secondaires. Malgré le détail des informations du recensement de 1980, la réduction des indicateurs au niveau urbain, et surtout l'absence d'indicateurs importants comme les employés sans carte de travail, ne nous permettent pas d'utiliser ces données à un niveau équivalent à celui de la P.N.A.D..

La méthode que nous avons mise au point pour l'utilisation des données du P.N.A.D. est la suivante:'''

De la Population d'âge actif, nous soustrayons la Population non-économiquement active (les ménagères, les étudiants etc.), ce qui nous donne la Population économiquement active (P.E.A.). Nous subdivisons la P.E.A. en les non-occupés (chômeurs) et la Population occupée (P.O.). Nous séparons cette dernière en deux groupes, les

---

'' "Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilios" (Recherche nationale par échantillon de domiciles).

''' Cette méthode a déjà été intégrée à la présentation du sujet de thèse en novembre de 1983 (Vasconcelos, 1983). Dans son article du 5 février de 1984 paru dans la "Folha de Sao Paulo", le Prof. Joao Saboia, de l'Université Fédérale do Rio de Janeiro, a proposé une méthode semblable, mais moins détaillée, pour l'ensemble du Brésil, utilisant aussi les données du P.N.A.D..



personnes sans revenus, et les personnes occupées avec revenus. De la P.O. avec revenus, nous discriminons trois positions dans l'occupation: les employés, les autonomes et les employeurs. Pour les Employés, nous les divisons en ceux qui avaient une carte de travail signée par leurs employeurs et ceux qui ne l'avaient pas. Quant aux autonomes et les employeurs, nous proposons de retenir ici ceux dont les revenus sont inférieurs à cinq salaires minima.<sup>100</sup> Ainsi on ne pourra pas confondre les petits travailleurs indépendants avec les professionnels libéraux et on séparera aussi les chefs des petites entreprises.

Grâce à ces données, on parvient à faire une première approximation des deux segments de la force de travail. Dans le cas de la Région métropolitaine de Salvador, pour 1978, les résultats sont les suivants:

1- Employés sans carte de travail signée:	98.951
2- Autonomes avec moins de 5 S.M.:	89.265
3- Employeurs avec moins de 5 S.M.:	2.342
4- Population occupée sans revenus:	4.667
Total des travailleurs informels:	195.225 (34,7%)
Chômeurs:	24.159 (4,3%)

Ce total de 34,7% de la part du travail informel dans la P.E.A. de la région de Salvador, pour 1978, on peut le comparer avec les résultats que Cavalcanti et Duarte (1980) ont obtenus par leurs

---

<sup>100</sup> Limite supérieure disponible au P.N.A.D..

recherches directes, pour la même année à Salvador: 39,8%. Nous voyons que les résultats concordent car il faut rappeler que leur enquête était basée exclusivement sur les quartiers de bas revenus.<sup>101</sup>

Cette méthode peut être appliquée à l'ensemble des neuf régions métropolitaines brésiliennes pour les années 1977/1978, 1981, 1982 et 1983. Elle pourrait aussi être utilisée pour l'ensemble du Brésil ou pour les grandes régions (IBGE, 1983-a) mais l'importance des activités agricoles aurait tendance à "gonfler" les activités informelles.

#### 5.2.4 Analyses comparatives

##### 5.2.4.1 Le travail informel

Les résultats que nous avons obtenus avec notre méthode d'approximation pour l'évaluation du travail informel dans les neuf régions métropolitaines brésiliennes, sont, sous une forme abrégée, les suivants, pour les années 1977/1978 (Voir tableau 23).

Le premier examen des données analysées montre les différences entre les métropoles centrales et périphériques: les populations actives sont plus nombreuses dans les métropoles centrales, avec le plus haut pourcentage à Sao Paulo (55,2%); et à l'autre extrême Recife, avec à peine 45,1% de la population économiquement active.

---

<sup>101</sup> Les mêmes auteurs sont arrivés à un pourcentage de 40,9% pour Fortaleza (1980-a) et Cavalcanti a trouvé en 1978 43,0% pour l'agglomération de Recife.

TABLEAU 23

DONNEES RELATIVES DE LA MESURE DU TRAVAIL INFORMEL (%) -  
1977/1978

	BEL.	FORT.	REC.	SALV.	B.H.	RIO	S.P.	CUR.	P.A.
PEA/POP	46,4	48,7	45,1	49,3	51,7	49,3	55,2	53,6	53,4
POR/PEA	93,7	94,7	93,6	94,9	95,9	96,7	96,4	93,1	95,7
Emp./POR	75,3	70,6	79,5	78,3	81,8	81,1	83,0	78,7	83,3
Emp.SCar.	39,6	39,7	37,5	23,7	26,8	23,7	19,0	23,5	18,8
Aut./POR	22,2	27,6	18,7	19,2	16,1	15,2	12,9	17,6	13,4
Aut.-5S.M.	91,0	94,7	92,7	87,4	81,3	82,3	71,8	83,1	81,9
Pat./POR	2,5	1,8	1,8	2,5	2,1	3,7	4,1	3,7	3,3
Pat.-5S.M.	30,2	32,4	41,0	17,3	25,2	30,7	21,2	17,9	29,0
POs/rev.	1,3	1,4	1,0	0,8	0,7	0,4	1,0	4,6	1,3
TInform.	48,9	53,2	45,9	34,7	34,7	32,2	26,0	36,1	27,7
Chômeurs	5,0	3,9	5,4	4,3	3,5	2,9	2,6	2,3	3,0
T.I.+Chôm.	53,9	57,1	51,3	39,0	38,2	35,1	28,6	38,4	30,7
TInforAbs.	149	279	345	195	307	1159	1305	164	234

LEGENDE: PEA/POP= P.E.A. sur la Population d'âge actif; POR= population occupée avec revenus; Emp./POR= employés sur la POR; Emp.SCar.= employés sans carte de travail sur total employés; Aut./POR= autonomes sur la POR; Aut.-5S.M.= autonomes avec moins de 5 S.M. sur total d'autonomes; Pat./POR=employeurs sur la POR; Pat.-5S.M.= employeurs avec moins de 5 S.M. sur total d'employeurs; POs/rev.=population occupée sans revenus;TInform.= travail informel; T.I.+Chôm.= travail informel plus chômeurs; TInforAbs.= total travail informel (em mil.).  
Source des données: I.B.G.E. 1980-b;1981-a; Calculs de l'auteur

Les pourcentages de chômeurs sont plus faibles à Curitiba (2,3%) et

à Sao Paulo (2,6%) et les plus élevés sont trouvés aussi à Recife (5,4%). Les employés, qui peuvent être un bon indicateur de la dimension du travail salarié, représentent la plus forte proportion dans la P.O.R. à Porto Alegre (83,3%) et à Sao Paulo (83%) et le plus faible pourcentage est à Fortaleza (70,6%). On trouve aussi la plus grande proportion des employeurs à Sao Paulo (4,1%) et des pourcentages faibles à Fortaleza et Recife (1,8% chacun). D'un autre côté, les autonomes, considérés par certains auteurs comme indicateur de travail informel, sont proportionnellement plus importants dans les métropoles périphériques: 27,6% à Fortaleza, tombant à 13,4% à Porto Alegre et 12,9% à Sao Paulo. Les autonomes avec moins de cinq salaires minima sont moins nombreux aussi à Sao Paulo (71,8%), mais dépassent 90% du total de la catégorie à Belém, Recife et Fortaleza. Les employeurs avec revenus de moins de cinq salaires minima, présentent une exception: Salvador avec le plus faible pourcentage (17,3%), suivi de Curitiba (17,9%), mais le plus fort pourcentage se retrouve à Recife (41%).

Mais c'est la combinaison de ces éléments que nous proposons comme une des mesures de la dimension du travail informel: Sao Paulo exhibe le plus bas pourcentage des personnes travaillant dans l'informel ou dans des conditions informelles de travail: 26% de la population économiquement active, suivi de Porto Alegre, avec 27,7%. Les autres métropoles centrales accusent des pourcentages supérieurs à 30% de la P.E.A.: Rio de Janeiro (32,2%), Belo Horizonte (34,7%) et Curitiba (36,1%). Dans une situation exceptionnelle, Salvador obtient 34,7%, résultat qui la rapproche des métropoles du sud. Les

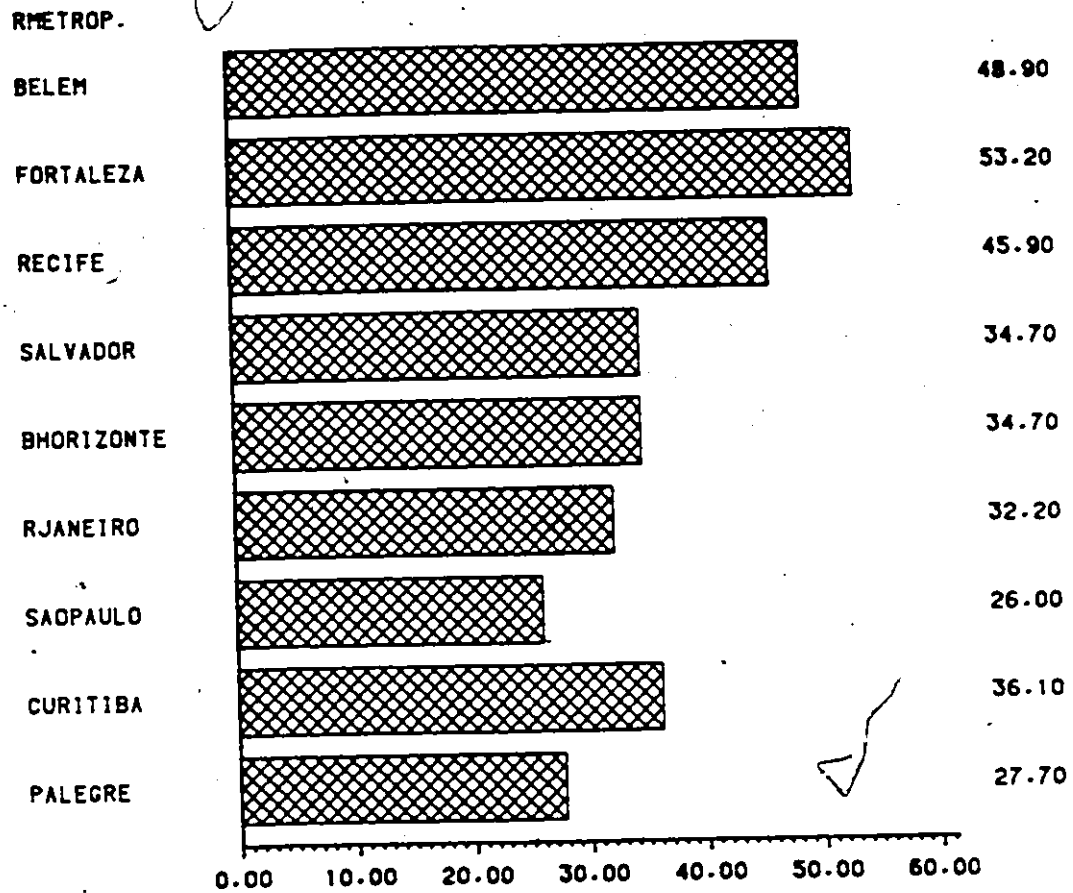
autres métropoles périphériques ont des pourcentages supérieurs à 40%: Recife (45,9%), Belém (48,9%) et Fortaleza, qui arrive au point d'avoir plus de la moitié de sa population économiquement active dans le travail informel et le double de la proportion de Sao Paulo (53,2%) (Voir figure 5).

Quand nous ajoutons au pourcentage de travailleurs informels ceux en chômage, le tableau devient encore plus net et correspond bien aux hypothèses numéro 1 ("Les métropoles périphériques auraient, proportionnellement, un contingent de personnes dans le travail informel plus important que les métropoles centrales") et 3 ("Le développement de l'informel serait lié à la situation socio-économique régionale"), et dans une certaine mesure à l'hypothèse numéro 2 ("La proportion des travailleurs dans l'informel serait plus réduite dans les métropoles plus industrialisées"): Sao Paulo, centre national a le plus faible pourcentage des travailleurs informels ou dans des conditions de travail informel; quand on ajoute les chômeurs, on obtient 28,6% de la P.E.A.. Ensuite viennent les métropoles centrales: Porto Alegre (30,7%), Rio de Janeiro (35,1%), Belo Horizonte (38,2%) et Curitiba (38,4%). Enfin dans une situation de transition, mais plus proche des métropoles du sud, vient Salvador avec 39%. Les autres métropoles périphériques, quand on ajoute les chômeurs, dépassent toutes la moitié de la P.E.A.: Recife (51,3%), Belém (53,9%) et Fortaleza, avec un taux très élevé de 57,1%.

Les données pour 1981, 1982 et 1983, période qui correspond à la grave crise actuelle, montrent un certain changement: pour le

Figure 5:

### TRAVAILLEURS DANS L'INFORMEL (%) - 1978



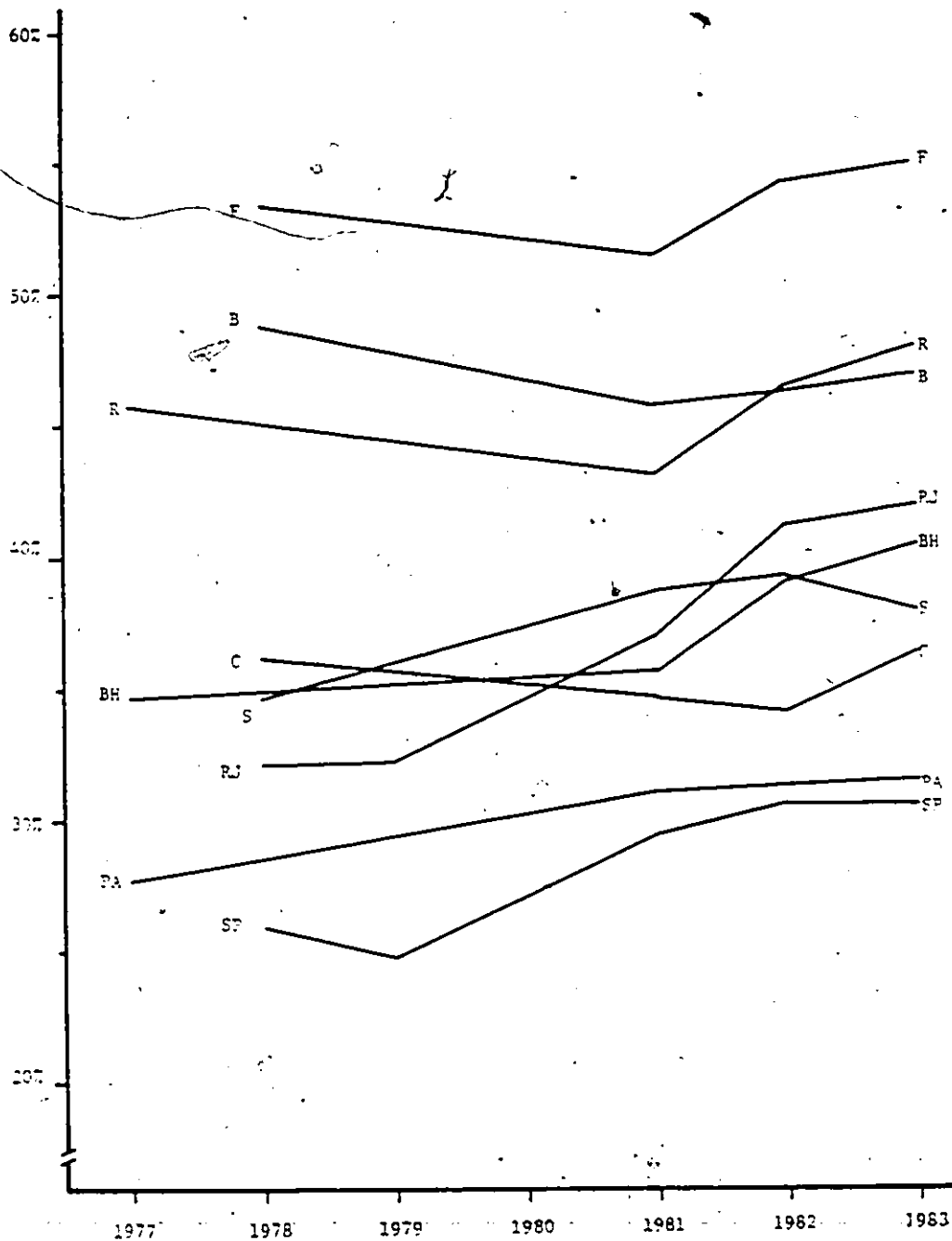
SOURCE DONNEES: I.B.G.E. 1980-b; 1981-a;

travail informel, Sao Paulo maintient encore les plus faibles taux dans la P.E.A. (29,5%, 30,6% et 30,5%), suivi de Porto Alegre (31,1%, 31,4% et 31,5%) et Curitiba (34,8%, 34,3% et 36,4%). Belo Horizonte augmente sa proportion de travailleurs informels dans la P.E.A. (35,7%, 39,2% et 40,3%), tandis que Salvador passe en quatrième position (37,6%, 39,2% et 37,9%). Rio de Janeiro présente aussi une forte montée des taux (37%, 41,2% et 41,9%). Autre fait intéressant, un léger déclin des pourcentages de travailleurs informels dans les autres métropoles périphériques en 1981, mais avec une nouvelle montée en 1982 et 1983: 45,8%, 46,3% et 47,1% à Belém, 43,1%, 46,4% et 47,8% à Recife et 51,5%, 52,2% et 55,2% à Fortaleza.

On pourrait parler alors d'une certaine convergence, les métropoles centrales ayant des taux plus élevés se rapprochant des taux des métropoles périphériques. La moyenne des taux du travail informel dans la P.E.A., des régions métropolitaines, qui en 1977/1978 était de 37,7%, est passée à 38,5 en 1981, à 40,3% en 1982, et à 41% en 1983 (Voir figure 6).

Nos résultats confirment ainsi partiellement l'hypothèse numéro 4 ("L'évolution des contingents dans le travail informel suivrait, comme le chômage, l'évolution de la situation économique nationale"), parce que l'impact de la situation économique nationale semble jouer différemment selon les régions. Quand on analyse séparément les deux groupes de métropoles on voit que les différences centre-périphérie dans ce cas diminuent, mais avec des pourcentages toujours forts dans les métropoles périphériques. Les

Figure 6: ACCROISSEMENT DU TRAVAIL INFORMEL 1977/1978-1983 (%)  
 REGIONS METROPOLITAINES



Source des données: I.B.G.E., 1980-b; 1981-a; 1983-b et e; 1984.



moyennes pour les métropoles périphériques sont passées de 45,7% en 1977/1978 à 47% en 1983, soit une augmentation de 1,3%, tandis que les métropoles du sud ont vu leur taux moyen augmenter de 31,3% à 36,1%, soit une augmentation de 4,8%. La différence entre les deux moyennes régionales passait de 14,4% en 1977/1978 à 10,9% en 1983. Dans ce cas, l'hypothèse numéro 4 s'appliquerait surtout aux métropoles centrales, où les activités "formelles", de plus grande envergure et dominantes, auraient plus souffert de la crise économique récente, et l'informel aurait pu absorber plus de travailleurs.

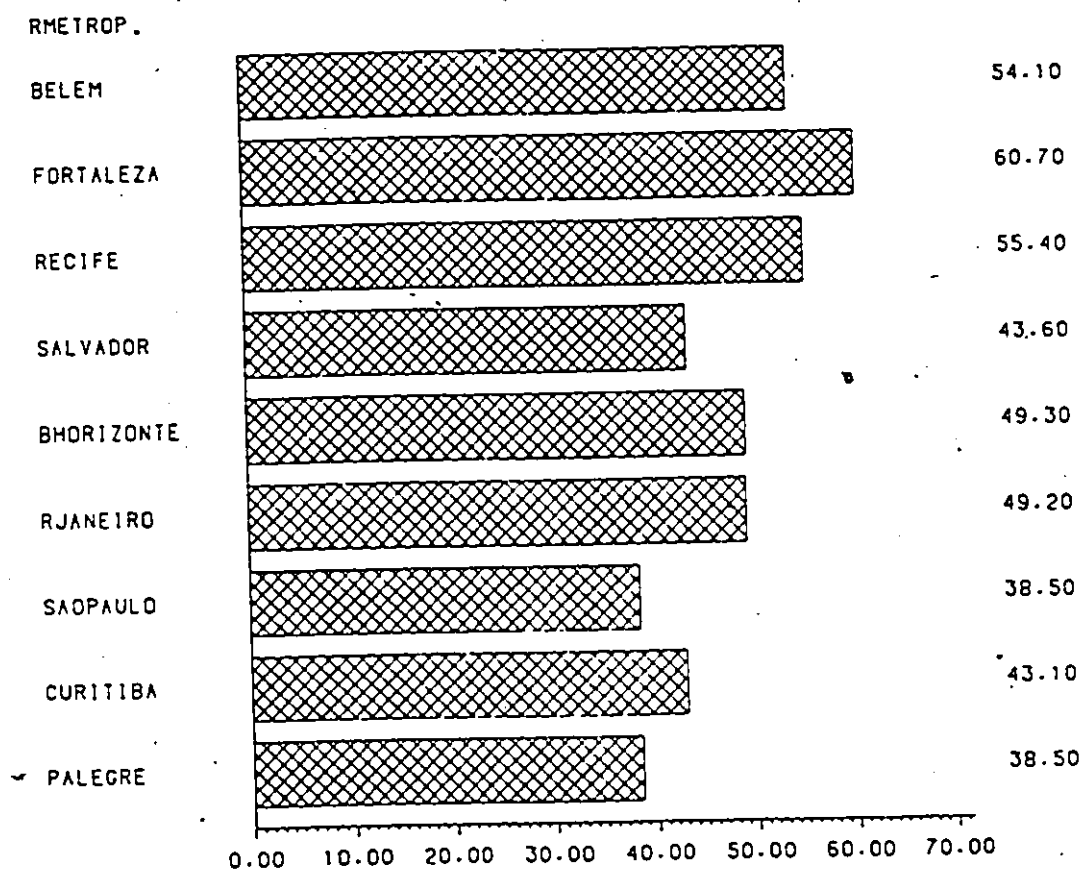
Si on ajoute les chômeurs aux travailleurs informels en 1983, on arrive aux résultats suivants (Voir figure 7).

Sao Paulo a toujours le taux le plus bas, avec celui de Porto Alegre (38,5%), suivis de Curitiba (43,1%), Salvador (43,6%), Rio de Janeiro (49,2%) et Belo Horizonte (49,3%). Les autres métropoles périphériques dépassent les 50%: Belém (54,1%), Recife (55,4%) et Fortaleza arrive à l'étonnant pourcentage de 60,7% de sa P.E.A. dans le travail informel et en chômage.

La moyenne des métropoles centrales montre une situation qui empire, dans ce cas, passant de 41,4% en 1977/1978 à 48% en 1983, avec une forte augmentation due au chômage: en 1977/1978 le pourcentage moyen de travailleurs non-occupés était de 3,7%, et il est passé à 7,1% en 1983.

Si l'on sépare les métropoles centrales des métropoles périphériques, on remarque encore une convergence, due surtout à l'aggravation de la situation des métropoles centrales: elles sont passées d'une moyenne de 34,2% en 1977/1978, pour ces deux

Figure 7:  
TRAVAILLEURS DANS L'INFORMEL ET EN CHOMAGE (%) - 1983



Source des données: I.B.G.E., 1984

indicateurs à 43,7% en 1983, alors que les métropoles périphériques ont augmenté elles aussi, mais de façon moins forte, de 50,3% à 53,5%. Les résultats avec l'addition des chômeurs renforcent l'hypothèse numéro 4, mais dans les deux cas une différentiation importante est apparue: à l'exception de Salvador, toutes les métropoles ont leurs taux élevés, mais avec les plus fortes augmentations au sud, surtout à Rio de Janeiro et Belo Horizonte.

L'augmentation entre les deux périodes (1977/1978 et 1983) montre que pendant que la P.E.A. a eu un accroissement de 22,2%, le travail informel augmentait de 42,4%, et le chômage triplait presque, avec un accroissement, dans cette période, de 194%. L'accroissement de la P.E.A. a été le plus fort à Curitiba (45,9%), suivi de Belo Horizonte (31,4%), Salvador (30,8%) et Porto Alegre (30,4%) et l'accroissement le plus faible est observé à Rio de Janeiro<sup>102</sup> (15,6%). L'accroissement le plus fort de l'informel s'observe à Belo Horizonte (52,4%), Rio de Janeiro (50,7%) -aggravé par la faible croissance de la P.E.A.-, Porto Alegre (48,6%) et Curitiba (47,2%), ce qui confirme l'aggravation de la situation des métropoles centrales. L'accroissement le plus faible (23,5%) s'est produit à Recife, ce qui peut suggérer une certaine saturation. Si on enlève la croissance du travail informel de celle de la P.E.A., la plus forte augmentation est à Rio de Janeiro (35,1%), suivi de Sao Paulo (21,1%), Belo Horizonte (21%) et Porto Alegre (18,2%), ce qui confirme encore l'aggravation de la situation du travail dans

---

<sup>102</sup> Les données de 1981 de Belém sont inférieures à celles de 1978, ce qui semble coorespondre plutôt à une surestimation de l'année antérieure.

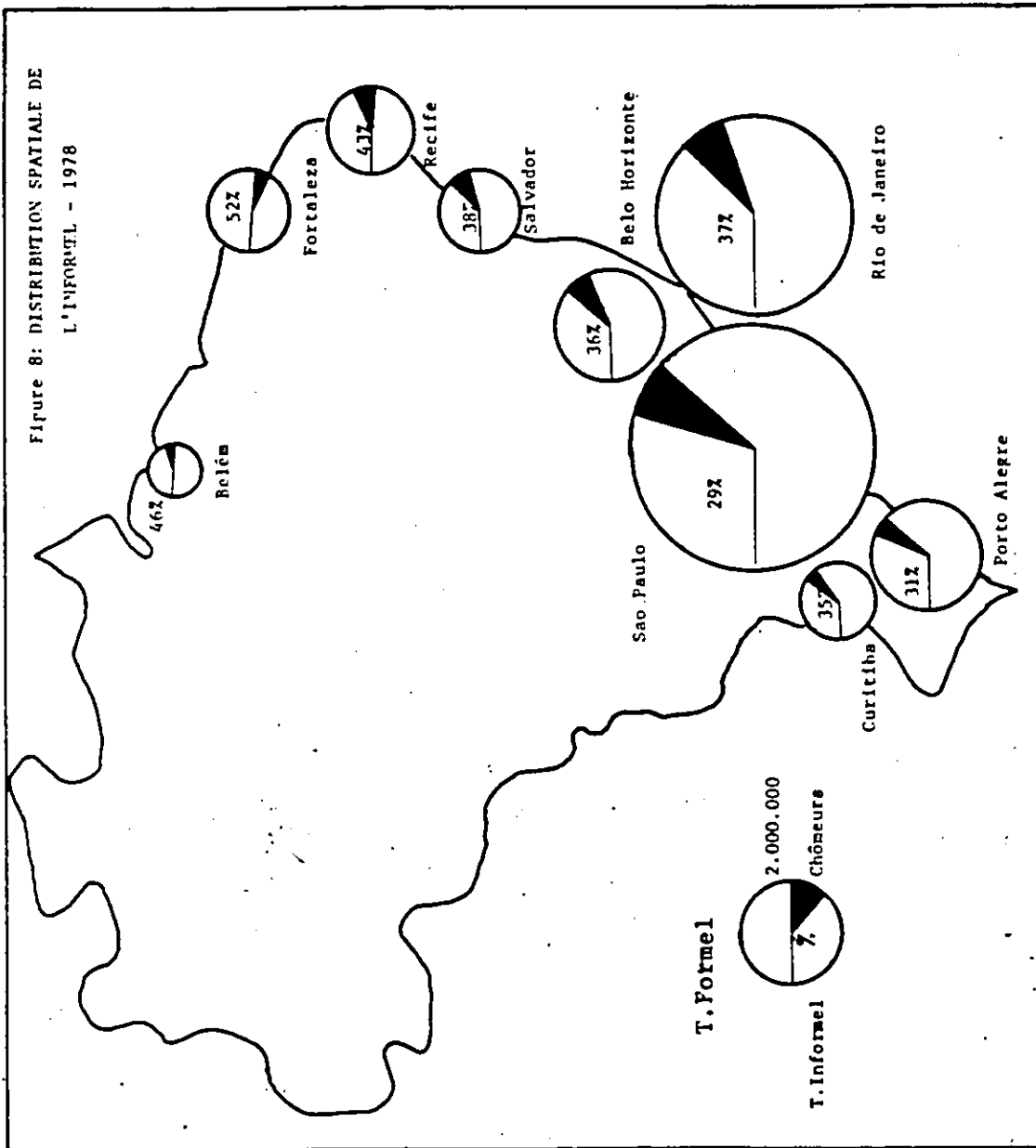
les métropoles centrales dans cette période de crise.

Le chômage a augmenté très fortement surtout dans les métropoles du sud: Curitiba (238%), Sao Paulo (276%), Belo Horizonte (241%) et Rio de Janeiro (189%) et les accroissements les plus faibles ont été réperés à Belém (46%) et Recife (66,9%), agglomérations qui ont leurs taux de chômage et d'informalité déjà élevés.

Mais il faut aussi examiner les totaux absolus et ne pas rester au seul niveau des chiffres relatifs. La figure 8 est très expressive. Elle montre la concentration des travailleurs urbains dans les métropoles centrales. Les poids de Sao Paulo et Rio de Janeiro sont bien mis en évidence, et elle montre aussi qu'il y a une différence nord/sud entre les dimensions du travail informel et du chômage; mais la concentration des travailleurs dans les grandes métropoles montre l'autre face du problème: le pourcentage apparemment faible de travailleurs informels de Sao Paulo en 1978 (26%) correspond, de fait, à un contingent très important. Le total des travailleurs dans les conditions informelles à Sao Paulo (ainsi qu'à Rio de Janeiro) est supérieur à n'importe quel total de la population économiquement active des autres métropoles brésiliennes.

Nous avons aussi comparé entre eux, les différents critères utilisés pour déterminer les dimensions du travail informel, pour voir s'il y avait des différentiations interurbaines à ce niveau. Les employés sans carte de travail sur le total des travailleurs informels sont les plus nombreux (moyenne des neuf régions métropolitaines: 55,2%, 1977/1978), suivis par les autonomes avec

Figure 8: DISTRIBUTION SPATIALE DE L'INFORMEL - 1978



moins de cinq salaires minima (moyenne de 38,9%). Les employeurs avec moins de cinq salaires minima et les travailleurs sans revenus sont résiduels, sauf pour ces derniers à Curitiba où il y a une importante proportion de travailleurs ruraux, en raison de la taille excessive de ses limites métropolitaines. A ce niveau, il n'y a pas, apparemment, de différenciation entre les distributions des neuf agglomérations.

#### 5.2.4.2 Les critères complémentaires examinés

Nous avons aussi examiné d'autres critères qui pourraient servir d'indicateurs de la situation de l'informalité du travail: a) les travailleurs qui ne contribuent pas à la sécurité sociale (I.N.P.S.),<sup>100</sup> b) les travailleurs qui reçoivent jusqu'à un salaire minimum et c) les employés qui n'ont pas leur carte de travail signée par les employeurs. Ces trois critères rendent possible une analyse par secteurs d'activité de la P.E.A.

L'utilisation du critère de non-contribution à l'I.N.P.S. présente un problème, comme nous avons vu dans l'analyse des Etats: quelques domestiques (profession intrinsèquement informelle) contribuent en effet à cet avantage social, ce qui fait baisser la proportion des non-contribuables vis-à-vis de la proportion des activités informelles.

---

<sup>100</sup> Institut national de la prévoyance sociale. De fait nous avons utilisé le critère plus vaste "sans sécurité sociale", car il comprend, outre l'I.N.P.S. des institutions mineures.

La moyenne des neuf régions métropolitaines est ici de 32,8% (en 1983), tandis que la moyenne pour le travail informel telle que nous l'avons calculée est de 41% pour la même année.<sup>104</sup>

Les différenciations entre les métropoles accusent la même tendance que celle observée au niveau du travail informel sur la base des premiers critères retenus, au niveau spatial:<sup>105</sup> Fortaleza, avec la plus haute proportion: 47,9%, suivie de Recife (47,5%) et Belém (38,2%), alors que les plus basses proportions sont pour les métropoles centrales, Porto Alegre (19,4%) et Sao Paulo (22,6%). (Voir figure 9).

Lorsque nous examinons ce critère au niveau sectoriel, nous pouvons voir la forte différenciation entre les secteurs d'activités. Comme prévu, la prestation de services est le secteur qui a la moyenne la plus haute de travailleurs non contribuables à l'I.N.P.S.:<sup>106</sup> 58,2%, avec une proportion plus élevée dans les métropoles périphériques. Ensuite vient le bâtiment (moyenne de 34,1%) qui présente l'intéressante information d'une importante "informalité" dans les métropoles centrales, comme Sao Paulo et Rio de Janeiro. Le commerce apparaît avec 32,1% et présente, comme les

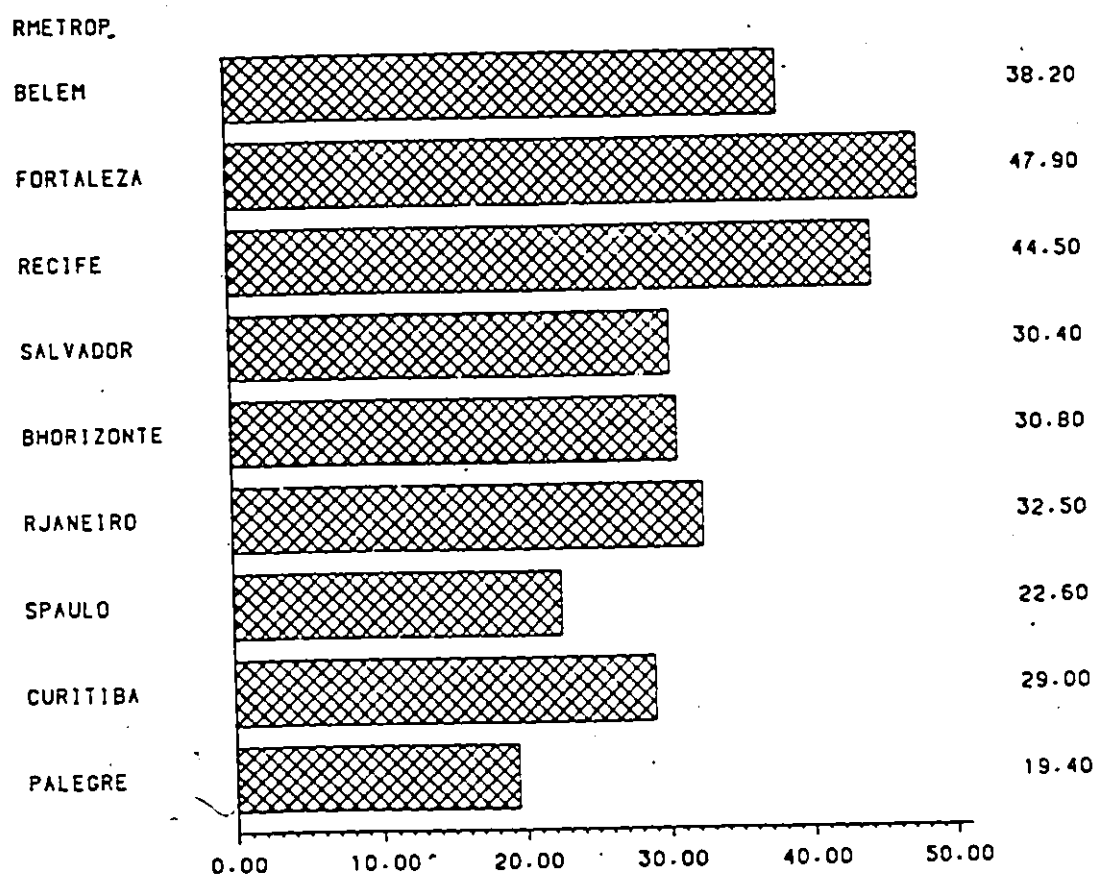
---

<sup>104</sup> Rappelons que la moyenne non-agricole au Brésil, en 1980, était de 23,8%.

<sup>105</sup> Les résultats par Etat, du même critère en 1980, présentent des pourcentages plus faibles. Mais l'ordre est à peu près le même. Cependant l'Etat de Rio de Janeiro avait une meilleure position que la Région métropolitaine et l'Etat de Bahia a une plus forte proportion que la Région de Salvador.

<sup>106</sup> L'agriculture ne doit pas être examinée, parce que ses travailleurs contribuent à d'autres institutions (FUNRURAL) et qu'elle présente, dans le cas brésilien, un caractère très résiduel au niveau métropolitain, sauf à Curitiba.

Figure 9:  
TRAVAILLEURS NON CONTRIBUABLES A L'I.N.P.S. (%)



Source des données: I.B.G.E., 1984



services, des taux plus élevés dans les métropoles périphériques. Toutes les autres activités ont des bas pourcentages, montrant que c'est dans les services, dans le bâtiment et dans le commerce que se concentre le gros du problème. L'industrie de transformation montre une concentration importante seulement à Fortaleza (28,1%) et l'administration publique à Rio de Janeiro (29,6%), où il ne s'agit cependant pas d'un cas de simple informalité.<sup>107</sup>

L'examen des écarts à la moyenne, pour 1982, (Voir tableau 24) nous fait remarquer encore une fois la nette différenciation entre la situation des travailleurs des métropoles centrales et ceux des métropoles périphériques. Fortaleza (+13,5) et Porto Alegre (-12,9) sont dans les deux extrêmes. Ce tableau met en relief aussi les cas exceptionnels comme la forte présence des travailleurs qui ne contribuent pas à l'I.N.P.S. à Rio de Janeiro, dans le cas de l'administration publique.

Le critère des travailleurs qui gagnent jusqu'à un salaire minimum, lui aussi, suit la même tendance du travail observée à partir de nos premiers calculs, au niveau spatial, mais avec quelques variations:<sup>108</sup> Fortaleza, avec 46,7% de la population dans cette catégorie de revenus, suivi de Recife (35,6%) et de l'autre coté, Sao Paulo, cette fois-ci avec à peine 11,8% de sa P.E.A. ayant

---

<sup>107</sup> L'analyse par Etat, dans le chapitre précédent, présente les mêmes branches avec concentration de travailleurs sans sécurité sociale. Il n'apparaît cependant pas un fort pourcentage dans l'administration publique dans l'Etat de Rio de Janeiro.

<sup>108</sup> Les mêmes critères, par Etat, montrent des résultats plus forts partout. L'ordre est aussi presque le même. Aussi, Rio de Janeiro a une meilleure situation comme Etat et Bahia une plus haute proportion que la région métropolitaine de Salvador.

TABLEAU 24

## TRAVAILLEURS NON CONTRIBUABLES A L'I.N.P.S. - 1982 (ECARTS A LA MOYENNE)

SECTEURS	BEL.	FORT.	REC.	SALV.	B.H.	RIO	S.P.	CUR.	P.A.
AGRICULT.	-29,1	+5,9	+13,7	-5,8	+0,3	-5,6	+7,9	+11,6	-3,9
I.TRANS.	+7,7	+14,3	+1,0	-3,2	-1,7	+1,6	-6,9	-6,0	-6,5
I.CONSTR.	+6,1	+11,7	+6,6	-6,6	-5,4	+2,4	+5,4	-7,1	-13,4
AUT.INDS.	-2,3	+9,1	+3,1	-4,3	+1,5	-2,3	-2,7	-4,7	+2,7
COMMERCE	+10,1	+8,2	+18,2	-0,4	-5,9	-1,7	-3,1	-12,5	-12,8
SERVICES	+8,4	+17,7	+11,1	+2,3	-1,2	-4,0	-7,7	-6,8	-19,7
S.AUXIL.	+2,5	+2,1	+7,0	+0,7	+1,2	-0,9	-4,6	-2,8	-5,3
TRANSP.	+4,3	+9,0	+11,5	-0,2	-3,9	-5,0	-3,6	-7,5	-4,4
SOCIAL	+4,8	+3,7	+2,3	-3,3	+1,6	-0,1	-2,0	-2,3	-4,5
ADM.PUB.	+6,5	-2,0	+2,9	-6,6	-5,1	+15,5	-7,4	-3,6	-0,3
AUTRES	+8,3	+2,1	+12,4	-0,9	-1,0	-1,1	-7,6	-3,7	-8,5
TOTAL	+6,5	+13,5	+11,5	-1,6	-2,3	-0,6	-9,1	-4,8	-12,9

Source des données: I.B.G.E. 1983-e; Calculs de l'auteur.

des revenus jusqu'à un salaire minimum, suivi de Porto Alegre (15,2%) et Curitiba (17,8%), ce qui est beaucoup moins que leur part calculée du travail informel.<sup>100</sup> Cela vient confirmer que les

<sup>100</sup> Il faut remarquer ici que les agglomérations ont des niveaux de coût de la vie différents. En novembre 1983 les index des prix au consommateur étaient les suivants: Recife 7.710,80; Belo Horizonte 6.772,70; Porto Alegre 5.838,70; Rio de Janeiro 5.376,90; Salvador 5.370,70; Fortaleza 5.128,90 et Sao Paulo

activités informelles au centre ont des revenus plus élevés que le salaire minimum, comme nous l'avons vu au niveau des Etats (Voir figure 10).

Dans leur ensemble, les travailleurs qui reçoivent jusqu'à un salaire minimum constituent en moyenne, dans les neuf régions métropolitaines, 27%, de la P.E.A. en 1983,<sup>110</sup> soit un pourcentage plus faible que les deux autres critères complémentaires examinés.<sup>111</sup>

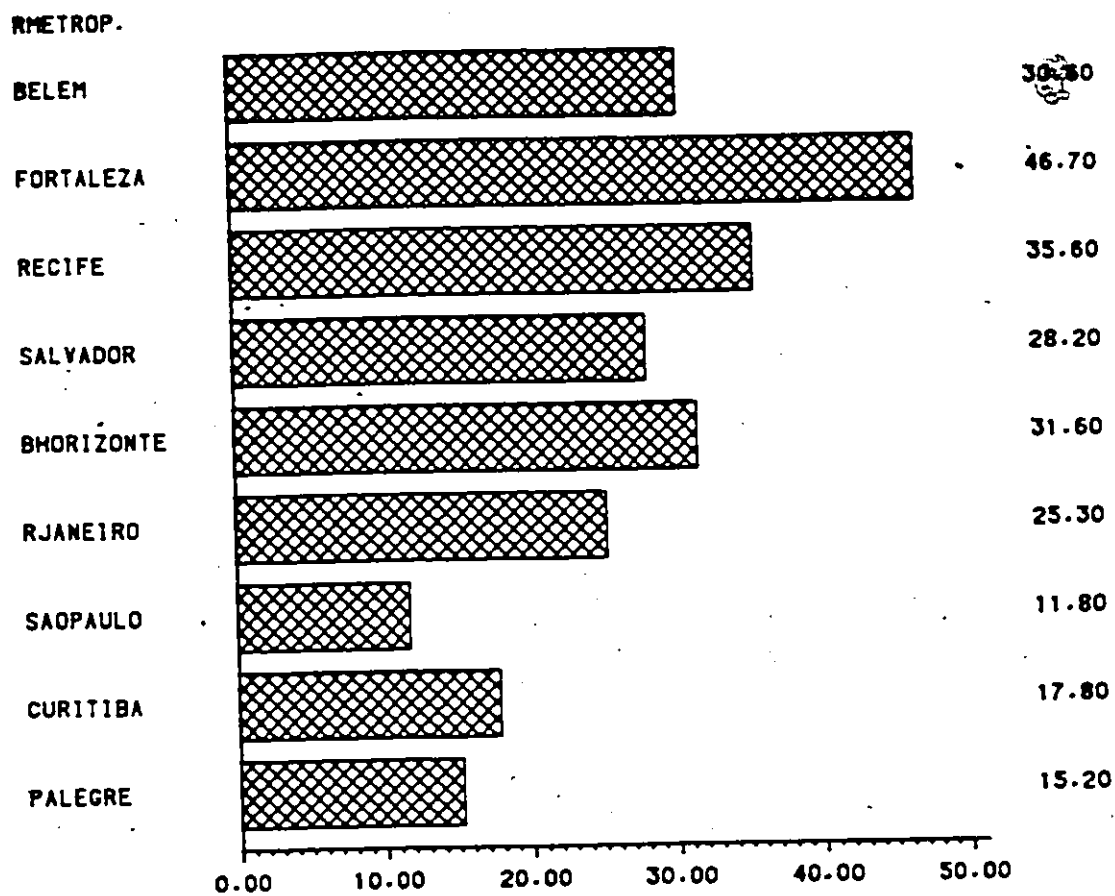
L'analyse de ce critère permet aussi une comparaison semblable au niveau des secteurs de la P.E.A.. Comme dans le cas de "non contribuables à l'I.N.P.S.", c'est la prestation de services qui concentre la majorité des travailleurs avec revenus jusqu'à un salaire minimum (moyenne de 59,4%) et ce sont les métropoles périphériques qui présentent les taux les plus élevés (Fortaleza 75,5%, Recife 68,5% et Belém 66,4%) et Sao Paulo le plus bas (36,6%). Ensuite viennent l'agriculture avec une moyenne de 40,7%, le commerce avec 27,1% et, dans ce cas, Fortaleza, Recife et Belém avec les taux les plus élevés. L'industrie de transformation vient ensuite avec 22,2%, et Fortaleza (comme l'Etat du Ceara) y a encore le taux record de 53,9%, ce qui peut être lié à l'existence d'un

41486,60. Les variations des index des prix au consommateur, selon la Fondation Getulio Vargas, ont été les suivantes en 1983: Belém 323,8; Recife 203,0; Curitiba 197,5; Belo Horizonte 196,9; Salvador 188,70; Rio de Janeiro 177,90; Porto Alegre 171,20; et Sao Paulo 164,10 (Conjuntura Economica, Fev. 1984, ps. 90, 218 et 219).

<sup>110</sup> La moyenne nationale non-agricole en 1980 a été de 26,2%.

<sup>111</sup> Nous avons vu, dans l'analyse des Etats, que certaines activités intrinsèquement informelles ont des revenus moyens supérieurs au salaire minimum.

Figure 10:

**TRAVAILLEURS AVEC REVENUS JUSQU' A UN S.M. (%)**

SOURCE DES DONNEES: I.B.G.E., 1984

important contingent de travailleurs à domicile (Voir Schmitz, 1982). Le bâtiment vient finalement avec une moyenne de 21,6%. Pour ce critère, la division n'est faite que pour sept secteurs ce qui ne permet pas d'examiner le cas de l'administration publique, par exemple.<sup>112</sup>

Le tableau 25 complète notre information en montrant les écarts à la moyenne du critère des travailleurs recevant jusqu'à un salaire minimum. Encore une fois Fortaleza a le plus fort écart positif (+19,1) et le plus fort écart négatif, cette fois-ci, est celui de Sao Paulo (-15,7). Ce critère est celui qui fait la meilleure distinction entre les métropoles centrales et périphériques: Sao Paulo, Porto Alegre et Curitiba ont toutes des taux négatifs. Rio de Janeiro a seulement le bâtiment égal à la moyenne, c'est l'opposé pour Belém, Fortaleza et Recife, si nous excluons l'agriculture qui est très résiduelle. Salvador et Belo Horizonte restent dans des situations intermédiaires. Ces résultats montrent que la situation de Rio de Janeiro est très particulière: les écarts de revenus correspondent à ceux d'une métropole centrale, mais selon les deux autres critères, nous obtenons des écarts élevés, surtout dans l'administration publique.

Le dernier critère complémentaire est celui des employés qui n'ont pas de carte de travail signée par leurs employeurs. Il n'inclut pas les autonomes ni les employeurs, mais ce critère est celui qui examine de plus près les relations informelles à

<sup>112</sup> L'analyse par Etats, de ce critère, place les activités sociales en troisième place. Les pourcentages sont plus faibles aux Etats. L'administration publique à Rio de Janeiro n'a pas un taux très élevé de personnes occupées jusqu'à un salaire minimum.

TABLEAU 25

PERSONNES OCCUPEES AVEC REVENUS JUSQU'UN SALAIRE MINIMUM -  
1982 (ECARTS A LA MOYENNE)

SECTEURS	BEL.	FORT.	REC.	SALV.	B.H.	RIO	S.P.	CUR.	P.A.
AGRICULT.	-38,3	+27,7	-3,8	+17,1	+25,5	+12,8	-10,6	-14,1	-16,6
I.TRANS.	+16,0	+31,7	+2,5	-8,6	-2,2	-6,7	-14,4	-9,3	-9,2
I.CONSTR.	+5,1	+18,6	+8,1	-0,5	+6,2	0,0	-13,0	-11,3	-13,3
COMMERCE	+6,5	+10,5	+8,4	+5,5	+0,7	-0,2	-10,4	-9,9	-10,7
SERVICES	+7,0	+16,1	+9,1	+10,5	+5,9	-4,7	-22,8	-10,5	-10,6
S.AUXIL.	+1,8	+1,8	+8,2	+7,1	+2,0	-3,2	-5,9	-5,3	-6,3
AUTRES	+6,3	+9,2	+7,5	-0,6	+0,3	-3,1	-9,7	-4,4	-5,6
Total	+6,9	+19,1	+8,0	+2,7	+2,7	-3,2	-15,7	-9,4	-11,2

Source des données: I.B.G.E. 1983-e; Calculs de l'auteur.

l'intérieur des entreprises formelles. Le fait que l'employeur ne signe pas une carte de travail montre les conditions irrégulières de travail dans des entreprises qui ne sont pas nécessairement informelles.<sup>113</sup> Dans son ensemble, ce critère arrive à une moyenne de 32,1% en 1983. Ce critère est celui qui présente la moins forte différenciation spatiale, ces importantes irrégularités se produisent aussi bien dans le sud du pays que dans le nord. Mais

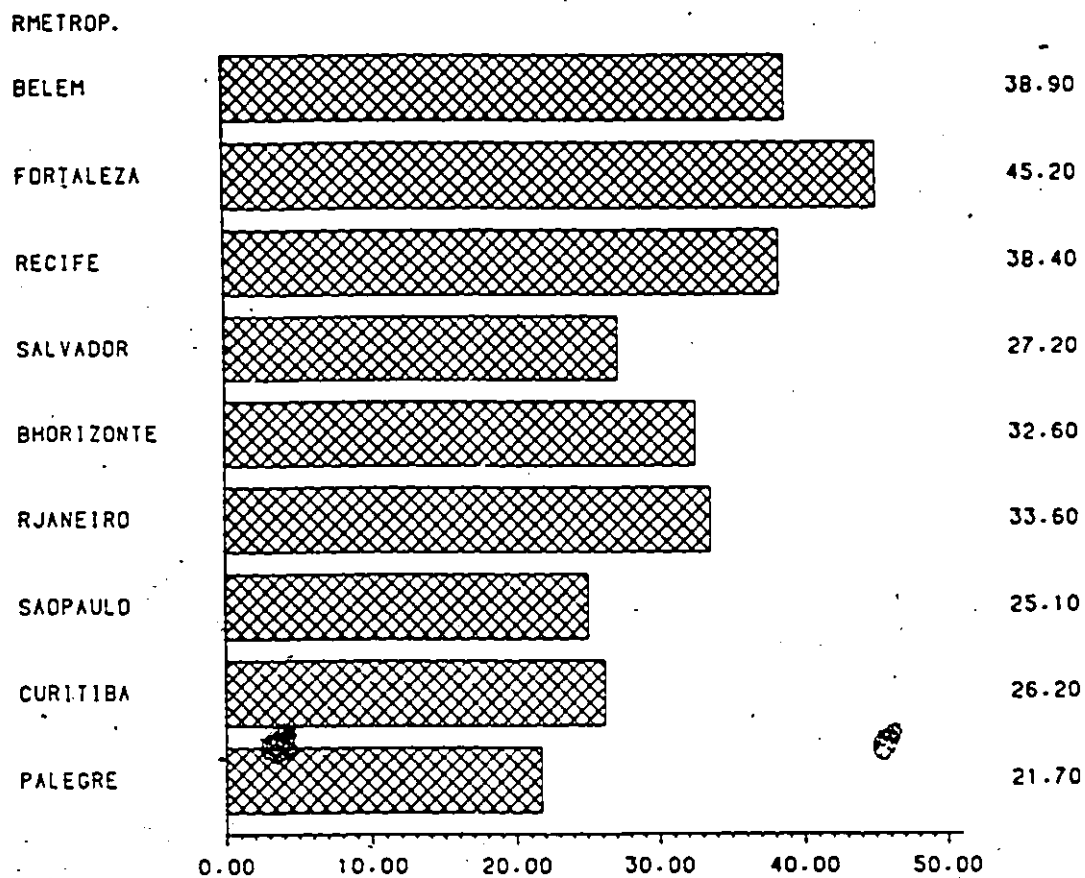
<sup>113</sup> Casimiro (1981) rappelle que sans la Carte de travail les travailleurs n'ont pas d'accès à d'autres droits de la législation du travail: prévoyance sociale, salaire-famille, vacances payées, F.G.T.S. (dépôt dans un compte pour être libéré dans des cas de démission), 13ème. salaire et pension.

Fortaleza a toujours la plus forte proportion (45,2%) et Porto Alegre la plus faible (21,7%) (Voir figure 11).

Ce critère permet aussi d'examiner les différenciations internes au niveau des secteurs d'activités. En laissant de côté l'agriculture, qui présente un nombre très réduit d'employés, la prestation de services est encore le secteur qui a le plus d'employés en situation irrégulière, et les métropoles périphériques concentrent elles aussi les taux les plus élevés (moyenne de 55,4%). Fortaleza a le plus fort pourcentage, soit 76,1% de ses employés dans cette branche en situation irrégulière. Mais selon ce critère, l'administration publique est un secteur où cette irrégularité est importante, arrivant à une moyenne de 54,6%, et un fort pourcentage dans les métropoles centrales. Ces chiffres font apparaître la difficulté de l'utilisation de ce critère seul, en raison de la grande proportion d'employés dans le secteur public qui, comme fonctionnaires publics, ne sont pas liés à la consolidation de la législation travailliste (C.L.T.), et de ceux qui travaillent à caractère temporaire, mais qui ne sont pas nécessairement de bas revenus. Les activités sociales peuvent aussi être relevées ici (moyenne de 33,9%), certainement à cause des activités d'éducation et santé qui conservent des proportions importantes d'employés en situation irrégulière, ce qui les approche du cas de l'administration publique (présentant les mêmes indications que ceux qui ne contribuent pas à l'I.N.P.S.). Ensuite vient l'industrie de la construction avec une moyenne de 28%. Le commerce apparaît avec un pourcentage relativement faible (moyenne de 20,4%) car la grande

Figure 11:

## EMPLOYES SANS CARTE SIGNEE (%) - 1983



Source des données: I.B.G.E., 1984



majorité des travailleurs informels dans cette branche se concentre plutôt dans la catégorie de travailleurs indépendants. Les autres secteurs d'activités présentent des proportions plus faibles, Fortaleza reste seule avec un pourcentage de 20,4% dans l'industrie de transformation et 15% dans les autres industries.

L'examen des écarts à la moyenne, dans ce cas, fait ressortir moins nettement l'opposition entre centre et périphérie: Fortaleza y apparaît toujours comme la métropole où le problème de l'emploi est le plus grave (+12,3) et Porto Alegre celle où il est le moins ressenti (-9,3). L'administration publique a des écarts plus élevés à Sao Paulo et Rio de Janeiro, cette dernière présentant aussi des écarts importants dans l'industrie de transformation et au bâtiment, tandis que Salvador se place à côté de Curitiba avec tous leurs écarts négatifs. Le rapport centre-périphérie est très clairement exprimé seulement pour les secteurs de la prestation de services et des transports (Voir tableau 26).

L'évolution de ces trois critères entre 1977/1978 et 1983 se présente plus nuancée que celle observée au niveau de ceux qui nous ont d'abord servi pour notre évaluation, du travail informel. Pour les six métropoles où nous avons des données sur la population occupée non contribuable à l'I.N.P.S.,<sup>114</sup> la tendance a été celle d'une augmentation partout en 1983.

---

<sup>114</sup> Cette information n'apparaît pas au P.N.A.D. de 1977.

TABLEAU 26

## EMPLOYES SANS CARTE SIGNEE - 1982 (ECARTS A LA MOYENNE)

SECTEURS	BEL.	FORT.	REC.	SALV.	B.H.	RIO	S.P.	CUR.	P.A.
AGRICULT.	-39,0	+12,5	-1,2	-7,9	+7,2	+9,7	+7,0	+2,9	+8,4
I.TRANS.	+4,9	+8,1	+2,3	-4,4	-1,2	+5,1	-4,4	-5,7	-4,8
I.CONSTR.	+6,0	+14,8	+7,9	-6,1	-5,2	+7,1	+1,8	-11,8	-14,9
AUT.INDS.	+3,1	+6,4	0,0	-3,7	-3,3	+0,9	+0,5	-4,8	+1,3
COMMERCE	+5,4	+5,0	+10,2	-7,1	-0,1	+3,5	+1,3	-9,6	-8,6
SERVICES	+9,1	+20,7	+11,3	-1,7	+1,2	-8,2	-5,1	-7,0	-19,8
S.AUXIL.	+3,9	+5,5	+5,1	-4,4	+0,6	+1,0	-1,9	-7,9	-2,3
TRANSP.	+5,2	+8,3	+12,3	-4,4	-2,7	-3,4	-6,1	-4,9	-4,7
SOCIAL	+11,7	+7,3	-12,9	-10,5	+4,6	-1,0	+1,9	0,0	-0,7
ADM.PUB.	+1,7	-4,9	-9,4	-9,5	+5,5	+12,8	+12,8	-9,3	+0,5
AUTRES	-0,1	+5,8	+10,1	-4,2	-1,8	-0,4	-1,2	-4,8	-3,2
TOTAL	+7,8	+12,3	+6,3	-4,3	+0,2	+1,8	-7,2	-7,4	-9,3

Source des données: I.B.G.E. 1983-e; Calculs de l'auteur.

La comparaison dans le temps des pourcentages des travailleurs qui reçoivent jusqu'à un salaire minimum est moins aisée, parce que la valeur réelle des salaires n'est pas la même dans les périodes considérées. Les résultats montrent une nette aggravation en 1982, pour Rio de Janeiro et Sao Paulo, et en 1983 pour Belo Horizonte. Les métropoles périphériques avaient des plus fortes proportions en 1977/1978. Les valeurs réelles pourront donner un tableau différent.

Pour les employés sans carte signée, l'évolution jusqu'à 1981 s'est faite vers une convergence, mais en 1982 et 1983, les taux sont montés partout, sauf à Beléma. Porto Alegre a toujours eu le plus faible taux, suivi de Sao Paulo et Curitiba. Salvador est passée aussi à la quatrième place depuis 1981, et Belo Horizonte et Rio de Janeiro sont descendues à la cinquième et sixième place. Les trois autres métropoles périphériques continuent avec les taux les plus élevés.

L'analyse des critères complémentaires, donc, confirme la situation plus grave des Etats périphériques; elle confirme aussi que le secteur de la prestation de services est celui qui présente les degrés les plus élevés d'"informalité".

#### 5.2.5 L'analyse factorielle au niveau métropolitain

Afin de compléter les analyses comparatives effectuées pour confirmer ou non les hypothèses présentées au début du chapitre, nous avons aussi réalisé une analyse factorielle pour l'ensemble des neuf régions métropolitaines à l'étude, dans le but d'ajouter des éléments nouveaux et de renforcer l'analyse initiale.

Cette technique permet de réduire un ensemble de variables choisies en quelques facteurs ou composantes. Ces facteurs résument les variances communes de plusieurs variables utilisées.

Nous avons utilisé la méthode "SPSS PAL" ("Principal factoring without iteration"). Dans ce programme seulement les composantes qui ont des Valeurs propres<sup>115</sup> ("Eigenvalues"), supérieures à 1.0

<sup>115</sup> La somme des carrés des saturations de chacune des variables

sont retenus. Ensuite ces facteurs ont été rotationnés par la procédure "Varimax".

Nous avons choisi un ensemble de 34 variables démographiques et socio-économiques originales et nous avons inséré deux nouvelles variables originales.<sup>116</sup> De ces variables, 27 ont été transformées en pourcentages pour éviter le poids excessif des grandes métropoles. L'ensemble des variables a été standardisé par l'utilisation de la transformation logarithmique.

La disponibilité des données au niveau métropolitain (données du P.N.A.D. de 1981 et du recensement de 1980) a limité le choix des variables. Nous les avons choisies de manière à ce qu'elles puissent nous donner une indication des différenciations existantes entre le centre et la périphérie, ainsi que pour observer les corrélations élevées avec la variable correspondant à notre sujet de recherche (travail informel, selon la méthode proposée), ainsi que d'autres variables complémentaires. Notre objectif n'était pas de chercher

---

avec le facteur considéré (Racine et Reymond, 1973:175).

<sup>116</sup> Indicateurs socio-économiques: population analphabète; population économiquement active (P.E.A.); P.E.A. féminine; P.E.A. de 10 à 14 ans d'âge; P.E.A. sans instruction; revenu moyen; revenu moyen féminin; total des revenus; population occupée (P.O.) moins de 39 heures par semaine; P.O. plus de 49 heures par semaine; P.O. dans le secteur primaire; P.O. dans le secteur secondaire; P.O. dans le secteur tertiaire; chômeurs; travail informel; travail informel plus chômeurs; P.O. recevant jusqu'à un salaire minimum; P.O. sans I.N.P.S.; P.O. sans revenus; employés; autonomes; P.E.A. recevant plus de 10 salaires minima; domiciles rustiques; domiciles avec l'eau canalisée; personnes avec instruction élémentaire; personnes avec instruction moyenne; personnes avec instruction supérieure. Indicateurs démographiques: population résidentielle; rapport enfants/femmes; total des migrants; migrants ruraux; migrants avec plus de 10 ans; migrants avec moins de 10 ans et croissance de la population entre 1970 et 1980.

des "causes" du travail informel, par cette technique.

#### 5.2.5.1 Les résultats de l'analyse

L'analyse a produit six facteurs, qui comptent pour 95,5% de la variance de la matrice originale. Le premier facteur, à lui-seul, correspond à 49,1% de cette variance. Les communautés<sup>11</sup> vont de 0.82125 (domiciles rustiques) à 0.99782 (revenu moyen féminin).

Dans le tableau 27 nous pouvons examiner les différents facteurs.

Le facteur 1, comme nous l'avons vu, compte pour 49,1% du total de la variance de la matrice originale. Il peut être interprété comme représentant les conditions d'extrême concentration de pauvreté ou de richesse, les valeurs positives étant liées à la situation d'irrégularité de travail, y compris les variables qui nous intéressent, comme le travail informel, l'analphabétisme et les travailleurs sans instruction, jusqu'aux conditions précaires d'habitation. Les valeurs négatives montrent les revenus moyens, les travailleurs de plus hauts revenus, l'instruction élémentaire, ainsi que la disponibilité des équipements (représentée par l'eau), et la plus grande proportion des employés (donc, plus "formalisés").

Le facteur 2, comptant pour 19,9% de la variance totale, peut être interprété comme lié à la dimension des métropoles analysées ou aux concentrations des grandes métropoles par opposition aux petites. Les données absolues comme la population totale, la P.E.A.

<sup>11</sup> Le poids suivant lequel chacune des variables a contribué à la définition de la matrice factorielle (Racine et Raymond, 1973:175).

TABLEAU 27

ANALYSE FACTORIELLE: VARIABLES PAR FACTEUR - REGIONS  
METROPOLITAINES - 1980

VARIABLES	FAC.1	FAC.2	FAC.3	FAC.4	FAC.5	FAC.6
P.ANALPHAB.	0.91299					
P.O.S/INPS	0.90351					
P.S.INSTR.	0.88146					
INF.S/CHOM.	0.87272					
T.INFORMEL	0.85361					
REVENU MOY.	-0.82761					
REVENU FEM.	-0.80773					
P.O.1 S.M.	0.80048					
DOM.S/EAU	-0.77422					
INST.ELEM.	-0.70879					
DOM.RUST.	0.66892					
PEA+10S.M.	-0.66322					
AUTONOMES	0.63121					
EMPLOYES	-0.61199					
P.E.A.		0.88471				
POP.RESID.		0.87183				
REVENU TOT.		0.85202				
ENF./FEMMES		-0.84417				
INSTR.SUP.		0.77197				
P.O.PRIM.		-0.73620				
P.O.SECUN.		0.63518				
INSTR.MOY.		0.55641				
P.O.TERC.			-0.95637			
MIGR.-10 AN.			0.86343			
MIGR.RURAUX			0.79950			
CRESC.POPUL.			0.68178			
TOT.MIGRANTS			0.66731			
P.O.-39 HS.			-0.59701			
PEA 10-14 AN.			0.54905			
CHOMEURS				0.91096		
P.O.+49 HS.				-0.66235		
MIGR.+10 AN.					0.80959	
P.O.S/REVENU					-0.72208	
PEA FEMININE						-0.92772

Sources: IBGE 1982-b, 1982-c, et 1983-b. Calculs de l'auteur.

totale et le revenu total ont les plus fortes saturations, suivies par deux indicateurs d'instruction et le travail dans le secondaire. La proportion élevée des enfants sur les femmes et le travail dans le secteur primaire ont des valeurs négatives.

Le facteur 3, comptant pour 8,9% de la variance totale, est important pour mettre dans un troisième axe les variables liées à la croissance démographique et à la migration, ainsi que le travail des jeunes. La population occupée dans le tertiaire et le travail partiel (moins de 39 heures par semaine) apparaissent avec des valeurs négatives.

Les trois autres facteurs sont de moindre importance à cause du nombre réduit de variables qui les composent:

Le facteur 4, compte pour 6,9% de la variation, avec une forte saturation de la variable chômage, et une valeur négative dans la variable opposée "sur-travail" (plus de 49 heures de travail par semaine).

Le facteur 5, avec 6,2% de la variation totale, compte aussi deux variables, une qui représente les migrants anciens, opposés aux travailleurs sans revenus.

Finalement, le facteur 6, qui compte pour à peine 4,4% de la variation totale, a seulement une variable, la P.E.A. féminine, avec une forte saturation négative.

Lorsqu'on examine la figure 12 on voit dans l'axe horizontal le facteur 1 ("richesse/pauvreté") et dans l'axe vertical facteur 2 ("dimension"), on peut observer un groupement des indicateurs d'informalité comme un ensemble très corrélé (variables

numéros 17, 18, 19 et 31), très proches aussi des indicateurs d'instruction (variables numéros 3 et 7).

Dans la figure 13, qui compare le facteur 1 avec le facteur 3 ("migrants/non-migrants"), on voit dans l'axe vertical toutes les valeurs positives des variables liées à la migration et avec des valeurs négatives la variable travail dans le tertiaire (numéro 15) et le travail partiel (numéro 11).

Les résultats des Poids locaux des facteurs ("Factor Scores") peuvent être examinés dans les figures suivantes, où le facteur 1 est opposé aux facteurs 2 et 3, maintenant au niveau spatial.

La figure 14 montre Fortaleza avec un score positif de 1.8, suivie de Recife, avec +1.4, comme étant les deux métropoles périphériques avec les valeurs les plus élevées dans l'axe horizontal, correspondant au facteur 1 ("pauvreté"). A l'extrême opposé, Porto Alegre, avec -1,2 apparaît comme la métropole qui a des variables rassemblées dans ce facteur, avec les meilleures conditions. Salvador montre la meilleure situation dans les régions périphériques et Rio de Janeiro, s'approche, au contraire, des régions métropolitaines du nord. L'examen de ce facteur vient donc confirmer la division centre-périphérie examinée antérieurement.

Le facteur 2 est moins intéressant parce qu'il représente, grosso modo, les dimensions de la métropole.

La figure 15, comparant les facteurs 1 et 3 vient montrer l'importance des migrations pour les régions centrales comme Sao Paulo, Belo Horizonte et Curitiba, mais montre aussi le rôle exercé



Variables:

- 1 - POPRPSL
- 2 - RCHMDLL
- 3 - PAMALPAL
- 4 - PRAI
- 5 - PEAPENL
- 6 - PFA101NL
- 7 - PEINSTR1
- 8 - RHHMFDI
- 9 - WEPENL
- 10 - RENDYOTL
- 11 - PO39HL
- 12 - POS9MI
- 13 - POPPIMAI
- 14 - POSFCUNL
- 15 - PCTFFCII
- 16 - DESMPL
- 17 - TIMFORMI
- 18 - POA1SNL
- 19 - POSIMPSI
- 20 - POSPEANL
- 21 - PMPREGAL
- 22 - AUTCHOML
- 23 - PFAP10SI
- 24 - DCMFOSI
- 25 - DSAGDAL
- 26 - CFPSCFOL
- 27 - MNTURAL
- 28 - MNRDRATL
- 29 - MNTF10I
- 30 - MNTM10L
- 31 - INFOESI
- 32 - INSTPIEL
- 33 - IMSTREDL
- 34 - INSTSUPL

HORIZONTAL FACTOR 1      VERTICAL FACTOR 2

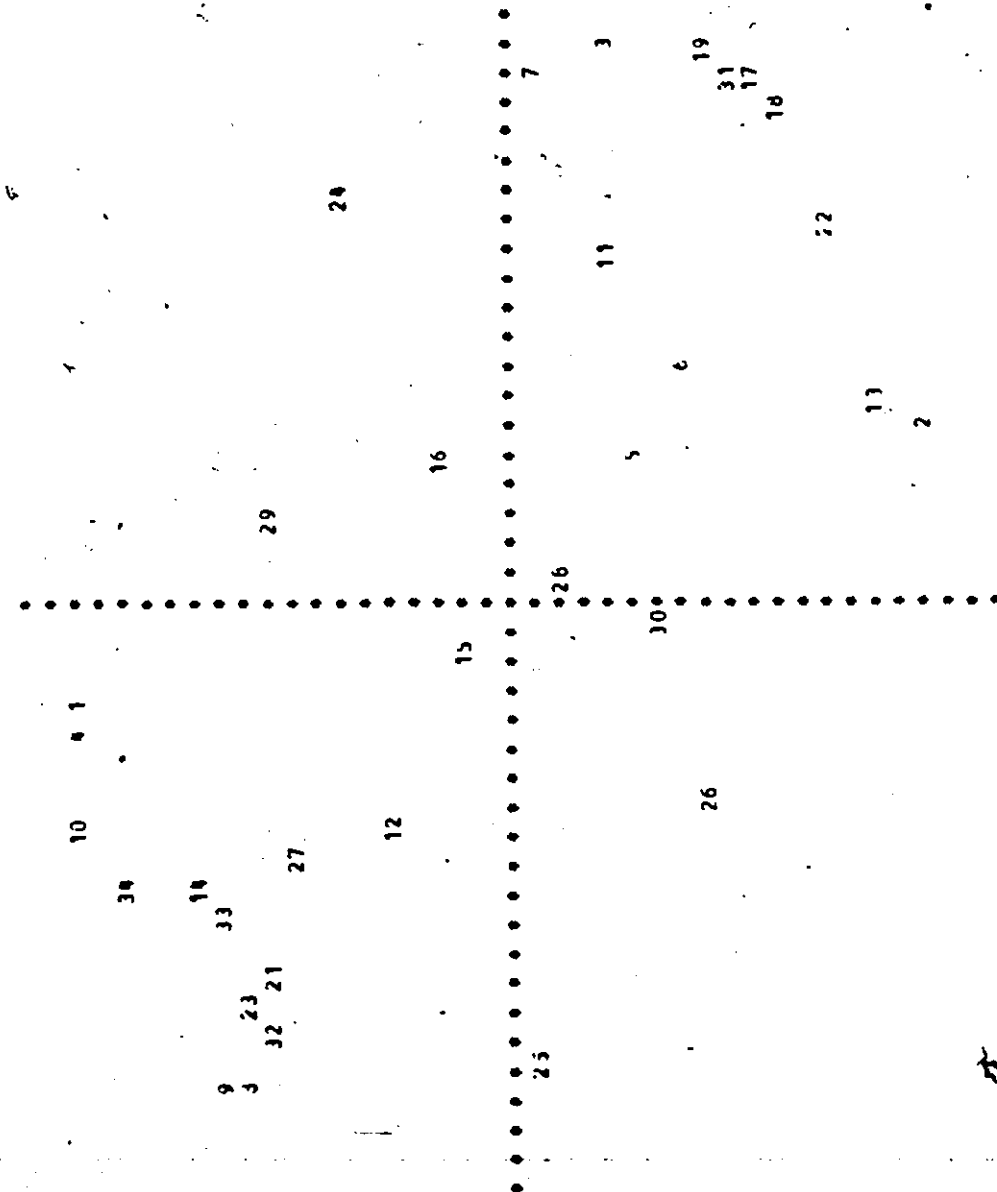


Figure 12: MATRICE DES FACTEURS  
1 ET 2 - VARIABLES  
EXAMINEES  
REGIONS METROPOLIT.  
1980/1981

HORIZONTAL FACTOR 1      VERTICAL FACTOR 3

Variables:

- 1 - POPRESL      2 - RCFINULL
- 3 - PANIPIAI    4 - PEAI
- 5 - PEAPENI    6 - PEAI01AL
- 7 - PFTMSTRI   8 - PEMFPI
- 9 - RPFPIAL    10 - RPFITOTL
- 11 - FO39RL    12 - POA9RI
- 13 - POFIRMAI   14 - POSECUNE
- 15 - POTPERCII 16 - DPSPMFI
- 17 - TIMPORMI   18 - POA1SPL
- 19 - POSIMPSI   20 - POSPPMI
- 21 - PMPHPCAL   22 - AUTCHMI
- 23 - FEAP10SL   24 - DQFRUSL
- 25 - DSAGDAL    26 - CPPSCPOL
- 27 - MMATURAL   28 - MMATMOL
- 29 - MMATP10L   30 - MMATM10L
- 31 - IMPOIFSL   32 - INSTRIPI
- 33 - INSTPEDI   34 - INSTSDPE

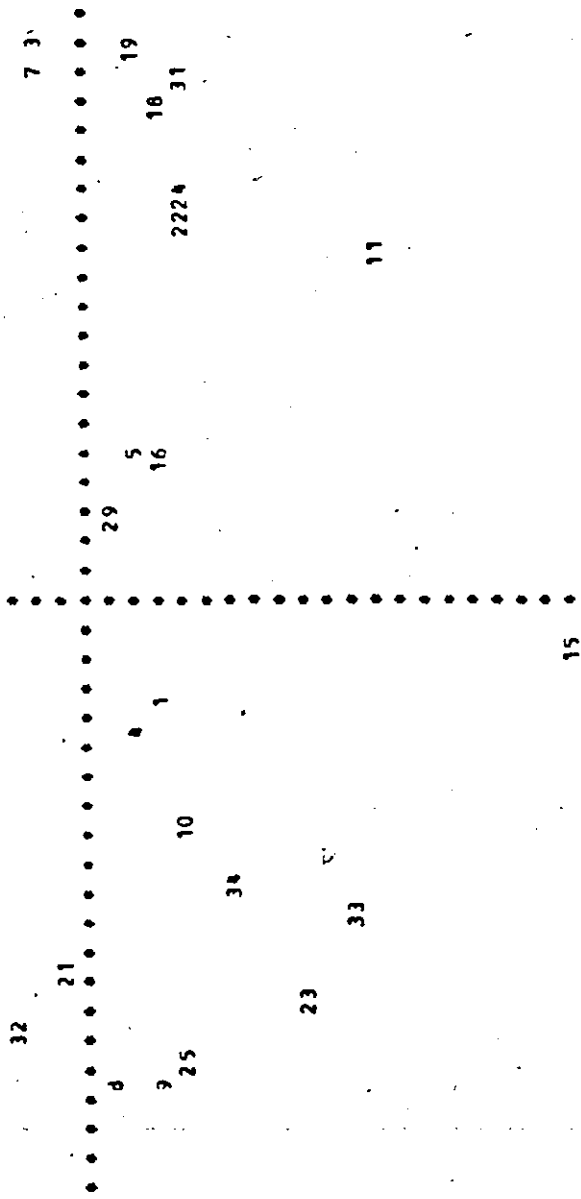
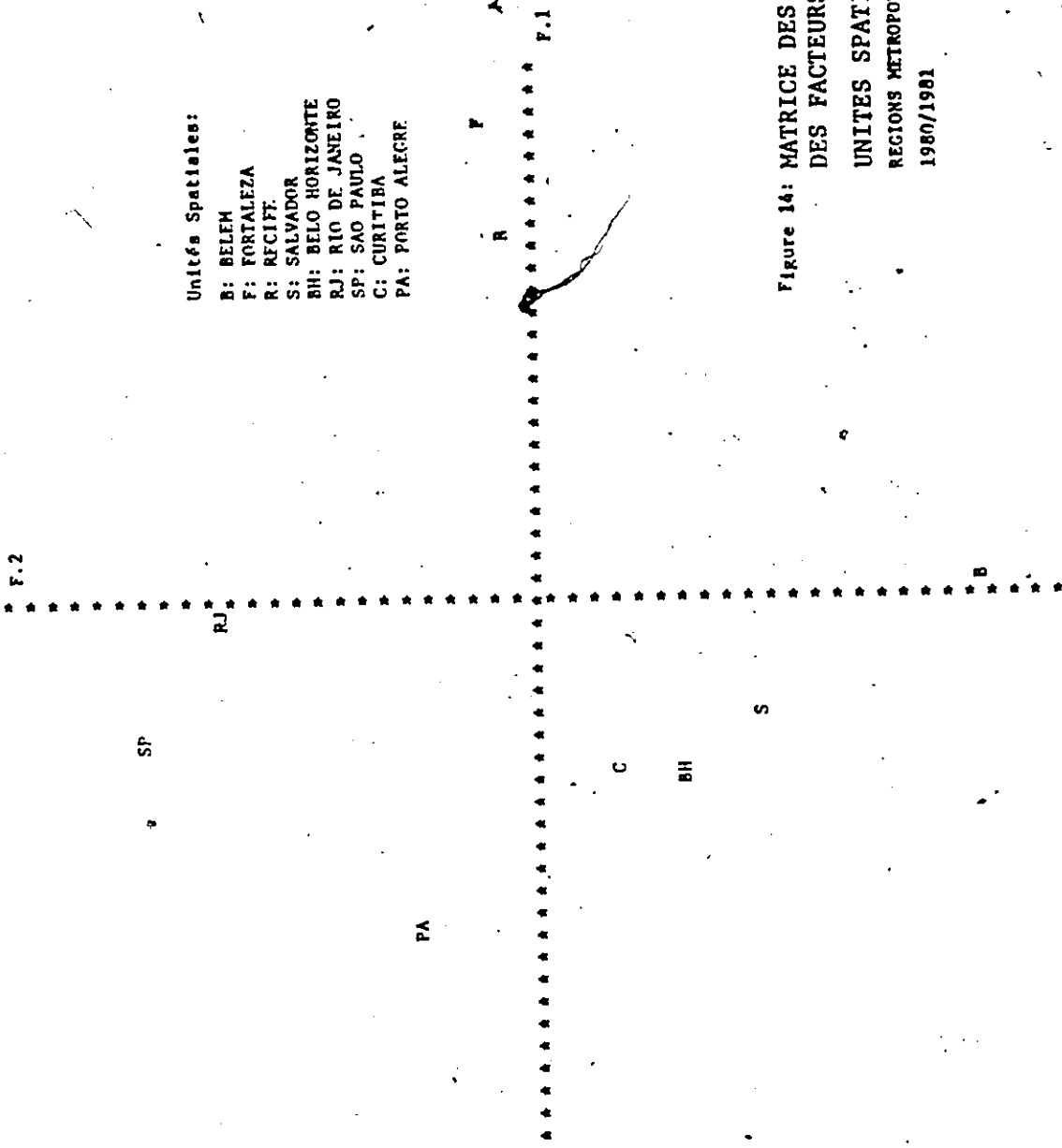


Figure 13: MATRICE DES FACTEURS  
1 ET 3 - VARIABLES  
EXAMINEES  
REGIONS METROPOLIT.  
1980/1981



Unifs Spataiales:  
 B: BELEM  
 F: FORTALEZA  
 R: RECIFT  
 S: SALVADOR  
 BH: BELO HORIZONTE  
 RJ: RIO DE JANEIRO  
 SP: SAO PAULO  
 C: CURITIBA  
 PA: PORTO ALEGRE

Figure 14: MATRICE DES POIDS LOCAUX  
 DES FACTEURS 1 ET 2  
 UNITES SPATIALES  
 REGIONS METROPOLIT.  
 1980/1981

par Fortaleza au niveau régional dans l'attraction des flux migratoires. Rio de Janeiro apparaît encore une fois avec la plus faible valeur dans le facteur 3, inférieure même à Salvador, certainement à cause de la contribution migratoire plus récente dans cette dernière région. La variable migration donc, n'est pas partout en corrélation avec le travail informel. Alors que Sao Paulo a une grande capacité d'absorption des nouveaux migrants dans ses activités industrielles, les métropoles périphériques, elles, doivent gonfler leurs contingents dans le travail informel avec l'afflux des migrants, comme Fortaleza.

Finalement le tableau des corrélations aussi nous aide à voir des variables les plus corrélationnées à notre principale variable dépendante (Voir tableau 28).

Par ces résultats, nous voyons donc que les critères complémentaires sont très proches de notre critère proposé pour mesurer le travail informel. Les régions qui ont les plus hauts revenus moyens, la plus forte proportion de personnes avec instruction élémentaire, la plus importante proportion d'employés dans la P.E.A., la plus forte proportion des travailleurs dans le secondaire et des domiciles équipés, sont les régions centrales, celles qui ont proportionnellement moins de travail informel dans la P.E.A..

A l'inverse, les régions où la proportion d'autonomes est élevée, où l'analphabétisme et les travailleurs sans instruction sont plus nombreux, sont les régions périphériques, celles qui ont les plus fortes proportions du travail informel, ce qui laisse

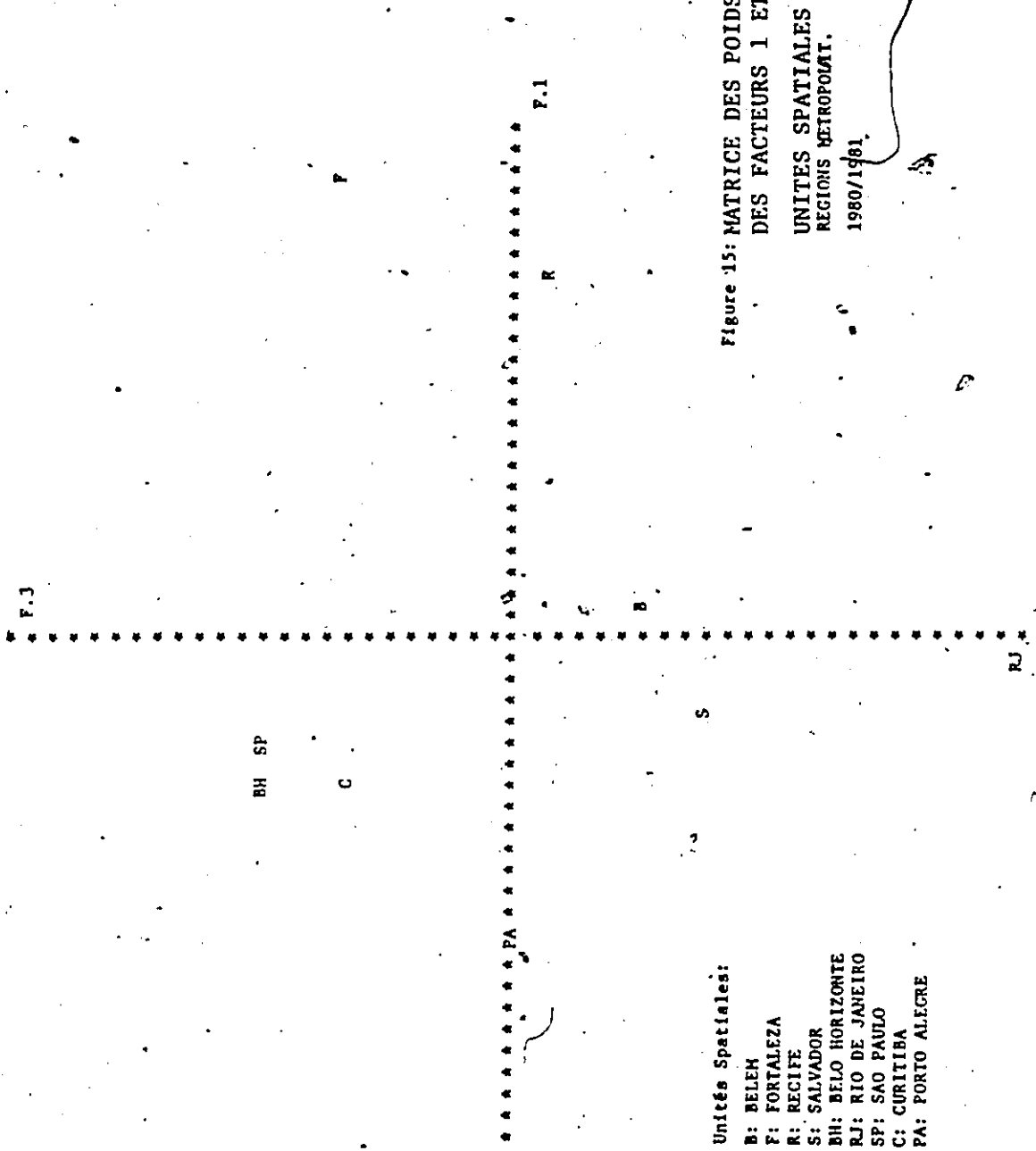


Figure 15: MATRICE DES POIDS LOCAUX  
DES FACTEURS 1 ET 3

UNITES SPATIALES  
REGIONS METROPOUIT.  
1980/1981

- Unités Spatiales:
- B: BELEM
  - F: FORTALEZA
  - R: RECIFE
  - S: SALVADOR
  - BH: BELO HORIZONTE
  - RJ: RIO DE JANEIRO
  - SP: SAO PAULO
  - C: CURITIBA
  - PA: PORTO ALEGRE

TABLEAU 28  
VARIABLES CORRELATIONNEES AVEC LE TRAVAIL INFORMEL - REGIONS  
METROPOLITAINES - 1980

VARIABLES	COEFFICIENTS
INFORMEL+CHOMAGE	0.98451
P.O. JUSQU'UN S.M.	0.95071
P.O. SANS I.N.P.S.	0.94089
REVENU MOYEN	-0.94006
REVENU MOYEN FEM.	-0.89784
AUTONOMES	0.89263
INSTR.ELEMENTAIRE	-0.80573
EMPLOYES	-0.79408
POP.ANALPHABET.	0.79367
P.E.A. + 10 S.M.	-0.73459
DOMIC.AVEC L'EAU	-0.71798
P.O. S/INSTRUCT.	0.71306
P.O. SECONDAIRE	-0.70828

Sources: IBGE 1982-b, 1982-c, et 1983-b. Calculs de l'auteur.

l'indication de l'importance du revenu et de l'instruction comme les éléments les plus corrélacionnés avec le travail informel, mais qui peuvent être dans leur ensemble des conséquences d'une situation de pauvreté au niveau spatial.

### 5.3 CONCLUSIONS

La comparaison entre la situation des Etats (travail non-agricole) et des régions métropolitaines est possible surtout au niveau des deux indicateurs complémentaires: les sans sécurité sociale et ceux recevant jusqu'à un salaire minimum. Selon les données du P.N.A.D. de 1981 (le plus proche du recensement de 1980) la situation des travailleurs des régions métropolitaines était plus grave du point de vue de la sécurité sociale (28,3% contre 23,8%), tandis que la proportion de travailleurs recevant jusqu'à un salaire minimum était presque équivalente (25,1% et 26,2%). Ces données nous montrent qu'au niveau des grandes villes, des mécanismes informels peuvent être plus utilisés qu'au niveau des Etats.

Aussi, tout comme l'analyse par Etat, l'analyse comparative du travail informel dans les neuf régions métropolitaines a montré que la situation des métropoles périphériques est, proportionnellement, bien pire que celle des métropoles centrales, et que les migrations inter-régionales ne sont pas suffisantes pour rendre la situation des métropoles centrales comparable à celle des métropoles périphériques. La situation meilleure des métropoles centrales indique entre autres une grande capacité d'absorber ces contingents de nouveaux-arrivants, surtout lorsqu'on sait la dimension des effectifs qui sont ajoutés chaque année, particulièrement dans la métropole nationale, Sao Paulo. L'hypothèse numéro 1 ("Les métropoles périphériques auraient, proportionnellement, un contingent de personnes dans le travail informel plus important que les métropoles centrales") est ainsi pleinement confirmée.

La deuxième hypothèse ("La proportion des travailleurs dans l'informel serait plus réduite dans les métropoles plus industrialisées") peut cependant être discutée à la lumière du chapitre antérieur, où nous avons fait l'analyse au niveau des professions, détail que l'analyse métropolitaine ne permet pas. Les résultats montrent la survivance des activités traditionnelles dans les Etats périphériques, surtout au Ceara, où la distance de Sao Paulo pourrait avoir un effet protecteur pour ces activités. De même, le niveau de pauvreté réduirait la demande d'articles industriels, ce qui contribue à alimenter l'existence de ces activités archaïques. Cependant, des activités non concurrentielles comme la domesticité pourraient survivre partout. On observe, en plus de leur grand nombre, leur importance dans les Etats centraux, ce qui confirme leur co-existence avec les activités capitalistes et leur dépendance d'un marché de populations plus aisées. Mais pour l'ensemble des activités, celles qui présentent les plus forts degrés d'informalité sont, quand même, plus importantes dans les Etats périphériques. Dans certains métiers, les pourcentages des indicateurs choisis (comme la participation aux services) sont bien différents entre les Etats centraux et périphériques.

La troisième hypothèse ("Le développement de l'informel serait lié à la situation socio-économique régionale") assez voisine de la première, est confirmée, elle aussi. L'examen du travail dans les Etats et les régions métropolitaines, nous montre en effet que parmi ceux-ci, ce sont les plus pauvres, qui présentent tous les indicateurs forts d'informalité.



Pour finir, à partir des critères que nous avons choisis pour les mesurer, lorsque nous avons étudié les activités informelles et les mécanismes informels, nous avons pu observer une croissance plus importante dans les régions métropolitaines centrales, surtout à Rio de Janeiro, qui pourrait s'expliquer par l'impact de la récente crise économique sur les entreprises "formelles", liées au système de crédit et d'aide officielle, et les plus touchées par les mesures restrictives. Par ailleurs, les taux déjà élevés dans les métropoles périphériques semblent ne pas permettre un gonflement des activités informelles existantes, ce qui ne confirme que partiellement l'hypothèse numéro 4 ("L'évolution des contingents dans le travail informel suivrait, comme le chômage, l'évolution de la situation économique nationale").

L'analyse factorielle, en dépit du nombre des variables disponibles au niveau métropolitain et surtout du nombre réduit d'observations (neuf métropoles), permet quand même de confirmer la dichotomie centre-périphérie et de classer le travail informel comme très lié aux indicateurs de la pauvreté au niveau spatial.

L'analyse d'une métropole périphérique, en apparence moins touchée par la crise et caractérisée par sa situation de "point de lance" du capitalisme du sud, et qui présente une meilleure position que celle de son Etat (Bahia), pourra nous aider à mieux comprendre l'évolution de ces phénomènes d'informalité dans une métropole traditionnelle, subissant l'impact d'un important programme d'industrialisation, maintenant quelque peu ralenti.

## Chapitre VI

### UNE METROPOLE EN TRANSFORMATION: SALVADOR

#### 6.1 INTRODUCTION

A partir de l'examen réalisé au niveau des neuf métropoles, nous constatons que Salvador apparaît comme un cas spécial: tant du point de vue géographique, qu'au niveau des indicateurs analysés, Salvador se situe dans une situation intermédiaire entre les Métropoles centrales et périphériques.

De fait, elle a aussi ses spécificités: Salvador a été la première capitale brésilienne et était riche et importante pendant l'apogée de l'économie sucrière coloniale au Nordeste. Avec le déclin de cette économie, à cause de la concurrence antillaise, le début du cycle de l'or et le transfert de la capitale à Rio de Janeiro (1763), Salvador et le Nordeste sont entrés dans un processus de décadence qui a continué jusqu'au siècle actuel. Le début de l'industrialisation, au siècle dernier, n'a pas été suffisamment solide pour résister à l'importation de produits étrangers, et plus tard, à la concurrence de l'industrialisation du sud.

La découverte du pétrole dans les alentours de Salvador au cours des années 50, suivie par la construction d'une raffinerie, l'établissement de la liaison routière Rio-Bahia et l'alimentation

en énergie électrique abondante, venant du barrage sur le fleuve Sao Francisco, ont constitué les pré-conditions de son "démarrage" industriel récent.

L'implantation de la SUDENE (organisme pour le développement régional du Nordeste) en 1958 et le montage d'un système de primes fiscales, ont fait de la ville et de sa région métropolitaine le plus important parc industriel du Nordeste:<sup>11\*</sup> successivement se sont implantés un centre industriel planifié (Centro Industrial de Aratu), un complexe pétrochimique (Camaçari) et un complexe de métallurgie du cuivre. Salvador est devenue la métropole la plus "développée" de la périphérie.

L'impact de ce développement dans une zone presque stagnante a été très marqué. La ville est passée de 630.000 habitants en 1960 à 1.500.000 en 1980. La contribution migratoire a été importante, mais pas suffisante pour expliquer toute la pauvreté, comme nous l'avons vu dans le chapitre historique.

Ce processus d'industrialisation, avec prédominance d'industries de type "capital-intensif", et aux faibles liaisons inter-sectorielles (industrialisation de type "enclave"), ne correspondait pas au nombre et à la qualification des migrants, ni à la population pauvre pré-existante. L'impact sur le tertiaire et le bâtiment n'a pas non plus été suffisant pour absorber les nouveaux arrivants, ni l'augmentation de la population locale.

---

<sup>11\*</sup> Parmi les projets approuvés par la SUDENE entre 1960 et 1981, 38,8% des investissements se sont localisés à Bahia (suivi de Pernambuco avec 19,8%), concentrés surtout dans la région métropolitaine de Salvador, avec 81% de l'Etat (CONDER, 1982).

Salvador est devenue alors une espèce de "tête de pont" du capitalisme du centre brésilien, mais ce processus d'industrialisation, en vertu des caractéristiques locales et du type de processus historique, n'a pas dominé l'ensemble de son économie. Elle est un cas particulièrement intéressant car les caractéristiques d'une économie périphérique en transformation rendent possible l'examen d'un processus de destruction des activités traditionnelles, du maintien d'autres activités et de la création de nouvelles activités informelles.

La région métropolitaine, elle-même, est aussi très spécifique. En raison de ses débuts tardifs, le processus d'industrialisation a commencé à un moment où la planification industrielle était courante: ainsi, d'immenses zones industrielles se sont développées à la périphérie du centre métropolitain, tandis que Salvador elle-même n'a pas un important parc industriel.

La structuration spatiale de la région métropolitaine est atypique du niveau national: une grande concentration dans le centre métropolitain (Salvador) de la population et de l'emploi régionaux (surtout dans le tertiaire). Les autres municipalités (sept)<sup>11</sup> n'ont que 15% de la population régionale, mais concentrent 40% de l'emploi industriel régional. Le taux de croissance de leur population est plus fort que celui de Salvador.

---

<sup>11</sup> Les municipalités de la région métropolitaine de Salvador sont: Salvador, Candeias, Camaçari, Itaparica, Lauro de Freitas, Sao Francisco do Conde, Simoes Filho et Vera Cruz.

## 6.2 OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

Au niveau de la région métropolitaine de Salvador nous nous proposons d'examiner la distribution spatiale du travail informel, à partir des informations disponibles au niveau des domiciles. Ce chapitre vise aussi à synthétiser au niveau urbain les différentes analyses réalisées dans les chapitres antérieurs.

La notion de centre au niveau urbain est ici utilisée comme le centre des affaires et du commerce, correspondant aux extensions du centre historique de Salvador (c'est à dire les sous-districts de Comércio et Pilar agrégés en "Cidade Baixa" et de Sé et Passo groupés en "Cidade Alta"). A côté des aires centrales où dominent les activités non-résidentielles, il y a les autres sous-districts de Salvador qui peuvent être groupés sur la base des revenus (sous-districts "riches", surtout au sud et sur la côte de l'Atlantique; moyens, près du centre; et pauvres, surtout au nord et à la périphérie), ou du point de vue de la localisation: sous-districts proches du centre et sous-districts périphériques. Au niveau métropolitain, Salvador serait la ville centrale et les sept autres municipalités seraient les villes périphériques, divisées en industrielles (Camaçari, Candeias, Sao Francisco do Conde et Simoes Filho) et non-industrielles (Itaparica, Lauro de Freitas et Vera Cruz).

Nous débiterons ce chapitre avec l'analyse de l'évolution de la population, pour examiner son rythme de croissance et sa localisation. Nous examinerons ensuite l'évolution de l'emploi, à partir des données de la population non-agricole de Bahia, qui peut

servir comme indicateur de l'évolution de la situation de la région métropolitaine de Salvador. Nous essayerons d'examiner les occupations en déclin et celles en essor.

Ensuite nous examinerons la distribution spatiale des principales variables disponibles: la population, l'emploi et le revenu. Le niveau moyen des variables analysées pour l'ensemble de la région métropolitaine servira de point de référence pour l'ensemble des variables de toutes les unités spatiales. Des écarts à la moyenne donneront la situation relative de majeure ou mineure concentration des variables analysées pour ces différentes unités. Nous concluerons avec l'analyse de la distribution du travail informel.

L'ensemble des analyses partielles sera synthétisé au moyen d'une analyse factorielle qui visera surtout à examiner, au niveau des variables, celles qui ont une plus forte corrélation avec le travail informel, et au niveau spatial, comment les unités spatiales s'organisent en fonction des principaux facteurs examinés, qui groupent les variables les plus liées.

### 6.3 HYPOTHESES AU NIVEAU URBAIN

A partir du contexte décrit, de la littérature théorique, des objectifs du travail et de la disponibilité des données, quelques hypothèses ont été avancées.

1. L'actuelle distribution spatiale de la population de la région métropolitaine de Salvador serait liée à l'accessibilité des principaux centres d'emploi.

L'explication serait que les populations de bas revenus, ayant des gains limités et instables, ne peuvent pas se permettre des dépenses permanentes de transport. La proximité des lieux de travail permettrait aussi l'accès au marché de travail (y compris informel) à d'autres membres de la famille, comme la femme et les enfants. Cette localisation serait différente selon le type de travail principal: par exemple l'emploi et les services domestiques rechercheraient une localisation proche des quartiers résidentiels aisés. Les personnes occupées dans des activités liées aux lieux centraux, comme par exemple dans le commerce ambulant, essaieraient d'être proches du centre-ville. De plus, les aires centrales et les quartiers aisés offrent, aussi, dans les pays tiers, les meilleures conditions d'infrastructure et d'équipements sociaux. Cependant, la situation de la propriété et les coûts des terrains constituent d'importants facteurs de limitation.

2. Les nouveaux contingents de populations pauvres devraient se localiser dans la périphérie urbaine et métropolitaine de la région de Salvador.

La saturation des quartiers centraux (les taudis), les difficultés de s'établir à leur proximité, la destruction des bidonvilles, ainsi que la valorisation et la spéculation des terrains à l'intérieur et proches des zones centrales ou de bonne accessibilité, empêcheraient l'installation des nouveaux arrivants et même expulseraient les anciennes

populations de bas revenus, établies dans les aires les plus centrales, vers les périphéries.

3. L'existence de concentrations importantes de populations pauvres, formerait un marché pour les activités informelles.

Dans les quartiers pauvres centraux très denses, et surtout à la périphérie, la concentration de la population pauvre pourrait permettre l'établissement d'un "seuil" où plusieurs activités pourraient se développer pour répondre à cette demande spécifique. En raison de la distance des aires centrales (dans le cas de la périphérie) les prix pourraient être supérieurs, mais les formes de commercialisation sont adaptées à la demande (par exemple le crédit personnel, la vente au détail). D'autres activités, en plus du petit commerce, pourraient se développer, comme par exemple la construction informelle et l'artisanat.

4. Les populations vivant des activités informelles ne se localiseraient pas près des zones valorisées (centre, quartiers riches), sauf pour la domesticité.

La spéculation et la valorisation des terrains centraux et des sous-centres, ainsi que des zones proches ou à accès facile, ne permettraient que la présence des activités qui peuvent payer la valeur du sol. Les activités informelles ne pouvant pas être compétitives dans ce domaine, doivent donc se localiser dans des installations précaires, mobiles et même clandestines, occupant surtout des terrains vides ou des zones de circulation publique. Les mesures administratives et



policières rendent leur situation plus difficile encore. Les autres activités informelles qui n'ont pas cette mobilité doivent se déplacer.

#### 6.4 L'EVOLUTION DE LA POPULATION ET DE L'EMPLOI DANS LA REGION DE SALVADOR

Dans cette section nous allons examiner la croissance de la population et de l'emploi dans les quatre dernières décennies. L'analyse de l'emploi est basée sur le travail non-agricole de l'Etat de Bahia, en vertu de la non-disponibilité de ces données, pour cette période, au niveau urbain.

##### 6.4.1 La croissance de la population (1940-1980)

Depuis les années 40 la ville de Salvador croît à un rythme très accéléré: entre 1940 et 1950 la population de Salvador a augmenté de 43%. Pendant la période 1950-1960 l'augmentation a été encore plus forte, 56%. Durant la décennie suivante, le taux de croissance s'est maintenu (+55%), avec une légère diminution entre 1970-1980 (+49%). Mais les valeurs absolues sont toujours importantes: entre 1940 et 1980 la ville a vu sa population grandir d'environ 300.000 habitants à 1 million et demi. Seulement dans les 10 dernières années, presque 500.000 nouveaux habitants sont venus s'ajouter à la population de Salvador.

Au niveau métropolitain la croissance a été importante, surtout dans la dernière décennie, où à l'exception de Sao Francisco do

Conde,<sup>120</sup> toutes les municipalités ont connu des taux positifs, quatre municipalités ont dépassé l'augmentation de la population régionale (+54% entre 1970 et 1980): Lauro de Freitas (+255%), Camaçari (+169%), Simoes Filho (+98%) et Candeias (+60%). La première ville correspond à l'expansion de Salvador, et les autres sont des municipalités industrielles. Mais si on considère la croissance absolue, seule Camaçari a eu un accroissement important au niveau des municipalités: 56.000 habitants en 10 ans.

Au niveau intra-urbain, le cadre est plus complexe: autour de l'aire centrale, cinq sous-districts ont vu leur population diminuer et parmi ceux-ci Mares a perdu plus de 17.000 habitants en 10 ans, ce qui correspond à l'augmentation des activités non résidentielles dans la partie centrale de la ville et dans les proximités.

L'augmentation de la population s'est manifestée surtout dans une seconde couronne autour du centre, composée par les sous-districts de Piraja -le plus périphérique- (+272%), Amaralina (+108%) et Sao Caetano (+81%), ainsi que deux sous-districts "ferroviaires" du nord, - Paripe (+111%) et Plataforma (+99%), liés aux activités industrielles directement par l'unique chemin de fer et par une route pour le centre industriel de Aratu. Mais si on examine l'effectif de la population ajoutée, on voit que Piraja et Sao Caetano à eux-seuls sont responsables pour 50% de l'augmentation de la population de Salvador durant cette période. Amaralina a aussi

<sup>120</sup> Cette municipalité a été intégrée à la région métropolitaine à cause de la localisation dans son territoire d'une importante raffinerie de pétrole. Mais cette raffinerie cause plus d'impact au siège de la municipalité voisine, Candeias, qu'au siège de sa municipalité, plus éloignée.

un accroissement important (80.000 habitants supplémentaires), ainsi que Vitoria (40.000 habitants de plus), dont le taux n'est pas cependant pas très élevé en raison de son importante population antérieure.

Ces chiffres reflètent bien l'importance et le dynamisme de la croissance urbaine, qui ne manqueront pas d'avoir des répercussions au niveau de l'emploi. Cette situation contraste avec l'évolution de la population de l'ensemble de l'Etat de Bahia, qui a maintenu une croissance de 24% de moyenne durant les quatre décennies examinées, soit une croissance inférieure à la moyenne nationale, à cause des migrations régionales.

La concentration des populations dans les deux sous-districts de bas revenus dans une seconde couronne autour du centre, mais ayant déjà un caractère périphérique (Piraja et Sao Caetano), confirme, avec le dépeuplement des sous-districts centraux, l'hypothèse numéro 2 ("Les nouveaux contingents de populations pauvres devraient se localiser dans la périphérie urbaine et métropolitaine de la région de Salvador").

#### 6.4.2 L'évolution de l'emploi (1940-1980)

Nous avons aussi examiné l'évolution récente de l'emploi, à partir des données disponibles sur la main-d'oeuvre non-agricole<sup>121</sup> de l'Etat de Bahia, dans les recensements de 1940, 1950, 1960, 1970

---

<sup>121</sup> Les données des recensements antérieurs à 1980 ne sont disponibles, au Canada, qu'à Toronto. C'est pourquoi, il n'a pas été possible de faire l'analyse temporelle, au même niveau, des autres Etats.

et 1980. Ces données nous informent sur l'évolution des professions au cours du temps: celles qui sont en voie de disparition, se maintiennent, ou voient leurs contingents augmenter. Les données au niveau urbain ne sont pas disponibles pour chacune de ces périodes.

#### 6.4.2.1 L'évolution des occupations

Nous avons examiné un total de 66 groupes, sous-groupes et occupations. La tâche n'est pas aisée car il y a eu, dans la période, des changements de classifications et de dénominations.<sup>122</sup> Dans la mesure du possible, nous avons suivi la classification du recensement de 1980, la plus récente et la plus complète.

Nous avons aussi analysé trois occupations qui n'ont pas été examinées pour les autres Etats, mais qui semblent présenter un certain intérêt: les "ferronniers-serruriers", les "maçons" et les "potiers".

De la même façon que nous avons divisé les activités en archaïques et modernes dans l'analyse des Etats, nous avons utilisé la même classification pour accompagner l'évolution des occupations.

Nous allons les analyser en trois blocs: les occupations en déclin, en expansion et celles qui présentent des variations irrégulières de croissance.

---

<sup>122</sup> Quelques occupations sont restées avec des dénominations semblables comme le changement de "radio-techniciens" pour "réparateurs de radio et télévision", tandis que d'autres se sont subdivisées, comme les "coiffeurs et barbiers" en deux groupes.

a) Les occupations en déclin: comme il fallait s'y attendre, des 36 occupations possiblement d'origine archaïque examinées, 24 sont en processus de déclin, à Bahia, vérifié à partir de la proportion des effectifs par rapport à la P.E.A. pendant les années 1950, 1960, 1970 et 1980.

Le groupe des occupations d'extraction minérale voit ainsi sa proportion dans la P.E.A. passer de 1,5% en 1960 à 0,8% en 1980.

Parmi les occupations industrielles (ou même artisanales) l'effectif des petits soudeurs a diminué de moitié; les ferronniers-serruriers sont passés de 0,9% de la P.E.A. en 1950 à 0,2% en 1980; pour les occupations de l'industrie du cuir, même les effectifs absolus ont diminué. Dans ce sous-groupe, les selliers-bourelliers ont vu leur effectif, déjà faible, descendre de moitié entre 1970 et 1980; les occupations de l'industrie du vêtement subissent aussi une diminution des effectifs absolus: ils sont passés de 60.000 travailleurs en 1960 à 34.000 en 1980. Toutes les occupations du sous-groupe du vêtement sont aussi en déclin: les tailleurs et couturiers, également, avec un déclin absolu (de 43.000 en 1960 à 28.000 en 1980), les brodeuses et rentrayeuses sont tombées de 0,6% de la P.E.A. en 1960, jusqu'à leur presque disparition en 1980 (0,05%), les chapeliers de paille ont eu un maximum de 0,3% de la P.E.A. en 1960 puis ils sont tombés aussi à 0,05% en 1980. Les cordonniers ont connu les plus fortes chutes comme métier: de 11.500 travailleurs en 1960, ils sont arrivés à peine 3.000 en 1980; les effectifs du sous-groupe des occupations de l'industrie du bois et du mobilier montent, mais la proportion par rapport à la P.E.A.

décline. La même situation s'observe pour le sous-groupe des occupations de l'industrie des aliments et boissons, mais avec un effectif moins fort en 1970; les occupations de l'industrie céramique et du verre tombent de 1,3% de la P.E.A. en 1960, à 0,9% en 1980. Dans ce sous-groupe, les potiers ont augmenté en nombre en 1980, mais leur proportion dans la P.E.A. a baissé de 1,5% en 1950 à 0,8% en 1980. La dernière occupation industrielle archaïque, les orfèvres et horlogers sont descendus de 0,1% en 1950 à 0,09% en 1980.

Aux transports, les occupations des services portuaires ont diminué de 0,5% de la P.E.A. en 1960 à 0,1% en 1980, suivies par les débardeurs, de 0,5% à 0,09%; les charretiers et conducteurs de troupeaux ont aussi baissé de 7.800 travailleurs en 1960, à 2.700 en 1970.

Dans les services, l'important contingent des domestiques rémunérés augmente en nombre, mais la proportion dans la P.E.A. diminue, passant de 10,5% en 1950, à 11,2% en 1970, puis descendant à 8,5% en 1980; les occupations de services d'hygiène personnelle ont des effectifs stables, mais la proportion dans la P.E.A. tombe de 5,9% en 1960 à 2,3% dans la dernière période; les blanchisseuses et repasseuses voient aussi leurs effectifs décliner durant la dernière décennie et leur participation dans la P.E.A. tombe de 4,6% (1960) à 1,7% en 1980; les effectifs des coiffeurs se réduisent depuis 1960.

Finalement, dans les autres occupations, les manoeuvres ont fort descendu déjà depuis 1950, où ils étaient 5,7% de la P.E.A., arrivant à peine à 1,8% en 1980.

Quant aux activités modernes, sur un total de 30 occupations, seulement 7 ont leurs effectifs diminués à Bahia: le contingent total du groupe des occupations de l'industrie de transformation et de la construction a augmenté, mais sa part descend de 33,5% en 1960 à 28,5% en 1980. Ce regroupement inclut aussi, bien sûr, des industries archaïques qui peuvent compter pour le déclin de l'ensemble du groupe; les occupations de l'industrie textile, comme nous l'avons déjà vu, sont une activité "moderne" qui englobe sous cette dénomination d'importants contingents artisanaux. L'effectif total tombe de 8.600 travailleurs en 1960 à 5.900 en 1980, avec même un minimum de 3.600 en 1970; les occupations de l'industrie graphique sont en baisse aussi au niveau de la P.E.A. de Bahia.

Au commerce, les voyageurs, représentants et colporteurs descendent en proportion depuis 1960.

Les occupations du transport et communications présentent une proportion identique entre 1970 et 1980, mais inférieure à celle de 1960.

Les autres occupations et les occupations mal définies ont décliné surtout entre 1970 et 1980. Dans ce groupe, il y a les gardiens d'automobile, qui, en dépit de leur sous-comptage apparent, enregistrent un déclin de leur proportion dans la P.E.A..

Donc, l'analyse temporelle montre le déclin des activités archaïques, surtout artisanales, dans un Etat périphérique qui renforce sa propre-industrialisation et est le plus proche des Etats centraux. Ces activités ont pu être détruites par la concurrence de la production industrielle moderne, surtout du sud du pays, car le

parc industriel de la région de Salvador produit surtout des biens intermédiaires. Mais des activités importantes du point de vue du travail informel, comme les domestiques, déclinent elles-aussi. Cette situation diverge de celle des Etats du sud, où les proportions des domestiques sont plus importantes. Cette différence peut être due à une plus grande concentration de revenus à Salvador, réduisant ainsi la demande pour le travail de cette catégorie.

Les occupations "modernes" en déclin sont composées de trois groupes d'occupations (occupations de l'industrie de la transformation et de la construction, les occupations du transport et communications et les autres occupations) et de quatre sous-groupes (occupations de l'industrie textile; les occupations de l'industrie graphique; les voyageurs, représentants et colporteurs; et gardiens d'automobile), qui englobent cependant des occupations d'origine archaïque (et qui peuvent sentir l'effet de la concurrence des industries modernes), et présentent seulement une occupation en déclin (les gardiens d'automobile) dont les effectifs ne sont pas très fiables.

b) Les occupations en expansion: à l'opposé des occupations en déclin, celles qui voient leurs effectifs augmenter sont surtout des occupations "modernes": 19 parmi les 30 examinées.

Les occupations techniques passent de 5,1% de la P.E.A. en 1960 à 9,1% en 1980. L'occupation infirmiers non-diplomés, dans ce groupe, a doublé sa part dans la P.E.A. entre 1950 et 1980.



Dans l'industrie, le sous-groupe d'occupations de l'industrie mécanique et métallurgique a triplé ses effectifs entre 1960 et 1980. Du groupe, les deux occupations examinées sont: les mécaniciens sans spécialisation, dont la proportion de la P.E.A. monte depuis 1960 et les carrossiers aux effectifs et proportions ascendants depuis 1950; les électriciens ont vu leur place doubler dans la P.E.A., dans la période en question. L'occupation réparateurs de radio et de télévision a aussi monté; les occupations du bâtiment sont passées de 8,6% de la P.E.A. en 1960 à 11,9%, ce qui correspond à l'important "boom" immobilier que Salvador a connu. Les plombiers ont aussi fort augmenté entre 1970 et 1980; le sous-groupe autres occupations industrielles, et les occupations réparateurs de pneus et peintres au pistolet ont monté en effectif et en proportion dans la P.E.A.

Au commerce, le petit effectif des vendeurs de journaux et revues a aussi grandi, alors que les autres occupations du commerce sont passées de 0,09% de la P.E.A. à 0,3%.

En transports et communications, le sous-groupe transports urbains et routiers et l'occupation receveurs ont aussi augmenté, leur part dans la P.E.A. de l'Etat.

Dans les services, les manucures et pédicures sont passés de 0,02% de la P.E.A., en 1950, à 0,2% en 1980; le sous-groupe portiers, gardiens de nuit, liftiers et servants a augmenté encore plus, passant de 1,9% de la P.E.A. en 1950 à 4,6% en 1980.

Finalement, les occupations de la défense et de la sécurité ont augmenté, surtout entre 1960 et 1970.

Les occupations archaïques en hausse sont au nombre de 11 sur un total de 36: dans les occupations techniques, les artistes ont augmenté de 0,02% de la P.E.A. en 1950 à 0,5% en 1980.

Parmi les occupations industrielles, les tapissiers ont augmenté jusqu'en 1980; dans le bâtiment, les maçons, les peintres ont fort augmenté, surtout les deuxièmes, qui ne requièrent pas de qualification; les confiseurs ont monté entre 1970 et 1980, après avoir accusé un léger recul entre 1960 et 1970.

Les occupations du commerce sont en nette progression: elles sont passées de 8% de la P.E.A. en 1960 à 13,5% en 1980; les ambulants, contingent de travail informel, sont passés de 10.000 à 50.000 travailleurs dans la même période, passant de 2,4% de la P.E.A. à 3,3%.

L'ensemble des occupations de la prestation de services a aussi progressé, surtout entre 1970 et 1980, passant à 17% de la P.E.A. dans l'Etat.

Finalement, les balayeurs, dans les autres occupations, ont doublé leur proportion dans la P.E.A. entre 1950 et 1980.

Donc, les occupations en hausse sont surtout des activités modernes, surtout les occupations liées au travail industriel. Certaines occupations archaïques, avec caractère de survivance, comme les ambulants, ont aussi augmenté leur part dans la P.E.A..

Dans l'ensemble, on a vu une poussée des activités tertiaires au détriment des occupations industrielles: les occupations du commerce et des services ensemble sont passées de 24,6% de la P.E.A. à 30,9%, tandis que les occupations de l'industrie de transformation

et de la construction tombaient de 33,5% à 28,5%. Si on enlève le bâtiment, la chute des occupations de l'industrie de transformation est encore plus forte: de 24,9% à 16,6%. Ce recul semble dû à la disparition des activités artisanales, d'une part, à cause de la concurrence avec les industries de transformation du centre-sud du Brésil et d'autre part, à cause du caractère intensif en capital des nouvelles industries régionales, faiblement liées aux activités locales, ce qui cause le "gonflement" des activités tertiaires, y compris du tertiaire informel.

c) Pour finir l'analyse de l'évolution des occupations, nous avons celles qui ont eu des variations irrégulières de croissance: une dans les archaïques et quatre parmi les modernes. Dans les occupations archaïques, les apprentis ont eu la plus forte proportion dans la P.E.A. dans les années 1950, leur participation a décliné, puis est remontée entre 1970 et 1980.

Dans les occupations modernes, nous avons l'ensemble des occupations administratives qui ont renversé leur croissance entre 1970 et 1980, les électriciens d'installations, aux effectifs croissants, mais avec déclin dans la P.E.A. entre 1970 et 1980. Les deux autres occupations, autres occupations et occupations mal définies et sans déclaration d'occupation, en raison de leurs caractéristiques d'activités non classées et hétérogènes, présentent des variations sans aucune continuité temporelle.

#### 6.4.2.2 L'évolution des secteurs de la P.E.A.

L'analyse des secteurs de la P.E.A. va plus loin dans le temps, parce que nous disposons, à ce niveau, des données de l'année 1940. Mais, par secteurs, la désagrégation est inférieure à celle des occupations. De plus, les changements dans la classification de groupes et sous-groupes ont été plus fréquents.

Au niveau des secteurs, l'industrie de transformation et de la construction, comme nous l'avons vu, a diminué sa participation dans la P.E.A.: de 39,2% en 1940 à 32,7% en 1980; les autres activités industrielles aussi ont décliné de 11,6% en 1940 à 3,1% en 1980; les activités sociales, d'autre part, ont augmenté leur participation de 4,4% en 1950 à 10,2% en 1960, tandis que l'administration publique se maintenait, bien que sa plus haute proportion ait été observée en 1940 (6,5% de la P.E.A.).

Au niveau des branches, nous avons trois branches industrielles, soit l'industrie textile, les industries domiciliaires de paille et les industries domiciliaires textiles, ces deux dernières franchement archaïques, en plein déclin. L'industrie du vêtement, cependant, arrive à maintenir sa faible proportion dans la P.E.A. entre 1960 et 1980 (0,3%).

Dans les autres activités industrielles, les services d'utilité publique sont descendus de 11,6% de la P.E.A. en 1940 à 1,7% en 1980, ce qui peut être le résultat des changements de classification.

Au niveau des classes d'activités, les quelques classes pour lesquelles les données sont disponibles en série pour toute la période, se montrent plutôt en déclin: les services de réparation et

manutention de voitures, activité moderne, presque stable, descendent un peu, de 2,4% à 2,2% entre 1960 et 1980; les services de réparation des articles d'habillement sont aussi descendus de 19,7% en 1940, à 1,9% en 1980. Des chutes semblables ne peuvent s'expliquer que par une nouvelle organisation des données pendant les différentes périodes.

Finalement, si on compare l'évolution de la population avec celle de l'emploi, on observe que, alors que la population de l'Etat augmentait de 24% par décennie, l'emploi non-agricole, lui, doublait (48%); les activités agricoles, elles, ont perdu de l'importance: entre 1970 et 1980, l'augmentation de l'emploi agricole a été à peine de 2% pour cette période de 10 ans.

La base historique évoquée dans le chapitre historique, ajoutée à l'évolution récente de la population et de l'emploi nous aidera à comprendre la situation actuelle de l'emploi et sa distribution spatiale dans la région métropolitaine de Salvador.

#### 6.5 LA STRUCTURATION URBAINE

Dans cette section on examinera la distribution spatiale des trois variables clés disponibles au niveau socio-économique: la population, l'emploi et les revenus, à partir des données du recensement de 1980.

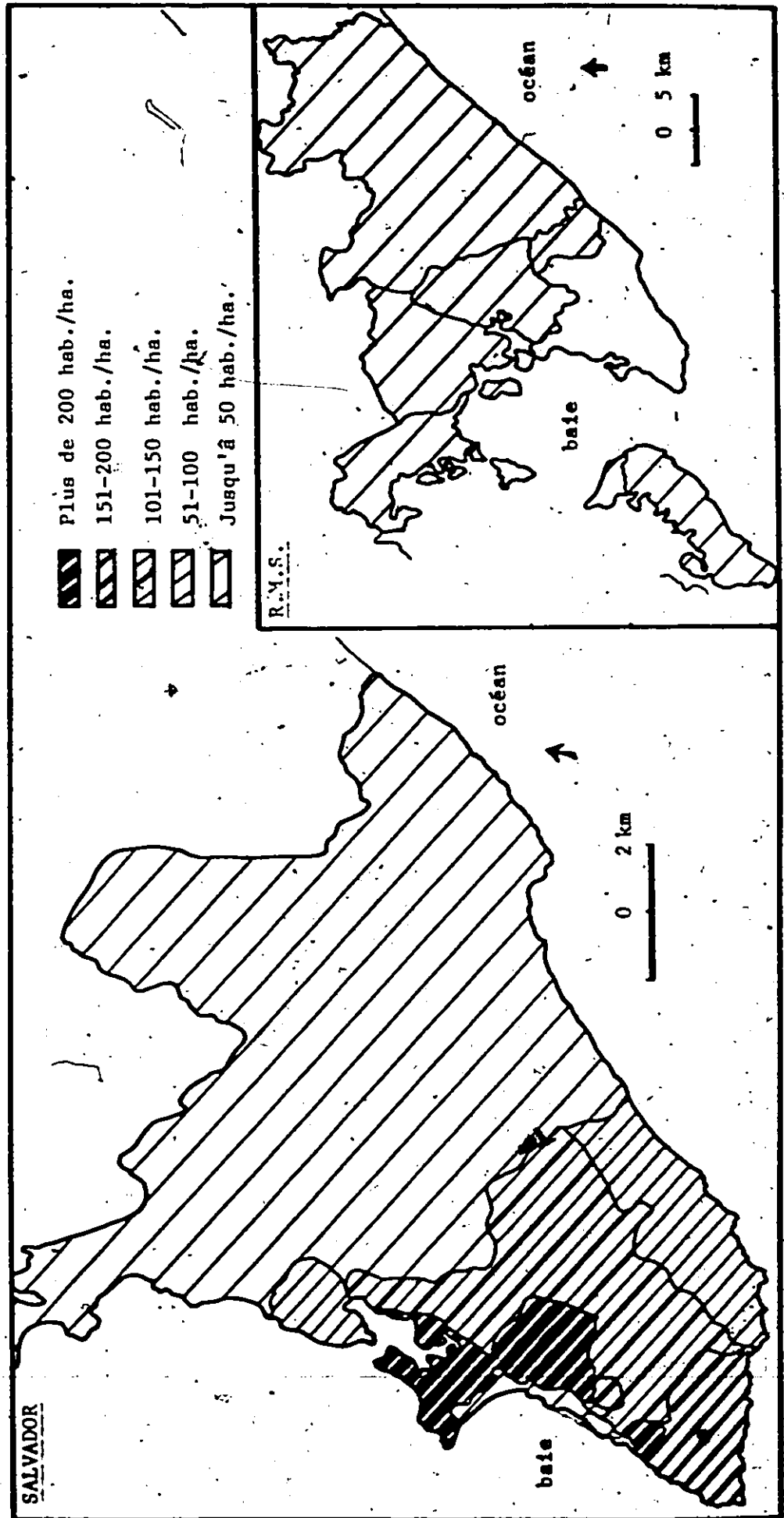
### 6.5.1 La distribution spatiale de la population

En 1980 Salvador comptait 1.501.981 résidents, ce qui correspondait à 85,5% de la population métropolitaine. Une des particularités de cette population est que 75% sont des noirs ou métis, ce qui constitue la plus forte proportion de toutes les métropoles brésiliennes et montre bien l'importance du passé dans cette région. Les migrants ne représentent que 34,4% de la population, ce qui correspond au taux le plus faible des régions métropolitaines analysées. Les migrants de moins de 10 ans correspondent à 44,3% du total des migrants et ceux de moins d'un an à 7,6%. Les migrants d'origine rurale sont également peu importants: 33,7% du total des migrants. La proportion de femmes par rapport au total des migrants est un peu supérieure à celle des hommes (55%), et ce surtout chez les migrants de moins d'un an (59,7%). Les analphabètes correspondent à un tiers de la population de plus de 5 ans (33,2%).

La population n'est pas distribuée dans l'espace de façon uniforme. Les densités varient en fonction de la proximité du centre, de la densité et hauteur des édifications et des classes de revenus prédominants (Voir figure 16).

Les zones centrales sont moins habitées en raison de la prédominance des activités non-résidentielles (comme dans la majorité des villes de grande taille), et la première couronne autour du centre est celle qui présente les plus fortes densités, surtout au nord de la partie centrale, où sont concentrées les populations de plus bas revenus.

Figure 16: DENSITE DE LA POPULATION DE LA REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR - 1980



Les municipalités périphériques ont des densités de population très faibles en raison de la partie réduite de leur territoire occupée par des concentrations urbaines.

Les migrants, eux, du moins dans le cas de Salvador, ne se localisent pas à la périphérie. Ils sont plus nombreux dans les sous-districts proches du centre et ceux de plus hauts revenus moyens. Aussi, on ne retrouve pas, dans tous les sous-districts de grande concentration de population pauvre, des proportions de migrants supérieures à la moyenne métropolitaine (Voir figure 17)...

Les migrants plus récents, dont l'arrivée ne remonte qu'à un an ou moins, ont à peu près la même distribution: un sous-district central (Cidade Baixa) et un sous-district près du centre (Nazaré) ont moins de migrants (ce qui donne des écarts négatifs) et deux sous-districts à la périphérie (Valéria et Itapua) ont plus de migrants (passant ainsi à des écarts positifs). Mais au total, les quartiers pauvres denses continuent à avoir de faibles proportions de nouveaux migrants.

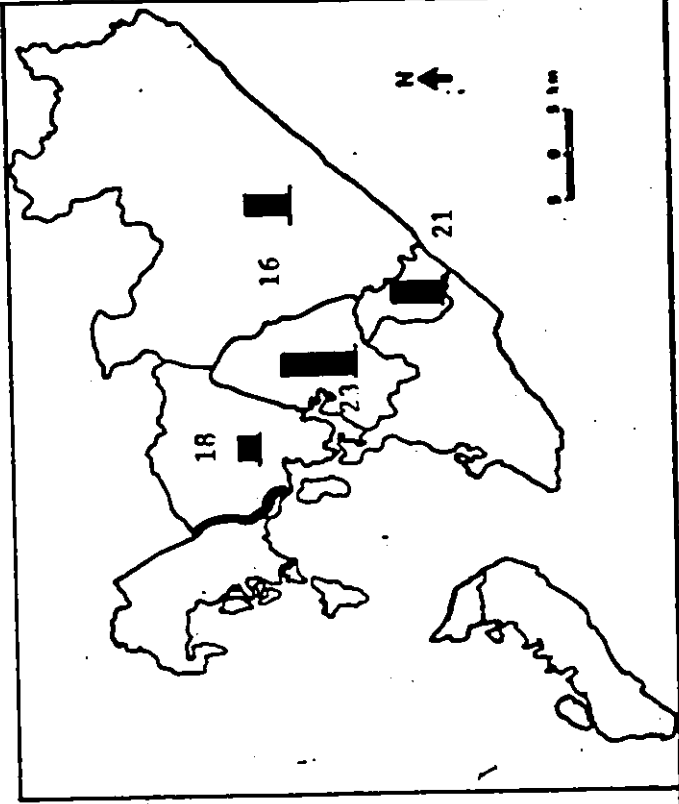
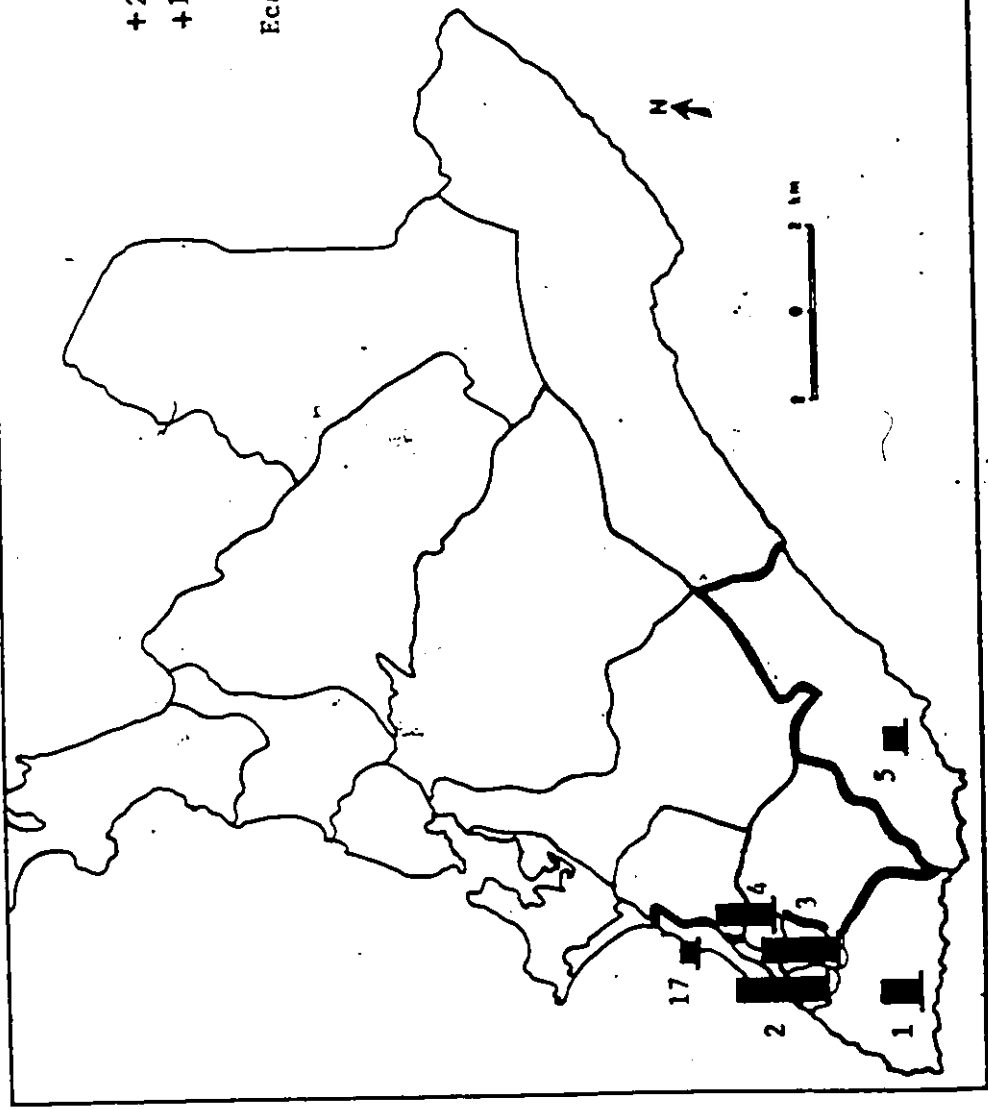
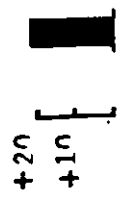
Quant aux migrants ruraux, un tiers du total, on les retrouve plutôt à la périphérie (Valéria +5,7), ce qui correspond à l'idée courante, et dans le sous-district d'Amaraline (+0,9) où il y a un quartier pauvre très étendu (Nordeste).

Au niveau des municipalités métropolitaines il y a une nette division entre les municipalités "industrielles" (Camaçari, Simoes Filho et Candeias) ainsi que Lauro de Freitas (qui correspond à une expansion urbaine de Salvador) où les taux de migrants sont assez élevés, et les autres municipalités. Dans ces municipalités, sauf à Camaçari, la proportion des migrants ruraux est aussi importante.



Figure 17: DISTRIBUTION DES MIGRANTS  
DANS LA REGION METROPOLITAINE  
DE SALVADOR - 1980

(R.M.S.,  $\bar{X}$  Migrants: 35,6%)



UNITES SPATIALES: 1: VITORIA; 2: SAO PEDRO; 3: NAZARE; 4: SANTANA; 5: AMARALINA; 16: CAMACARI; 17: G.BAIXA; 18: CANDEIAS;  
21: L.PREITAS; 23: SIMOES Po.

Les autres municipalités (Sao Francisco do Conde, Itaparica et Vera Cruz) ont les proportions les plus basses de migrants de la région, mais pour les migrants récents (moins d'un an d'arrivé) elles présentent aussi des écarts positifs, comme les autres municipalités de la région métropolitaine.

La distribution de la population par "race" est intéressante, en vertu de la rareté de cette information au niveau spatial, au Brésil, et des questions soulevées dans le chapitre historique. Comme les métis ('pardos') sont prédominants, avec 58% de la population, tous les sous-districts ont la majorité de leur population dans cette catégorie.

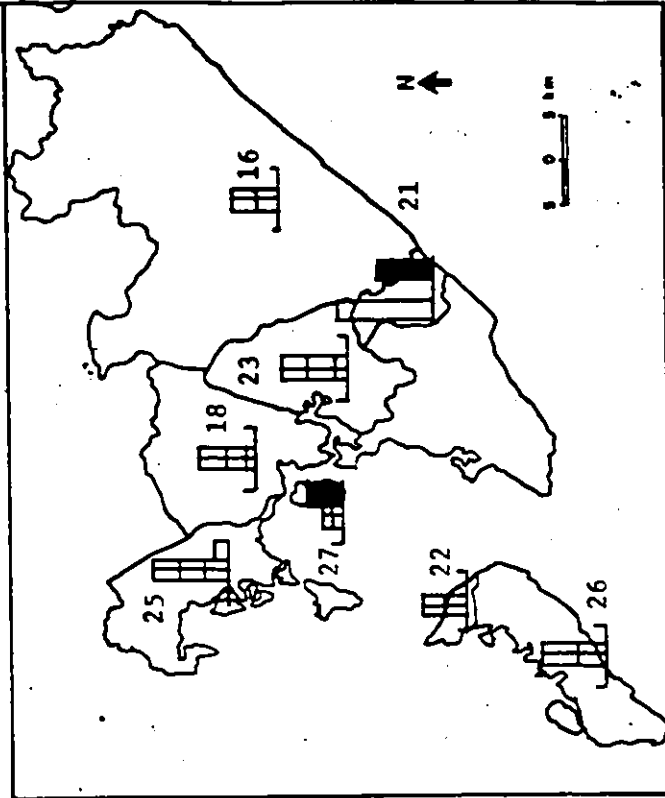
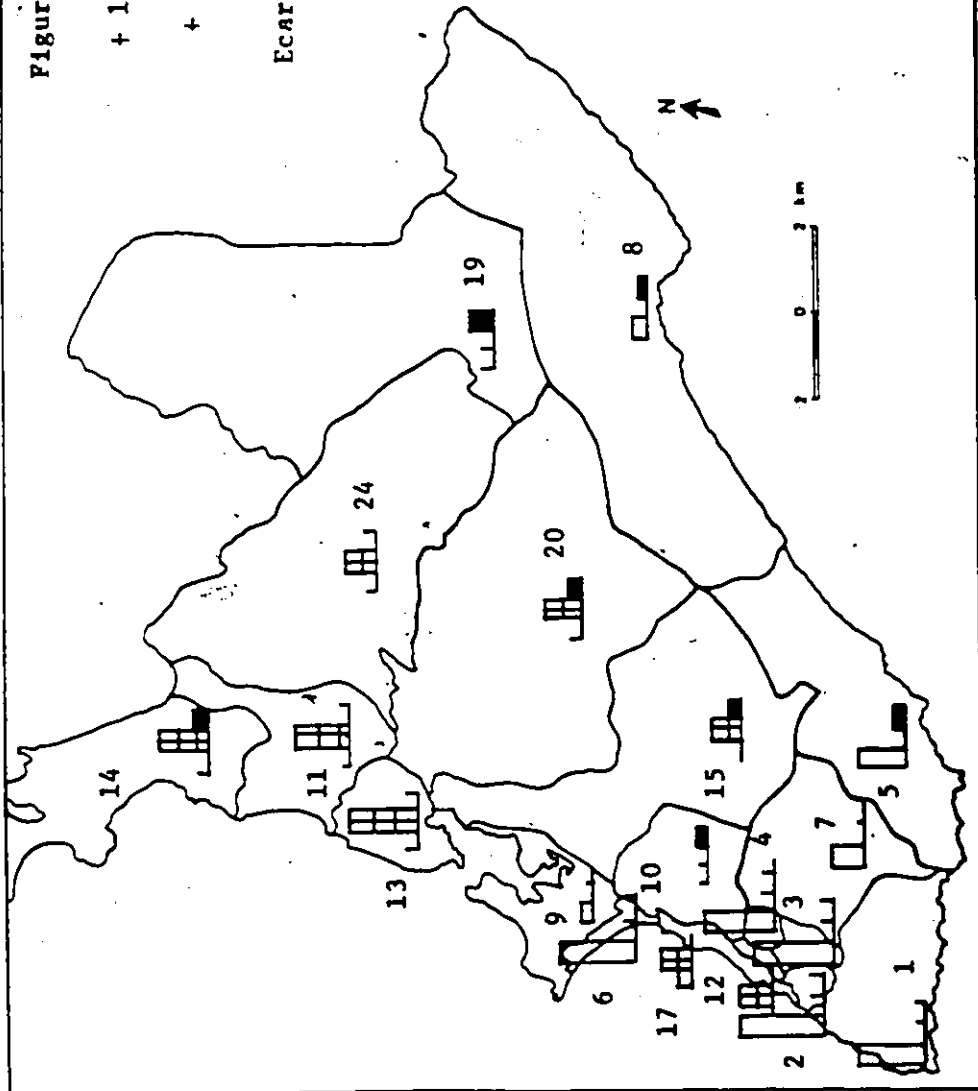
Mais, si on examine les écarts à la moyenne régionale, nous pouvons déceler des concentrations. Ainsi, ceux qui sont considérés comme "blancs" sont plus nombreux dans les sous-districts du sud (ceux de hauts revenus moyens), autour du centre, coté sud et nord, ainsi que dans les sous-districts du littoral atlantique (aussi avec des concentrations de hauts revenus). Les noirs, eux, sont plus concentrés que la moyenne de la région, dans les sous-districts périphériques et dans ceux du littoral (Voir figure 18).

Au niveau métropolitain, les métis continuent à être prédominants dans toutes les municipalités. Lauro de Freitas se présente comme une continuité des sous-districts du littoral de Salvador, avec une concentration de blancs et de noirs. Ces derniers sont aussi concentrés à Sao Francisco do Conde, ancienne municipalité rurale, encore fortement agricole.

Figure 18: DISTRIBUTION DE LA POPULATION PAR "RACE"  
 REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR - 1980



Ecart à la moyenne



- UNITES SPATIALES: 1: VITORIA; 2: S. PEDRO; 3: MAZARE; 4: SANTANA; 5: ANAPALINA; 6: MAPES; 7: BOOTAS; 8: ITAPUA; 9: PENVA;  
 10: S. ANTONIO; 11: PERIPERI; 12: C. ALTA; 13: PLATAFORA; 14: PARIPE; 15: S. CAETANO; 16: CAMACART;  
 17: C. BAIXA; 18: CARDIAS; 19: S. CRISTOVAO; 20: PIRAJA; 21: L. FREITAS; 22: ITAPARICA; 23: SIMOES P.;  
 24: VALERIA; 25: S. F. CONDE; 26: V. CRUZ; 27: VARE;

La distribution des analphabètes est importante pour établir une liaison avec les autres informations disponibles: "races", revenus et travail "informel". La division est très nette entre les sous-districts centraux, proches du centre (y compris les sous-districts pauvres et denses) et ceux du sud, qui ont des taux plus bas que la moyenne de la région métropolitaine, et les sous-districts périphériques. La proximité des équipements scolaires des zones centrales semble compter plus que le niveau des revenus pour les taux d'alphabétisation. De plus, le "background" rural des migrants périphériques fait monter les proportions d'analphabètes. Valéria arrive même à plus de 50% d'analphabètes dans sa population, ainsi que l'île de Maré (qui a un caractère plutôt rural) (Voir figure 19).

La situation des municipalités métropolitaines est encore plus grave: toutes ont plus de la moitié de leur population composée d'analphabètes, sauf Itaparica où ils arrivent à presque la moitié (49%). De nouveau, l'effet du nombre de migrants, la proportion de population rurale et la faiblesse des équipements peuvent expliquer cette situation. Au niveau métropolitain, donc, on a une situation où la périphérie est moins équipée que la zone centrale (Salvador).




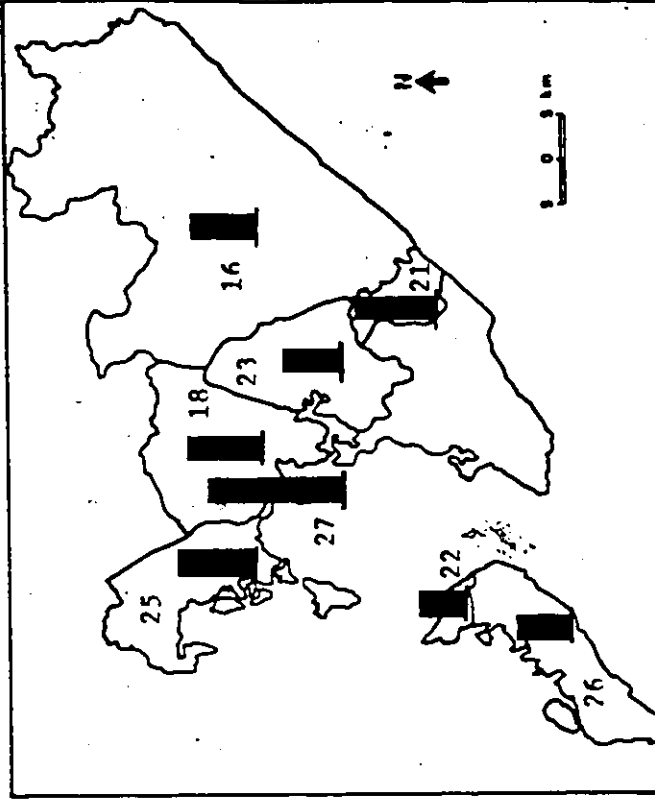
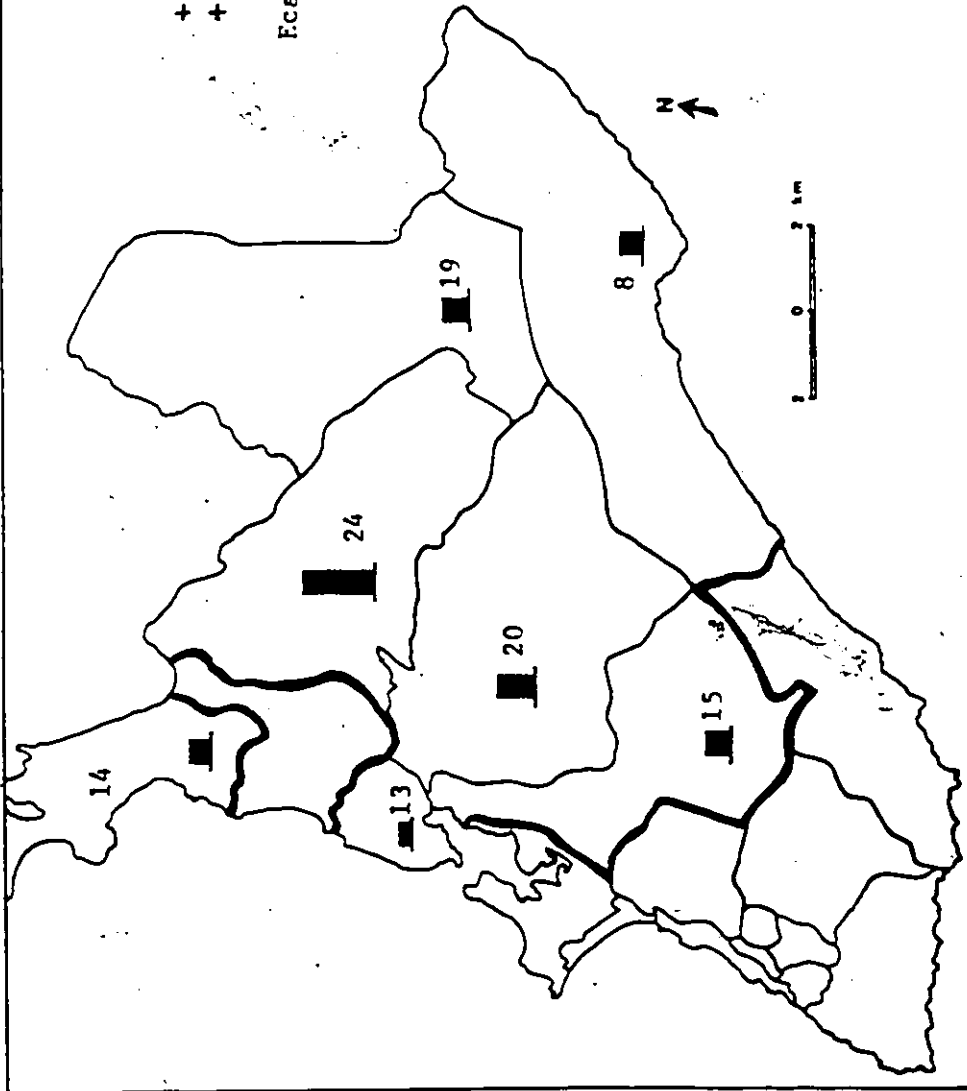
Figure 19: DISTRIBUTION SPATIALE DES

ANALPHABETES - REGION  
METROPOLITAINE DE SALVADOR

+20  
+10  
- 1980

(R.M.S.,  $\bar{X}$  Analph.: 36,3%)

Ecart à la moyenne



UNITES SPATIALES: 8: ITAPUA; 13: PLATAFORMA; 14: PARIPE; 15: S.CAETANO; 16: CAMACARI; 18: CANDEIAS; 19: S.CRISTOVAO;  
20: PIRAJA; 21: L.FRITAS; 22: ITAPARICA; 23: SIMAO; 24: VALFRIA; 25: S.F.COMDE; 26: V.CRUIZ;  
27: MARE;

### 6.5.2 La distribution spatiale de l'emploi

Quant à l'emploi, nous avons la localisation des travailleurs par lieu de résidence, au niveau des sous-districts et municipalités. Le recensement économique donne des informations sur le lieu de travail, mais la désagrégation spatiale disponible, dans ce cas, ne concerne que le niveau municipal.

La P.E.A. de Salvador en 1980 était de 543.861 personnes, ce qui correspondait à peu près à la moitié de la population de plus de 10 ans (49,3%). La part de la P.E.A. de Salvador dans la région métropolitaine était de 87,7%, proportion encore supérieure à la part de la population, malgré l'importance des emplois industriels dans les municipalités voisines.

Le recensement démographique nous donne la distribution par sous-district et municipalités des 10 secteurs de la P.E.A.: agriculture, industrie de la transformation, bâtiment, autres activités industrielles, commerce, transports et communications, prestation de services, activités sociales, administration publique et autres activités.

Les analyses réalisées antérieurement nous ont montré que la prestation de services concentre d'importants contingents de travailleurs informels (domestiques, blanchisseuses etc.), que le commerce a une importante contribution des ambulants (16% à Bahia), et que le bâtiment est surtout une activité de bas revenus. Nous devons donc examiner ces trois secteurs avec plus d'attention.

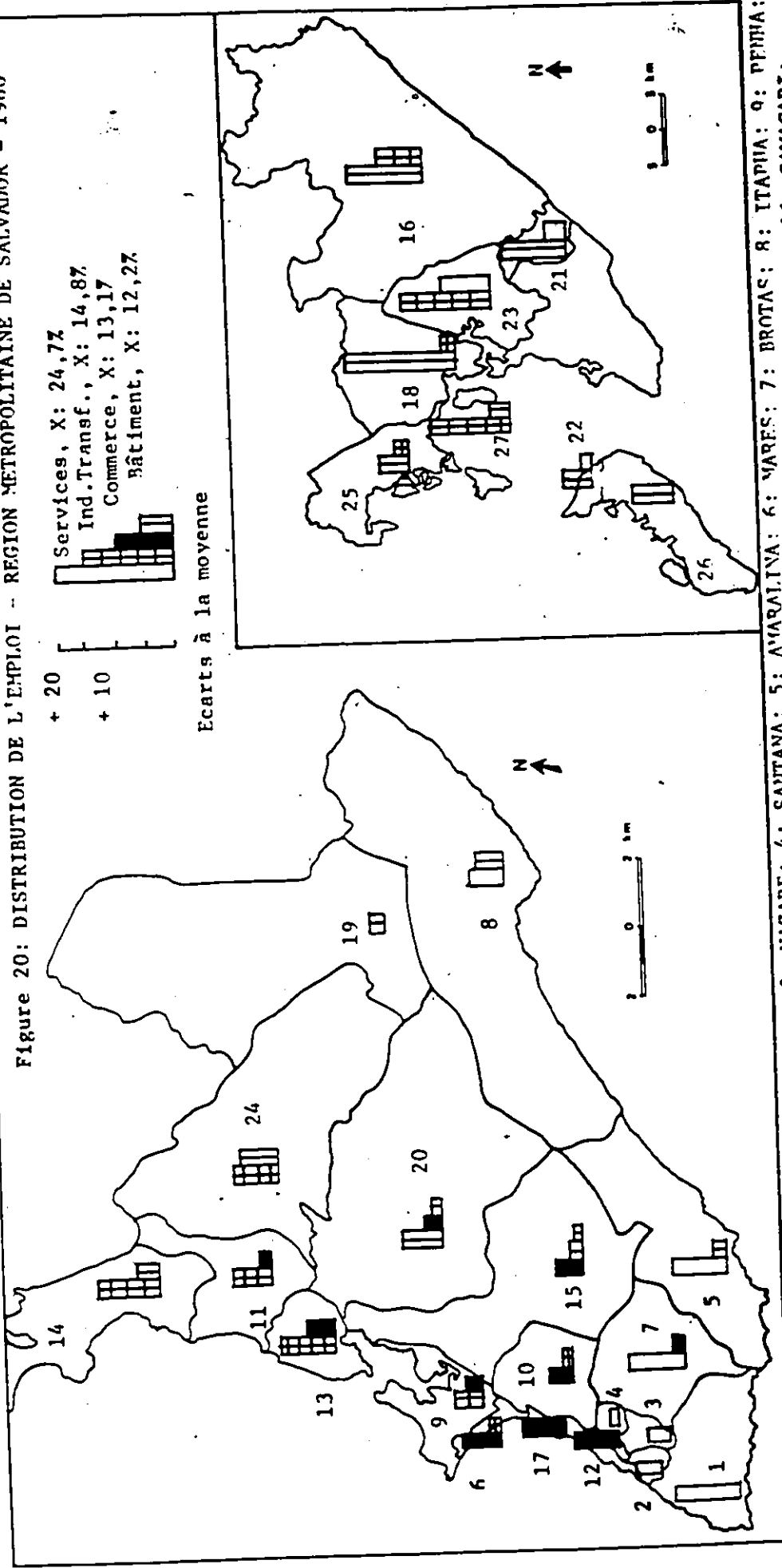
La prestation de services est le secteur le plus important de la P.E.A. de Salvador (33,7%). La majorité des sous-districts ont,

eux aussi, leur plus forte proportion dans ces activités à l'exception de quatre sous-districts qui se caractérisent par la prédominance des occupations industrielles (tous les quatre situés au nord, près du centre industriel de Aratu situé dans les municipalités voisines de Simoes Filho et Candeias).

Mais si on examine les écarts à la moyenne de la région métropolitaine pour les secteurs qui nous intéressent, nous trouverons des indications beaucoup plus précises de concentration spatiale (Voir figure 20).

Nous pouvons observer que la prestation de services est plus concentrée encore, au sud et autour de l'aire centrale, avec les écarts positifs les plus forts dans les sous-districts plus riches du sud (Vitoria, +11,3). Les occupations dans l'industrie de transformation, en principe plus "formelles", selon les analyses antérieures, se concentrent, comme nous l'avons vu, dans les quartiers du nord, surtout sur l'axe ferroviaire existant. La concentration des travailleurs du bâtiment est observée dans les sous-districts périphériques et du littoral atlantique, mais toujours éloignée de l'aire centrale. Les personnes qui ont déclaré travailler au commerce ont une localisation opposée: on les retrouve surtout près de l'aire centrale et les valeurs plus fortes sont dans l'aire centrale proprement dite ('Cidade Alta', soit sous-districts de Sé et Passo, +8,2), ce qui montre le besoin d'être proche du travail pour les personnes travaillant dans cette catégorie.

Figure 20: DISTRIBUTION DE L'EMPLOI -- REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR -- 1980



- UNITES SPATIALES: 1: VITORIA; 2: S. PEDRO; 3: NAZARE; 4: SANTANA; 5: AVARALINA; 6: MARES; 7: BROTAS; 8: ITAPIUA; 9: PENHA;  
 10: S. ANTONIO; 11: PERIPERI; 12: C. ALTA; 13: PIATAPORNIA; 14: PAPIPE; 15: S. CAETANO; 16: CAMACARI;  
 17: C. BAIXA; 18: CANDEIAS; 19: S. CRISTOVAO; 20: PIRAJA; 21: L. FREITAS; 22: ITAPARICA; 23: SIMOES F.;  
 24: VALERIA; 25: S. P. CONF.; 26: V. CRUZ; 27: MARI.



Au niveau des municipalités métropolitaines, Lauro de Freitas et Itaparica ressortent avec un plus gros contingent de travailleurs aux services; Simoes Filho apparait, dans ce cas, comme une continuité des sous-districts du nord de Salvador, avec la majorité des travailleurs dans l'industrie de transformation; Camaçari et Candeias cependant ont la majorité de leurs effectifs travaillant au bâtiment en dépit des concentrations dans l'industrie de transformation. Le fait qu'un nombre important de travailleurs de ces "pôles industriels" habite à Salvador explique ce phénomène; finalement, Sao Francisco do Conde et Vera Cruz sont les seuls cas où la majorité de la population se consacre à l'agriculture. Mais, en général, toutes les municipalités présentent des effectifs importants de travailleurs dans le bâtiment, ce qui confirme le caractère de localisation périphérique de cette activité de bas revenus dans la région métropolitaine de Salvador.

Nous avons aussi des informations sur les domestiques, à partir des données sur les familles et domiciles (I.B.G.E., 1983-d). Cette information nous donne un total de 37.454 domestiques à Salvador, soit 27% de la P.E.A. dans la prestation de services. Mais comme nous l'avons vu, dans l'Etat de Bahia, les occupations domestiques comptaient 127.521 travailleurs, soit 48,5% de la P.E.A. non-agricole dans le même secteur, ce qui peut indiquer une sous-estimation à Salvador. Mais ce sont les seules données disponibles, au niveau intra-urbain, d'une occupation intrinsèquement informelle. Selon ces données, ce sont les quartiers riches qui ont la plus grande concentration de domestiques: le rapport nombre des

domestiques par famille était de 10,3 pour la région métropolitaine. Seulement six sous-districts ont des valeurs plus élevés: Vitoria (écart de +27,3), Nazaré, Santana, Amaralina, Sao Pedro et Brotas. Ceci confirme l'importance de la demande des classes aisées pour cette profession, et encore l'importance de la proximité du lieu de travail ou même la coïncidence du lieu de travail et de résidence dans ce métier.

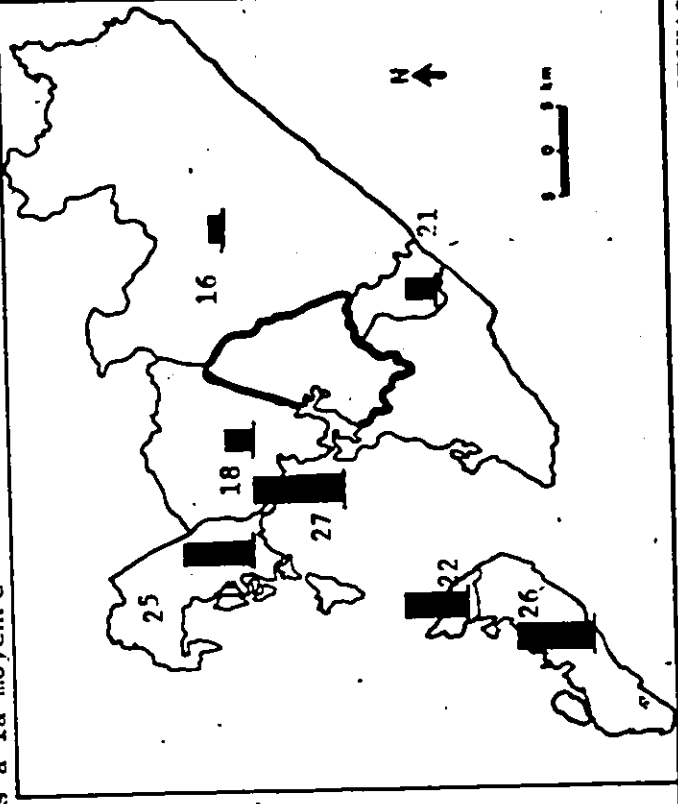
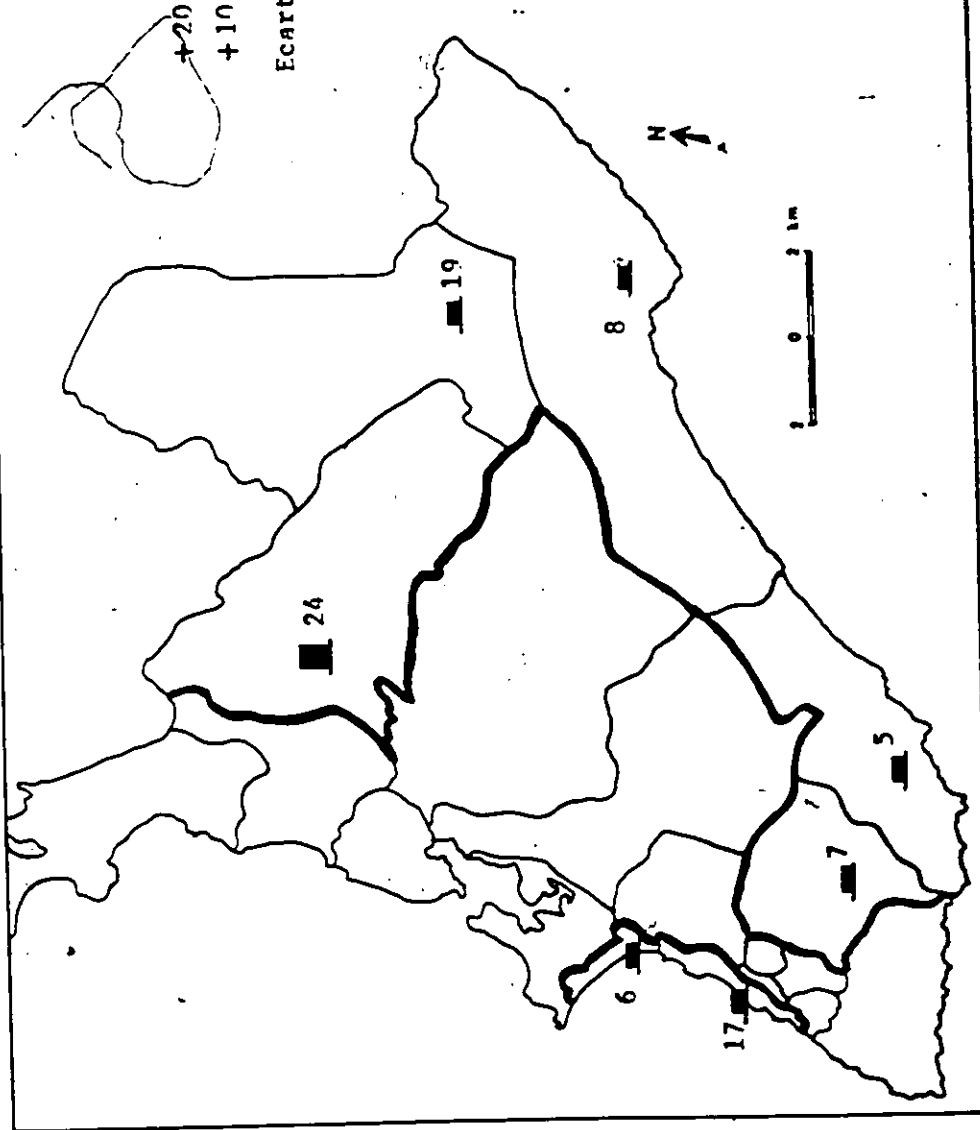
### 6.5.3 La distribution spatiale du revenu

Comme nous avons pu l'observer dans les chapitres précédents, la distribution des revenus est un critère très important, parce qu'en plus de servir pour le classement des unités spatiales (et même pour le classement centre-périphérie), elle représente un premier indicateur du travail informel: le nombre de travailleurs qui reçoivent jusqu'à un salaire minimum, important surtout au niveau intra-urbain, où les données sur les professions et leurs indicateurs sont réduits.

Au niveau intra-urbain nous avons aussi fait le même classement en cinq classes de revenus et nous avons calculé le revenu moyen de chaque unité (Voir figure 21).

Pour l'ensemble des sous-districts et municipalités, la proportion de travailleurs dans la classe de revenus E (jusqu'à un salaire minimum) est prédominante partout, du point de vue du contingent total, sauf dans trois sous-districts au sud de l'aire centrale (Sao Pedro, Nazaré et Santana) et dans un des faubourgs du nord, de revenus moyens moins élevés (Plataforma), où prédomine la classe de revenus C.

Figure 21: PREDOMINANCE DE LA CLASSE DE REVENUS E - REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR - 1990  
 (R.Y.S.,  $\bar{X}$  Classe E: 32,77)



UNITES SPATIALES: 5: AMARALINA; 6: VARES; 7: BROTAS; 8: ITAPUA; 16: C. BAIVA; 17: C. BAIVA; 18: CANDEIAS; 19: S. CRISTOVAO; 21: L. FREITAS; 22: ITAPARICA; 24: VALERIA; 25: S.F. CONF. 26: V. CRUZ; 27: VARE:

Handwritten signature or mark.

Si on examine les écarts à la moyenne des différentes classes de revenus, nous observons que la classe de revenus A (+20 salaires minima) est plus concentrée dans les sous-districts du sud et du littoral de Salvador, qui ont aussi des hauts revenus moyens; la classe de revenus B (5 à 10 salaires minima) se concentre aussi dans les mêmes sous-districts mentionnés pour la classe A, et dans deux sous-districts de la zone nord du centre (Mares et Penha) et dans un proche du centre et du sud (Brotas); la classe C des revenus, comme nous l'avons vu est prédominante dans les trois sous-districts proches du centre, mais présente aussi des écarts positifs dans les autres sous-districts du nord de l'aire centrale ainsi que dans les sous-districts périphériques, sauf un (Valéria). Une municipalité apparaît aussi dans cette catégorie (Simoes Filho).

Finalement, la classe E de revenus, celle qui nous intéresse le plus, peut-être utilisée ici comme premier indicateur du travail informel: en plus de la dominance généralisée, elle présente les plus fortes concentrations dans les municipalités périphériques (sauf Simoes Filho), qui ont des bas revenus moyens, avec des écarts positifs à la moyenne assez élevés (cette fois-ci avec l'exception de Camaçari) et dans l'île de Maré, qui a le plus bas revenu moyen de la région. A l'intérieur de Salvador nous avons des écarts positifs dans l'aire centrale (Cidade Baixa et Mares), dans les sous-districts du littoral (Amaralina et Itapua) et à sa proximité (Brotas), et dans la périphérie de Salvador, dans Sao Cristovao et Valéria, ce dernier se rapprochant des écarts trouvés dans les municipalités voisines.

C'est surtout dans les municipalités périphériques que la concentration des travailleurs dans la classe de revenus jusqu'à un salaire minimum est forte, parce que les écarts positifs à l'intérieur de Salvador sont moins élevés.

Cependant, l'analyse de la distribution spatiale du revenu requiert beaucoup d'attention, surtout dans un milieu urbain aussi hétérogène. Le revenu moyen, par exemple, est un bon indicateur classificatoire, mais on doit le comparer avec le pourcentage de travailleurs dans la classe de revenus E, c'est à dire, jusqu'à un salaire minimum. Alors, on observe qu'en général, les municipalités périphériques et les sous-districts de plus bas revenus moyens ont des proportions élevées de travailleurs dans la classe de revenus E (Voir tableau 29, colonne C), sauf dans le cas d'une municipalité industrielle (Simoes Filho) et du sous-district périphérique de Piraja. Mais dans certains sous-districts de revenus moyens assez élevés, la proportion dans la classe de revenus E est encore importante (comme Amaralina, Mares, Brotas et Itapua), ce qui pourrait s'expliquer par la présence des domestiques dans ces subdivisions urbaines.

Si en plus, on compare la proportion de la classe E de revenus avec la proportion de la P.E.A. de chaque sous-division (Voir tableau 29 colonne F), nous obtenons alors d'autres aspects intéressants qui ne sont pas perçus dans les autres analyses: d'abord, les cinq sous-districts très peuplés de Salvador (Sao Caetano, Santo Antonio, Vitoria, Amaralina et Brotas) rassemblent 67,3% des travailleurs dans cette catégorie de revenus, en même temps qu'ils comptent pour 66,9% de la P.E.A. de la région. Cette

TABLEAU 29

## R. M. SALVADOR: DISTRIBUTION DE REVENUS PAR SOUS-DISTRICTS ET MUNICIPALITES - 1980

UNITES	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)
VITORIA	28.064	32,6	-0,1	14,0	13,5	+0,5
S.PEDRO	24.436	22,6	-10,1	1,6	2,1	-0,5
NAZARE	24.265	23,9	-8,8	1,3	1,5	-0,2
SANTANA	23.267	24,6	-8,2	1,1	1,4	-0,3
AMARALINA	22.299	32,9	+0,2	11,7	11,9	-0,2
MARES	20.129	33,1	+0,4	0,6	0,5	+0,1
BROTAS	16.588	33,1	+0,4	11,6	11,2	+0,4
ITAPUA	16.542	33,9	+0,2	2,1	2,1	0,0
PENHA	14.190	32,4	-0,3	8,4	8,1	+0,3
S.ANTONIO	13.051	31,8	-0,9	14,3	14,3	0,0
PERIPERI	12.871	30,5	-2,2	1,9	1,9	0,0
C.ALTA	12.719	31,0	-1,7	0,8	0,8	0,0
PLATAFORMA	11.409	31,9	-0,8	2,2	2,2	0,0
PARIPE	11.151	31,7	-1,0	2,5	2,6	-0,1
S.CAETANO	10.630	32,5	-0,2	15,7	16,0	-0,3
M.CAMACARI	10.615	33,6	+0,9	(4,0)	(4,3)	(-0,3)
C.BAIXA	10.033	33,9	+1,2	0,2	0,2	0,0
M.CANDEIAS	9.985	38,0	+5,3	(2,9)	(2,5)	(+0,4)
S.CRISTOVAO	9.804	33,6	+0,9	1,4	1,4	0,0
PIRAJA	9.607	32,5	-0,2	7,1	7,2	-0,1
M.L.FREITAS	9.553	38,7	+6,0	(2,0)	(1,8)	(+0,2)
M.ITAPARICA	9.326	49,0	+16,3	(0,3)	(0,5)	(-0,2)
M.SIMOES F.	9.242	30,0	-2,7	(1,7)	(1,9)	(-0,2)
VALERIA	8.572	38,0	+5,3	1,0	0,9	+0,1
M.S.F.CONDE	8.476	50,9	+18,2	(1,1)	(0,7)	(+0,4)
M.V.CRUZ	6.826	53,7	+21,0	(1,0)	(0,6)	(+0,4)
MARE	4.806	59,3	+26,6	0,3	0,1	+0,2
SALVADOR	16.501	32,1	-0,6	(86,5)	(87,7)	(-1,2)
R.M.S.	15.671	32,7	-	100,0	-	-

LEGENDE: (A)= REVENU MOYEN; (B)= % CLASSE E (P.E.A); (C)= ECARTS CLASSE E (P.E.A.); (D)= % CLASSE E (DANS LA RMS); (E)= % P.E.A. (DANS LA RMS); (F)= ECARTS CLASSE E (DANS LA RMS).

Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.

deuxième mesure nous donne des résultats encore plus précis sur la concentration de travailleurs de classe de revenus E: l'écart le plus élevé se retrouve maintenant à Vitoria, (+0,5), suivi de Brotas et des municipalités de Candeias, Sao Francisco do Conde et Vera Cruz (+0,4), du sous district de Penha (+0,3), de l'île de Maré, de la municipalité de Lauro de Freitas (+0,2) et des sous-districts de Mares et Valéria (+0,1).

Alors, on peut conclure ici que les sous-districts de revenus élevés concentrent des contingents importants de travailleurs de bas revenus. On y a vu le poids des services personnels (comme à Vitoria, Brotas et Amaralina), dans l'analyse de l'emploi, et surtout celui des domestiques, alors que d'autres catégories de travail de bas revenus sont importantes à la périphérie, comme le bâtiment et le travail agricole. Ces données montrent la limite du critère du revenu comme synonyme de l'informel.

Avec les analyses de la distribution des principales variables, on peut déjà examiner si les hypothèses proposées sont appropriées ou non: L'hypothèse numéro 1 ("L'actuelle distribution spatiale de la population de la région métropolitaine de Salvador serait liée à l'accessibilité des principaux centres d'emploi") semble à première vue vérifiée, parce que l'emploi se distribue d'une façon équilibrée avec la distribution de la population. Les personnes travaillant dans les industries de transformation ont préféré se localiser, pour leur majorité, dans les sous-district du nord de Salvador et à Simoes Filho, lieux où se concentrent les industries de Salvador et

la partie des industries légères plus dépendantes en facteur travail, du centre industriel de Aratu (en Simoes Filho), ainsi qu'à proximité du chemin de fer et de la voie d'accès à ces industries. Deux autres municipalités industrielles (Camaçari et Candeias) ont aussi leurs écarts positifs dans l'emploi industriel. Les personnes qui ont déclaré travailler dans le commerce se concentrent autour de l'aire centrale, lieu traditionnel de concentration du commerce, y compris du commerce ambulante. Les travailleurs du secteur services sont ceux qui semblent se localiser en plus grand nombre en accord avec la distribution de la population, mais les écarts les plus élevés sont au sud, dans les sous-districts de plus hauts revenus moyens, et où il y a la plus forte demande pour le travail en services. Aussi, la liaison, chez les domestiques, entre le lieu de travail et la résidence est évidente.

Le bâtiment semble avoir un caractère plutôt périphérique, peut-être à cause de la possibilité d'avoir une résidence provisoire sur le lieu de travail (dans les constructions), tandis que la résidence définitive des travailleurs de ce secteur est située à la périphérie urbaine, dans les quartiers de bas revenus.

L'hypothèse numéro 2 ("Les nouveaux contingents de populations pauvres devraient se localiser dans la périphérie urbaine et métropolitaine de la région de Salvador") suggère un déplacement des populations pauvres vers la périphérie. L'hétérogénéité de la distribution de la population et des revenus laisse cette hypothèse avec une réponse nuancée: au niveau métropolitain il est vrai que la population périphérique est plus pauvre et que les migrants y sont concentrés (surtout dans les municipalités industrielles). Au niveau



de Salvador, cependant, des localisations privilégiées, comme le long de la côte atlantique, font que la zone "sud", plus riche, s'étire dans cette direction, pendant que les populations pauvres suivent la même direction, mais parallèlement, à l'intérieur de la presqu'île de Salvador. Comme nous l'avons vu, les sous-districts de hauts revenus de Salvador sont ceux qui ont les plus hautes proportions de migrants, ainsi que ceux proches du centre, ce qui montre que les migrants sont prédominants à la périphérie seulement au niveau métropolitain. Dans ces sous-districts de hauts revenus moyens, nous l'avons vu, se maintiennent d'importantes "poches" de populations pauvres, ainsi que le travail domestique (qui détermine une proportion importante de ces travailleurs dans les sous-districts "riches").

La zone nord de l'aire centrale, quant à elle, est formée par une majorité de population non-migrante et à prédominance pauvre; elle semble avoir un caractère consolidé, car ces régions ne sont pas "menacées" par la valorisation immobilière qui attaque dans d'autres directions. La densité et la concentration de populations de bas revenus y augmentent.

Comme le critère du revenu inclut dans l'analyse des professions de bas revenus, mais assez formalisées (comme le bâtiment), une analyse spécifique sur le travail informel devient nécessaire.

## 6.6 LE TRAVAIL INFORMEL ET LA REGION METROPOLITAINE DE SALVADOR

Comme nous l'avons vu, le critère du revenu, à lui seul, n'est pas tout à fait représentatif du travail informel, surtout dans les zones d'importants contingents de population, de plus grande complexité et très hétérogènes au niveau de l'espace, où se regroupent dans les mêmes aires, des travailleurs (ou familles) de hauts revenus, à côté de quartiers pauvres, voire des "bidonvilles".

### 6.6.1 Les études antérieures

D'autres auteurs ont déjà examiné le "secteur informel" à Salvador. Un groupe d'auteurs, Carvalho et Souza (1978), Jelin (1980), Prandi (1980) et Singer (1980) se sont basés surtout sur une recherche faite en 1971, à partir d'une enquête dans 1.115 domiciles dans des quartiers pauvres.

La CONDER (1979), dans son étude sur l'utilisation du sol et sur les transports régionaux, avec un échantillon de plus de 4.000 domiciles en 1975, a examiné le travail informel du point de vue de la localisation résidentielle dans l'ensemble de la région.

Finalement, Cavalcanti et Duarte (1980), dans leur série d'études de l'informel dans les trois métropoles du Nordeste, ont aussi examiné Salvador, en 1978, à travers un échantillon de 739 familles et 500 microentreprises des quartiers pauvres, et de 594 domiciles et 244 institutions possibles consommatrices des services et biens informels, dans l'ensemble de la ville.

Les résultats de ces études pionnières peuvent servir de référence et de comparaison temporelle avec les nôtres, qui visent surtout à examiner l'aspect spatial.

### 6.6.2 Critères choisis pour approcher le travail informel urbain

Comme les données du recensement de 1980 ne sont pas aussi détaillées au niveau urbain qu'au niveau des Etats, et que celles du P.N.A.D. ne sont pas désagrégées, même au niveau municipal, nous avons utilisé les seules données disponibles sur la distribution spatiale du travail informel de la région métropolitaine de Salvador: la recherche réalisée par la CONDER dans son "Estudo de Uso do Solo e Transportes para a Regiao Metropolitana de Salvador" (1979).

La CONDER a utilisé les critères suivants:

- Le travail des moins de 15 ans
- Le travail occasionnel ou partiel
- Les travailleurs qui reçoivent moins d'un salaire minimum
- Les travailleurs qui exercent un activité intrinsèquement informelle (ambulants et domestiques) (pg.40).

Comme les données étaient relatives à l'année 1975, nous avons utilisé la proportion du travail informel par rapport à la population de chaque unité spatiale à cette date et nous avons utilisé ces proportions sur les populations de chaque unité en 1980.

### 6.6.3 Analyse de la distribution du travail informel dans l'espace urbain

Pour cette analyse nous avons d'abord calculé la proportion des travailleurs informels par sous-district ou municipalité. Selon les données de la CONDER, ils seraient autour de 25,1% de la P.E.A. de 1975.

Ensuite nous avons calculé les écarts à la moyenne régionale pour pouvoir voir les concentrations au niveau spatial de chaque sous-division. Si on examine le tableau 30 (colonne C), qui utilise les sous-divisions administratives selon un classement de revenus moyens décroissants, on voit que les activités informelles sont concentrées dans les municipalités périphériques et dans les sous-districts de Salvador avec les plus bas revenus moyens, comme il fallait s'y attendre. Les écarts sont très élevés dans la municipalité de Vera Cruz, de très bas revenus moyens, et le sous-district de Cidade Baixa<sup>123</sup> de très faible population et correspondant à une partie du "C.B.D."

Mais trois sous-districts de haut revenus moyens concentrent aussi des activités informelles: ce sont les sous-districts du sud et du littoral atlantique (Vitoria, Amaralina et Itapua) où la demande pour les services domestiques est importante.

Comme nous l'avons fait dans l'analyse de la distribution spatiale des revenus, nous avons examiné la part de chaque unité dans l'ensemble des effectifs de la région. Cette fois-ci, les cinq sous-districts les plus peuplés de Salvador ont 66,9% de la P.E.A.

---

<sup>123</sup> De fait nous avons regroupé deux sous-districts de petite taille pour former celui de Cidade Baixa: Conceição da Praia et Pilar.

et presque la même quantité de travail informel (66,8%), mais les deux grands sous-districts de plus hauts revenus (Vitoria et Amaralina) ont des effectifs du travail informel plus importants que leur part dans la P.E.A..

◊ Dans l'ensemble, encore une fois, ce sont les municipalités périphériques et les sous-districts de plus bas revenus qui concentrent le plus le travail informel. Mais il faut remarquer que cette fois-ci, l'écart le plus élevé se trouve à Vitoria (+5,0) (Voir tableau 30, colonne F).

Ensuite nous avons calculé le travail informel sans les domestiques (à partir des données de 1980) pour voir la concentration de l'informel sans cette occupation prédominante des quartiers aisés (comme nous l'avons vu dans l'analyse des secteurs de la P.E.A.) (Voir tableau 30, colonne H). Cette fois, et d'une façon encore plus forte, les écarts positifs sont associés aux municipalités et sous-districts de bas revenus moyens; ils y sont aussi devenus plus élevés.

Au niveau spatial, comme nous pouvons le voir à la figure 22, avec l'exclusion des domestiques, la distribution spatiale de l'informel présente un caractère assez net: à Salvador les plus fortes concentrations se trouvent dans la Cidade Baixa, dans la zone centrale (+65,6), suivie du sous-district le plus périphérique du centre de Salvador, Valéria (+38,9). En général la localisation est périphérique, avec une exception, le sous-district de Sao Cristovao.

Au niveau métropolitain, à l'exception de Camaçari, municipalité où siège le "Pôle pétrochimique", toutes les autres

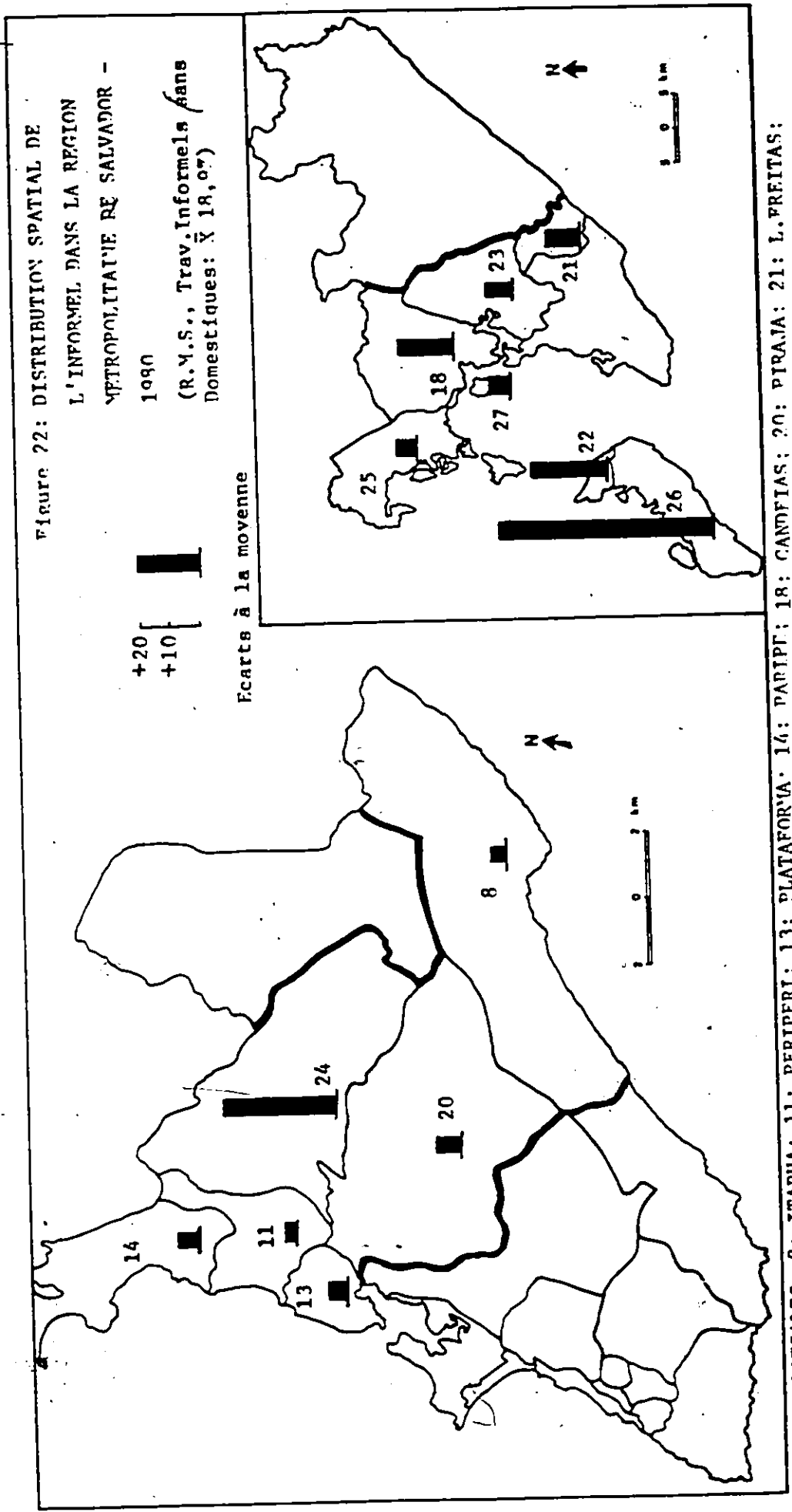
TABLEAU 30

## R. M. SALVADOR: DISTRIBUTION DU TRAVAIL INFORMEL PAR SOUS-DISTRICTS ET MUNICIPALITES - 1980

UNITES	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)
VITORIA	24.440	33,3	+8,2	18,5	13,5	+5,0	14,3	-4,6	SERV
S. PEDRO	1.922	17,0	-8,1	1,5	2,1	-0,6	6,2	-12,7	SERV
NAZARE	1.340	16,0	-9,1	1,0	1,5	-0,5	3,5	-15,4	SERV
SANTANA	1.517	20,5	-4,6	1,1	1,4	-0,3	8,4	-10,5	SERV
AMARALINA	16.568	25,5	+0,4	12,5	11,9	+0,6	13,3	-5,6	SERV
MARES	555	21,2	-3,9	0,4	0,5	-0,1	15,2	-3,7	COMM
BROTAS	13.915	22,8	-2,3	10,5	11,2	-0,7	15,2	-3,7	SERV
ITAPUA	3.430	29,7	+4,6	2,6	2,1	+0,5	23,4	+4,5	SERV
PENHA	9.809	22,1	-3,0	7,4	8,1	-0,7	17,8	-1,1	ITRA
S. ANTONIO	14.251	18,3	-6,8	10,8	14,3	-3,5	14,8	-4,1	COMM
PERIPERI	2.306	21,9	-3,2	1,7	1,9	-0,2	19,9	+1,0	ITRA
C. ALTA	916	19,9	-5,2	0,6	0,8	-0,2	18,5	-0,4	COMM
PLATAFORMA	2.969	25,0	-0,1	2,2	2,2	0,0	24,2	+5,3	ITRA
PARIPE	3.599	25,9	+0,8	2,7	2,6	+0,1	25,3	+6,4	ITRA
S. CAETANO	19.192	22,1	-3,0	14,5	16,0	-1,5	20,4	+1,5	COMM
M. CAMACARI	4.726	17,7	-7,4	(3,0)	(4,3)	-1,3	16,3	-2,6	BATI
C. BAIXA	470	86,0	+60,9	0,6	0,2	+0,4	84,5	+65,6	COMM
M. CANDEIAS	5.895	37,8	+12,7	(3,8)	(2,5)	+1,3	37,0	+18,1	BATI
S. CRISTOVAO	1.488	19,4	-5,7	1,1	1,4	-0,3	18,5	-0,4	BATI
PIRAJA	10.480	26,7	+1,6	7,9	7,2	+0,7	25,9	+7,0	BATI
M. L. FREITAS	3.602	32,4	+7,3	(2,0)	(1,8)	+0,2	30,8	+11,9	BATI
M. ITAPARICA	1.371	46,5	+21,4	(0,9)	(0,5)	+0,4	44,9	+26,0	BATI
M. SIMOES F.	3.530	29,5	+4,5	(2,3)	(1,9)	+0,4	28,4	+9,5	ITRA
VALERIA	2.733	58,3	+33,2	2,1	0,9	+1,2	57,8	+38,9	ITRA
M. S. F. CONDE	1.177	26,3	+1,2	(0,8)	(0,7)	+0,1	25,5	+6,6	BATI
M. V. CRUZ	3.355	92,9	+67,8	(2,2)	(0,6)	+1,6	92,5	+73,6	BATI
MARE	202	25,3	+0,2	0,2	0,1	+0,1	25,3	+6,4	ITRA
SALVADOR	132.174	24,3	-0,7	(84,9)	(87,7)	-	17,4	-1,5	-
R.M.S.	155.769	25,1	-	100,0	-	-	18,9	-	-

LEGENDE: (A)= TRAVAIL INFORMEL; (B)= % TRAVAIL INFORMEL/P.E.A.;  
 (C)= ECARTS INFORMEL (P.E.A.); (D)= % INFORMEL (DANS LA RMS);  
 (E)= % P.E.A. (DANS LA RMS); (F)= ECARTS INFORMEL (DANS LA RMS);  
 (G)= INFORMEL SANS DOMESTIQUES; (H)= ECARTS INFORMEL SANS  
 DOMESTIQUES (P.E.A.); (I)= SECTEUR PREDOMINANT;  
 SERV= SERVICES; COMM= COMMERCE; ITRA= INDUSTRIE TRANSFORMATION;  
 BATI= BATIMENT;

Source des Données: IBGE 1983-c; Calculs de l'auteur.



municipalités ont des écarts positifs, montrant des concentrations encore plus élevées qu'à Salvador (Vera Cruz, +73,6).

L'hypothèse numéro 4 ("Les populations vivant des activités informelles ne se localiseraient pas près des zones valorisées (centre, quartiers riches), sauf pour la domesticité") se vérifie, dans le sens qu'en écartant les domestiques, les travailleurs informels ne sont pas tous proches des lieux centraux, (sauf à la Cidade Baixa, très peu peuplée), même si ils y réalisent leurs activités. Mais une localisation trop éloignée comme Sao Cristovao, dépendant de longs voyages en autobus au centre-ville, ne serait pas économiquement intéressante pour les travailleurs informels, en raison des coûts de transport.

L'hypothèse numéro 3 ("L'existence de concentrations importantes de populations pauvres formerait un marché pour les activités informelles") ne paraît pas se confirmer. En dépit des importants effectifs des travailleurs informels résidant dans les quartiers pauvres très peuplés (Voir tableau 30), ces derniers ont tous des proportions de la P.E.A. supérieures à leur participation dans l'informel. Et, parmi les grands sous-districts, un seul, Sao Caetano, a des écarts négatifs de travailleurs informels, sans les domestiques, et encore, avec une faible différence par rapport à la moyenne régionale (+1,5).



#### 6.6.4 L'analyse factorielle au niveau urbain

Comme nous l'avons fait dans le chapitre précédent, au niveau inter-urbain (métropolitain), nous allons utiliser la technique d'analyse factorielle au niveau intra-urbain de la région de Salvador. Cette analyse visera aussi à confirmer ou non les hypothèses présentées au début de ce chapitre.

Nous avons utilisé la même méthode "Principal Factoring Without Iteration - SPSS PAL" et la procédure de rotation "Varimax".

Pour l'analyse urbaine nous avons un choix plus grand d'indicateurs qu'au niveau inter-urbain: nous avons choisi un ensemble de 51 variables, et nous avons créé 14 variables nouvelles. Un total de 43 variables ont été transformées en pourcentages et finalement, 45 variables finales ont été standardisées par l'utilisation de la transformation logarithmique, desquelles deux n'étaient pas des pourcentages.<sup>124</sup>

<sup>124</sup> Variables démographiques: population adulte; blancs; métis ('pardos'); noirs; non-migrants; total de migrants; migrants ruraux; migrants du sexe masculin; migrants du sexe féminin; migrants hommes avec un an d'arrivée; migrants femmes avec un an d'arrivée; migrants avec plus de 10 ans d'arrivée; migrants avec moins de 10 ans d'arrivée. Variables socio-économiques: population urbaine; analphabètes; P.E.A.; P.E.A. dans l'agriculture; P.E.A. dans l'industrie de transformation; P.E.A. dans le bâtiment; P.E.A. dans les autres industries; P.E.A. dans le commerce; P.E.A. dans les transports et communications; P.E.A. dans les services; P.E.A. dans les activités sociales; P.E.A. dans l'administration publique; P.E.A. dans les autres activités; travail informel; travail informel sans domestiques; domestiques; chômeurs; population inactive; classe E de revenus (jusqu'à un salaire minimum); classe D de revenus (de 1 à 2 salaires minima); classe C de revenus (de 2 à 5 salaires minima); classe B de revenus (de 5 à 20 salaires minima); classe A de revenus (plus de 20 salaires minima); P.E.A. sans revenus; revenu total; domiciles rustiques; domiciles sans eau courante; domiciles sans égouts; domiciles avec l'électricité et compteurs; domiciles avec l'électricité sans compteurs; domiciles avec téléphone; domiciles avec téléviseur en couleur.

Tous les indicateurs ont été choisis à partir des données du recensement de 1980, (sauf le travail informel) au niveau de Salvador, avec ses 20 sous-districts (quatre regroupés en deux) et des sept autres municipalités périphériques de la région métropolitaine. Nous voulons observer les différenciations et ressemblances au niveau spatial entre nos variables d'intérêt (travail informel, travail informel sans domestiques, et domestiques) et les autres variables analysées.

Une attention plus grande portée aux migrations a été jugée nécessaire pour déceler une possible liaison entre le travail informel et les contingents migratoires, prenant en considération le temps d'arrivée et le sexe. Les indicateurs sur les conditions domiciliaires ou sur les équipements disponibles ont été choisis pour nous donner la situation socio-économique à l'intérieur des divisions spatiales, avec les revenus moyens.

#### 6.6.4.1 Les résultats de l'analyse

L'analyse au niveau intra-urbain a dégagé, cette fois-ci, sept facteurs avec des Valeurs propres ("Eigenvalues") supérieures à 1.0. Ces facteurs comptent pour 90,4% de la variance de la matrice originale, avec 45,8% dans le premier facteur.

Les communautés, plus variées que dans l'analyse au niveau inter-urbain, vont de 0.63307 dans la P.E.A. dans l'administration publique à 0.99645 pour les non-migrants. Mais, au total seules cinq sont inférieures à 0.8. Les composantes des différents facteurs apparaissent au tableau 31 .

TABLEAU 31

ANALYSE FACTORIELLE: VARIABLES PAR FACTEUR - R. M. S. - 1980

VARIABLES	FAC.1	FAC.2	FAC.3	FAC.4	FAC.5	FAC.6
POP.ADULTE	0.95437					
P.ANALPHAB.	-0.90472					
DOMESTIQ.	0.89314					
CLASSE D	-0.89121					
DOM.RUST.	-0.88753					
S/EAU CAN.	-0.87821					
TELEPHONE	0.87122					
ACT.SOCIAL.	0.86531					
REVENU TOT.	0.85783					
TV COULEUR	0.84175					
INFORM.S/DOM.	-0.83042					
S/REVENUS	-0.82136					
BATIMENT	-0.78398					
CLASSE A	0.77074					
METIS	-0.76426					
ADM.PUBL.	0.71931					
BLANCS	0.68870					
CLASSE B	0.67615					
AUTRES OC.	0.63885					
S/EGOUTS	-0.61330					
CLASSE E	-0.59728					
T.INFORMEL	-0.56955					
SERVICES	0.56677					
ELEC.A/COMP.	0.51794					
MIGR.-10 AN.		0.97865				
MIGR.MASCUL.		0.93846				
MIGR.M.-1 AN		0.90783				
TOT.MIGRANTS		0.90509				
NON MIGRANTS		-0.88241				
MIGR.FEMMIN.		0.84577				
MIGR.F.-1 AN		0.79013				
MIGR.RURAUZ		0.66531				
COMMERCE			0.88401			
TRANSP.COM.			0.75689			
AGRICULTURE			-0.74117			
ELEC.S/COMP.			0.72557			
CLASSE C			0.64506			
POP.URBAINE			0.58397			
MIG.+10 AN.			0.55009			
CHOMEURS				0.86653		
INACTIFS				0.80824		
IND.TRANSF.					-0.87439	
AUT.INDUSTR.					-0.81406	
P.E.A.						0.80580
NOIRS						0.55560

Sources: IBGE 1982-a, 1982-c, et 1983-b. Calculs de l'auteur.

Le facteur 1, qui représente à lui seul 45,8% de la variance, peut être interprété comme la concentration de la pauvreté et de la richesse dans les différentes unités analysées. Les valeurs positives sont liées à la richesse: possession des équipements (téléphone etc.), présence des domestiques,<sup>125</sup> travail dans les activités sociales, dans l'administration publique, dans d'autres occupations et dans les services,<sup>126</sup> total du revenu et concentration dans les classes de revenus les plus élevés (classes A et B), prédominance des "blancs" et finalement, la plus forte proportion de population adulte dans la population. Les valeurs négatives correspondent à des unités avec des fortes proportions de domiciles rustiques, sans eau canalisée, sans égouts, avec des travailleurs dans le bâtiment, dans le travail informel et dans l'informel sans domestiques, ainsi qu'avec les sans revenu, avec des travailleurs dans les classes de revenus les plus basses (D et E); ainsi qu'avec les analphabètes et métis.

On constate que ce facteur est très important parce qu'il synthétise les indicateurs liés à la pauvreté. On voit que le travail informel (à part les domestiques) est très lié à la

<sup>125</sup> L'indicateur utilisé est le nombre de domestiques par domicile, ce qui favorise les unités spatiales avec des concentrations de populations plus aisées, qui possèdent des revenus plus élevés, permettant d'entretenir du service domestique, qui coïncide, en majeure partie avec le lieu de domicile des domestiques.

<sup>126</sup> Le poids des domestiques joue ici certainement.

situation de pauvreté.

Comme on peut le voir dans la figure 23, il y a une bonne continuité spatiale dans le facteur 1. Le centre-ville (Cidade Baixa) et les périphéries urbaine et métropolitaine ont tous des valeurs négatives, surtout dans les municipalités voisines. Les valeurs positives se localisent autour du centre et elles sont plus fortes dans les sous-districts du sud de Salvador, où on trouve, comme nous l'avons vu, la plus forte concentration de populations de hauts revenus.

Le facteur 2 compte pour 15,4% de la variance de la matrice originale. Il est étroitement lié à la question migratoire: toutes les variables sont relatives à ce sujet. Toutes les données sont positives et les non migrants correspondent à l'unique valeur négative.

La figure 24 montre une nette division entre les municipalités et les sous-districts de Salvador qui ont plus ou moins d'effectifs de migrants. Elle ressemble beaucoup à la carte présentée dans l'analyse des migrations. Les valeurs positives plus élevées sont observées dans les municipalités industrielles de la périphérie et les négatives sont aussi plus élevées dans les municipalités non-industrielles et dans l'île de Maré qui ne présentent pas d'opportunités d'emploi.

Le facteur 3, comptant pour 9,6% de la variance totale, est le plus difficile à interpréter: les indicateurs sont liés en partie à des caractéristiques des municipalités périphériques, opposées à celles de Salvador.

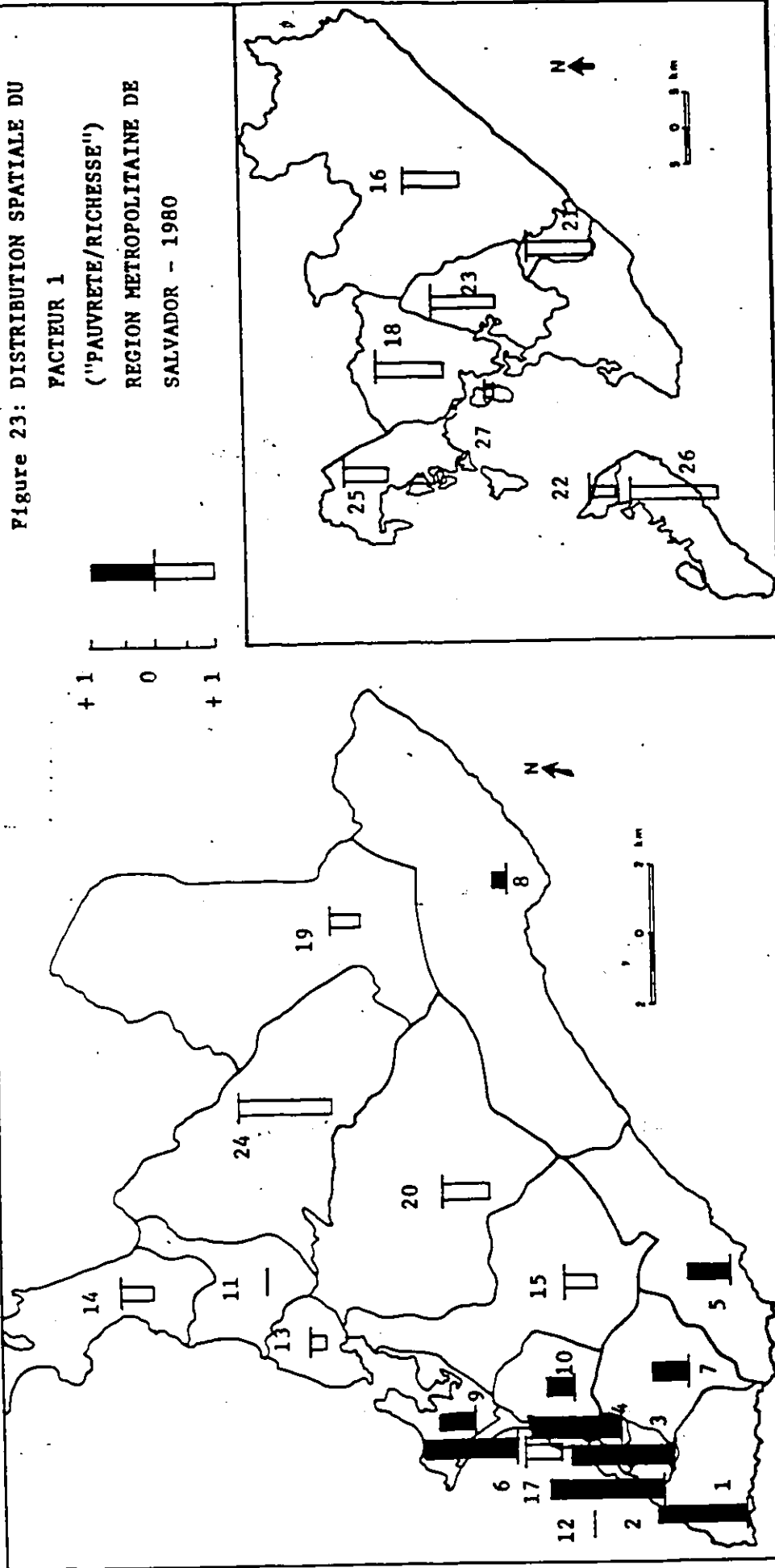
Figure 23: DISTRIBUTION SPATIALE DU

FACTEUR 1

("PAUVRETE/RICHESSE")

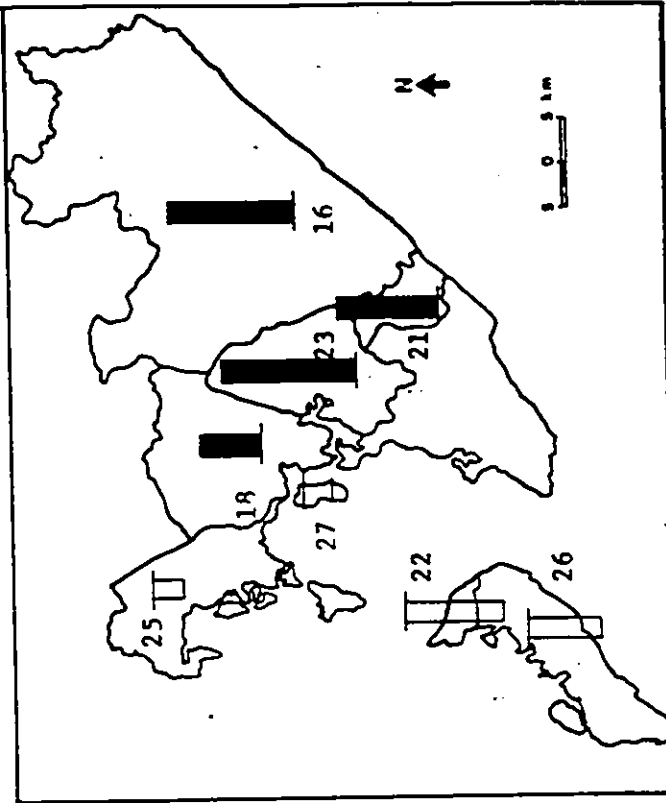
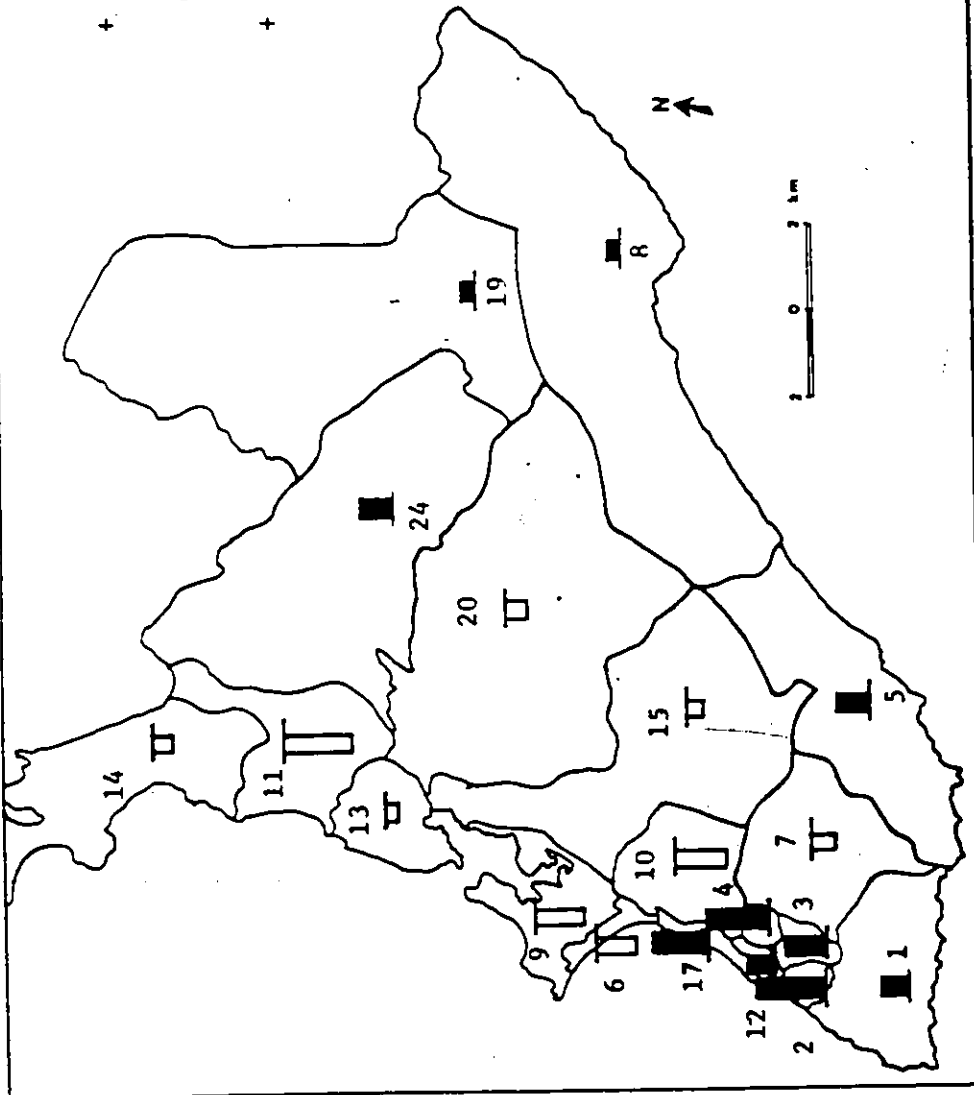
REGION METROPOLITAINE DE

SALVADOR - 1980



UNITES SPATIALES: 1: VITORIA; 2: S. PEDRO; 3: NAZARE; 4: SANTANA; 5: AMARALINA; 6: MARES; 7: BROTAS; 8: ITAPUA; 9: PERIPA;  
 10: S. ANTONIO; 11: PERIPERI; 12: G. ALTA; 13: PLATAFORMA; 14: PARIPE; 15: S. CAETANO; 16: CAVACARI;  
 17: C. BAIXA; 18: CANDEIAS; 19: S. CRISTOVAO; 20: PIRAJA; 21: L. FREITAS; 22: ITAPARICA; 23: SIMOES P.  
 24: VALERIA; 25: S. F. CONDE; 26: V. CRUZ; 27: MARE.

Figure 24: DISTRIBUTION SPATIALE DU  
FACTEUR 2 ("MIGRATIONS")  
REGION METROPOLITAINE DE  
SALVADOR - 1980



- UNITES SPATIALES: 1: VITORIA; 2: S.PEDRO; 3: NAZARE; 4: SANTANA; 5: AVAPALINA; 6: MARFS; 7: BROTAS; 8: ITAPUA; 9: PENHA;  
10: S.ANTONIO; 11: PERIPERI; 12: C.ALTA; 13: PLATAFORMA; 14: PARIPE; 15: S.CAETANO; 16: CAACARI;  
17: C.BAIXA; 18: CANDEIAS; 19: S.CRISTOVAO; 20: PIRAJA; 21: L.FRITAS; 22: ITAPARICA; 23: SMOES F.;  
24: VALFRIA; 25: S.F.CO'DE; 26: V.CRUZ; 27: 'IARE;

En valeurs positives nous avons le travail dans le commerce et dans les transports et communications importants à Salvador. Au niveau des équipements nous avons les domiciles avec électricité sans compteurs (ce qui est une indication de liaison illégale). La classe C de revenus est liée aussi à ce facteur, ainsi que les migrants anciens (plus de 10 ans), caractéristiques de Salvador. La population urbaine (100% à Salvador) est aussi dans ce groupe. Comme valeurs négatives nous avons le travail agricole, important dans seulement deux municipalités périphériques (Sao Francisco do Conde et Vera Cruz).

Le facteur 4, qui compte pour 7,3% de la variation totale, a seulement deux variables avec des fortes saturations positives, mais qui indiquent une liaison avec le chômage et la population non-active, qui ont beaucoup en commun.

Le facteur 5, qui correspond à 4,3% de la variation totale, est aussi composé de deux variables avec de fortes saturations négatives, liées à des unités qui ne possèdent pas des contingents importants dans le travail industriel.

Le facteur 6 compte pour 4,3% de la variation totale. Il a une variable de forte saturation positive liée à la taille (total de la P.E.A.) et une autre de faible saturation (population noire), qui est en deuxième niveau liée au facteur "pauvreté" (facteur 1).

Finalement, le dernier facteur, qui compte pour à peine 2,7% de la variance, ne comporte aucune variable avec une saturation plus élevée dans son groupe. Le travail informel (valeur positive) et les domiciles sans égouts (valeur négative) sont ici en deuxième niveau, ayant deux des saturations plus élevées dans le facteur 1.



Si on examine la figure 25 on peut voir l'ensemble des variables disposées autour des axes des facteurs principaux. Elle montre les variables par rapport au facteur 1 (axe horizontal) et au facteur 2 (axe vertical). La séparation est très nette, dans l'axe vertical, entre les groupes de migrants et les non-migrants (variable numéro 7). Mais si on examine la situation des migrants par rapport à l'axe horizontal on voit que les migrants de plus de 10 ans (numéro 14) sont en meilleure situation, que les migrants femmes (numéro 11) sont aussi plus avantagées que les migrants du sexe masculin (numéro 10), et que par rapport à l'axe "pauvreté" la variable la moins éloignée est celle des migrants d'origine rurale (numéro 9). Mais, la variable non-migrants (numéro 7) est celle qui s'approche le plus des indicateurs de la pauvreté, ce qui peut confirmer l'importance, dans le cas de Salvador, des conditions de pauvreté "endogènes", et dont l'explication serait liée au passé et non aux migrations récentes.

L'examen des variables rangées selon l'axe correspondant au facteur 1 est donc très auto-explicatif. On voit les domestiques (variable numéro 29) proches des indicateurs de "richesse", pendant que l'ensemble du travail informel (numéro 27) est dans l'autre extrême ("pauvreté"). Plus éloigné encore, le travail informel sans domestiques (numéro 28), très proche de tous les indicateurs de la pauvreté.

Les résultats des Poids locaux des facteurs ("Factor scores") peuvent être observés dans les figures suivantes, où le facteur 1 est examiné par rapport aux facteurs 2 et 3, avec des informations

Variables:

- |               |                |
|---------------|----------------|
| 1 = POPADNII  | 2 = PUFANOL    |
| 3 = AMIFARI   | 4 = PRANCOCL   |
| 5 = PEPTOSI   | 6 = PAPPOSI    |
| 7 = NATURATI  | 8 = MNRATURAI  |
| 9 = MAFUFATI  | 10 = MNRHCPFMI |
| 11 = MNDIHEI  | 12 = MNRHOPIAL |
| 13 = MNRUITAI | 14 = MNRHAPMOL |
| 15 = MNRHOML  | 16 = PFBI      |
| 17 = AGPCI    | 18 = IMTPAMI   |
| 19 = INDCCNSI | 20 = OUTINESL  |
| 21 = COMFFCII | 22 = TRANSFCL  |
| 23 = SFRFICOI | 24 = ASSOCIATI |
| 25 = AMIURII  | 26 = OUTIFASI  |
| 27 = INFOMLI  | 28 = IMPCSNCL  |
| 29 = COMPSIII | 30 = PROCTARI  |
| 31 = IMITIVQI | 32 = PAIIFAI   |
| 33 = PAIIFADL | 34 = PAIIFACI  |
| 35 = PAIIFARI | 36 = PAIIFARI  |
| 37 = SEPMDAL  | 38 = MENDAI    |
| 39 = DOPFUSTI | 40 = SAGFARPL  |
| 41 = SEANIRPL | 42 = FIFICARFI |
| 43 = EIPYSMEL | 44 = TELIFIONI |
| 45 = TVCOFESI |                |

HORIZONTAL FACTOR 1      VERTICAL FACTOR 2

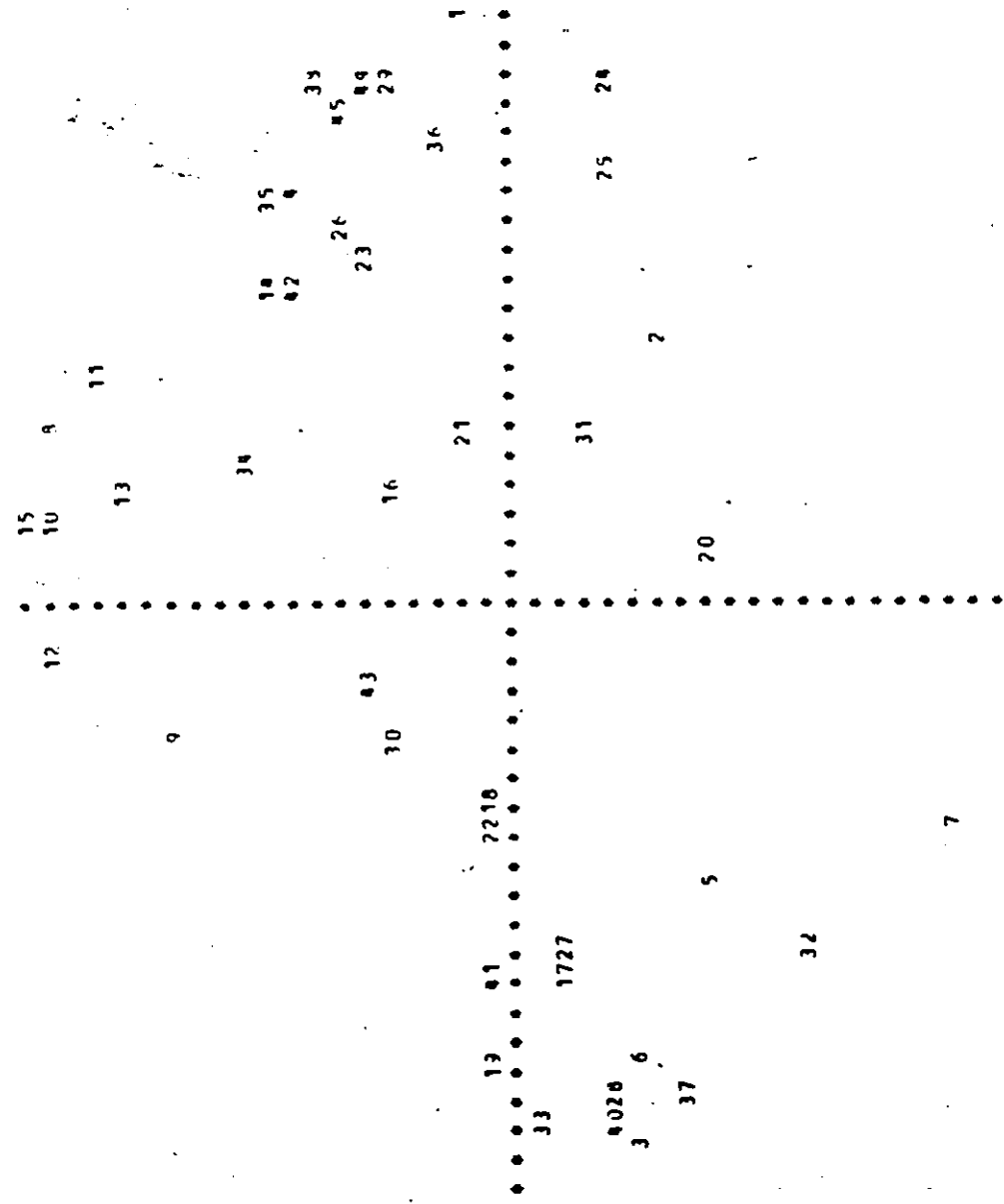


Figure 25: MATRICE DES FACTEURS  
1 ET 2 - VARIABLES  
EXAMINEES  
REGION METROPOLIT.  
DE SALVADOR - 1980

au niveau spatial. La figure 26 montre dans l'axe vertical les unités spatiales classées par le facteur 1 (dualité "richesse/pauvreté"), et dans l'axe horizontal, celles dégagées au niveau du facteur 2 ("migration").

Dans le premier quadrant sont rassemblées les unités spatiales "riches", qui sont aussi importantes du point de vue du composant migratoire; le quadrant II rassemble les sous-districts de revenus moyens et près du centre de Salvador avec de faibles apports migratoires; le Quadrant III rassemble les municipalités et sous-districts périphériques de Salvador qui n'ont pas une forte proportion de migrants. Le dernier quadrant montre les municipalités périphériques qui ont les plus hautes proportions de migrants dans la région métropolitaine de Salvador (les municipalités industrielles et Lauro de Freitas), ainsi que deux sous-districts périphériques et un sous-district central.

La figure 27 examine les facteurs 1 et 3 et classe très bien les unités au niveau spatial: dans le quadrant I sont groupés les sous-districts proches du centre, y compris un sous-district central; dans le quadrant II sont groupés tous les sous-districts "riches", (qui correspondent à la classe de revenu A et aux migrants de moins de 10 ans, aux domestiques et aux autres industries dans le graphique original des variables); le quadrant III rassemble toutes les municipalités périphériques et l'île de Maré, et finalement, le quadrant IV groupe les sous-districts périphériques de Salvador et un sous-district central.

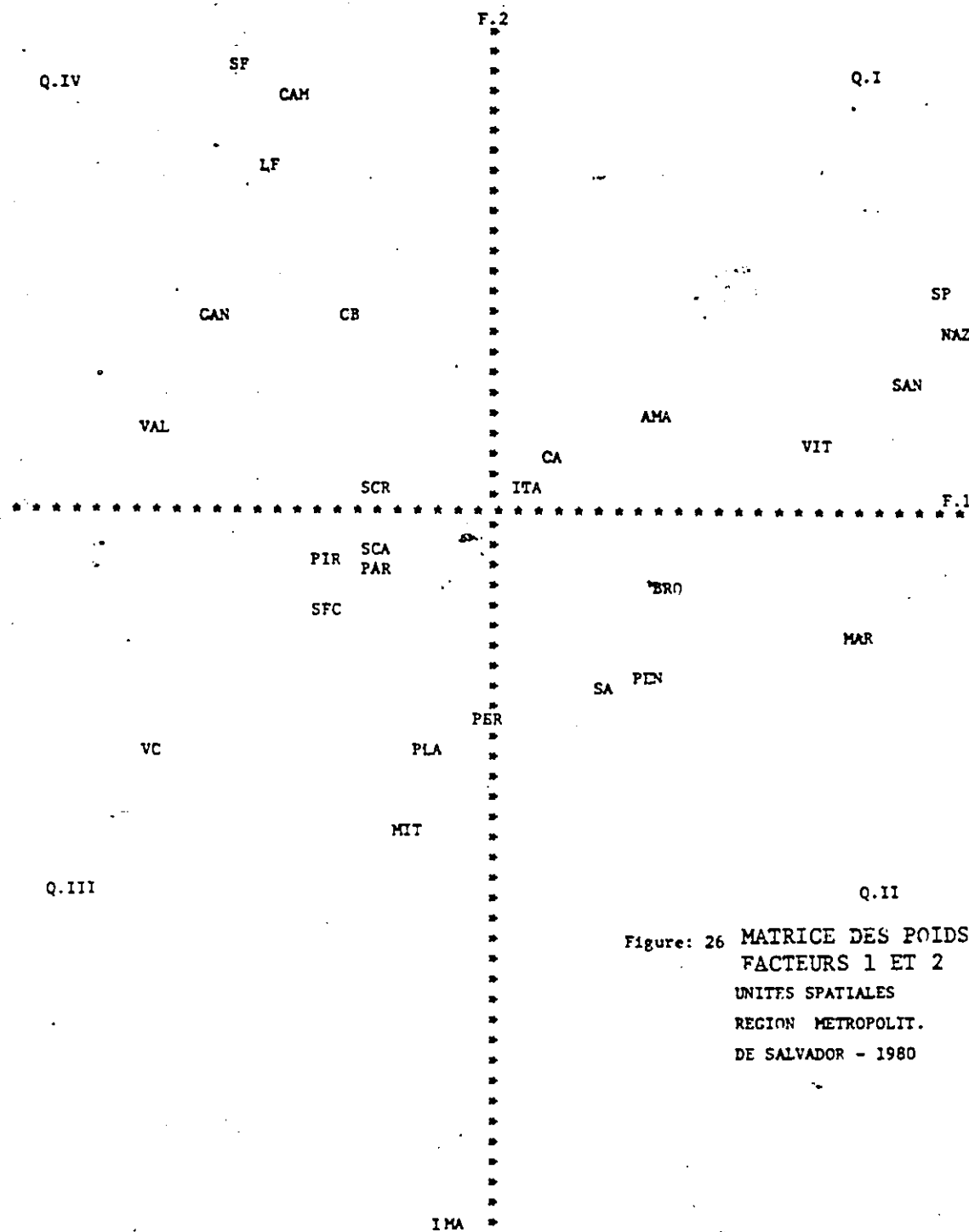


Figure: 26 MATRICE DES POIDS LOCAUX  
 FACTEURS 1 ET 2  
 UNITES SPATIALES  
 REGION METROPOLIT.  
 DE SALVADOR - 1980

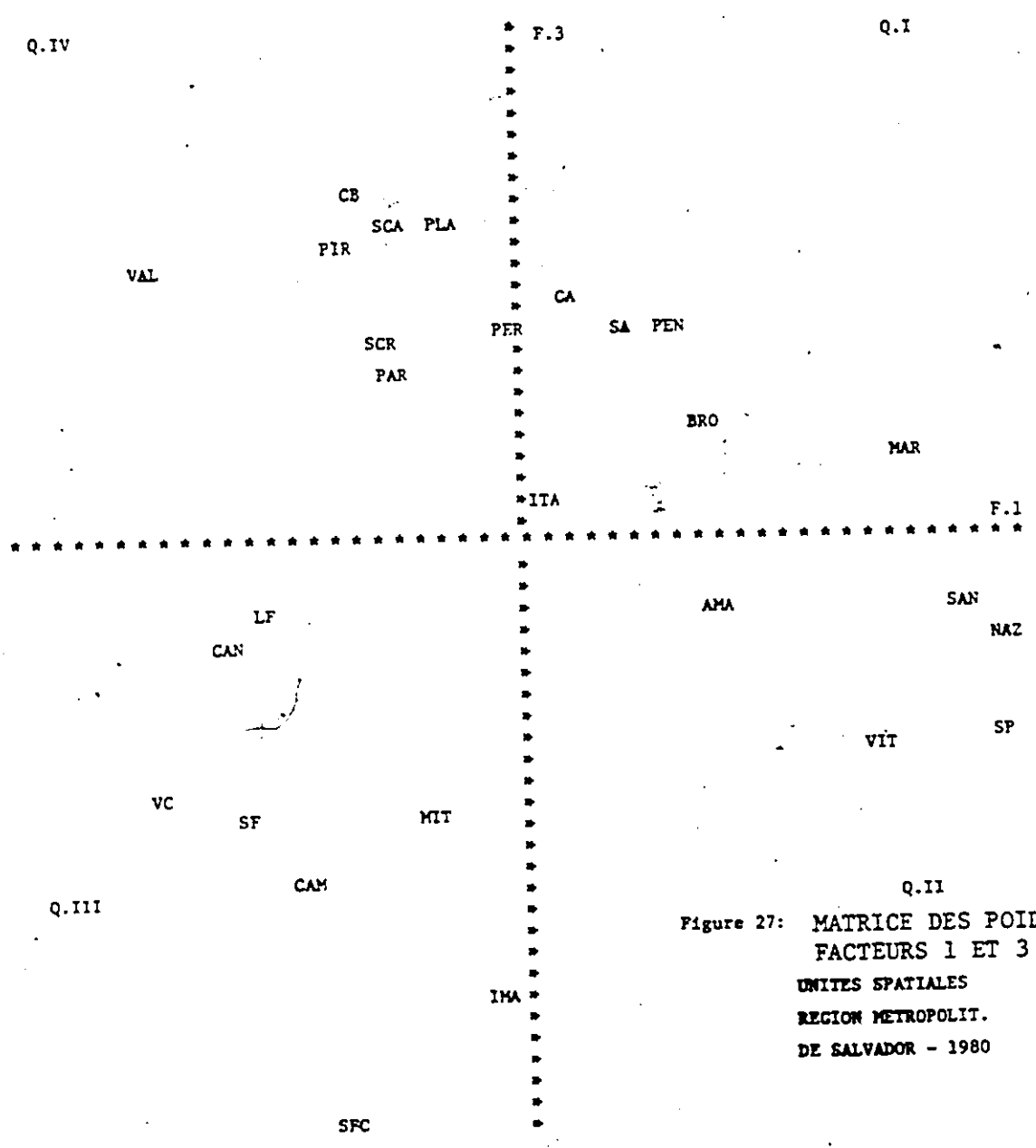


Figure 27: MATRICE DES POIDS LOCAUX  
 FACTEURS 1 ET 3  
 UNITES SPATIALES  
 REGION METROPOLIT.  
 DE SALVADOR - 1980

Finale­ment, le tableau des corréla­tions avec la variable qui nous intéresse le plus (travail informel sans domestiques) vient consolider les résultats présentés antérieurement (voir tableau 32).

TABLEAU 32

VARIABLES CORRELATIONNEES AVEC LE TRAVAIL INFORMEL (SANS DOMESTIQUES)- R. M. DE SALVADOR - 1980

VARIABLES	COEFFICIENTS
TRAVAIL INFORMEL	0.86682
DOMICILE RUSTIQUE	0.81294
POPULATION ADULTE	-0.77688
REVENU TOTAL	-0.73950
ANALPHABETES	0.73389
P.E.A. ACT.SOCIAL.	-0.73331
DOMESTIQUES	-0.72184
SANS REVENUS	0.69573
CLASSE E	0.68384
CLASSE D	0.67818

Sources: IBGE 1982-a, 1982-c, et 1983-b. Calculs de l'auteur.

Le travail informel (sans les domestiques) est donc très lié aux conditions de pauvreté au lieu de résidence: il apparait surtout

dans les unités spatiales qui ont le plus de domiciles rustiques, d'analphabètes, de travailleurs informels (total) et de travailleurs sans revenus et qui ont des revenus surtout dans les deux plus basses classes de revenus. Au contraire ils sont moins nombreux dans les unités spatiales où il a plus d'adultes par rapport à la population (donc moins de jeunes), où le revenu total est plus élevé, où il y a de la P.E.A. dans les activités sociales et où il y a plus de travail domestique. La variable liée aux migrations qui a la corrélation la plus forte est celle des migrants avec plus de 10 ans (-0.53217), valeur négative, pendant que chez les non-migrants, la valeur est positive, mais pas forte (0.49775).

En ce sens, l'analyse factorielle confirmerait l'hypothèse numéro 2 ("Les nouveaux contingents de populations pauvres devraient se localiser dans la périphérie urbaine et métropolitaine de la région de Salvador") et la quatrième ("Les populations vivant des activités informelles ne se localiseraient pas près des zones valorisées (centre, quartiers riches), sauf pour la domesticité").

Mais cette analyse apporte une contribution qui va au-delà des hypothèses proposées: les résultats indiquent que le travail informel (sans les domestiques) est plus lié aux populations non-migrantes, donc, pauvreté "endogène", ce qui va au contraire des idées dominantes dans la littérature, et que, au niveau spatial, il est prédominant dans les quartiers périphériques, sauf pour la domesticité.

## 6.7 CONCLUSIONS

Grâce aux analyses réalisées dans le chapitre précédent, nous avons vu que la région de Salvador est celle parmi les régions périphériques qui présente une situation socio-économique la plus proche des métropoles centrales.

L'examen au niveau interne de la région s'est fait sur deux plans: l'un au niveau temporel et l'autre au niveau spatial.

Au niveau temporel, l'analyse de l'évolution de l'emploi non-agricole à Bahia montre que les activités d'origine archaïque sont en général en déclin, surtout les activités artisanales et le service domestique. Cette dernière activité est intéressante, parce qu'elle est plus importante dans les Etats centraux. L'examen de l'évolution de l'emploi domestique dans les Etats centraux serait intéressant lui aussi, pour vérifier si les domestiques sont aussi en déclin dans ces régions.

D'autre part, les activités modernes (surtout de réparation) sont plutôt en expansion, ce qui correspond bien au développement industriel de l'Etat. Cependant, une activité archaïque est toujours en expansion: celles des ambulants, ce qui montre que cette occupation-refuge a une fonction importante pour la population urbaine et suit son évolution.

Au niveau spatial, nous pouvons voir que l'hypothèse numéro 1 ("L'actuelle distribution spatiale de la population de la région métropolitaine de Salvador serait liée à l'accessibilité des principaux centres d'emploi") est confirmée par la logique interne de la distribution des domiciles par rapport aux centres d'emploi,



dans l'apparent désordre d'une agglomération du tiers monde. Les personnes qui ont déclaré travailler dans le commerce sont plus nombreuses près du centre; celles dans les services se retrouvent dans les quartiers plus aisés, ainsi que les domestiques; les travailleurs du bâtiment sont plutôt domiciliés à la périphérie de Salvador et dans les municipalités périphériques. Finalement, les travailleurs dans l'industrie de transformation résident près des centres industriels.

L'hypothèse numéro 2 ("Les nouveaux contingents de populations pauvres devraient se localiser dans la périphérie urbaine et métropolitaine de la région de Salvador") vient ajouter une notion de processus: les nouveaux habitants (y compris ceux qui ont été expulsés des sous-districts centraux) ne trouvent de place qu'à la périphérie. Ceci est confirmé par le grand accroissement de la population de la périphérie de Salvador dans deux sous-districts de revenus moyens bas (Piraja et Sao Caetano qui ont eu 50% de l'accroissement de la population de Salvador entre 1970/1980).

L'hypothèse numéro 4 ("Les populations vivant des activités informelles ne se localiseraient pas près des zones valorisées (centre, quartiers riches), sauf pour la domesticité") se vérifie aussi, parce que, sauf pour les domestiques, comme nous l'avons vu dans les résultats de l'analyse factorielle, les travailleurs informels sont plutôt associés aux sous-districts et municipalités pauvres de la périphérie. L'unique exception est la concentration de travail informel dans la Cidade Baixa, mais il s'agit d'une aire centrale avec un très faible nombre d'habitants.

Mais l'hypothèse numéro 3 ("L'existence de concentrations importantes de populations pauvres, formerait un marché pour les activités informelles") n'a pas été confirmée: la proportion de travailleurs informels est inférieure à la proportion de ces travailleurs dans la P.E.A. dans les grands sous-districts peuplés de bas revenus. Seulement Sao Caetano dépasse la moyenne régionale, mais avec des écarts beaucoup plus faibles que les sous-districts et municipalités périphériques.

D'autres informations sont venues s'ajouter au niveau historique-spatial: la plus importante, peut-être, est la confirmation, au travers de l'analyse factorielle, de la situation plus difficile des habitants nés à Salvador, comparée à celle des contingents migratoires. Dans le cas de Salvador donc, migration n'est pas synonyme de travail informel. De plus les migrants ne sont pas concentrés à la périphérie, mais se trouvent en plus forte proportion dans les sous-districts de hauts revenus moyens et près du centre.

L'analphabétisme lui aussi a été trouvé en forte corrélation avec le travail informel. Les analphabètes, comme le travail informel, sont plus nombreux dans les municipalités périphériques. Des enquêtes directes comme celle de Cavalcanti et Duarte (1980-b) montrent cependant que seulement 15,6% des ambulants et 7,3% des domestiques étaient analphabètes (p.72.)<sup>127</sup> Il faut aussi rappeler que le taux d'analphabétisme est un critère démographique, incluant

---

<sup>127</sup> L'enquête d'Aracaju montre aussi que chez les travailleurs informels seulement 5,2% étaient analphabètes et que 32% avaient l'éducation primaire incomplète (U.A.S., 1984).

des personnes non-occupées. Lorsqu'on examine les personnes actives sans instruction ou avec moins d'un an d'instruction, nous trouvons pour la région métropolitaine un pourcentage d'à peine 12,8% de la P.E.A. en 1981 (I.B.G.E., 1983-a).

Donc, l'analyse de la région métropolitaine de Salvador nous montre, au niveau spatial, des aspects qui ne peuvent peut-être pas être généralisés, tandis que d'autres aspects présentent des différenciations et arrangements internes qui sont proches des autres métropoles du tiers monde et assez dissemblables et parfois opposés aux aspects des métropoles des pays dits développés.

Des contingents importants de population qui ne suivent pas complètement les règles du marché et du droit de la propriété se distribuent dans la métropole au travers de mécanismes informels, comme l'invasion et l'occupation des terrains nouveaux, dans de courts délais et en grand nombre ainsi que par le remplissage continu et discret dans des quartiers pauvres déjà consolidés. Ces mouvements s'opposent aux règles "normales" du marché des terrains urbains.

Les activités et classes sociales qui peuvent payer des prix de terrains plus élevés, occupent les terrains de plus grande valorisation, soit à cause de l'accès aux activités centrales, soit en raison de l'agrément du site, ou encore parce que situés dans des zones avec une plus grande disponibilité d'équipements.

Le résultat de ces jeux de forces, dans le cas de la région métropolitaine de Salvador, donne une forme urbaine assez complexe, en continuel processus de reformulation, mais qui présente déjà des

grands traits assez définis: nous avons une aire centrale divisée au niveau topographique, en ville basse (Cidade Baixa) où prédominent les affaires et les activités portuaires, et la ville haute (Cidade Alta), centre administratif et commercial. Ces zones centrales sont très peu habitées et abritent surtout une population de bas revenus. Autour du centre prédominent des quartiers de revenus moyens, souffrant le processus de transformation en activités non-résidentielles. Ces quartiers ont d'importants contingents de travailleurs dans les occupations administratives et dans les activités sociales. Ce sont aussi des quartiers assez bien équipés. La zone sud de la ville et sa continuité le long du littoral atlantique, présente des quartiers de plus hauts revenus, bien équipés, avec des "poches" de populations de bas revenus ("bidonvilles"), dont la proximité facilite l'accès à ces quartiers aisés, lieux de grande demande d'activités de la prestation de services, comme les domestiques. La zone nord du centre, ~~est~~ surtout une région très dense de population en majorité de bas revenus, sauf sur la côte nord, plutôt de revenus moyens. La consolidation de ces quartiers, parfois des anciens "bidonvilles", permet déjà un début d'équipements urbains, même dans les gigantesques "bidonvilles", comme celui de Alagados (sous-district de Penha) avec plus de 80.000 habitants.

Autour de ces quartiers commence la périphérie de Salvador, qui a été marquée par une grande poussée démographique récente. Dans ces quartiers sont prédominants les travailleurs dans le bâtiment, ainsi que dans les activités informelles (sans les domestiques), et on y

14

trouve aussi les plus forts contingents de migrants d'origine rurale.

Finalement, les municipalités périphériques ne présentent pas de continuité spatiale avec Salvador, sauf Lauro de Freitas où s'amorce un début de conurbation. Elles sont divisées en municipalités industrielles (Camaçari, Candeias et Simoes Filho), avec une forte croissance démographique et une forte attraction migratoire. Les travailleurs dans le bâtiment et dans les industries de transformation sont nombreux, ainsi que dans le travail informel. Sao Francisco do Conde est une municipalité "industrielle" mais qui n'a pas reçu tout l'impact de l'industrialisation qui se développe près des frontières de sa municipalité. Les trois autres municipalités n'ont pas des concentrations d'activités industrielles. Lauro de Freitas correspond à une continuité de Salvador et les deux autres municipalités dans l'île d'Itaparica n'attirent pas de migrants et ont même une forte proportion du travail agricole.

Dans le cas de la région métropolitaine de Salvador, donc, en raison de la complexité et de l'hétérogénéité des activités urbaines, on peut parler vraiment de centre et périphérie au seul niveau de Salvador, comme municipalité, vis-à-vis d'autres municipalités périphériques.

## Chapitre VII

### CONCLUSIONS

#### 7.1 LE MODELE BRESILIEN

Dans cette période de passage d'un régime autoritaire vers un début de régime démocratique au Brésil, une des principales questions est de connaître le Brésil "réel", vis-a-vis du Brésil "officiel". Les informations disponibles les plus nombreuses se rapportent surtout au Brésil officiel, et reflètent l'option des élites dirigeantes, pour un modèle de développement socio-économique, basé sur les investissements du capital privé national et international, avec l'appui total (y compris toutes sortes de subsides) de l'Etat.

Ce développement, initié par l'exportation des produits agricoles tropicaux et des minéraux, s'est complété par l'industrialisation substitutive des importations. Mais cette forme de développement n'a pas été sans problèmes: le développement capitaliste a été partiel, l'agriculture est restée en bonne partie non-capitaliste, et les bas salaires et rémunérations n'ont pas formé un solide marché interne. La "solution" trouvée pour cette demande restreinte, qui ne suivait pas la production croissante industrielle et même agricole, a été de fabriquer des produits sophistiqués pour les couches qui disposent de hauts revenus dans le

marché interne, et d'essayer d'entrer dans le marché d'exportation, avec des produits manufacturés, tout en continuant l'exportation des matières premières.<sup>121</sup>

Dans ce sens, même en changeant le type de produits exportés, le Brésil est retourné à son principal rôle depuis le début de la période coloniale: être un grand producteur de marchandises pour la vente dans les marchés internationaux.<sup>122</sup> La grande masse des travailleurs brésiliens participe par son travail basement rémunéré à ce processus de production, qui n'a pas comme objectif principal de les retrouver de l'autre côté de la production: comme consommateurs.

On ajoutera à ce tableau une idéologie interne développée pendant le régime autoritaire, celle d'un grand pays, celle de la formation d'une nouvelle puissance. Alors des projets monumentaux ont été engagés, à coûts de prêts au niveau du marché international de capitaux.

Mais la récente crise internationale est venue démontrer la non-viabilité du modèle de développement en cours: en plus des restrictions du marché externe, est venu s'ajouter le poids de la dette externe et le marché interne est devenu encore plus serré par des mesures de contrôle de l'inflation.

---

<sup>121</sup> Voir Salama (1983).

<sup>122</sup> La réalisation de grands projets comme la construction actuelle du chemin de fer qui relie la région du Carajas (Para) au port de Sao Luiz (Maranhao), pour exporter des minéraux de fer, se fait alors que les chemins de fer internes sont plutôt en déclin.

Si nous faisons un bilan de la situation actuelle, nous pourrions voir les résultats du modèle économique et social adopté: un pays qui est un géant, cinquième pays au monde en taille, sixième en population, huitième produit national brut, et septième producteur industriel et agricole occidental (Banque mondiale, 1984).

Certains indicateurs pourraient même le rapprocher des pays centraux, comme par exemple le fait que 57,4% des exportations soient composées des produits industrialisés (49,7% de manufacturés) et que 58,2% de ses importations sont constituées de combustibles et lubrifiants.<sup>130</sup> La production industrielle, utilisant en bonne partie la technologie étrangère, est capable de fournir une gamme de biens complète pour le marché interne (bien qu'à des prix assez élevés): des micro-ordinateurs au tourne-disque au laser, des avions et bateaux civils aux armements.<sup>131</sup> D'autres indicateurs montrent encore les grands changements qui font que le Brésil ne ressemble plus à un pays "sous-développé" typique: 70% de sa force de travail est non-agricole (en 1980) et 69% de sa population est urbaine (1982).

On pourrait continuer avec d'autres informations qui montreraient un pays dynamique, moderne, avec une industrialisation de pointe, mais il faut ajouter aussi des informations sur le Brésil "réel". Là, c'est plus difficile: les informations sont recueillies

<sup>130</sup> "Brazil", No. 75, de aout 1984.

<sup>131</sup> Selon Renato P. Dagnino, le Brésil serait le cinquième ou le sixième exportateur d'armements dans le monde (Dagnino, R. P. "Indústria de Armamentos: o Estado e a Tecnologia", Revista Brasileira de Tecnologia, 14:3 (Maio/Junho 1983), pp.5-17).



par des bureaux de statistiques, pour l'usage du gouvernement et des entreprises, et à un second degré elles peuvent être utilisées pour l'examen des informations sociales.

Quand la population était rurale et le pays un grand producteur agraire et exportateur de matières premières, et quand les villes avaient des tailles "normales", les populations urbaines pouvaient ne pas se préoccuper de la lointaine situation de pauvreté des populations rurales.

Avec le développement industriel et le début de la capitalisation de l'agriculture, ainsi que le développement complémentaire des réseaux de transports et communications, les mouvements de population se sont faits sentir à grande échelle: les régions arriérées du nord "exportent" leur jeune force de travail vers le sud; les régions agricoles expulsent une partie de leurs travailleurs vers les grandes villes ou d'autres zones rurales en expansion; des contingents humains restent en permanent mouvement, comme les constructeurs de barrages et d'autres grands travaux, ainsi que les chercheurs de minéraux ('garimpeiros').

Ces mouvements de population ont amené dans les villes, surtout du sud du Brésil, des contingents importants, qui sont venus s'ajouter à des couches pauvres locales pré-existantes. A partir d'alors, on ne pouvait plus s'empêcher de "voir" la pauvreté. Elle n'était plus dispersée dans l'immense Brésil rural, avec des systèmes de transports précaires qui aidaient à la cacher.

Les "bidonvilles" et le travail informel sont comme des "pointes d'icebergs" que l'on voit apparaître à la surface, dans les

régions urbaines; ils montrent une situation socio-économique très stratifiée et critique qui arrive à des proportions graves: selon la Banque mondiale, tandis que les 10% les plus riches de la population brésilienne avaient 50,6% du revenu national, les 20% les plus pauvres recevraient à peine 2% de ces ressources.<sup>132</sup> Lorsqu'on transforme ces pourcentages en chiffres, les 10% les plus riches, correspondent à un effectif de 13 millions d'habitants, un marché équivalant à la taille de la Hollande. Les 20% les plus riches, avec 66,6% des revenus, correspondent à 26 millions d'habitants, effectif supérieur à la population du Canada. Ces données montrent que ces effectifs correspondent à un marché interne d'une certaine taille, où l'industrie brésilienne peut trouver un débouché partiel pour ses produits de haute technologie. Mais le "reste" de la population est encore plus grand: les 60% les plus pauvres de la population, qui détiennent à peine 16,6% du revenu représentent une masse de population de 78 millions d'habitants, potentiel énorme, même pour le développement capitaliste, mais maintenue à l'écart, en grande partie, des effets du "développement" économique récent.

C'est à cette grande partie du Brésil "réel" que nous avons voulu ajouter un peu plus de connaissances sur sa façon de s'organiser, travailler, se localiser. Certes, cet effort part presque d'un défi: analyser cette situation surtout à partir des données fournies par le Brésil "officiel", c'est à dire des

---

<sup>132</sup> Des 43 pays avec des données disponibles sur la distribution du revenu, le Brésil était celui qui présentait le plus haut degré de concentration (Voir Banque mondiale, 1984).

résultats des recensements et enquêtes statistiques officiels qui ne reconnaissent même pas l'existence de cette énorme force de travail qui subsiste dans des conditions irrégulières. Mais, comme c'est l'ensemble de la population qui est consulté, des comptabilisations sont nécessaires et les informations du Brésil "réel" doivent cadrer dans les classements du Brésil "officiel", en partie influencés par les classements utilisés dans les pays industriels. Une bonne partie de notre travail se fait dans le sens inverse: essayer de dégager à partir des données officielles, les informations qui nous donnent des indicateurs de l'importance du travail informel et essayer de les classer dans une typologie préliminaire.

Nos analyses montrent la nécessité de réformer les classifications industrielles: par exemple que sont ces "industries de transformation", au Ceara, où 72% des travailleurs reçoivent jusqu'à un salaire minimum?

Les informations analysées nous montrent que le Brésil, pays qui a trouvé des solutions exceptionnelles au niveau de l'harmonie raciale, n'a pas encore résolu, ni fort modifié la situation très grave de stratification sociale. Etre riche et puissant au Brésil est une situation de privilège qui a commencé à la période coloniale: tout les favorise. Encore aujourd'hui, les grands scandales financiers et la corruption administrative n'amènent presque personne en prison, et n'entraînent pas la perte des biens personnels et ni même, parfois, des places au gouvernement. Tout est "étouffé" par des pressions. Mais, pour les pauvres, marcher sans documents dans les grandes villes constitue un motif suffisant pour être jetés en prison pour "vagabondage".

De plus, les systèmes gouvernementaux de subsides, de crédits aux exportations, aux régions "programme", aux secteurs prioritaires (reboisement, tourisme etc.) permettent aux grandes compagnies et individus possédant des ressources, de réduire une partie de leurs impôts pour investir, autrement dit, pour augmenter leur capitaux, dans ces régions et secteurs. Il faut citer encore les faibles plafonds actuels pour les impôts sur les revenus; cependant, les petits travailleurs irréguliers voient leur marchandises confisquées lors de battues policières dans les grandes villes brésiliennes.

Les exemples pourraient aller à l'infini: qui détient les grosses propriétés urbaines et rurales au Brésil, y compris des propriétés improductives? Qui fréquente les universités brésiliennes (gratuites au niveau fédéral)? A qui sert la médecine de pointe brésilienne?

De l'autre côté, qu'est-il fait de concret pour la majorité de la population? A quoi correspond le niveau du salaire minimum<sup>133</sup> payé au Brésil (et même pas payé)? Le système de santé, comment fonctionne-t-il? Le système d'indemnisation-sociale (F.G.T.S.), combien de mois permet-il survivre sans travail?

Alors, étant donné le manque de priorité (de fait) et d'appui réel, la population doit trouver, elle-même, la solution à ses problèmes.

---

<sup>133</sup> Le salaire minimum, au Brésil, au cours officiel, est actuellement inférieur à 50 dollars américains par mois. Les conséquences au niveau social sont graves: les 33% de la population qui gagnent jusqu'à un salaire minimum ont une espérance de vie de 54,8 ans, tandis que les 12% qui ont plus de 5 salaires minima arrivent à 69,6 ans ("Isto E", 19.10.1983).

Au lieu de "se perdre dans la nuit des temps", notre recherche a montré, au contraire, comme le passé est lié au présent et comment la division sociale a toujours été très marquée entre maîtres et esclaves, plus tard entre patrons et employés et enfin, entre ceux qui ont un diplôme universitaire et ceux qui n'en ont pas.

Les écarts de salaires sont plus grands que dans les pays industriels. Est-ce à peine une conséquence de l'offre abondante du facteur travail et de sa basse qualification? Pourquoi dans la période précédant les grandes migrations internes, les salaires pour les tâches simples étaient-ils déjà si bas? Il y a donc d'autres éléments, pas seulement économiques, mais aussi sociaux, qui ne peuvent être expliqués uniquement par l'analyse économique. Par exemple, alors que la couleur de la personne n'a pas énormément d'importance au Brésil, la façon de s'habiller, ainsi que l'étiquette sont d'une importance fondamentale. Comment expliquer que des personnes aisées recherchent des produits "chers", que des produits, comme les vêtements, n'ont d'intérêt que lorsqu'ils sont dispendieux. Une des réponses est que les vêtements, l'étiquette (façon de manger, de s'habiller, de parler etc.), la voiture etc. sont des signes de position de classe, de statut social, dans une société où la mesure de la position sociale se fait par la possession de biens; de l'autre côté, il reste "les autres", ceux qui ne possèdent que leur force de travail à vendre, ceux qui doivent trouver des brèches dans l'économie et dans la société pour survivre, comme les mécanismes informels. Pour fuir la réalité du jour le jour, ils ne trouvent que des échappatoires non-économiques: comme le défoulement collectif du carnaval (où les rôles sociaux

sont inversés), la joie collective du "soccer" (très démocratique et moyen d'ascension économique de quelques uns), la télévision, les autres festivités, la boisson, et même les compensations fournies par les religions,<sup>134</sup> depuis l'église catholique (avec ses mouvements de base et d'organisation collective), aux églises protestantes, à forte participation, et les religions afro-brésiliennes, où des personnes des catégories les plus humbles de la société peuvent avoir des rôles très importants.<sup>135</sup>

## 7.2 PRINCIPAUX RESULTATS

L'examen des données historiques montre que les problèmes ont une origine très ancienne. Depuis le début de la colonisation, la société était très stratifiée: ceux qui commandaient et ceux qui devaient travailler, et dans ce cas, travail forcé sans rémunération. Il y avait aussi une troisième composante, qui restait sans place dans la société: ceux qui n'étaient pas assez riches pour posséder des esclaves, et qui ne trouvaient de travail organisé ("formel"), ou ne voulaient pas faire le même travail, socialement dévalorisé, que les esclaves.

La période esclavagiste a été très longue, presque quatre siècles, et a eu des conséquences très profondes pour la société actuelle.

---

<sup>134</sup> Voir Loyola (1982).

<sup>135</sup> Voir le très intéressant article de Oliven (1979) sur ces questions.

Les principaux résultats du chapitre historique ont été d'abord la constatation de la structuration de la société et de l'économie, toujours en deux blocs: d'une part la société et le travail organisés et d'autre part une société et des travaux irréguliers.

Ces blocs n'ont pas été toujours stables. Le travail esclave constituait le gros du travail organisé dans la période esclavagiste, mais il laissait en dehors (et même jetait en dehors -comme les libérés) du travail organisé, tous ceux qui n'étaient pas propriétaires d'esclaves, ou dans les travaux gouvernementaux. L'abolition de l'esclavage est venue modifier ce tableau: des anciens esclaves sont mis en dehors du travail organisé, et le travail libre (salarié) devient la grande source du travail organisé; on exige alors des anciens esclaves des qualifications (qu'ils n'avaient pas) pour être compétitifs dans un marché de travail en organisation, avec les anciens travailleurs "nationaux" et avec, en plus, les immigrants étrangers.

Donc, l'analyse historique nous montre la grande difficulté du passage des anciens esclaves vers les nouveaux rapports de travail, d'une part à cause de la concurrence avec des travailleurs libres dans le sud qui progressait, tandis que le nord économiquement déclinant, n'avait pas une demande croissante pour le travail de ces ex-esclaves.

L'analyse historique nous montre aussi que certaines formes de travail aujourd'hui informelles sont aussi très anciennes: le travail domestique et le commerce ambulants existaient dès l'époque coloniale, et étaient exercés par des esclaves et des libérés; les

mécanismes informels eux-aussi, ne sont pas nouveaux. Souvenons-nous des esclaves travaillant sans registre pour les artisans, ou des commerçantes noires servant d'intermédiaires dans le commerce de viande pour les militaires. Ces formes de travail ont existé dans d'autres sociétés, mais elles ont presque disparu, dans le cas des nations où le capitalisme est devenu exclusif.

Cette analyse montre encore la découverte ancienne des possibilités d'auto-reproduction en dehors du travail organisé: les libérés, affranchis parfois pour une mauvaise condition de santé, ou pour leur âge avancé, dans une société très restrictive, ont dû trouver des moyens de survivance pour ne pas périr; des ex-esclaves, après l'abolition ont aussi refusé le travail salarié et opté pour le travail occasionnel.

Un mouvement dans le sens contraire s'est produit pour les travailleurs nationaux: d'une situation de pauvreté et de marginalisation à l'époque esclavagiste, ils ont été préférés aux ex-esclaves, pour l'engagement dans les nouvelles activités. De même, les nouveaux immigrants étrangers ont été préférés aux travailleurs nationaux.

Alors qu'à ce moment, la rareté relative de la force de travail aurait pu absorber les contingents de travailleurs d'origine esclave, les nouveaux afflux d'immigrants européens sont venus augmenter l'offre de travail au Brésil, et les anciens esclaves, déjà handicapés par les résultats de l'esclavage, se sont trouvés jetés dans les catégories de travail les plus humbles, qui n'exigeaient que l'utilisation de la force brute.



Les résultats pour l'année 1980, au niveau des Etats, montrent en réalité, que les activités d'origine archaïque sont encore importantes au Brésil, même si elles ont dû s'adapter aux nouvelles exigences d'une société en mutation.

Notre division des professions non-agricoles plus proches du travail informel ou de bas revenus, en archaïques et modernes, et ces deux blocs en nouvelles subdivisions, a visé à ne pas considérer le travail informel comme un "secteur" de l'économie, mais plutôt comme un ensemble d'activités hétérogènes.

Les occupations archaïques ont été divisées en activités artisanales (la petite production de marchandises), les occupations du commerce (surtout le commerce ambulant, à cause de la difficulté de séparer les petits commerçants), les occupations de la prestation des services (les domestiques) et les autres occupations (les manoeuvres). Les occupations du transport ont un caractère très résiduel et sont même trouvable en plus grande proportion au niveau rural.

a) L'artisanat est apparu comme une activité qui survit surtout dans les Etats périphériques, principalement dans l'Etat du Ceara.<sup>136</sup> On trouve dans cet Etat une concentration des occupations artisanales, surtout dans les activités liées à la confection: les chapeliers de paille ont le monopole national; un tiers des brodeuses et rentrayeuses se trouvent dans cet Etat. Le Ceara concentre aussi d'autres occupations, comme les marroquiniérs, les

---

<sup>136</sup> L'analyse temporelle réalisée pour l'Etat de Bahia montre que ces activités sont en déclin, mais Bahia est l'Etat le plus proche du sud et en plus fort processus d'industrialisation.

artisans d'objets, les cordonniers, les confiseurs, ainsi que des sous-groupes entiers, comme les occupations de l'industrie du vêtement et les occupations de l'industrie céramique et du verre.

Les informations au niveau des secteurs de la P.E.A. confirment aussi la concentration de l'artisanat au Ceara: 72% des industries domiciliaires de paille brésiliennes sont dans cet Etat périphérique, ainsi que 13% des domiciliaires textiles. Les indicateurs pour l'ensemble des occupations "industrielles" de l'Etat du Ceara montrent le mauvais encadrement, ainsi que la précaire situation des travailleurs: 72% des travailleurs reçoivent jusqu'à un salaire minimum, avec un revenu moyen de 4.808 cruzeiros, un peu supérieur au salaire minimum; 39% sont sans instruction, 37,6% réalisent des activités de services, 33% sont des autonomes, et 29% sont des jeunes de 10-14 ans.

Comme les occupations artisanales sont groupées dans les sous-groupes d'occupations, avec d'autres qui peuvent être plutôt industrielles, le critère de revenu ne nous aide pas beaucoup à ce niveau, sauf pour des sous-groupes où les activités artisanales sont importantes comme les occupations de l'industrie du vêtement (7.000 cruzeiros de revenu moyen, 47% dans la classe de revenus jusqu'à un salaire minimum, 81% de l'emploi féminin, 53% dans les services) et les occupations de l'industrie céramique et du verre (5.300 cruzeiros de revenus moyen, et 50% dans la classe de revenus E et 4,2% sans revenus).

De l'autre côté, la participation aux services a été le critère qui nous a aidé le plus à classer ces occupations comme des

activités faiblement industrialisées. Des proportions dans les services au niveau national aussi élevées que celles des cordonniers (90%), des artisans d'objets (82%), des brodeuses et rentrayeuses (78%), et leur prédominance dans les Etats périphériques viennent confirmer ce classement. De plus, certaines activités artisanales peuvent avoir la même dénomination qu'une activité industrielle similaire. Par exemple, les marroquiniérs, qui sont pour un quart de leur effectif au niveau national dans les services, arrivent à 81% dans l'Etat du Ceara (donc, du véritable artisanat), tandis qu'au Rio Grande do Sul ils n'ont que 2,6% dans les services, soit des activités surtout industrielles. De même pour les confiseurs: 40% se retrouvent dans les services, au niveau national, 71% à Bahia, tombant à 24% à Sao Paulo.

Il faudrait donc que ces activités soient classées selon d'autres critères, pour que l'on puisse dégager les vraies activités et occupations industrielles des activités artisanales, descendantes, en bonne partie, des activités traditionnelles, protégées du "progrès", adaptées à une clientèle de bas revenus, ou liées par des sous-contrats à des industries modernes, où même à la demande des classes aisées ou au tourisme.

b) Le commerce ambulant, occupation intrinsèquement informelle, et considérée aussi comme "refuge" dans les périodes de crise. C'est un sous-groupe prédominant dans les Etats périphériques. Les occupations pour lesquelles nous disposons d'informations dans ce sous-groupe présentent toujours des coefficients de localisation plus élevés dans ces Etats. Cette-fois, c'est Pernambuco qui a la

proportion la plus élevée de travailleurs dans le commerce ambulant, certainement à cause des marchands. Le Para a la plus forte participation dans trois occupations.

Comme il s'agit d'un sous-groupe, nous avons des informations sur les revenus. Au niveau national ils sont 40% dans la classe de travailleurs recevant jusqu'à un salaire minimum et leur revenu moyen est de 8.750 cruzeiros (soit, 2 salaires minima), ce qui les place en situation supérieure à plusieurs activités "industrielles" et des services du point de vue des revenus.

Au niveau spatial, l'organisation centre et périphérie se répète: tandis que le Ceara a 56,3% des ambulants dans la classe de revenu jusqu'à un salaire minimum, Sao Paulo en a 25%. Cette information montre clairement que le critère du revenu à lui seul, n'est pas suffisant pour mesurer le travail informel dans les Etats centraux où des activités intrinsèquement informelles comme les ambulants ont, en grande majorité, des revenus plus élevés que le salaire minimum officiel. Ainsi, le revenu moyen de cette catégorie à Sao Paulo (11.799 cruzeiros) est supérieur au revenu moyen du Ceara et à celui de 28 des 32 occupations (formelles et informelles) de cet Etat.

Selon l'analyse de l'évolution des occupations à Bahia, les ambulants dans cet Etat sont en progression par rapport à la P.E.A..

---

<sup>127</sup> Les blanchisseuses et repasseuses sont aussi une occupation d'origine archaïque, aux importants effectifs, et concentrée à la périphérie. Mais cette activité est plus indépendante et le travail se réalise surtout à la maison ou dans les proximités. Autour de 9,4% des personnes travaillent moins de 39 heures par semaine.

c) Les occupations domestiques rémunérées:<sup>137</sup> C'est le plus grand contingent de travailleurs intrinsèquement informels au Brésil et dans les conditions de revenus les plus basses. Ils sont presque 2,5 millions de travailleurs (soit 8,2% de la P.E.A., 48% de la prestation de services), desquels 96% sont des femmes (28% du travail féminin au Brésil).

Activité dévalorisée socialement, elle semble être une continuation du travail domestique réalisée depuis la période esclavagiste. Les bas revenus perçus par la catégorie sont surtout justifiés par la fourniture des aliments et parfois du logement par les employeurs. Mais ce sont ces caractéristiques qui laissent ce travail le plus proche de l'informel: le travail peut se prolonger pour toute la journée, la grande majorité n'est pas enregistrée, n'ayant pas accès aux avantages sociaux existants. Comme on l'a vu, le revenu est le plus bas de toutes les catégories: au Brésil, le revenu moyen de la catégorie est de 2.543,5 cruzeiros, soit 61% du salaire minimum national. A Sao Paulo le revenu monte à 3.538 cruzeiros (toujours en-dessous du salaire minimum officiel), descendant à la somme dérisoire de 1.262 cruzeiros au Ceara. Au niveau national ils sont 82% dans la classe de revenus de jusqu'à un salaire minimum, proportion qui descend aussi à 68% à Rio de Janeiro, mais monte à 97% à Pernambuco.

— Mais c'est une occupation archaïque proportionnellement plus importante dans les Etats centraux (Minas Gerais, Rio de Janeiro et Parana). L'importance de la demande dans les Etats du centre<sup>138</sup>

<sup>138</sup> Sao Paulo a 670.000 domestiques, le plus grand effectif au Brésil, mais ils correspondent à 27% de la P.E.A. de cet Etat,

opposée à la faible demande dans les Etats périphériques<sup>139</sup> fait que les domestiques ne sont pas un emploi caractéristique des Etats pauvres, comme on pourrait le croire, si on compare avec l'évolution dans les pays aujourd'hui industrialisés où cette occupation a presque disparu.<sup>140</sup>

d) Les manoeuvres: occupation d'origine ancienne, qui ne requiert que l'utilisation de la force brute de travail. Elle doit être une occupation en déclin,<sup>141</sup> à cause de son remplacement par des machines. Au niveau national on trouve encore plus d'un demi-million de travailleurs dans cette catégorie, et ils sont plus importants dans l'Etat du Para. On trouve encore des coefficients positifs de localisation dans deux Etats périphériques (Pernambuco et Ceara) et deux centraux (Minas Gerais et Parana).

Donc, grosso modo, les activités archaïques sont trouvable en majorité dans les Etats périphériques, où le poids du passé est important, où la pauvreté est prédominante, où le capitalisme industriel a moins progressé et où l'effet de la distance peut servir de protection pour des activités éventuellement concurrentielles. Mais certaines activités archaïques peuvent très

proportion inférieure à la part de Sao Paulo à la P.E.A. nationale.

<sup>139</sup> Le Ceara a à peine 6,4% de la P.E.A. dans la classe de revenus A et B (plus de cinq salaires minima), tandis qu'ils sont 15,7% à Rio de Janeiro et 17,3% à Sao Paulo, en 1980.

<sup>140</sup> Dans l'analyse de l'évolution des occupations à Bahia, cette occupation est en déclin relatif, mais augmente toujours en nombre.

<sup>141</sup> De fait, dans l'Etat de Bahia c'est une occupation en déclin.

bien subsister dans les Etats les plus industrialisés, s'adaptant a des formules différentes de vie moderne, comme les domestiques. Finalement, le commerce ambulante est aussi surtout périphérique, mais semble avoir une capacité d'absorption de travailleurs importante, leurs effectifs étant en progression.

Les occupations modernes, peuvent être revues sectoriellement. Dans l'ensemble, comme on l'avait prévu, elles sont dominantes dans les Etats centraux: a) Les occupations industrielles: les occupations classées comme industrielles et liées aux activités modernes, sont surtout de réparation et de manutention. Elles sont concentrées surtout dans les Etats centraux, ce qui montre une plus forte avec les activités industrielles modernes.

Le plus important effectif se trouve chez les mécaniciens de voiture automobile, arrivant à presque 400.000 travailleurs. Ces occupations sont classées parmi les activités ayant des contingents de travailleurs informels surtout à cause de leur forte proportion de travail dans les services: carrossiers (82%), mécaniciens de voiture (77%), réparation de pneus (72%), ainsi que par la connaissance des caractéristiques de ces métiers. Les mécaniciens de voiture et les peintres au pistolet sont trouvables partout. Chez les deuxièmes la proportion aux services arrive à plus de 70% à Pernambuco et à Bahia.

Classées comme activités modernes, parce qu'industrielles, les occupations dans l'industrie textile, avec concentration dans la périphérie, n'ont pas d'effectifs aux services. Cependant, leur haute proportion dans les classes de bas revenus peut montrer qu'il

Il y a différentes "industries" textiles: celles de Sao Paulo avec seulement 10,6% des effectifs dans la classe de revenus jusqu'à un salaire minimum, et celles du Ceara avec 93% dans la même classe.

b) Les occupations modernes du commerce: au contraire des occupations archaïques, comme le commerce ambulancier, les occupations plutôt modernes n'ont pas d'effectifs importants: les vendeurs de journaux et revues sont concentrés dans les Etats du sud, avec 44% de travailleurs recevant jusqu'à un salaire minimum et les vendeurs de billets sont trouvables partout.

c) Les occupations de la prestation de services: les gardes de nuit sont trouvables plutôt à la périphérie; les portiers, au contraire, sont concentrés à Rio de Janeiro, avec 40% dans la classe de revenus de jusqu'à un salaire minimum, et les manicures et pédicures se retrouvent un peu partout et ont la plus haute proportion de travail partiel: 13%.

Au niveau des secteurs, trois classes de services n'ont pas de localisation définie: services de manutention de voiture (plus de 500.000 travailleurs), les services de réparation et conservation de machines et les services de vigilance et garde. Les services de confection sur mesure, avec presque 600.000 travailleurs et les services de conservation des articles d'habillement sont plutôt des occupations périphériques, classées au niveau d'occupations, comme des occupations industrielles.

d) Les autres occupations: l'énorme contingent de 1,2 millions de travailleurs dans les occupations non-définies, se retrouve surtout au sud et, les gardiens d'auto, certainement sous-comptés, se trouvent surtout à Rio de Janeiro.



Donc, les occupations modernes sont plutôt concentrées dans les Etats centraux, mais on trouve aussi certaines occupations, surtout de réparation, dispersées un peu partout. L'analyse de l'évolution de ces occupations, réalisée pour l'Etat de Bahia, les montre plutôt en progression.

Les deux premières hypothèses au niveau des Etats ont été confirmées, avec la persistance des activités archaïques dans la périphérie (surtout l'artisanat) et l'importance des activités de survivance dans les Etats périphériques (comme le commerce ambulant). La troisième hypothèse n'a pas été confirmée: c'est surtout dans les Etats centraux que les domestiques sont les plus nombreux.

Quand nous avons analysé les professions par secteurs ou groupes d'occupations, nous avons eu une agrégation qui nous a permis de faire la liaison avec l'analyse des régions métropolitaines.

Au niveau des secteurs de la P.E.A., nous avons trouvé trois secteurs clés pour l'analyse du travail informel:<sup>142</sup>

a) La prestation de services: avec 7 millions de travailleurs, correspondant à 23% de la P.E.A., en partie à cause des domestiques (48% du total), c'est le secteur qui présente le plus bas revenu moyen, soit 8.624 cruzeiros (2 salaires minimum de l'époque), 70% du revenu moyen national. Si on l'examine comme occupation (avec

---

<sup>142</sup> L'industrie de transformation, nous l'avons vu, "cache" plusieurs activités artisanales, mais au niveau global ces occupations n'ont pas grand poids.

l'exclusion des occupations administratives et techniques), le revenu tombe à 4.258 cruzeiros, un peu supérieur au salaire minimum. Pour la classe de revenus jusqu'à un salaire minimum de l'époque, la prestation de services a la moitié de ses effectifs dans cette catégorie, soit la proportion la plus élevée au niveau sectoriel et presque le double de la moyenne nationale. Au niveau d'occupations cette proportion arrive à 62%.

Aussi c'est la prestation de services qui a la plus forte participation des travailleurs non enregistrés à la sécurité sociale (46%), le double de la moyenne nationale. Dans des Etats de la périphérie cette proportion arrive à 60% (Ceara et Pernambuco).

La proportion des autonomes dans la prestation de services est moins importante (26%), inférieure au secteur du commerce. Celle des travailleurs sans instruction arrive à 17%, ce qui montre que l'instruction n'est pas garantie d'un travail formel. Le travail des jeunes est relativement important: 5%, tandis qu'au niveau national ils ne sont que 3,1% de la P.E.A.. Finalement, au niveau des occupations c'est celle qui a le plus de main-d'oeuvre féminine (70%).

Donc, au niveau de la P.E.A., c'est le secteur le plus "infiltré" par le travail informel, et en dépit de son hétérogénéité, le poids du travail domestique se reflète sur les principaux indicateurs disponibles.

b) Le bâtiment: avec 3 millions de travailleurs (10% de la P.E.A.), ce secteur présente moins d'indicateurs de travail informel que les services, et indique une moindre proportion de travailleurs

de bas revenus (revenu moyen de 9.388 cruzeiros et 21,5% des travailleurs dans la classe de jusqu'à un salaire minimum). Cependant, c'est dans le bâtiment que l'on trouve le plus fort contingent de travailleurs sans instruction, 23,5% (proportion inférieure à peine aux chômeurs), presque le double de la moyenne nationale. Les non affiliés à l'I.N.P.S. sont 32%, la deuxième proportion sectorielle. Les travailleurs autonomes sont 26% au bâtiment. Au niveau spatial, par contre, plusieurs indicateurs présentent le bâtiment comme le secteur le plus informel dans les Etats centraux, surtout la proportion de sans instruction et d'autonomes.

c) Le commerce, avec une proportion relativement faible dans le commerce ambulant (9%, sans les marchands), et sans une mesure concrète du petit commerce (sauf indirectement par la proportion des travailleurs autonomes: 29,5%), ce secteur est important surtout dans les Etats périphériques. La proportion des travailleurs sans sécurité sociale tombe à 25% et les travailleurs sans instruction sont encore moins nombreux: 10%. D'autre part, le contingent de travailleurs âgés (1,7%) représente la plus forte proportion, au niveau national.

d) Les chômeurs, finalement, ce sont surtout des célibataires (82%), des jeunes de 10 à 14 ans (22%), soit sept fois la proportion nationale. Le quart des chômeurs sont sans instruction. Ils sont aussi plus importants à la périphérie à l'époque du recensement (1980).

Si on passe au niveau spatial toutes les données ont montré que la situation est plus grave dans les Etats périphériques. Ceci confirme la quatrième hypothèse proposée au niveau des Etats.

Les revenus moyens sont plus bas dans les Etats périphériques: le Ceara a 6.810 cruzeiros, soit 56% du revenu moyen national, tandis que Sao Paulo avec 15.150 cruzeiros, dépasse de 24% cette moyenne. Alors que Sao Paulo a tous les revenus moyens sectoriels supérieurs à ceux du niveau national, Pernambuco et Ceara ont tous leurs revenus sectoriels inférieurs à ce niveau. Ainsi, alors que Sao Paulo, Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul n'ont que les domestiques avec un revenu moyen inférieur au salaire minimum, le Para a 4, Bahia a 5 Pernambuco a 6 et le Ceara 11 occupations avec un revenu moyen inférieur au salaire minimum.

La classe de revenus jusqu'à un salaire minimum a une moyenne de 42% dans les Etats périphériques (53% au Ceara), tandis que la moyenne nationale est de 26% et celle de Sao Paulo de 15%. Le Ceara compte 10\* de ses 32 occupations avec plus de 70% de travailleurs dans cette classe de revenus.

Les travailleurs sans sécurité sociale sont aussi en plus forte proportion dans les Etats périphériques (Brésil, 23,8%, Ceara, 39,4%). Les autonomes sont aussi les plus nombreux dans la périphérie (moyenne nationale, 16,7%, Ceara, 29%). Les travailleurs sans instruction sont aussi plus nombreux à la périphérie: Brésil 13%, Bahia, 27% et Ceara, 29%. Finalement, le travail partiel a une proportion plus importante dans les Etats périphériques (moyenne nationale, 1,3%, au Ceara 2,1%).

Même si les effectifs de travailleurs sont aujourd'hui plus nombreux dans les Etats centraux, au niveau de ces Etats, l'unique indicateur qui est plus important, proportionnellement, est le "sur-travail", qui n'est pas une exclusivité du travail informel.

Lorsque nous sommes passés aux régions métropolitaines, nous sommes arrivés à un niveau d'analyse plus délimité spatialement et presque exclusivement urbain, mais nous avons perdu un ensemble d'indicateurs qui ne sont plus disponibles à ce niveau. On ne dispose plus des professions, ni par secteur ni par groupes d'occupations au niveau des régions métropolitaines, de même nous n'avons plus les grands groupes d'occupations.

Au niveau des secteurs de la P.E.A., l'analyse des régions métropolitaines nous montre encore cinq secteurs qui ont les plus forts indicateurs d'"informalité":

a) La prestation des services: au niveau métropolitain aussi, c'est le secteur qui présente les plus fortes indications de travail informel, encore plus claires qu'au niveau des Etats: la prestation de services, dans les régions métropolitaines, en 1982, avait 59% des travailleurs recevant jusqu'à un salaire minimum, 58% sans sécurité sociale et 55% des employés sans carte de travail signée. Ces trois indicateurs ont les taux les plus élevés des secteurs de la P.E.A.. Les indicateurs de revenu et de la sécurité sociale montrent des proportions encore plus élevées qu'au niveau des Etats, ce qui indique que la situation des travailleurs de la prestation de services dans les régions métropolitaines est encore plus critique qu'au niveau des Etats.

b) Le bâtiment présente 34% de ses travailleurs sans sécurité sociale, 28% des employés n'ont pas de cartes signées et 22% reçoivent jusqu'à un salaire minimum en 1982. On voit ici que la situation est meilleure que celle de travailleurs de la prestation de services et que l'irrégularité (surtout le manque de sécurité sociale) est bien plus fréquente que le bas revenu. Les deux critères comparables au niveau de l'Etat montrent des proportions semblables dans les deux niveaux. Mais dans le cas des travailleurs sans sécurité sociale, ce secteur a de fortes proportions dans les régions métropolitaines centrales, surtout à Sao Paulo (39,5%), ce qui indique une utilisation importante des mécanismes informels dans les régions centrales.

c) Le commerce a des proportions dans les critères complémentaires, proches de celles du bâtiment: 32% des travailleurs sont sans sécurité sociale, 27% reçoivent jusqu'à un salaire minimum et 20% sont des employés sans carte de travail signée. Ces proportions sont plus élevées encore dans les Etats périphériques. Dans ce secteur où les autonomes sont nombreux, le critère du revenu (deuxième en proportion après les services) et la sécurité sociale (troisième place) prennent de l'importance. Comparant au niveau des Etats, les proportions sont plus élevées dans les régions métropolitaines.

Au niveau métropolitain, nous pouvons encore mentionner deux autres secteurs:

d) L'administration publique: ce secteur présente au niveau des employés sans carte de travail une proportion très élevée, 55%, et

ces proportions sont encore plus élevées dans les métropoles centrales (67% à Sao Paulo et Rio de Janeiro), ce qui doit correspondre à l'important nombre de fonctionnaires publics, qui ne sont pas encadrés dans la même réglementation travailliste que les autres travailleurs.. Rio de Janeiro présente aussi un important contingent de travailleurs dans ce secteur, qui ne contribuent pas à la sécurité sociale (27%).

e) L'industrie de transformation: dans ce secteur, il n'y a qu'à Fortaleza que l'on trouve des taux aussi élevés de travailleurs gagnant jusqu'à un salaire minimum, 54%, (au niveau des neuf régions métropolitaines ils sont en moyenne 22%), 28% n'ont pas de sécurité sociale et 20% sont des employés sans carte de travail.

A ce niveau, nous avons appliqué la méthode que nous avons mise au point et décrite dans le chapitre sur les régions métropolitaines. Cette méthode s'est montrée particulièrement intéressante car elle permet d'arriver à un premier indicateur synthétique, global sur les dimensions du travail informel. Grâce à son caractère global, elle évite les biais spatiaux (comme dans les enquêtes limitées aux quartiers pauvres) et ses résultats peuvent être comparés avec ceux d'autres enquêtes, directes ou indirectes.

Pour l'ensemble des neuf régions métropolitaines, la proportion des travailleurs dans le travail informel ou dans des mécanismes informels de travail, arrivait à 41% de la P.E.A. en 1983, tandis que les employés sans carte de travail étaient 32% du total des employés,<sup>143</sup> 33% étaient sans sécurité sociale (24% au niveau des

<sup>143</sup> De fait, ce critère fait partie des critères proposés pour la mesure du travail informel et représente 55% de la proportion

Etats en 1980) et 28% recevaient jusqu'à un salaire minimum dans la même année (26% au niveau des Etats en 1980). Ces différences montrent qu'il y a plus de personnes travaillant en situation informelle, dans les régions métropolitaines, qu'avec des revenus supérieurs au salaire minimum.

Cet indicateur synthétique nous aide aussi à voir les différenciations régionales: Sao Paulo avait le plus bas taux de travail informel, avec 26%, suivi de Porto Alegre (28%), tandis que la proportion la plus élevée se trouvait à Fortaleza (53%) en 1977 et 1978. La moyenne des régions centrales était de 31%, tandis que celle des régions périphériques était de 46%. Si on ajoute les chômeurs aux travailleurs informels, en 1977/1978 Sao Paulo avait la plus faible proportion (29%), tandis que Recife (51%), Belem (54%) et Fortaleza (57%) avaient les plus fortes. La moyenne des régions centrales était de 34% et celle des régions périphériques passait à 50%, ce qui maintenait presque le même écart du critère isolé (+14%).

Les critères complémentaires confirment ces différences: les travailleurs sans sécurité sociale ont des écarts de la moyenne des régions plus forts à Fortaleza (+14) et à Recife (+11,5), et les plus faibles à Porto Alegre (-13) et Sao Paulo (-9). Les travailleurs recevant jusqu'à un salaire minimum ont un écart aussi plus fort à Fortaleza (+19) et le plus faible écart est à Sao Paulo (-16). En ce qui concerne les travailleurs sans carte de travail signée, Fortaleza aussi a l'écart le plus fort (+12,5) et Porto

---

des effectifs comptabilisés.



Alegre le plus faible (-9).

Au niveau des secteurs de la P.E.A., les indicateurs sont aussi plus élevés à la périphérie: 75% des travailleurs dans la prestation de services sont sans sécurité sociale et 76% des employés sont sans carte de travail signée au Ceara.

Cet ensemble d'informations confirme les trois premières hypothèses proposées au niveau des régions métropolitaines qui ont en commun d'avoir plus de personnes dans le travail informel, dans les Etats périphériques. L'analyse factorielle vient confirmer ces hypothèses lorsqu'elle sépare dans le même facteur les variables liées à la pauvreté et les place à la même position des régions métropolitaines périphériques dans les poids locaux des facteurs (Fortaleza avec +1,8 dans le facteur 1 et Porto Alegre avec -1,2 dans le même facteur).

La quatrième hypothèse au niveau des régions s'est confirmée surtout pour les régions centrales: tandis que la moyenne du travail informel dans les neuf régions passe de 37,7% en 1977/1978 à 41%, celle des métropoles périphériques passe de 45,7% à 47% (soit +1,3%) et les métropoles centrales passait de 31,3% à 36,1%, soit une augmentation de 4,8%.

Même avec l'aggravation de la situation des régions centrales, Sao Paulo a encore la plus basse proportion du travail informel (30,5%) et Fortaleza la plus haute (55,2%). Mais les situations de Belo Horizonte (40,8% dans le travail informel) et de Rio de Janeiro (41,9%) se sont détériorées, toutes les deux présentent des taux supérieurs à Salvador, métropole de la périphérie (37,9%). Si on

ajoute la proportion des chômeurs au travail informel, la moyenne des métropoles passe de 41,4% à 48%. Les métropoles centrales passent d'une moyenne de 34,2% en 1977 et 1978 à 43,7% en 1983 (soit +9,5%), tandis que les métropoles périphériques montent de 50,3% à 53,5% (soit +3,2), ce qui vient encore montrer que l'impact de la crise récente a été très marqué dans les régions centrales. Mais de l'autre côté, Fortaleza arrive à l'étonnante proportion de 60,7% de la P.E.A. dans le travail informel et dans le chômage en 1983, laissant moins de 40% des travailleurs dans une situation régulière, tandis que Sao Paulo maintient toujours la proportion la moins élevée des métropoles, soit 38,5% dans le travail informel et dans le chômage cette année là.

Les critères complémentaires confirment aussi l'aggravation de la situation dans les régions métropolitaines: les travailleurs sans sécurité sociale ont augmenté partout en 1983; les travailleurs gagnant jusqu'à un salaire minimum ont monté en 1982 à Rio de Janeiro et à Sao Paulo, et en 1983 à Belo Horizonte. Finalement, le nombre des travailleurs sans carte de travail a augmenté partout en 1983, sauf à Belem.

On pourrait encore discuter la question entre les nombres absolus de travailleurs, en conditions de travail informel ou les proportions: Sao Paulo, suivi de Rio de Janeiro ont les plus gros effectifs dans tous les indicateurs, et sous cette optique les problèmes seraient concentrés dans ces régions. Mais, en dépit des contingents importants de travailleurs informels (1,9 million à Sao Paulo et 1,7 million à Rio de Janeiro, en 1983) supérieurs même aux

effectifs des P.E.A. des autres métropoles, les proportions plus réduites dans tous les indicateurs, surtout à Sao Paulo, montrent que cette métropole est dotée d'une capacité plus forte que les autres, d'absorber les importants contingents de travailleurs (migrants et non-migrants) dans le travail régulier. De plus cet important contingent de travailleurs "formels" (61,5%, soit 3,8 millions de travailleurs) représenté aussi un important marché pour les travailleurs informels, surtout dans les services. Cette situation permet aux travailleurs informels à Sao Paulo d'avoir des revenus plus élevés que plusieurs activités même "formelles" dans la périphérie, d'où l'on peut en déduire les conditions difficiles des travailleurs informels dans ces métropoles appauvries.<sup>144</sup>

L'analyse du cas de Salvador est intéressante parce que c'est la métropole périphérique la plus proche des Etats centraux, et qu'elle est parmi les métropoles du nord, celle qui observe le plus important développement industriel. L'évolution au cours des dernières années, des indicateurs du travail informel et du chômage montrent qu'elle a moins souffert des effets de la crise récente.

Salvador est de fait une importante ville ancienne, elle fut la première capitale du Brésil. Son long déclin et son industrialisation récente font que, des neuf métropoles analysées, elle est celle avec la plus forte proportion de non-migrants (66%).

<sup>144</sup> Sao Paulo a aussi l'avantage d'avoir le plus bas coût de la vie des neuf métropoles examinées. Des désavantages sont liés à des déséconomies d'agglomération (coûts de transport, pollution) et au climat. Mais les décisions prises par l'ensemble des migrants montrent que malgré tout, migrer est plus avantageux que de rester dans les Etats périphériques.

Les migrants ruraux ne sont pas importants non plus, correspondant à un tiers du total des migrants. Une autre conséquence du passé est l'importante proportion de la population de couleur dans la région de Salvador: les métis et les noirs arrivent à 77% de la population totale.

Mais l'impact de son accroissement industriel récent, localisé surtout dans les municipalités périphériques, fait que la région de Salvador a un taux de croissance de la population assez élevé (4,4% par an dans la dernière décennie). Dans cette décennie, les sous-districts qui correspondent à une deuxième couronne autour du centre, surtout dans la partie nord (la plus pauvre) ont reçu le gros de cet accroissement démographique, ce qui correspond à l'hypothèse numéro 2 au niveau urbain, confirmant la difficulté des nouvelles populations pour s'établir à proximité des aires centrales. Les migrants se localisent surtout dans la partie plus aisée de la ville (certainement avec l'afflux des domestiques), dans les sous-districts proches de la zone centrale et dans les municipalités périphériques. Donc, ce n'est pas dans la périphérie de la ville centrale que l'on trouve une concentration de migrants. Les migrants ruraux, eux, se trouvent plutôt à la périphérie de Salvador et dans les municipalités industrielles.

La distribution des analphabètes ne correspond pas à celle des migrants (non-ruraux) et ils sont localisés surtout dans la périphérie de Salvador et dans toutes les municipalités voisines.

La population de bas revenus, représentée par la classe de revenus jusqu'à un salaire minimum est majoritaire partout, sauf

dans quatre sous-districts, dont trois proches du centre. Elle est encore plus nombreuse dans deux sous-districts de revenus moyens élevés, le long de la côte atlantique (Amaralina et Itapoa), dans un sous district de revenus moyens près du sud (Brotas), dans deux centraux (Cidade Baixa et Mares), mais les plus forts coefficients se trouvent dans deux sous-districts périphériques de Salvador (Valéria et Sao Cristovao) et dans six des sept municipalités périphériques et dans l'île de Maré.

Finalement, l'emploi a une distribution assez logique, correspondant, dans le désordre apparent, d'une région urbaine du tiers monde, aux meilleures localisations possibles pour la majorité de la population, tenant compte de la valeur des terrains et de la concentration de la propriété de ces derniers. Ainsi, les travailleurs de l'industrie de transformation sont plus nombreux dans les sous-districts du nord de Salvador, près des zones industrielles de cette municipalité et du Centro Industrial de Aratu. Les travailleurs dans le commerce se concentrent autour de la zone centrale de Salvador, où prédomine le commerce traditionnel, y compris le commerce ambulant. Les travailleurs du bâtiment sont trouvaables dans les sous-districts périphériques, ainsi que dans les municipalités voisines. Cette localisation éloignée des lieux de constructions les plus importants (sous-districts de haut revenu et zone centrale) peut être compensée par la résidence provisoire sur le lieu de travail. Les travailleurs dans la prestation de services ont les effectifs les plus nombreux partout à Salvador, sauf dans quatre sous-districts industriels du nord. Mais la plus forte

concentration se retrouve dans ceux de hauts revenus de Salvador, ce qui correspond à la concentration des domestiques. Comme dans les Etats centraux, l'emploi des domestiques correspond à des unités urbaines qui ont les plus hauts revenus moyens.

Cette localisation de l'emploi vient confirmer l'hypothèse numéro 1 au niveau urbain, soit la liaison du lieu de résidence au lieu de travail.

Les travailleurs informels sont localisés majoritairement à la périphérie, au niveau urbain et au niveau métropolitain (sauf à Camaçari).<sup>143</sup> Ceci vient confirmer l'hypothèse numéro 4, qui prévoyait que les travailleurs informelles ne peuvent pas se localiser près des zones centrales. Importants aussi sont les résultats, au niveau spatial, qui montrent que les zones prédominantes de travailleurs informels correspondent aux sous-districts qui ont le plus de non-migrants, sauf pour la domesticité.

L'hypothèse numéro 3, quant à elle, ne paraît pas se confirmer, parce que les sous-districts de bas revenus et les plus peuplés n'ont pas de proportions de travail informel supérieures à leur part dans la P.E.A., étant plutôt plus trouvable dans les sous-districts plus périphériques et plus riches (pour la domesticité).

L'analyse factorielle est venue confirmer ces résultats en plaçant l'emploi domestique à côté des indicateurs et des unités spatiales de haut revenu, et le travail informel (sans domestiques) se trouve proche des indicateurs et unités spatiales liés à la pauvreté. Le facteur 1 de l'analyse a aussi établi une division

<sup>143</sup> Il y a une concentration de travailleurs informels aussi dans la "Cidade Baixa", mais avec un faible effectif.

synthétique de la métropole entre les zones de prédominance de hauts et de bas revenus, mais qui ne nous permet pas d'étendre le concept de centre et périphérie au niveau urbain. Par contre, si on utilise Salvador ville, comme noyau central, et les municipalités périphériques comme périphérie, le concept ici est applicable, mais avec une perte importante des différentiations internes au niveau de Salvador.

L'analyse factorielle confirme ainsi, tout comme celle réalisée pour les régions métropolitaines, la faible liaison entre les migrants et le travail informel. Ceci constitue un des principaux résultats de notre étude, dans la mesure où il met en lumière la situation critique des non-migrants. Ceci vient rappeler les discussions initiales sur les problèmes "endogènes" non résolus, comme celui d'une population d'origine esclave et locale qui n'a pas eu les possibilités de mobilité socio-économique, et qui, dans le cas de Salvador, est restée plus proche du travail informel.

Un autre résultat indirect de notre travail, au niveau de la région de Salvador, est la révélation d'une structuration urbaine d'une ville du tiers monde, qui dans son hétérogénéité et sa complexité, montre, quand même, des grands traits qui, en général ne correspondent pas aux modèles urbains développés dans les pays industriels: un centre qui est habité par une très faible population de bas revenus et qui se dépeuple; au sud et à la côte atlantique se concentrent des populations de haut revenus, mais qui en raison de leur nombre limité ne sont pas dominants; les zones autour du centre sont habitées par des populations de revenu moyens, ce qui continue pour la part nord, du côté de la baie; les quartiers pauvres denses

sont au nord du centre urbain et se répandent dans la périphérie, à l'intérieur de la presqu'île, avec des densités décroissantes. Les municipalités périphériques, sont des lieux d'emplois industriels et de concentrations, dans des noyaux urbains isolés, des populations de bas revenus.

### 7.3 CONSIDERATIONS FINALES

Notre étude, donc, peut se situer en continuité avec la contribution apportée par les non-dualistes. Mais, au lieu de rester au niveau théorique et critique, nous avons examiné des informations concrètes disponibles, de manière à ce que cet examen puisse contribuer au débat théorique.

Mais comme nous savons que notre analyse spatiale couvre des informations surtout statistiques, nous avons évité d'utiliser des analyses quantitatives plus sophistiquées, mais qui de toute manière comporteraient les mêmes limitations: elles donneront des résultats à partir des variables utilisées. Ainsi l'utilisation de la régression, par exemple, ou d'autres techniques semblables pourraient rassembler des variables de haute corrélation avec le travail informel, et la "cause" du travail informel serait trouvée dans les autres variables analysées. Le travail informel est une des conséquences d'une organisation sociale et d'une évolution historique et politique qui ne peuvent pas être mesurées seulement par des variables.



Il serait trop facile alors de "blâmer les pauvres": ils seraient dans le travail informel parce qu'ils ne sont pas qualifiés, ne sont pas alphabétisés ou parce qu'ils n'ont pas le niveau d'instruction nécessaire; ou bien parce qu'ils ont une mauvaise santé, vivent dans des conditions d'habitation difficile, sans parler des observations ethnocentriques faciles à lancer: des mentalités pré-capitalistes, des individus paresseux, des personnes qui vivent dans le désordre, dans la saleté, de la criminalité etc.

Certes, on ne peut rester au niveau des variables seulement. L'examen historique, voire même politique est indispensable. Comment peut-on mesurer le degré de non-organisation politique et syndicale; existe-il des mesures concrètes pour que cette organisation ne se réalise pas? Même la disponibilité de la variable "nombre de travailleurs non syndicalisés" ne peut pas répondre à cette importante question.

Ce sont ces difficultés d'adapter les méthodologies utilisées dans les pays industrialisés, où les différenciations sociales et économiques sont moins fortes, qui nous ont amené à un usage des techniques avec la plus grande prudence. D'un autre côté, la recherche des causes historiques, même partielles (à cause de la rareté relative de la documentation en dehors du pays) constitue une tentative pour compenser ces problèmes; de même, l'analyse des questions qui sont au-delà du travail informel, mais peuvent fournir de la lumière pour la compréhension de cet important sujet.

L'analyse des informations statistiques officielles présente des difficultés, nous l'avons vu, en vertu des objectifs différents

lors de la collecte originale. De l'autre côté, elles sont très vastes et permettent un niveau de comparaison spatiale à des degrés très détaillés. Ces résultats devront donc être confrontés avec ceux d'enquêtes sur le terrain et peuvent servir comme cadre de référence initial pour ces études.

Si les résultats sont importants pour l'avancement de la connaissance d'une situation très critique des travailleurs brésiliens, l'étude a pu courir aussi le risque de tomber dans l'abstraction, de transformer les travailleurs en chiffres, en pourcentages, en écarts et même en facteurs, laissant chaque fois plus loin la situation des personnes, qui dans le manque d'alternatives ont dû créer elles-mêmes, leurs propres stratégies de survivance, dont une est le travail informel.

Nous devons aussi rappeler que d'autres Etats n'ont pas été examinés, quelques uns avec des revenus encore plus bas que celui du Ceara, comme l'Alagoas, Paraíba, Maranhao et Piaui, ainsi que l'ensemble des travailleurs agricoles, qui ont presque les deux tiers de leurs effectifs recevant des revenus jusqu'à un salaire minimum, mais pouvant avoir des revenus non-monétaires.

D'autres études peuvent encore être suggérées en continuité de notre travail: l'analyse du travail informel à partir des données au niveau des entreprises; l'analyse du travail informel agricole; l'examen du travail informel dans les autres Etats non examinés et dans les villes moyennes; l'analyse de l'évolution du travail informel, dans les dernières décennies, dans les Etats; et finalement, l'examen d'autres régions métropolitaines au même niveau que celle de Salvador, pour voir si les résultats présentés (par

exemple, l'importance des non-migrants, la structuration urbaine) peuvent être généralisés ou non.

On peut encore rappeler, comme d'autres auteurs l'ont déjà fait,<sup>144</sup> que des mesures pour le bénéfice des travailleurs informels sont toujours possibles, primo, une meilleure organisation statistique qui corresponde à la réalité et à la complexité des rapports de travail au Brésil et des différents stades d'évolution technique, dans les différentes régions; secundo, une plus grande tolérance vis-a-vis du travail informel; comme par exemple, la suppression des interdictions, du harcèlement au commerce ambulante; tertio, continuer l'application d'un ensemble de mesures directes ou indirectes que l'on essaye déjà au Brésil.<sup>147</sup> Mais il ne faut surtout pas oublier que la solution du problème commence par l'amélioration des conditions des travailleurs dans l'ensemble des activités capitalistes: ce sont les offres limitées d'emploi (causées aussi par les caractéristiques d'une industrialisation intensive en capital, par une faiblesse de capitalisation dans certaines branches et régions -aussi conséquence des applications spéculatives dans d'autres secteurs-, la haute rotativité ("turn-over") des travailleurs, les avantages sociaux encore limités, et surtout les bas salaires, qui obligent les populations de bas

<sup>144</sup> Voir I.L.O. (1972), Souza et Tokman (1976), White (1978), Linn (1979) et O.N.U. (1980).

<sup>147</sup> Comme l'organisation des coopératives d'artisans, l'organisation des travailleurs informels par catégories, l'intermédiation gouvernementale pour l'offre et la demande de ces professions; la construction des équipements de support; l'aide aux petites entreprises donnant des signes de viabilité; l'assistance technique etc.

revenus, surtout au niveau des cellules familiales, à chercher des alternatives aux bas salaires ou pour les compléter, ou même pour créer leurs propres solutions de survivance.

Finalement, nous pouvons conclure que le travail informel, en plus de sa gravité qui requiert la mise en place d'un programme d'emploi à grande échelle et en grande priorité, présente des grandes variations au niveau spatial. Ces variations spatiales viennent confirmer l'existence des Etats (et des régions) centraux au Brésil, où la concentration des activités capitalistes est plus importante, et d'une périphérie formée par les régions plus pauvres, situées surtout dans les régions Norte et Nordeste du Brésil. Mais, il ne s'agit pas d'un tableau statique: le Nordeste a déjà été le centre de l'économie brésilienne, et est aujourd'hui la zone la plus appauvrie du Brésil. Cependant, Bahia (et Salvador) présentent les premiers indicateurs du "non encadrement" dans ce schéma; de même, le Brésil présente des indicateurs qui ne correspondent plus à un simple pays périphérique au niveau international.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1) BIBLIOGRAPHIE SUR LE TRAVAIL INFORMEL

- Agiér, Michel (1984), "Un Secteur Informel Très Structuré", Autrement, 9, 80-87.
- Aldous, J. (1962), "Urbanization, the Extended Family, and Kinship Ties in West Africa", in S. F. Fava (ed.): Urbanism in World Perspective: a Reader, (297-305), New-York: Thomas Y. Crowell Co. (Ed. 1968).
- Allen, H. (1977), "The Informal Urban Industrial Sector and Growth: Some thoughts on a Modern Mythology", Institute for Development Studies, Univ. of Nairobi, Document Paper No 259, 18 p..
- Almeida-Filho, Naomar de (1982), "The Psychosocial Costs of Development: Labor, Migration, and Stress in Bahia, Brazil", Latin American Research Review 17:3, 91-118.
- Arrighi, G. (1966), "Labor Supplies in Historical Perspective: A Study of the Proletarianization of the African Peasantry in Rhodesia", in Arrighi, G. and J. S. Saul (eds.): Essays on the Political Economy of Africa, (180-234), New-York: Monthly Review Press (ed.1973).
- Baer, W. and M. E. A. Hervé (1966), "Employment and Industrialization in Developing Countries", The Quarterly Journal of Economics 80:1, 88-107.
- Berlinck, M.T., J. M. Bovo, and L. C. Cintra (1981), "The Urban Informal Sector and Industrial Development in a Small City: the case of Campinas (Brazil)", in Sethuraman, S. V. (ed.): The Urban Informal Sector in Developing Countries - Employment, Poverty and Environment, (159-167), Geneva: International Labour Office.
- Bienefeld, M. (1975), "The Informal Sector and Peripheral Capitalism: the case of Tanzania", Institute for Development Studies Bulletin 6:3, 53-73.
- (1979), "Urban Employment: a Historical Perspective", in Bromley, R. and C. Gerry (eds.): Casual Work and Poverty in Third World Cities, (27-44), Chichester: John Wiley & Sons.

- Bienefeld, M. et M. Godfrey (1975), "Measuring Unemployment and the Informal Sector. Some Conceptual and Statistical Problems", Institut for Development Studies Bulletin 7:3, 4-10.
- Breman, J. (1976), "A Dualistic Labour System? A critique of the 'Informal Sector' Concept", Economic and Political Weekly 11:48 (November 1976), 11:49 and 50 (December 1976), 1870-1876, 1905-1908 and 1939-1944.
- Bromley, R. (1978), "The Urban Informal Sector: Why Is It Worth Discussing?", World Development 6:9/10, 1033-1039.
- (1982), "Working in the Streets: Survival Strategy, Necessity, or Unavoidable Evil?", in Gilbert, A., J. E. Hardoy and R. Ramires (eds.): Urbanization in Contemporary Latin America, (59-77), Clichester: John Wiley.
- Bromley, R. and C. Gerry (1979), "Who are the Casual Poor?", in Bromley, R. and C. Gerry (eds.): Casual Work and Poverty in Third World Cities, (3-23), Chichester: John Wiley.
- Carvalho, I. M. M. de e G. A. A. de Souza (1978), "A Produção Nao Capitalista no Desenvolvimento do Capitalismo em Salvador", Planejamento 6:4, 425-455.
- Casimiro, L. M. C. de (1981), "Mercado Informal de Trabalho: Uma Investigaçao Preliminar", Revista Econômica do Nordeste 12:2, 229-275.
- Cavalcante, A. N. Q. (1980), "O Problema do Emprego no Brasil", Relatorio de Pesquisa no. 3, Nucleo de Pesquisas e Publicaçoes, Escola de Administraçao de Empresas de Sao Paulo, Fundação Getulio Vargas, Sao Paulo.
- Cavalcanti, Clovis (1978), Viabilidade do Setor Informal: A Demanda de Pequenos Serviços no Grande Recife, Recife: MEC/IJNPS.
- Cavalcanti, C. e R. Duarte (1980-a), A Procura de Espaço na Economia Urbana: O Setor Informal de Fortaleza, Recife: SUDENE/FUNDAJ; Brasília: M.T..
- (1980-b), O Setor Informal de Salvador: Dimensoes, Natureza, Significação, Recife: SUDENE FUNDAJ; Brasília: M.T..
- Child, F. C. (1973), "Employment, Technology and Growth - Role of the Intermediate Sector", in Child, F. C. and M. E. Kempe (eds.): Small Scale Enterprise, (6-18), Nairobi: Institute for Development Studies, Univ. of Nairobi.
- Davies, Rob (1979), "Informal Sector or Subordinate Mode of Production? A Model", in Bromley, R. and C. Gerry (eds.): Casual Work and Poverty in Third World Cities, (87-104), Chichester: John Wiley & Sons.

- Diémer, G. and W. Van der Laan (1981), "The Informal Sector in Historical Perspective. The Case of Tunis", Culture et Développement 1-2, 161-172.
- Doctor, K. C. and H. Gallis (1964), "Modern Sector Employment in Asian Countries: Some Empirical Estimates", International Labour Review 90:6, 544-568.
- Dore, R. (1974), "The Labour Market and Patterns of Employment in the Wage Sector of LDCs: Implications for the Volume of Employment Generated", World Development 2:4/5, 1-7.
- Elkan, W. (1976), "Concepts in the Description of African Economies", The Journal of Modern African Studies 14:4, 691-695.
- Emmerij, Louis (1974), "Strategies de Développement de l'Emploi en Afrique: une Nouvelle Approche", Revue Internationale du Travail 110:3, 213-234.
- Faria, Vilmar E. (1980), "Divisao Inter-regional do Trabalho e Pobreza Urbana: o Caso de Salvador", in Souza, G. A. A. e V. E. Faria (org.): Bahia de Todos os Pobres, (23-40), Petropolis: Ed. Vozes Ltda./CEBRAP.
- Frank, Jr., C. R. (1968), "Urban Unemployment and Economic Growth in Africa", Oxford Economic Papers 20:2, 250-274.
- Frankman, M. and E. Charle (1968), "Employment in the Service Sector in Sub-Saharan Africa", The Journal of Moderne African Studies 11:2, 201-210.
- Friedmann, J. and F. Sullivan (1974), "The Absorption of Labor in the Urban Economy: The Case of Developing Countries", Economic Development and Cultural Change 22:3, 385-413.
- Fuenzalida, L. A. (1976), "Criação mais rápida de Emprego e Renda mediante a Expansão e Modernização de Microempresas", Revista Econômica do Nordeste 7:2, 253-283.
- Geertz, C. (1963), Peddlers and Princes: Social Change and Economic Modernization in Two Indonesian Towns, Chicago: The Univ. of Chicago Press.
- Gerry, Chris (1980), "Petite Production Marchande ou 'Salarariat Deguisé'? Quelques Réflexions", Revue Tiers Monde 21:82, 387-403.
- Gerry, C. and R. Bromley (1979), "Where do we go from here?", in Bromley, R. and C. Gerry (eds.): Casual Work and Poverty in Third World Cities, (305-310), Chichester: John Wiley and Sons.
- Guimaraes Neto, L. (1978), "Urbanização e Emprego Urbano no Nordeste", Revista Econômica do Nordeste 9:2, 213-237.

- Gunder Frank, A. (1970), "Urban Poverty in Latin America", in Horowitz, I. L. (ed.): Masses in Latin America, (215-234), New York: Oxford University Press.
- Harris, J. R. (1972), "On the Concept of Entrepreneurship, with an Application to Nigeria", in Schatz, S. P. (ed.): South of the Sahara: Development in African Economics, (5-27), London: The Mac-Millan Press Ltd.
- Hart, Keith (1973), "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana", The Journal of Modern African Studies 11:1, 61-89.
- Higgins, B. (1979), "Dualism, Dependency, Informal Sector and Continuing Underdevelopment", UNCRD Working Papers No. 4.
- Hugon, Philippe (1980-a), "Dualisme Sectoriel ou Soumission des Formes de Production au Capital. Peut-on Dépasser le Débat?", Revue Tiers Monde 21:82, 235-259.
- (1980-b), "Les Petites Activités Marchandes dans les Espaces Urbains Africains (Essai de Typologie)", Revue Tiers Monde 21:82, 405-426.
- (1982), "Le Développement des Petites Activités à Antananarivo: l'exemple d'un processus involutif", Revue Canadienne des Etudes Africaines 16:2, 293-312.
- Hunter, Guy (1973), "La Politique de l'Emploi en Afrique Tropicale: nécessité d'une révision radicale", in B.I.T.: L'Emploi en Afrique: Aspects Critiques du Problème, (117-143). Genève: B.I.T..
- Ikonikoff, M. et S. Sigal (1980), "Armée de Réserve, Marginalité et Secteur Informel", Revue Tiers Monde 21:82, 427-434.
- Jelin, Elizabeth (1980), "A Baiana na Força de Trabalho: atividade doméstica, produção simples e trabalho assalariado em Salvador", in Souza, G. A. A. e V. E. Faria (org.): Bahia de Todos os Pobres, (167-183) Petropolis: Ed. Vozes e CEBRAP.
- Johnson, C. (1979), "Critical Comments on Marginality: Relative Surplus Population and Capital/Labour Relations", Labour Capital and Society 12:2, 77-111.
- Koenigsberger, O. H. (1976), "The Absorption of Newcomers in the Cities of the Third World", CDI Review 1, 57-79.
- Kowarick, Lucio (1977), Capitalismo e Marginalidade na América Latina, Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Kritz, E. and J. Ramos (1976), "La Mesuré du Sous-Emploi Urbain: Compte Rendu de Trois Enquêtes Expérimentales", Revue Internationale du Travail 113:1, 121-135.



Lal, Deepak (1972), "Poverty and Unemployment: A Question of Policy", South Asian Review 5:4, 305-312.

Lambert, Denis (1965), "L'Urbanisation Accélérée de l'Amérique Latine et la Formation d'un Secteur Tertiaire Refuge", Civilisations 15:2, 3 et 4, 158-170, 309-321 et 477-488.

LeBrun, O. and C. Gerry (1975), "Petty Producers and Capitalism", Review of African Political Economy 3, 20-32.

Leeds, A. (1979), "Housing-Settlement Types, Arrangements for Living, Proletarianization, and The Social Structure of The City", Abu-Lughod, J. and R. Hay Jr. (eds.): Third World Urbanization, (330-337), New-York: Methuen.

Lewis, W. A. (1954), "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour", The Manchester School of Economic and Social Studies 22, 139-191.

Leys, Colin (1973), "Interpreting African Underdevelopment: Reflections on the ILO Report on Employment, Incomes and Equality in Kenya", African Affairs 72:289, 419-429.

----- (1975), Underdevelopment in Kenya. The Political Economy of Neo-Colonialism, Berkeley: Univ. of California Press.

Linn, J. F. (1979), "Policies for Efficient and Equitable Growth of Cities in Developing Countries", World Bank Staff Working Paper No. 342.

Lister, P. H. W. (1980), Beyond the Informal Sector. A critical study of the informal concept in Third World Urban Employment Planning. M.A. Thesis, Queen's University, Kingston, Ont..

Loyola, Maria Andréa (1982) "Curé des Corps et Curé des Ames. Les rapports entre les médecines et les religions dans la banlieu de Rio", Actes de la Recherche en Sciences Sociales 43, 3-45.

Mathias, G. (1983), "Urbanisation et sous-développement: secteur informel et stratégie de survie", Critiques de l'économie politique 25, 21-39.

Mazumdar, Dipak (1975), "The Theory of Urban Underemployment in Less Developed Countries", IBRD Bank Staff Working Paper No. 198.

----- (1976), "The Urban Informal Sector", World Development 4:8, 655-679.

McGee, T. G. (1967), The Southeast Asian City. A Social Geography of the Primate Cities of Southeast Asia, New York: Frederick A. Praeger, Publishers.

- (1971), The Urbanization Process in The Third World Exploration in Search of a Theory, London: G. Bell and Sons, Ltd..
- (1973), "Peasants in the Cities: a Paradox, a Most Ingenious Paradox", Human Organization 32:2, 135-142.
- (1974), "The Persistence of the Proto-Proletariat: Occupational Structures and Planning for the Future of the Third World Cities", Paper presented to the Comparative Urban Studies and Planning Program, Univ. of California, Los Angeles.
- (1979), "Rural-Urban Mobility in Southeast Asia. Different Formulations ... Different Answers?" in Abu-Lughod, J. and R. Hay Jr. (eds.): Third World Urbanization, New York: Methuen.
- (1982), "From 'Urban Involution' to 'Proletarian Transformation': Asian Perspectives", Paper presented at the 12th Conference of the Canadian Council for Southeast Asian Studies, Lakehead Univ., Thunder Bay, Ont..
- McGee, T. G. and Y. M. Yeung. (1977), Hawkers in Southeast Asian Cities. Planning for the Bazaar Economy, Ottawa: I.D.R.C..
- Merrick, T. W. (1976), "Employment and Earnings in the Informal Sector in Brazil: The Case of Belo Horizonte", The Journal of Developing Areas 10, 337-353..
- Mezzera, Jaime (1981), "Segmented Labour Markets without Policy-induced Labour Market Distortions", Center for Latin American Development Studies, Boston Univ.: Discussion Paper Series No. 47.
- Mirus, R. and R. S. Smith (1981), "Canada's Irregular Economy", Canadian Public Policy 7:3, 444-453.
- Moser, C. (1977), "The Dual Economy and Marginality Debate and the Contribution of Micro Analysis: Market Sellers in Bogota", Development and Change 8:4, 465-489.
- (1978), "Informal Sector or Petty Commodity Production: Dualisme or Dependence in Urban Development?", World Development 6:9/10, 1041-1064.
- (1982), "A Home of One's Own: Squatter Housing Strategies in Guayaquil, Ecuador", in Gilbert, A. with J. E. Hardoy, and R. Ramirez (eds.): Urbanization in Contemporary Latin America, (159-190), Clichester: John Willey and Sons.
- Moutjoy, A. B. (1976), "Urbanization, The Squatter and Development in the Third World", Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie 67:3, 130-139.

- Mwihia, F. M. (1973), "The Role of the Kenya Government in the Development of Small Scale Industries: Organization and Policy", in Child, F. C. and M. E. Kempe (eds.): Small Scale Enterprise, (120-127), Nairobi: Institute for Development Studies, Univ. of Nairobi.
- Myrdal, Gunnar (1968), Asian Drama, New York: Pantheon Books.
- Nafziger, E. W. (1969), "The Effect of the Nigerian Extended Family on Entrepreneurial Activity", Economic Development and Cultural Change 18:1, 25-33.
- Nicholls, W. M. and W. A. Dyson (1984), The Informal Economy. Where People are the Bottom Line, Ottawa: VIS Publication.
- Nihan, G. (1980), "Le Secteur Non Structuré: Signification, Aire d'extension du Concept et Application Expérimentale", Revue Tiers Monde 21:82, 261-268.
- Nun, José (1978), "Superpopulação Relativa, Exército Industrial de Reserva e Massa Marginal", in Pereira, L. (Org.): Populações Marginais, (73-141) Sao Paulo: Liv. Duas Cidades Ltda..
- Okelo, J. A. (1973), "The Role of Credit", in Child, F. C. and M. E. Kempe (eds.): Small Scale Enterprise, (74-87). Nairobi: Institute for Development Studies, Univ. of Nairobi.
- Oliven, R. G. (1979), "Culture rules OK: Class and Culture in Brazilian Cities", International Journal of Urban and Regional Research 3:1, 29-48.
- Onah, J. O. and E. C. Iwuji (1976), "Urban Poverty in Nigeria", The South African Journal of Economics 44:2, 185-193.
- Oyeneye, O. Y. (1980), "Apprentices in the Informal Sector of Nigeria", Labour Capital and Society 13:2, 69-79.
- Payne, Geoffrey K. (1977), Urban Housing in the Third World, London: Leonard Hill.
- Peattie, Lisa R. (1980), "Anthropological Perspectives on the Concepts of Dualism, the Informal Sector, and Marginality in Developing Urban Economics", International Regional Science Review 5:1, 1-31.
- Peek, P. and G. Standing (1982), "State Policies and Labour Migration", in Peek, P. and G. Standing (eds.): State Policies and Migration Studies in Latin America and the Caribbean, (1-34), London: Croom Helm.
- Pereira, Luiz (1978), "Populações Marginais", in Pereira, L. (Org.): Populações Marginais, (143-166), Sao Paulo: Liv. Duas Cidades Ltda.

- Perlman, J. E. (1976), The Myth of Marginality: Urban Poverty and Politics in Rio de Janeiro, Berkeley: Univ. of California Press.
- Portes, A. (1978), "The Informal-Sector and the World Economy: Notes on the Structure of Subsidised Labour", Institute for Development Studies Bulletin 9:4, 35-40.
- (1979), "Housing Policy, Urban Poverty, and the State: The Favelas of Rio de Janeiro, 1972-1976", Latin American Research Review 14:2, 3-24.
- Portes, A. and J. Walton (1981), Labor, Class and the International System, New York: Academic Press.
- Porto, Maria Stela G. (1980), "Marché Informel du Travail et Accumulation du Capital: Approche Théorique et Analyse du Cas Brésilien", Travail Capital et Société 13:2, 40-67.
- Prandi, J. R. (1980), "Trabalhadores por Conta Propria em Salvador", in Souza, G. A. A. e V. E. Faria (org.): Bahia de Todos os Pobres, (129-165) Petropolis: Ed. Vozes e CEBRAP.
- Quijano Obregon, A. (1974), "The Marginal Pole of the Economy and the Marginalised Labour Force", Economy and Society 3:4, 393-428.
- (1978-a), "Notas sobre o Conceito de Marginalidade Social", in Pereira, L. (Org.): Populações Marginais, (11-71), Sao Paulo: Liv. Duas Cidades Ltda..
- (1978-b), "Estrutura Urbana e Marginalidade Social", in Pereira, L. (Org.): Populações Marginais, (167-196), Sao Paulo: Liv. Duas Cidades Ltda.
- Raczynski, Dagmar (1977), "El Sector Informal Urbano: Controversias e Interrogantes", Estudios CIEPLAN 13, 5-56.
- Reynolds, L. G. (1969), "Economic Development with Surplus Labour: Some Complications", Oxford Economic Papers 21:1, 89-103.
- Rivière D'Arc, H. et G. Schneier (1983), "Activités Informelles et Espace: le Cas des Villes Nouvelles de Ciudad Guayana (Venezuela) et Camaçari (Brésil)", Revue Tiers Monde 24:95, 653-667.
- Ross, D. P. (1979), "The Employment Challenge and The Informal Economy: a VIF Perspective", Paper presented to the VIF Employment Seminar, Echo Valley Centre (mimeo).
- Ross, D. et P. Usher (1983), "L'Economie Informelle. La grande oubliée des lignes de conduites publiques?", Transition 9, 9-12.
- Santos, Milton (1971), Les Villes du Tiers Monde, Paris: Ed. M.Th. Genin-Librairies Techniques.

- (1975), L'Espace Partagé - Les Deux Circuits de l'Economie Urbaine des Pays Sous-Développés, Paris: Ed. M.-Th.Génin-Lib. Techniques.
- (1979), Pobreza Urbana, Sao Paulo: Editora Hucitec.
- Sarin, Madhu (1976), "Growth and Vitality of Nonplan Services in Chandigarh", Ekistics 42:249, 79-91.
- Schaefer, K. and C. R. Spindel (1976), Sao Paulo Urban Development and Employment, Geneva: International Labour Office.
- Schmitz, Hubert (1982), Manufacturing in the Backyard, London: Fances Pinter.
- Senghaas-Knobloch, Eva (1977), "Informal Sector and Peripheral Capitalism: A Critique of a Prevailing Concept of Development", Manpower and Unemployment Research 10:2, 3-24.
- Sethuraman, S. V. (1976), "Le Secteur Urbain Non Structuré: Concept, Mesure et Action", Revue Internationale du Travail 114:1, 79-92.
- (1977), "Le Secteur Urbain non Structuré en Afrique", Revue Internationale du Travail 116:3, 355-366.
- (1981), The Urban Informal Sector in Developing Countries - Employment, Poverty and Environment, Geneva: International Labour Office.
- Silva, Luiz Antonio da (1979), Lower Classe Life Strategie. A Case Study of Working Families in Recife's (Brazil) Metropolitan Area. New Brunswick, N.J.: Rutgers University (Thesis Ph.D).
- Simon, D. (1984), "Urban Poverty, Informal Sector Activity and Inter-Sectoral Linkages: Evidence from Windhoek, Namibia", Development and Change 15, 551-576.
- Sinclair, Stuart W. (1976), "Informal Economic Activity in African Cities: Proposals for Research", The Journal of Modern African Studies 14:4, 696-699.
- (1978), Urbanisation and Labour Markets in Developing Countries, London: Croom Helm Ltd..
- (1978), "Bibliography on the 'Informal Sector'" Bibliography Series 10, 1-39. Centre for Developing-Ares Studies, Mc Gill University, Montréal.
- Singer, P. (1980), "A Economia Urbana de um ponto de vista estrutural: o caso de Salvador", in Souza, G. A. A. e V. E. Faria (org): Bahia de Todos os Pobres, (41-69), Petropolis: Ed. Vozes e CEBRAP.

- Souza, Guaraci A. A. de, (1978), "Urbanização de Fluxos Migratorios para Salvador", Planejamento 6:4, 463-490.
- Souza, P. R. and V. E. Tokman (1976), "Le Secteur Urbain Non-Structuré en Amérique Latine", Revue Internationale du Travail 114:3, 395-406.
- Steel, W. F. (1977), "Static and Dynamic Analysis of the Intermediate Sector: A Synthesis", Manpower and Unemployment Research 10:1, 73-78.
- Stuckey, B. and M. B. Fay (1981), "Rural Subsistence, Migration, and Urbanization: the Production, Destruction, and Reproduction of Cheap Labour in the World Market Economy", Antipode 13:2, 1-14.
- Suarez-Villa, Luis (1981), Regional Industrialization and the Development of Labor Intensive Linkages in Brazilian Industry: the Case of three Regions. Ithaca, N.Y.: Cornell University (Thesis C.R.P., Ph.D).
- Thorbecke, E. (1973), "Le Problème de l'Emploi: Evaluation Critique de Rapports du BIT concernant quatre pays", Revue Internationale du Travail 107:5, 423-459.
- Todaro, M. P. (1969), "A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries", The American Economic Review 59:1, 138-148.
- Tokman, V. E. (1978), "An Exploration into the Nature of Informal-Formal Sector Relationships", World Development 6:9/10, 1065-1075.
- Tolosa, Hamilton C. (1978), "Causes of Urban Poverty in Brazil", World Development 6:9/10, 1087-1101.
- Usher P. J. (1980), "A Northern Perspective on the Informal Economy", Paper prepared for the Vanier Institute of the Family. Task Force on the Familial/Human Economy (mimeo).
- Vasconcelos, P. A. (1983), Nature, Structuration, Hierarchisation Spatiale du Secteur Informel et Relation avec le Développement Regional: le Cas du Brésil Presentation du Sujet de These, Univ. d'Ottawa, Ottawa (Mimeo).
- Vianna, A. R. (1980), "Estratégias de Sobrevivência num Bairro Pobre de Salvador", in Souza, G. A. e V. E. Faria (org.): Bahia de Todos os Pobres, (185-215), Petropolis: Ed. Vozes e CEBRAP.
- Weeks, J. (1971), "Does Employment Matter?", in Jolly R., E. De Kadt, H. Singer and F. Wilson (eds.): Third World Employment: Problems and Strategy, (61-65), Harmondsworth: Penguin Books Ltd..

----- (1975), "L'Extension de l'Emploi dans le Secteur Urbain non Structuré des Pays en Voie de Développement", Revue Internationale du Travail 111:1, 1-14.

Wellings, P. and M. Sutcliffe (1984), "'Developing' the Urban Informal Sector in South Africa: the Reformist Paradigm and its Fallacies", Development and Change 15, 517-550.

White, L. J. (1978), "The Evidence on Appropriate Factor Proportions for Manufacturing in Less Developed Countries: a Survey", Economic and Cultural Change 27:1, 27-59.

## 2) BIBLIOGRAPHIE SUR LE CADRE CONCEPTUEL ET LE DEVELOPPEMENT

Amin, Samir (1970), L'Accumulation à l'Echelle Mondiale, Paris: Editions Anthropos.

-----: (1973), Le Développement Inégal, Paris: Ed. de Minuit.

Barat, J. e P. P. Geiger (1973), "Estrutura Econômica das Areas Metropolitanas Brasileiras, Pesquisa e Planejamento Econômico 3:3, 645-714.

Barquero, A. V. (1982), "Crecimiento Dualista 'versus' Crecimiento Dependiente. Las limitaciones de la Teoría del Desarrollo Económico", Investigaciones Económicas 17, 107-125.

Cardoso, F. H. et E. Faletto (1978), Dépendance et Développement en Amérique Latine, Paris: P.U.F..

Chaloult, Y. (1978), Estado, Acumulação e Colonialismo Interno: Contradições Nordeste/Sudeste 1960/1977, Petropolis: Ed. Vozes.

Ettema, W. (1983), "The Centre-Periphery Perspective in Development Geography", Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie 74:2, 107-119.

Friedmann, J. (1966), Regional Development Policy: a Case Study of Venezuela, Cambridge, Mas.: The M.I.T. Press.

----- (1972), "A General Theory of Polarized Development", in Hansen, N. M. (ed.): Growth Centers in Regional Economic Development, (82-107), New York: The Free Press.

Furtado, Celso (1981), O Brasil Pos-"Milagre", Rio de Janeiro: Paz e Terra.

Galtung, J. (1971), "A Structural Theory of Imperialism", Journal of Peace Research 8:2, 81-117.

Gunder Frank, A. (1967), Capitalism and Underdevelopment in Latin America: Historical Studies of Chile and Brazil, New York: Monthly Review Press.

----- (1969), Desarrollo del Subdesarrollo, México: Escuela Nacional de Antropología e Historia.

Harvey, David (1982), The Limits to Capital, Oxford, England: Basil Blackwell Publisher Ltd..

Hirschman, A. O. (1958); Stratégie du Développement Economique, Paris: Les Edit. Ouvrières (tr.1964).

Jaeger, C. (1982), Artisanat et Capitalisme. L'Envers de la Roue de l'Histoire, Paris: Payot.

Jackson, S., B. Russett, D. Snidal and D. Sylvan (1979), "An Assessment of Empirical Research on Dependencia", Latin American Research Review 14:3, 7-28.

Kowarick, Lucio (1980), A Espoliação Urbana, Rio de Janeiro: Paz e Terra.

Lewis, W. A. (1955), La Théorie de la Croissance Economique, Paris: Payot (tr.1971).

Meillassoux, C. (1975), Femmes, Greniers & Capitaux, Paris: François Maspero (ed.1980).

Oliveira, Francisco de (1972), A Economia Brasileira: Critica à Razão Dualista, Petropolis: Ed. Vozes e CEBRAP.

----- (1977-a), A Economia da Dependência Imperfeita, Rio de Janeiro: Graal.

----- (1977-b), Elegia para uma Re(li)gião, Rio de Janeiro: Ed. Paz e Terra.

----- (1978), "Acumulação Monopolista, Estado e Urbanização: a Nova Qualidade do Conflito de Classes", in Moisés, J. A. e outros: Contradições Urbanas e Movimentos Sociais, (65-76), Rio de Janeiro: CEDEC e Paz e Terra.

Pereira, L. C. Bresser (1982), "Seis Interpretações sobre o Brasil", Revue Canadienne des Etudes Latino-Américaines et Caraïbes 7:13, 1-34.

Perroux, François (1950), "Economic Space: Theory and Applications", Quarterly Journal of Economics 64, 89-104.

Salama, P. (1983), "Endettement et disette urbaine?", Critiques de l'économie politique 25, 7-19.



- Salama, P. et P. Tissier (1982), L'Industrialisaion dans le Sous-développement, Paris: François Maspero.
- Schultz, T. W. (1950), "Reflections on Poverty within Agriculture", The Journal of Political Economy 58:1, 1-15.
- Slater, D. (1973), "Geography and Underdevelopment - 1", Antipode 5:3, 21-32.
- . (1977), "Geography and Underdevelopment. - Part II", Antipode 9:3, 1-31.
- . (1978), "Towards a political economy of urbanization in peripheral capitalist societies: problems of Theory and Method with illustrations from Latin America", International Journal of Urban and Regional Research 2:1, 26-52.
- Souza, A., R. and P. W. Porter (1974), The Underdevelopment and Modernization of the Third World. Commission on College Geography, Resource Paper no. 28, A.A.G..
- Stavenhagen, R. (1967), "Seven Erroneous Theses About Latin America", in Harowitz, I. L., J. de Castro and J. Gerass (eds.): Latin American Radicalism: a Documentary Report on Left and Nationalist Movements, (102-117), New York: Vintage Books.

### 3) BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE

- Aguiar, M. P. (1977), "Notas sobre o 'Enigma Baiano'", Planejamento 5:4, 123-136.
- Almeida, Rômulo B. de (1977), "Traços da Historia Econômica da Bahia no Ultimo Século e Meio", Planejamento 5:4, 19-54.
- Amaral, I. do (1968), Luanda (Estudo de Geografia Urbana), Lisboa: Junta de Investigaçao do Ultramar.
- Azevedo, Thales de (1953), Les Elites de Couleur dans une Ville Brésilienne, Paris: UNESCO.
- . (1955), Povoamento da Cidade de Salvador, Sao Paulo: Cia. Editora Nacional.
- . (1977), "A Economia Baiana em torno de 1850", Planejamento 5:4, 7-18.
- Bastide, Roger (1967), Les Amériques Noires, Paris: Payot.
- Bastide, Roger et Florestan Fernandes (1959), Branços e Negros em Sao Paulo, Sao Paulo: Cia. Editora Nacional.

- Boxer, C. R. (1964), The Golden Age of Brazil, 1695-1750. Growing Pains of a Colonial Society, Berkeley and Los Angeles: Univ. of California Press.
- (1965), Portuguese Society in the Tropics. The Municipal Councils of Goa, Macao, Bahia and Luanda, 1510-1800, Madison and Milwaukee: Univ. of Wisconsin Press.
- Bridenbaugh, C. (1950), The Colonial Craftsman, Chicago: Univ. of Chicago Press (ed.1964).
- Calogeras, J. P. (1939), A History of Brazil, Chapel Hill: The Univ. of North Carolina Press.
- Clarke, Colin G. (1975), Kingston, Jamaica. Urban Development and Social Change, 1692-1962, Berkeley: Univ. of California Press.
- Conrad, Robert (1973), "Neither Slave nor Free: The Emancipados of Brazil, 1818-1868", The Hispanic Historical Review 53:1, 50-70.
- Degler, C. N. (1971), Neither Black nor White: Slavery and Race Relations in Brazil and the United States, New York: The MacMillan Company.
- Freyre, Gilberto (1933), The Masters and the Slaves, New York: Knopf (trad.1967).
- (1936), Sobrados e Mucambos: Decadência do Patriarcado Rural e Desenvolvimento Urbano, Rio de Janeiro: Livr. José Olímpio Edit./M.E.C. (ed.1977).
- (1959), Ordem e Progresso: Processo de Desintegração das Sociedades Patriarcal e Semipatriarcal no Brasil sob o Regime de Trabalho Livre. Aspectos de um quase Meio Século de Transição do Trabalho Escravo para o Trabalho Livre e da Monarquia para a República, Rio de Janeiro: Livr. José Olímpio Edit./M.E.C. (ed.1974).
- Furtado, Celso (1959), La Formation Economique du Brésil de l'époque coloniale aux temps modernes, Paris: Mouton (tr.1972).
- Galloway, J. H. (1971), "Brazil", in Blakemore, H. and C. T. Smith (eds.): Latin America: Geographical Perspectives, (335-399) London: Methuen & Co..
- Gardner, James A. (1973), Urbanization in Brazil, New York: The Ford Foundation (Working Papers of The Ford Foundation).
- Graham, Richard (1970), "Brazilian Slavery Re-examined: A Review Article", Journal of Social History 3:4, 431-453.
- Gregory, D. (1982), Regional Transformation and Industrial Revolution. A Geography of The Yorkshire Woollen Industry, Minneapolis: Univ. of Minnesota Press.

- Hahner, June E. (1977), "Women and Work in Brazil, 1850-1920: a Preliminary Investigation", in Alden, O. and W. Ocan (eds.): Essays Concerning the Socioeconomic History of Brazil and Portuguese India, (87-117), Gainesville: The Univ. Press of Florida.
- Johnson, J. J. (1964), The Military and Society in Latin America, Standford: Standford University Press.
- Karasch, Mary (1975), "From Porterage to Proprietorship: African Occupations in Rio de Janeiro, 1808-1850", in Engerman, S. L. and E. D. Genovese (eds.): Race and Slavery in the Western Hemisphere: Quantitative Studies, (369-393), Princeton: Princeton University Press.
- Klein, Herbert S. (1969), "The Colored Freedmen in Brazilian Slave Society", Journal of Social History 3:1, 30-52.
- (1971), "The Internal Slave Trade in Nineteenth Century Brazil: A Study of Slave Importations into Rio de Janeiro in 1852", The Hispanic American Historical Review 51:4, 567-585.
- Lobo, Eulalia M. L., O. Canavarros, Z. F. Elias, S. C. Novais, L. B. Madureira (1973), "Estudo das Categorias Socioprofissionais, dos Salarios e do Custo de Alimentação no Rio de Janeiro de 1820 a 1930", Revista Brasileira de Economia 27:4, 129-176.
- Mariani, Clemente (1977), "Análise do Problema Econômico Baiano", Planejamento 5:4, 55-121.
- Moog, Viana (1954), Défricheurs et Pionniers, Paris: Editions Gallimard (tr.1963).
- Moore, W. E. (1971), American Negro Slavery and Abolition. A Sociological Study, New York: The Third Press.
- Moser, R. M. (1968), "Cities and Society in 19th Century Latin America: the Illustrative Case of Brazil". Actas y Memorias del XXXVII Congreso Internacional de Americanistas - Rep. Argentina - 1966, Buenos Aires.
- Pierson, Donald (1942), Negroes in Brazil: A Study of Race Contact at Bahia, Carbondale and Edwardsville: Southern Illinois University Press (ed.1967).
- Poppino, R. E. (1968), Brazil: The Land and People, New York: Oxford University Press (ed.1973).
- Prado Junior, Caio (1945), Historia Econômica do Brasil, Sao Paulo: Edit. Brasiliense (ed.1984).
- (1967), The Colonial Background of Modern Brazil, Berkeley and Los Angeles: Univ. of California Press.

- Queiros Mattoso, K. M. de (1970), "Conjoncture et Société au Brésil à la fin du XVIIIe Siècle. Prix et Salaires à la Veille de la Révolution des Alfaiates. Bahia 1798", Cahiers des Amériques Latines 5, 33-53.
- (1974), "Les Esclaves de Bahia au Début du XIXe Siècle (Etude d'un Groupe Social)", Cahiers des Amériques Latines 9-10 (1974) pp.105-129.
- Russel-Wood, A. J. R. (1982), The Black Man in Slavery and Freedom in Colonial Brazil, New York: St. Martin's Press.
- Sette, Mario (1948), Arruar - Historia Pitoresca do Recife Antigo, Rio de Janeiro: Liv. Edit. da Casa do Estudante do Brasil.
- Simas Filho, Américo (1980), "Desenvolvimento Urbano da Cidade do Salvador", Planejamento 8:1-2, 11-18.
- Tollenare, Louis-François (1971), Notes Dominicales prises pendant un voyage en Portugal et au Brésil en 1816, 1817 et 1818, Paris: P.U.F. (Edition commenté par L. Bourdon).
- Verger, Pierre (1964), Bahia and the West African Trade (1549-1851), Ibadan: Ibadan University Press.
- (1968), Flux et Reflux de la Traite des Nègres entre le Golfe de Bénin et Bahia de Todos os Santos, Paris: Mouton.
- Vilhena, L. dos S. (1927), A Bahia no Século XVIII, Salvador: Editora Itapua (Ed. por B. do Amaral).
- Villela, A. V. e W. Suzigan (1973), Politica do Governo e Crescimento da Economia Brasileira 1889-1945, Rio de Janeiro: I.P.E.A./I.N.P.E.S..
- Von Spix, J. B. e K. F. P. Von Martius (1823/1831), Viagem pelo Brasil: 1817-1820, Sao Paulo: Ed. Melhoramentos; Brasília: Inst. Nacional do Livro (tr.1976).

#### 4) METHODOLOGIE

- Abler, R., J. S. Adams and P. Gould (1971), Spatial Organization: The Geographer's View of the World, Englewood Cliffs: Prentice-Hall Inc..
- Castro, C. de M. (1973), Estrutura e Apresentação de Publicações Técnicas, Rio de Janeiro: I.P.E.A. (mimeo).
- Chojnick, Z. and T. Czyz (1976), "Some Problems in the Application of Factor Analysis in Geography", Geographical Analysis 8, 416-427.

- Cole, J. P. and C. A. M. King (1968), Quantitative Geography: Techniques and Theories in Geography, London: John Wiley.
- Costa, M. A. (1981), "Fecundidade e Desenvolvimento no Brasil (Uma Analise com Regressao em Etapas)", Revista Brasileira de Estatistica 42:168, 315-330.
- Council, K. A. and J. T. Helwig (1981), SAS/Graph User's Guide, Cary, N.C.: SAS Institute Inc..
- Dauphiné, A. (1973), "L'Analyse Factorielle: ses Contraintes Mathématiques et ses Limites en Géographie", L'Espace Géographique 1, 74-80.
- Haggett, P. H. (1966), Locational Analysis in Human Geography, N.York: St. Martin's Press.
- Harvey, David (1969), Explanation in Geography, London: Edward Arnold.
- Helwig, T. H. (1978), SAS Introductory Guide, Cary, N.C. SAS Institute Inc. (ed.1983).
- Johnston, R. J. (1982), "Analise dos componentes principais e Analise fatorial na pesquisa geografica: alguns problemas e questoes", Revista Brasileira de Geografia 44:4, 687-701.
- Megee, M. (1965), "On Economic Growth and the Factor Analysis Method", Southern Economic Journal 3, 215-228.
- Mignerón, J. (1972), "L'Utilisation de l'Analyse Factorielle en Planification Urbaine et Régionale. Une Analyse Socio-économique de la Population du Centre de l'Ile de Montréal", Rev. Géogr. Montr. 26:3, 251-270.
- Nie, N. H. et al. (1975), Statistical Package for the Social Sciences, New York: McGraw-Hill.
- Phillips, D. L. (1977), "A Framework for Analysis of Urban and Regional Data Set". Informations System Inputs to Policies, Plans and Programs. Papers from the 15th Annual Conference of the Urban and Regional Systems Associations, Kansas City, 279-288.
- Racine, J. B. et H. Raymond (1973), L'Analyse Quantitative en Géographie, Paris: P.U.F..
- Simon, J. L. (1969), Basic Research Methods in Social Science, New York: Randon House.
- Siso Q., G. J. (1979), "Análisis Factorial en Geografia: un ejemplo de aplicacion del Método de Componentes Principales", Sintese Geografica 5, 11-22.

Wheat, Leonard F. (1973), Regional Growth and Industrial Location. An Empirical Viewpoint, Toronto: Lexington Books.

5) STATISTIQUES ET DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX

BAHIA. CONDER (1977), Plano Metropolitano de Desenvolvimento, Salvador: CONDER.

BAHIA. SEPLANTEC. CONDER (1979), Estudo de Uso do Solo e Transportes para a Região Metropolitana de Salvador, Vol. 1, Cenário Socio-Economico, Salvador: CONDER.

----- (1982), Plano Metropolitano de Desenvolvimento, Salvador: CONDER.

Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1982), Rapport sur le Développement dans le Monde, 1982, Washington: Banque Mondiale.

----- (1983), Rapport sur le Développement dans le Monde, 1983, Washington: Banque Mondiale.

----- (1984), Rapport sur le Développement dans le Monde, 1984, Washington: Banque Mondiale.

BRASIL. I.B.G.E. (1940), Censo Demografico - 1940 - Bahia - (População e Habitação), Vol. 1, Tomo 12. Rio de Janeiro: I.B.G.E..

----- (1950), Censo Demografico - 1950 - Bahia - Vol. 1, Tomo 20. Rio de Janeiro: I.B.G.E..

----- (1960), Censo Demografico - 1960 - Bahia - Vol. 1, Tomo 8. Rio de Janeiro: I.B.G.E..

----- (1970), Censo Demografico - 1970 - Bahia - Vol. 1, Tomo 13. Rio de Janeiro: I.B.G.E..

BRASIL. SEPLAN. I.B.G.E. (1979), Censo Industrial - Bahia (Censos Economicos de 1975), Serie Regional, Vol.2, Tomo 13, Rio de Janeiro: I.B.G.E..

----- (1980-a), Censo Comercial - Bahia (Censos Economicos de 1975), Serie Regional, Vol.3, Tomo 13, Rio de Janeiro: I.B.G.E..

----- (1980-b), Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilios - 1977 - Areas Metropolitanas, Porto Alegre, Belo Horizonte, Recife, Vol 2 - Tomos 11, 12, 13; - 1978 - Areas Metropolitanas, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Curitiba, Salvador, Belem, Vol. 3 - Tomos 9, 10, 11, 16, 17, Rio de Janeiro: I.B.G.E..

- . (1981-a), Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilios - 1978 - Area Metropolitana Fortaleza, Vol. 3 - Tomo 14, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1981-b), Censo dos Serviços - Bahia (Censos Economicos de 1975), Serie Regional, Vol.4, Tomo 13, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1981-c), Emprego, Subemprego e Desemprego, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1981-d), Sinopse Preliminar do Censo Demografico - IX Recenseamento Geral - 1980 - Bahia, Vol.1, Tomo 1, No. 14, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1982-a), Sinopse Preliminar do Censo Industrial - IX Recenseamento Geral - 1980 - Vol. 3, Tomo 1, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1982-b), Tabulações Avancadas do Censo Demografico - IX Recenseamento Geral - 1980 - (Resultados Preliminares) - Vol 1, Tomo 2, No 2, Rio de Janeiro : I.B.G.E..
- . (1982-c), Censo Demografico - Dados Gerais - Migração - Instrução - Fecundidade - Mortalidade - Para, Ceara, Pernambuco, Bahia, Minas Gerais, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Parana e Rio Grande do Sul - IX Recenseamento Geral - 1980 - Vol. 1, Tomo 4, Nos 6, 9, 12, 15, 18, 19, 20 e 22, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1982-d), Anuario Estatistico do Brasil - 1982, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1983-a), Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilios - 1981 - Brasil e Grandes Regioes, Vol. 5, Tomo 11, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1983-b), Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilios - 1981 - Regioes Metropolitanas, Vol. 5, Tomo 12, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1983-c), Censo Demografico - Mao-de-Obra - Brasil, Para, Ceara, Pernambuco, Bahia, Minas Gerais, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Parana e Rio Grande do Sul - IX Recenseamento Geral - 1980 - Vol. 1, Tomo 5, Numeros 1, 6, 9, 12, 15, 16, 18, 19, 20 e 22, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1983-d), Censo Demografico - Familias e Domicilios - Brasil, Ceara, Pernambuco, Bahia, Minas Gerais, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Parana e Rio Grande do Sul - IX Recenseamento Geral - 1980 - Vol. 1, Tomo 6, Numeros 1, 9, 12, 15, 16, 18, 19, 20 e 22, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- . (1983-e), Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilios - 1982 - Regioes Metropolitanas, Vol. 6, Tomo 2, Rio de Janeiro: I.B.G.E..

- (1984), Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilios - 1983 - Regioes Metropolitanas, Vol. 7, Tomo 22, Rio de Janeiro: I.B.G.E..
- International Labour Office - ILO (1972), Employment, Incomes and Equality: a Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya, Geneva: International Labour Office.
- Prefeitura Municipal de Campina Grande/CONDECA (1978), Projeto Pequenos Negocios. Campina Grande-PB, Campina Grande: P.M.C.C./CONDECA.
- SERGIPE. SEPLAN. U.A.S. (1984), Relatorio de Pesquisa - Setor Informal do Aglomerado Urbano de Aracaju, Aracaju: U.A.S. (mimeo).
- Uniao Nordestina de Assistencia a Pequenas Organizações - U.N.O. (1980), Caracterização da Microempresa e do Microempresario da Regiao Metropolitana do Recife, Recife: U.N.O..
- United Nations - Commission on Human Settlements (1980), "Upgrading of Urban Slum and Squatter Areas", Report of the Executive Director of the C.H.S. to the 3rd. Section of the Commission in Mexico City. New York (mimeo).
- 